

REPUBLIQUE DU CAMEROUN

*Paix – Travail – Patrie*

-----

INSTITUT NATIONAL DE LA  
STATISTIQUE

-----

REPUBLIC OF CAMEROON

*Peace – Work – Fatherland*

-----

NATIONAL INSTITUTE OF  
STATISTICS

-----

## DEUXIEME RECENSEMENT GENERAL DES ENTREPRISES EN 2016 (RGE-2)

Rapport principal



Institut National de la  
Statistique

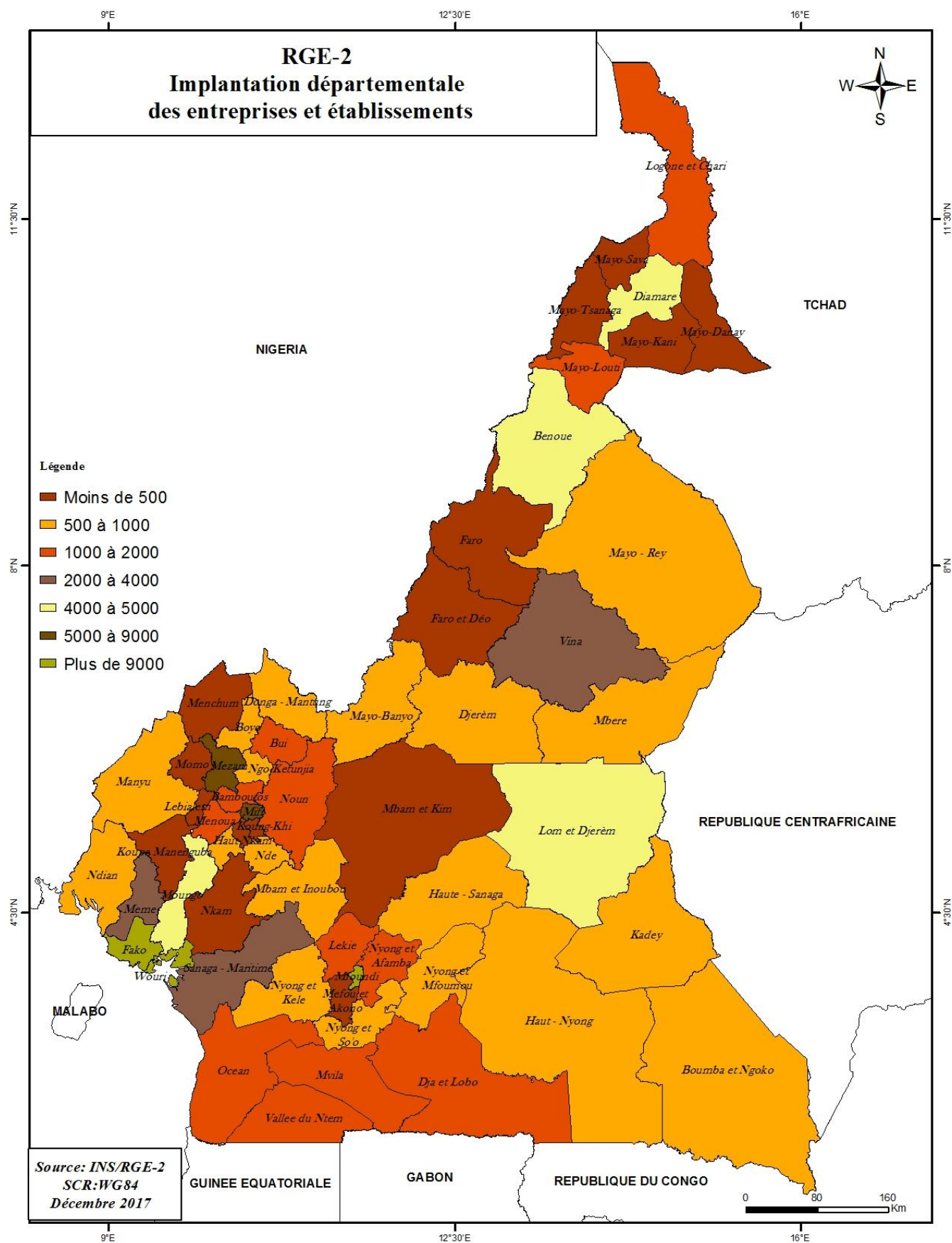
BP: 134 Yaoundé

Tel.: (+237) 222 22 04 45

Fax: 237) 222 23 24 37

Website: [www.statistics-cameroon.org](http://www.statistics-cameroon.org)

*Septembre 2018*



## Avant-propos

L'Institut National de la Statistique (INS) a le plaisir de présenter le rapport principal des résultats du deuxième Recensement Général des Entreprises (RGE-2), opération statistique d'envergure nationale dont la collecte des données a été réalisée en fin 2016. La première du genre (RGE-1) a été réalisée en 2009.

Le RGE fait partie des opérations statistiques prioritaires retenues dans la Stratégie Nationale de Développement de la Statistique (SNDS). Les indicateurs statistiques élaborés alimentent le dispositif de suivi-évaluation de la mise en œuvre des politiques publiques déclinées dans le Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi (DSCE). Ils permettent aussi d'apprécier les impacts des chocs exogènes et des politiques publiques sur le développement des entreprises. A titre d'illustration, les créations et fermetures d'entreprises, l'évolution du chiffre d'affaires, de la valeur ajoutée et des emplois générés par les entreprises, plus particulièrement celles relevant des PME, sont des informations capitales pour les décideurs.

Le présent rapport principal des résultats, en même temps qu'il complète les résultats préliminaires, livre une synthèse des informations actualisées relatives à l'implantation des entreprises tant au niveau national que régional, départemental et communal, aux caractéristiques des entreprises et des établissements (activité exercée, typologie, forme juridique, etc.), aux emplois, au chiffre d'affaires, au capital social et son financement, à la gouvernance d'entreprise, au taux de pénétration des TIC, au profil des entrepreneurs et à leurs opinions sur le climat des affaires au Cameroun, etc. L'analyse de ces résultats ainsi que la dynamique entre 2009 et 2016 y sont exposés.

Les résultats serviront également à l'actualisation du répertoire des entreprises issues du RGE-1, mais aussi à (i) l'amélioration de la qualité des comptes nationaux grâce à la mise à disposition des informations plus importantes sur les entreprises, (iii) l'alimentation du dispositif de suivi de l'emploi et de la main d'œuvre par la production des indicateurs du volet emploi du DSCE et (iv) la constitution d'une base de sondage pour les futures enquêtes auprès des entreprises ou des études de marché.

Au plan humain, la production des résultats a nécessité la mobilisation d'un important effectif du personnel de l'INS qui s'est montré très dévoué et engagé pour la réussite de toutes les phases. L'INS a dû procéder au recrutement des agents temporaires qui, après des formations spécifiques, ont été ensuite sélectionnés pour servir en qualité d'agents recenseurs, contrôleurs, de codification ou opérateurs de saisie informatique. L'INS adresse à toutes ces personnes, ses félicitations pour l'excellente qualité de leurs prestations. En outre, l'Institut saisit cette occasion pour formuler aux nombreux chefs d'entreprises qui ont collaboré lors de la collecte des données, ses sincères remerciements et les encourage à continuer dans cette même voie pour des opérations à venir.

Au plan financier, d'importantes ressources ont été mobilisées, auprès du Gouvernement à travers le Ministère de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire (MINEPAT), et de l'Union Européenne (UE) à travers les fonds du Programme d'Appui à la Réforme des Finances Publiques – volet Statistiques (PARFIP/SSN). Au Gouvernement et à l'UE, l'INS exprime sa profonde gratitude.

Les données et indicateurs statistiques ainsi produits sont disponibles et accessibles sur le site internet de l'INS ci-dessous. Pour toute autre information, vous êtes invités à contacter les responsables concernés à l'adresse ci-dessous :

**B.P. : 134 Yaoundé, CAMEROUN**

**Tél. : (237) 222 22 04 45**

**Fax. : (237) 222 23 24 37**

**Site Internet : [www.statistics-cameroon.org](http://www.statistics-cameroon.org)**

## TABLE DE MATIERES

Avant-propos .....	3
TABLE DE MATIERES .....	4
LISTE DES TABLEAUX .....	8
LISTE DES GRAPHIQUES .....	10
LISTE DES CARTES .....	11
LISTE DES ENCADRES .....	11
ABBREVIATIONS ET SIGLES .....	12
RESUME EXECUTIF .....	14
CHAPITRE 1 : INTRODUCTION, CONTEXTE ET OBJECTIFS DU RGE-2 .....	19
1.1. Contexte général .....	19
1.2. Contexte réglementaire et institutionnel .....	19
1.3. Situation macroéconomique .....	20
1.4. Situation sociodémographique .....	21
1.5. Objectifs.....	21
1.6. Enjeux et défis .....	22
1.7. Plan du rapport.....	22
CHAPITRE 2 : CHOIX METHODOLOGIQUES .....	24
2.1. Eléments de la méthodologie de collecte .....	24
2.1.1. Champ et unités.....	24
2.1.2. Cartographie.....	24
2.1.3. Base de collecte.....	25
2.1.4. Outils de collecte de données.....	26
2.1.4.1. Questionnaires .....	26
2.1.4.2. Manuel de l'agent recenseur .....	27
2.1.4.3. Manuel du contrôleur .....	27
2.1.4.4. Nomenclatures.....	27
2.1.4.5. Collecte des données .....	27
2.2. Exploitation des données .....	28
2.2.1. Relecture et codification des questionnaires .....	28
2.2.2. Saisie des données.....	28
2.2.3. Apurement des données et tabulation .....	28
2.3. Analyse et rédaction des rapports .....	28
CHAPITRE 3 : IMPLANTATION GEOGRAPHIQUE DES UNITES ECONOMIQUES .....	30
3.1. Implantation des entreprises et établissements par région.....	30
3.2. Implantation des entreprises et établissements par Département .....	32
3.3. Implantation des entreprises et établissements par ville.....	34
3.4. Implantation des entreprises et établissements suivant le secteur d'activité .....	36



3.4.1	Implantation des entreprises du secteur primaire.....	36
3.4.2	Implantation des entreprises du secteur secondaire .....	39
3.4.3	Implantation des entreprises du secteur tertiaire.....	41
CHAPITRE 4 : CARACTERISTIQUES DU TISSU DES ENTREPRISES .....		44
4.1	Activité principale exercée .....	44
4.1.1	Activités du secteur primaire .....	45
4.1.2	Activités du secteur secondaire.....	46
4.1.3	Activités du secteur tertiaire .....	46
4.2	Chiffre d'affaires des entreprises.....	47
4.2.1	Chiffre d'affaires par secteur d'activité .....	47
4.2.2	Chiffre d'affaires par région .....	49
4.3	Forme juridique .....	50
4.3.1	Forme juridique et secteur d'activité .....	51
4.3.2	Forme juridique et Région .....	53
4.4	Typologie des entreprises .....	53
4.4.1	Type et secteur d'activité .....	55
4.4.2	Type et Région.....	56
4.5	Comptabilité dans les entreprises .....	57
4.6	Pratique fiscale dans les entreprises .....	59
4.6.1	Régime d'imposition et Région .....	59
4.6.2	Régime d'imposition et sous- secteur d'activité.....	60
4.6.3	Régime d'imposition et type.....	61
4.7	Pratique de la sous-traitance .....	61
4.7.1	Indicateurs de sous-traitance par type d'entreprise.....	63
CHAPITRE 5 : EMPLOI DANS LES ENTREPRISES .....		64
5.1.	Emploi par secteur d'activité.....	64
5.2.	Emploi permanent par région .....	67
5.3.	Emploi par type d'entreprise .....	68
5.4.	Emploi par forme juridique .....	69
CHAPITRE 6 : PROFIL DU PROMOTEUR D'ENTREPRISE ET DU PRINCIPAL DIRIGEANT .....		71
6.1	Sexe du promoteur/principal dirigeant .....	71
6.1.1	Sexe du promoteur/principal dirigeant et secteur d'activité .....	72
6.1.2	Sexe du promoteur d'entreprise et type .....	73
6.2	Age du promoteur/principal dirigeant .....	74
6.2.1	Age du promoteur/principal dirigeant d'entreprise et secteur d'activité .....	75
6.2.2	Age du promoteur/principal dirigeant d'entreprise et type.....	77
6.3	Statut matrimonial du promoteur/principal dirigeant d'entreprise .....	79
6.3.1	Statut matrimonial du promoteur/principal dirigeant d'entreprise et secteur d'activité.....	79

6.3.2	Statut matrimonial du promoteur/principal dirigeant d'entreprise et type.....	80
6.4	Nationalité du promoteur/principal dirigeant d'entreprise .....	81
6.4.1	Nationalité du promoteur/principal dirigeant d'entreprise et secteur d'activité ....	82
6.4.2	Nationalité du promoteur et type .....	84
6.5	Niveau de diplôme du promoteur/principal dirigeant d'entreprise .....	86
6.5.1	Niveau de diplôme du promoteur d'entreprise et secteur d'activité .....	86
6.5.2	Niveau de diplôme du promoteur/ principal dirigeant et type .....	88
6.6	Année d'expérience du promoteur/principal dirigeant d'entreprise.....	89
6.6.1	Année d'expérience du promoteur/principal dirigeant et secteur d'activité.....	90
6.6.2	Année d'expérience du promoteur et taille de l'entreprise .....	92
6.7	Effectif employé selon le sexe du promoteur/principal dirigeant et le secteur d'activité.....	94
CHAPITRE 7 : DEMOGRAPHIE DES ENTREPRISES .....		96
7.1	Evènements de la vie des entreprises durant la période intercensitaire.....	96
7.1.1	Les naissances d'entreprises .....	96
7.1.1.1	Naissances de grandes entreprises.....	96
7.1.1.2	Naissances des PME.....	97
7.1.2	Les décès d'entreprises .....	98
7.2	Age des entreprises recensées.....	100
7.2.1	Date de création et type d'entreprise .....	102
7.2.2	Date de création et sous-secteur d'activité.....	102
7.2.3	Date de création et forme juridique .....	103
CHAPITRE 8 : CAPITAL SOCIAL, FINANCEMENT ET INVESTISSEMENT DES ENTREPRISES.....		105
8.1	Le capital social des entreprises recensées .....	105
8.1.1	Répartition du capital social.....	105
8.1.2	Géographie du capital social .....	106
8.1.2.1	Géographie du capital social et secteur d'activité.....	106
8.1.2.2	Géographie du capital social et type de l'entreprise .....	106
8.1.2.3	Géographie du capital social et ancienneté de l'entreprise .....	107
8.2	Caractéristiques des entreprises liées aux groupes .....	107
8.3	Caractéristiques des entreprises filiales .....	108
8.4	Financement à la création des entreprises .....	109
8.4.1	Financement à la création des entreprises par secteur d'activité .....	110
8.4.2	Financement à la création des entreprises selon le type .....	110
8.5	Investissement des entreprises.....	111
CHAPITRE 9 : ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES.....		113
9.1	Opinion des chefs d'entreprises sur l'environnement des affaires .....	113
9.1.1	Opinion des chefs d'entreprise sur l'environnement des affaires par sous-secteur d'activité.....	114

Sous-secteur d'activité .....	114
9.1.2 Opinion des chefs d'entreprise sur l'environnement des affaires par région.....	114
9.1.3 Opinion des chefs d'entreprise sur l'environnement des affaires selon la nationalité du promoteur .....	115
9.1.4 Opinion des chefs d'entreprise sur l'environnement des affaires selon le type d'entreprises .....	116
9.1.5 Opinion des chefs d'entreprise sur l'environnement des affaires selon la forme juridique .....	116
9.1.6 Opinion des chefs d'entreprise sur les relations entre les entreprises et les pouvoirs publics	117
9.2 Les principaux obstacles à l'entrepreneuriat .....	118
9.3 Connaissance de l'accord de partenariat économique entre le Cameroun et l'Union Européenne par sous-secteur d'activité.....	121
9.4 Appréciation des politiques publiques et mesures phares du Gouvernement (APE, PLANUT et DSCE).....	122
CHAPITRE 10 : UTILISATION DES TICS, INNOVATION TECHNOLOGIQUE ET PROTECTIONS ENVIRONNEMENTALES.....	124
10.1 Evolution des indicateurs de TIC selon le secteur d'activité.....	124
10.2 Indicateurs de TIC selon le secteur d'activité.....	125
10.3 Indicateurs de TIC selon le type .....	126
10.4 Indicateurs de protections environnementales selon le secteur d'activité de l'entreprise.....	127
CHAPITRE 11 : CONCLUSION, RECOMMANDATIONS ET PERSPECTIVES .....	130
11.1 Conclusion générale.....	130
11.2 Recommandations.....	132
11.3 Perspectives.....	133
REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES .....	134
ANNEXES .....	135
A.1 Equipe de réalisation .....	135
A.2 Concepts et définitions .....	135
A.3 Tableaux statistiques .....	135

## **LISTE DES TABLEAUX**

Tableau 2. 1 : Liste des sources de fichier d'entreprises.....	25
Tableau 2. 2 : Aperçu des indicateurs issus du questionnaire de répertoire.....	26
Tableau 2. 3 : Aperçu des indicateurs issus du questionnaire de structure .....	26
Tableau 2. 4 : Personnel du RGE-2.....	29
Tableau 3. 1 : Evolution du nombre d'entreprises et établissements suivant la Région .....	30
Tableau 3. 2 : Répartition des entreprises et établissements par Département .....	33
Tableau 3. 3 : Le Top20 des villes championnes en matière d'implantation des unités économiques.....	35
Tableau 3. 4 : Répartition des entreprises et établissements du secteur primaire par région .....	37
Tableau 3. 5 : Répartition des entreprises et établissements du secteur secondaire par région ....	39
Tableau 3. 6 : Répartition des entreprises et établissements du secteur tertiaire par région .....	41
Tableau 4. 1 : Répartition sectorielle des entreprises et établissements.....	44
Tableau 4. 2 : Répartition des entreprises et établissements du secteur primaire .....	45
Tableau 4. 3 : Répartition des entreprises et établissements du secteur secondaire.....	46
Tableau 4. 4 : Répartition des entreprises et établissements du secteur tertiaire .....	47
Tableau 4. 5 : Répartition du chiffre d'affaires par secteur d'activité .....	48
Tableau 4. 6 : Evolution du chiffre d'affaires par région.....	49
Tableau 4. 7 : Répartition des entreprises et établissements par secteur et selon la forme juridique .....	52
Tableau 4. 8 : Répartition des entreprises selon la forme juridique et suivant la Région (%) .....	53
Tableau 4. 9 : Evolution de la structure des entreprises par type(modifier en cohérence avec les autres tableaux sur la typologie).....	54
Tableau 4. 10 : Répartition des entreprises par secteur d'activité et par type.....	56
Tableau 4. 11 : Répartition des entreprises par région et par type .....	56
Tableau 4. 12 : Répartition des entreprises ayant certaines pratiques comptables par secteur d'activité.....	58
Tableau 4. 13 Répartition des entreprises selon le régime d'imposition et suivant la région .....	60
Tableau 4. 14 : Répartition des entreprises selon leur régime d'imposition par secteur d'activité .....	60
Tableau 4. 15 : Répartition des entreprises selon le régime d'imposition et suivant le type d'entreprise.....	61
Tableau 4. 16 : Indicateurs de sous-traitance par secteur d'activité.....	62
Tableau 4. 17 : Indicateurs de sous-traitance par type d'entreprise .....	63
Tableau 5. 1 : Répartition des effectifs employés par secteur d'activité et par sexe.....	65
Tableau 5. 2 : Répartition des effectifs permanents employés par Région .....	67
Tableau 5. 3 : Répartition des effectifs employés permanents par sexe et par type d'entreprise ..	69
Tableau 5. 4 : Répartition des effectifs employés permanents par sexe et selon la forme juridique de l'entreprise.....	70
Tableau 6. 1 : Répartition des entreprises selon le sexe du promoteur/principal dirigeant d'entreprise et le secteur d'activité.....	72
Tableau 6. 2 : Répartition des entreprises selon le sexe du promoteur/principal dirigeant d'entreprise et le secteur d'activité.....	73
Tableau 6. 3 : Répartition des entreprises selon la tranche d'âge du promoteur/principal dirigeant d'entreprise et le secteur d'activité.....	76
Tableau 6. 4: Répartition des entreprises selon la tranche d'âge du promoteur/principal dirigeant d'entreprise et la taille de l'entreprise .....	78
Tableau 6. 5 : Répartition des entreprises selon le statut matrimonial du promoteur/principal dirigeant d'entreprise et le secteur d'activité .....	80
Tableau 6. 6 : Répartition des entreprises selon le statut matrimonial du promoteur d'entreprise et la taille de l'entreprise .....	81

Tableau 6. 7 : Répartition des entreprises selon la nationalité du promoteur d'entreprise et le secteur d'activité .....	83
Tableau 6. 8 : Répartition des entreprises selon la nationalité du promoteur/principal dirigeant d'entreprise et le type .....	85
Tableau 6. 9 : Répartition des entreprises selon le niveau de diplôme du promoteur/principal dirigeant d'entreprise et le secteur d'activité .....	87
Tableau 6. 10 : Répartition des entreprises selon le niveau de diplôme du promoteur/principal dirigeant d'entreprise et le type .....	89
Tableau 6. 11 Répartition des entreprises selon le nombre d'année d'expérience du promoteur/principal dirigeant d'entreprise et suivant le secteur d'activité.....	91
Tableau 6. 12 : Répartition des entreprises selon l'année d'expérience du promoteur/principal dirigeant et suivant le type.....	93
Tableau 6. 13 Répartition des entreprises selon le sexe du promoteur d'entreprise et le secteur d'activité.....	94
Tableau 6. 14 : Répartition des entreprises et des effectifs employés selon le sexe du principal dirigeant et le secteur d'activité .....	95
Tableau 7. 1 : Naissance des grandes entreprises entre 2009 et 2016.....	96
Tableau 7. 2 : Répartition des entreprises créées dans les CFCE .....	98
Tableau 7. 3 : Taux de cessation d'entreprises en 2016.....	99
Tableau 7. 4 : Répartition des entreprises selon la date de création.....	100
Tableau 7. 5 : Répartition des entreprises selon l'année de création et le démarrage effectif ....	101
Tableau 7. 6 : Répartition des entreprises selon la date de création et le type.....	102
Tableau 7. 7 : Répartition des entreprises selon la date de création et le secteur d'activité .....	103
Tableau 7. 8 : Répartition des entreprises et des effectifs permanents selon la date de création et la forme juridique .....	104
Tableau 8. 1 : Répartition des entreprises selon la prédominance du capital social par secteur d'activité.....	106
Tableau 8. 2 : Répartition des entreprises selon la prédominance du capital et le type d'entreprise .....	107
Tableau 8. 3 : Répartition des entreprises et des effectifs selon la date de création et la provenance du capital.....	107
Tableau 8. 4 : Répartition des entreprises appartenant à un groupe selon la région .....	108
Tableau 8. 5 : Répartition des entreprises appartenant à un groupe par secteur d'activité .....	108
Tableau 8. 6 : Répartition des entreprises filiales selon la nationalité de l'entreprise mère .....	109
Tableau 8. 7 Répartition des entreprises filiales par secteur d'activité.....	109
Tableau 8. 8 : Origine des fonds utilisés pour démarrer l'activité par secteur d'activité (%).....	110
Tableau 8. 9 : Origine des fonds utilisés pour démarrer l'activité par type d'entreprise (%) .....	110
Tableau 9. 1 : Opinion des chefs d'entreprise sur l'environnement des affaires selon le sous-secteur d'activité (%) .....	114
Tableau 9. 2 : Opinion des chefs d'entreprise sur l'environnement des affaires selon la région (%) .....	115
Tableau 9. 3 : Opinion des chefs d'entreprise sur l'environnement des affaires selon la nationalité du promoteur (%) .....	116
Tableau 9. 4 : Perception de l'environnement des affaires par les chefs d'entreprise selon le type (%).....	116
Tableau 9. 5 : Perception de l'environnement des affaires par les chefs d'entreprise selon la forme juridique (%).....	117
Tableau 9. 6 : Opinion des chefs d'entreprise sur les relations entreprises et pouvoirs publics par sous-secteur d'activité (%) .....	117
Tableau 9. 7 : Les principaux obstacles à l'entrepreneuriat par sous-secteur (%) .....	120
Tableau 9.8°: Proportion des chefs d'entreprises qui sont favorables au libre-échange entre le Cameroun et l'Union européenne.....	121
Tableau 10. 1 : Principaux indicateurs de TIC dans les entreprises par sous-secteur d'activité.	125



Tableau 10. 2 : Principaux indicateurs de TIC dans les entreprises par type.....	127
Tableau 10. 3 : Proportion des entreprises ayant un dispositif de protection de l'environnement par sous-secteur d'activité (%).....	128
Tableau 10. 4 : Proportion des entreprises certifiées ISO par sous-secteur d'activité .....	129
Tableau 10. 5 : Proportion des entreprises certifiées ISO par type d'entreprise .....	129

## LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique 3. 1 : Répartition des entreprises et établissements par région de recensement .....	31
Graphique 4. 1 : Evolution sectorielle des unités économiques.....	44
Graphique 4. 2 : Evolution sectorielle de la production (chiffre d'affaires) .....	48
Graphique 4. 3 : Répartition du chiffre d'affaire moyen par région .....	50
Graphique 4. 4 : Répartition des entreprises selon la forme juridique .....	50
Graphique 4. 5 : Répartition des entreprises par type (%) .....	54
Graphique 4. 6 : Répartition du chiffre d'affaires des entreprises par type .....	55
Graphique 4. 8 : Répartition des entreprises selon le régime d'imposition .....	59
Graphique 5. 1 : Répartition des effectifs d'employés permanents par secteur d'activité.....	64
Graphique 5. 2 : Evolution de la structure des emplois permanents et temporaires par sexe .....	66
Graphique 5. 3 : Effectif moyen des employés permanents par secteur .....	67
Graphique 5. 4 : Emplois permanents moyens des entreprises par Région .....	68
Graphique 5. 5 : Répartition des employés par forme juridique (%) .....	69
Graphique 6. 1 : Répartition des entreprises selon le sexe du promoteur/principal dirigeant (%)	71
Graphique 6. 2 Proportion des entreprises selon le sexe du promoteur et suivant le secteur d'activité (%).....	72
Graphique 6. 3 Proportion des entreprises selon le sexe du promoteur et suivant le type (%).....	73
Graphique 6. 4 : Distribution des entreprises suivant l'âge du promoteur et du principal dirigeant (%).....	74
Graphique 6. 5 : Répartition des entreprises suivant la tranche d'âge du promoteur.....	75
Graphique 6. 6 : Evolution de l'âge moyen des promoteurs selon le secteur d'activité .....	75
Graphique 6. 7 : Proportion des entreprises selon la tranche d'âge du promoteur et suivant le secteur d'activité (%) .....	76
Graphique 6. 8 : Evolution de l'âge moyen des promoteurs selon le type.....	77
Graphique 6. 9 : Proportion des entreprises selon la tranche d'âge du promoteur et suivant le type .....	78
Graphique 6. 10 : Proportion des entreprises selon le sexe du promoteur et suivant le secteur d'activité (%).....	79
Graphique 6. 11 : Proportion des entreprises selon le statut matrimonial du promoteur d'entreprise et suivant le type.....	80
Graphique 6. 12 : Répartition des promoteurs et principaux dirigeants selon la nationalité (%)	82
Graphique 6. 13 : Proportion des entreprises de promoteur camerounais selon le secteur d'activité (%).....	82
Graphique 6. 14 : Proportion des entreprises de promoteur étranger selon le secteur d'activité (%) .....	83
Graphique 6. 15 : Proportion des entreprises de promoteur camerounais selon le type (%) .....	84
Graphique 6. 16 : Proportion des entreprises de promoteur étranger selon le secteur d'activité (%) .....	85
Graphique 6. 17 : Répartition des entreprises suivant le niveau d'instruction du promoteur et du principal dirigeant .....	86
Graphique 6. 18 : Proportion des entreprises selon le niveau de diplôme du promoteur et suivant le secteur d'activité (%).....	87
Graphique 6. 19 : Proportion des entreprises selon le niveau de diplôme du promoteur et suivant le type (%) .....	88

Graphique 6. 20 : Distribution des entreprises suivant l'ancienneté du promoteur et du principal dirigeant (%) (actualiser graphique).....	90
Graphique 6. 21 : Ancienneté moyenne du promoteur selon le secteur d'activité (ans).....	90
Graphique 6. 22 : Proportion d'entreprises selon la tranche d'ancienneté du promoteur et suivant le secteur d'activité (%).....	91
Graphique 6. 23 : Ancienneté moyenne du promoteur selon le type (ans) .....	92
Graphique 6. 24 : Proportion d'entreprises selon la tranche d'ancienneté du promoteur et suivant le type (%) .....	93
Graphique 6. 25 : Nombre moyen d'effectifs employés permanents selon le sexe du promoteur et le secteur d'activité.....	94
Graphique 6. 26 : Nombre moyen d'effectifs employés permanents selon le sexe du promoteur et le secteur d'activité.....	95
Graphique 7. 1 : Densité des entreprises selon l'âge.....	101
Graphique 8. 1 : Répartition de la capitalisation totale par type d'entreprise .....	105
Graphique 8. 2 : Evolution de la géographie du capital social.....	106
Graphique 8. 3 : Principales sources de financement à la création des entreprises (% d'opinions) .....	110
Graphique 8. 4 : Taux d'investissement (%) des entreprises.....	111
Graphique 8. 5 : Répartition sectorielle des dépenses d'investissement (%).....	111
Graphique 8. 6°: Ventilation des dépenses d'investissement selon la nature en 2015 (%).....	111
Graphique 8. 7 : Evolution de la rentabilité des entreprises.....	112
Graphique 9. 1 : Opinion des chefs d'entreprise sur l'environnement des affaires (en %) .....	113
Graphique 9. 2 : Opinion des chefs d'entreprise sur les relations entreprises et pouvoirs publics (en %) .....	118
Graphique 9. 3 : Evolution de la perception des chefs d'entreprises sur les obstacles à l'entreprenariat (% des opinions) .....	119
Graphique 9. 4 : Connaissance des politiques publiques (% des opinions) .....	121
Graphique 10. 1 : Principaux indicateurs de TIC dans les entreprises.....	125

## **LISTE DES CARTES**

Carte 1 : Implantation départementale des entreprises et établissements .....	32
Carte 2 : Implantation régionale des entreprises et établissements du secteur primaire .....	38
Carte 3 : Implantation régionale des entreprises et établissements du secteur secondaire.....	40
Carte 4 : Implantation régionale des entreprises et établissements du secteur tertiaire .....	42

## **LISTE DES ENCADRES**

Encadré 1 : Typologie des entreprises au Cameroun .....	53
Encadré 2 : Les Centres de Gestion Agréés (CGA) .....	57

## ABBREVIATIONS ET SIGLES

<b>AFD</b>	Agence française de Développement
<b>AFRISTAT</b>	Observatoire Economique et Statistique d'Afrique Subsaharienne
<b>ANOR</b>	Agence de Normes et de la Qualité
<b>API</b>	Agence de Promotion des Investissements
<b>APME</b>	Agence de Promotion des Petites et Moyennes entreprises
<b>BM</b>	Banque Mondiale
<b>BMN</b>	Bureau de Mise à Niveau des Entreprises
<b>BSTP</b>	Bourse de Sous-traitance et de Partenariat
<b>BTP</b>	Bâtiments et Travaux Publics
<b>BUCREP</b>	Bureau Central des Recensements et des Etudes de Population
<b>CBF</b>	Cameroon Business Forum
<b>CCIMA</b>	Chambre de Commerce, de l'Industrie, des Mines et de l'Artisanat
<b>CDSR-AC</b>	Commission Economique des Nations Unies pour l'Afrique ; Bureau pour l'Afrique Centrale
<b>CEMAC</b>	Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale
<b>CFCE</b>	Centre de Formalités de Création des Entreprises
<b>CGA</b>	Centre de Gestion Agrée
<b>CNPS</b>	Caisse Nationale de la Prévoyance Sociale
<b>CONAC</b>	Commission Nationale Anti-corruption
<b>CSPPro</b>	Census and Survey Program
<b>DGI</b>	Direction Générale des Impôts
<b>DP</b>	Division de la Prévision
<b>DSCE</b>	Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi
<b>DSF</b>	Déclaration Statistique et Fiscale
<b>DSRP</b>	Document de Stratégie pour la Réduction de la Pauvreté
<b>ECAM</b>	Enquête Camerounaise auprès des Ménages
<b>EESI</b>	Enquête sur l'Emploi et le Secteur Informel
<b>EI</b>	Entreprise Individuelle
<b>EPA</b>	Etablissement Public Administratif
<b>ETC</b>	Enquête Trimestrielle de Conjoncture
<b>FCFA</b>	Franc de la Communauté Financière Africaine
<b>FEC</b>	Facilité Elargie de Crédit
<b>FMI</b>	Fonds Monétaire International
<b>GE</b>	Grande Entreprise
<b>GIC</b>	Groupe d'Initiative Commune
<b>GICAM</b>	Groupement Inter Patronal du Cameroun
<b>GIE</b>	Groupement d'Intérêt Economique
<b>GPS</b>	Global Position System
<b>INS</b>	Institut National de la Statistique.

<b>ISO</b>	International Standard Organization.
<b>ME</b>	Moyenne Entreprise
<b>MINEE</b>	Ministère de l'Eau et de l'Energie
<b>MINEFOP</b>	Ministère de l'Emploi et de la Formation Professionnelle
<b>MINEPAT</b>	Ministère de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire
<b>MINEPIA</b>	Ministère des Pêches et de l'Industrie Animale
<b>MINFI</b>	Ministère des Finances
<b>MINJUSTICE</b>	Ministère de la Justice
<b>MINMIDT</b>	Ministère des Mines de l'Industrie et du Développement Technologique
<b>MINPMEESA</b>	Ministère des Petites et Moyennes Entreprises, de l'Economie Sociale et de l'Artisanat
<b>NACAM</b>	Nomenclature des Activités du Cameroun
<b>ODD</b>	Objectifs de Développement Durable
<b>OHADA</b>	Organisation pour l'Harmonisation en Afrique du Droit des Affaires
<b>OMD</b>	Objectifs du Millénaire pour le Développement
<b>ONG</b>	Organisation Non Gouvernementale
<b>PARFIP</b>	Programme d'Appui à la Reforme des Finances Publiques
<b>PE</b>	Petite Entreprise
<b>PEF</b>	Programme Economique et Financier
<b>PIB</b>	Produit Intérieur Brut
<b>PME</b>	Petite et Moyenne Entreprise
<b>PTF</b>	Partenaires Techniques et Financiers
<b>RGE</b>	Recensement Général des Entreprises
<b>RGPH</b>	Recensement Général de la Population et de l'Habitat
<b>SA</b>	Société Anonyme
<b>SARL</b>	Société à Responsabilité Limitée
<b>SARLU</b>	Société à Responsabilité Limitée Unipersonnelle
<b>SCS</b>	Société en Commandite Simple
<b>SEM</b>	Société d'Economie Mixte
<b>SIG</b>	Système d'Information Géographique
<b>SNC</b>	Société en Nom Collectif
<b>SNDS</b>	Stratégie Nationale de Développement de la Statistique
<b>SNIS</b>	Système National d'Information Statistique
<b>SSN</b>	Système Statistique National
<b>TIC</b>	Technologies de l'Information et de Communication.
<b>TPE</b>	Très Petite Entreprise
<b>UPI</b>	Unité de Production Informelle
<b>ZC</b>	Zone de Contrôle
<b>ZR</b>	Zone de Recensement
<b>ZS</b>	Zone de Supervision

## RESUME EXECUTIF

### 1. Contexte

Dans le cadre du suivi-évaluation des politiques publiques déclinées dans le DSCE et les stratégies sectorielles, et de la mise en œuvre des politiques et programmes de réformes structurelles axés sur le secteur privé, le Recensement Général des Entreprises est la première source qui permet de disposer, de façon exhaustive, de données détaillées sur les entreprises jusqu'aux plus petites unités de production des biens ou services. La première opération du genre a été exécutée en 2009, et au terme de celle-ci 93 969 entreprises et établissements avaient été recensés.

### 2. Synthèse méthodologique

Le RGE-2, la deuxième du genre, et dont la collecte s'est réalisée au cours de la période Octobre-Décembre 2016, par l'Institut National de la Statistique, s'est intéressé à toutes les unités localisables de production, exerçant leurs activités dans des locaux professionnels fixes et permanents. Cette restriction a permis de mieux circonscrire les unités de production formelles dans la mesure où, d'après la deuxième enquête nationale sur l'emploi et le secteur informel (EESI 2010), moins d'un quart des travailleurs informels exercent dans un local professionnel. Le géo référencement des unités économiques, l'élaboration d'une cartographie détaillée permettant d'améliorer leur identification, ainsi que l'élargissement du champ pour prendre en compte certaines activités spécifiques (laveries autos, dépôt de vente de sables, etc.) font partie des innovations du RGE-2 par rapport au RGE-1 de 2009.

Certaines catégories d'entreprises, parmi lesquelles les marchands ambulants, les activités sur les étals en plein air, les taxis, les motos taxis, et les calls box ont été exclues du champ de l'opération.

### 3. Implantation et caractéristiques des unités de production

Au terme de ce RGE-2, le bilan est de 209 482 entreprises et établissements recensés, géographiquement localisables sur l'étendue du territoire national, exerçant dans un local professionnel fixe ou un site aménagé.

Ces unités économiques sont principalement implantées dans les Régions du Littoral (37,0%) et du Centre (27,0%), et plus particulièrement dans la capitale économique, Douala avec 70 082 unités (33,5%), et le siège des institutions, Yaoundé avec 49 970 unités (23,9%). Ce qui fait au total 54,7% pour ces deux principales métropoles du pays et 57,4% pour les deux principales Régions administratives suscitées. Le reste du territoire national, composé de huit autres régions, se partage les 42,6% restants. Les régions de l'Adamaoua, du Sud, du Nord, de l'Extrême-nord et de l'Est sont les moins pourvues en entreprises. Elles concentrent chacune moins de 4% des entreprises. Par ailleurs, les opérateurs économiques ont une propension élevée à installer leurs unités de production dans les zones urbaines. A cet effet, les départements abritant les chefs-lieux de région sont relativement les plus pourvus en entreprises.

Le tissu productif est marqué par la prédominance des Très Petites Entreprises (TPE) et Petites Entreprises (PE) qui représentent 98,5% de l'ensemble des entreprises. Celles-ci n'emploient qu'au plus 3 personnes en moyenne. Les Moyennes Entreprises (ME) et les Grandes Entreprises (GE), quant à elles en représentent respectivement 1,3% et 0,2%.

Comme en 2009, la prépondérance du secteur tertiaire est à relever avec 84,2% des unités recensées, porté principalement par le commerce (achat et vente en l'état) contre 15,6 % pour le secteur secondaire, caractérisé par la prépondérance de petites unités exerçant essentiellement dans



l'agroalimentaire et l'industrie de la confection (atelier de couture) ; et 0,2% seulement pour le secteur primaire qui compte très peu d'entreprises modernes (en général de grande taille).

L'évolution entre 2009 et 2016 laisse apparaître une nouvelle structuration des activités. En effet, bien que le commerce reste l'activité dominante en termes de nombre d'entreprises, l'on note une forte dynamique démographique dans les industries manufacturières (notamment l'agroalimentaire) et dans le secteur financier (les banques et assurances), l'hôtellerie, la restauration et l'immobilier.

Le tissu économique est dominé par les entreprises individuelles, qui sont en nette croissance, avec en une proportion qui passe de 89% de l'ensemble des entreprises recensées en 2009 à 97% en 2016. Les entreprises de forme sociétaire, notamment les SA, les SARL et les SARLU, sont peu nombreuses et ne représentent qu'environ 2,5% du tissu des entreprises. Pour les plus structurées, en l'occurrence les SA, le compteur affiche, au terme du dénombrement, environ 600 sociétés (publiques et privées) sous cette forme. La majorité des entreprises recensées est enregistrée au régime du libérateur (86,8%). Les entreprises assujetties au régime réel simplifié (5,0%) et au régime réel (3,8%) sont minoritaires.

#### **4. Profil des promoteurs et des principaux dirigeants**

S'agissant du profil du représentant légal des entreprises, il ressort qu'au Cameroun 85 promoteurs d'entreprises sur 100 sont aussi les principaux dirigeants de leur entreprise. Selon la nationalité, l'on note que 95,6% d'entreprises ont été créées par des camerounais et 90,5% ont à leur tête un camerounais contre 92% en 2009. Les ressortissants du grand voisin le Nigéria sont la deuxième nationalité après les camerounais en termes d'entrepreneuriat au Cameroun (2,4%), soit plus de la moitié des promoteurs étrangers. Ceux-ci exercent leurs activités principalement dans les très petites entreprises du sous-secteur commercial (pièces détachées auto, accessoires automobiles...).

L'analyse par sexe révèle que l'initiative privée reste encore dominée par les hommes. En effet 62,1% des entreprises sont créées par des promoteurs (hommes) contre 37,9% par les promotrices (femmes). Ce déséquilibre en faveur des hommes, du reste plus accentué en matière de création d'entreprise, traduit une disparité selon le sexe.

Par rapport à 2009, l'on note une amélioration de la participation féminine dans l'entrepreneuriat (+5,3 point).

La répartition des entreprises selon le niveau d'instruction du promoteur/dirigeant montre que près de la moitié (48,4%) d'entre elles sont créées ou dirigées par des promoteurs ayant au plus le CEP/CEPE/FLSC (dont 19% sont sans diplôme); 24,1% le sont par les titulaires du BEPC ; 17,8% par ceux disposants d'un diplôme du second cycle de l'enseignement secondaire et 8,8% par les diplômés de l'enseignement supérieur. Ainsi, les entrepreneurs camerounais s'illustrent par un faible niveau d'instruction, traduisant le fait que ce sont les individus qui n'ont pas réussi dans le système éducatif classique qui se lancent dans l'entrepreneuriat.

L'accentuation (+2,1 points par rapport à 2009) de la proportion de « Sans diplôme » ou de diplômés de l'enseignement primaire pose un problème de la qualité des dirigeants des entreprises camerounaises et peut expliquer en partie la faible performance des entreprises nationales.

Un constat qui se dégage des résultats est surtout la jeunesse des entreprises recensées. En effet la majorité (77,5%) des entreprises dénombrées ont au plus 6 ans d'âge, c'est-à-dire exercent tout au plus depuis 2010. Parmi ces jeunes unités économiques, 14,5% environ ont été créées en 2016. En ce qui concerne l'année de démarrage des activités, 95% des entreprises ont effectivement démarré

leurs activités durant l'année de création administrative. En revanche, 3% des unités ont lancé leurs activités avant la création administrative.

Les résultats font aussi ressortir la « jeunesse » des promoteurs d'entreprises. Trois promoteurs sur cinq sont de la tranche de 20 à 40 ans. En outre les entrepreneurs sont juvéniles à la tête de leurs entreprises. En effet 85% et 94% des entrepreneurs respectivement promoteurs et principaux dirigeants ont moins de 10 ans à la tête des entreprises qu'ils dirigent.

La durée des entrepreneurs à la tête de leurs entreprises est en général courte. En effet, 85% et 94% des entrepreneurs respectivement promoteurs et principaux dirigeants ont moins de 10 ans à la tête des entreprises qu'ils dirigent.

## **5. Gouvernance financière dans les entreprises**

La gouvernance en entreprises demeure marquée par l'absence de culture en matière de pratique d'une comptabilité conforme aux dispositions de l'OHADA. En effet, en dépit du léger mieux observée dans la tenue de comptabilité écrite dans les entreprises, celle-ci demeure un souci dans la mesure où plus de 8 entreprises sur 10 ne respectent pas cette obligation légale. Et parmi celles qui tiennent une comptabilité écrite, moins de 3% sont affiliées à un cabinet comptable. D'où le faible taux de couverture enregistré en matière de remplissage des Déclarations Statistiques et Fiscales (DSF) de la part des entreprises. C'est une situation regrettable dans la mesure où le Gouvernement a mis en place depuis 2010 un cadre légal, à travers les Centres de Gestion Agréés (CGA) pour l'assistance en matière de gestion, d'accomplissement des obligations administratives diverses aux entreprises notamment en ce qui concerne la tenue de comptabilité.

Le nouveau SYSCOHADA révisé, plus contraignant en matière de tenue de comptabilité, a été acté le 26 janvier 2017 à Brazzaville au Congo. Ce nouveau référentiel comptable qui est entré en vigueur depuis janvier 2018 en ce qui concerne les comptes personnels, gagnerait à faire l'objet d'une très large sensibilisation par les autorités compétentes.

## **6. Utilisation des TIC dans les entreprises et protections environnementales**

Au Cameroun, l'utilisation de l'ordinateur au sein des entreprises est effective seulement pour 10,7% de celles-ci. Cependant, l'on note une percée des transactions via la téléphonie mobile (22,5%), qui pourrait s'expliquer par l'accès relativement aisé à l'équipement. Les autres plateformes digitales (réseau intranet, internet, commerce électronique) sont quasi inexistantes, en dehors des grandes entreprises usagers qui gagnent en productivité grâce à elles (Banque, Assurance, Transport, Hôtellerie & Restauration, Grande distribution, etc.) ou alors des PME dont l'existence est liée aux TIC (services en ligne, jeux vidéo, médias et contenus en ligne, e-commerce).

Il ressort des résultats que la protection de l'environnement ne préoccupe pas encore la grande majorité des opérateurs économiques. A titre d'illustration, dans moins de 3 entreprises sur 10 l'on observe un lieu d'aisance fonctionnel. S'agissant de la présence d'un dispositif Hygiène, Sécurité, Environnement (HSE), seulement 15,8% des entreprises en disposent. Le dispositif normalisé de recyclage ou de traitement des déchets est quasi-inexistant en entreprise (1,9%).

## **7. Performances du tissu économique**

Au plan économique, le chiffre d'affaires global des entreprises pour l'année 2015 ; qui est la valeur totale des biens et services vendus au cours de cette année, se situe à la somme de 13 347 milliards de FCFA, contre 10 225 milliards de FCFA en 2008, soit une augmentation en valeur relative de +30,5%. Le chiffre d'affaires moyen accuse cependant une baisse, soit 66 millions FCFA par

entreprise en 2015 contre 116,0 millions en 2008. Cette contreperformance pourrait s'expliquer en partie par les problèmes de débouchés, notamment au plan national, eu égard au pouvoir d'achat des consommateurs, à la montée de la contrebande et de la contrefaçon. Comme en 2008, la ventilation par localité montre que les deux métropoles Douala et Yaoundé ont produit à elles seules plus de trois quart du chiffre d'affaires global de l'exercice 2015.

Il est également à signaler que la contribution des TPE et PE au chiffres d'affaires total a connu une hausse ; passant de 17,8% en 2008 à 24,2% en 2015.

En matière d'emplois, les entreprises recensées utilisent au total 635 969 employés permanents au 31 décembre 2015 contre 386 263 employés permanents en 2008. S'il est évident que ce sont les grandes entreprises qui emploient le plus, il convient de mentionner que les PME totalisent 459 552 emplois et représentent ainsi un facteur indéniable de créations. Suivant la localité, les villes de Douala et Yaoundé (qui représentent environ 11% de la population) concentrent respectivement 37,3% et 24,3% des emplois permanents. Sous l'angle typologique, malgré leur faible contribution au chiffre d'affaires total, les TPE et PE ont offert 67,1% des emplois permanents en 2015 contre 53,6% en 2008. De leur côté, les ME et GE qui ont dégagé 82,2% du chiffre d'affaires total en 2008 et 75,8% en 2015 ont employé que 32,9% des effectifs en 2015 contre 46,4% en 2008. Ce résultat souligne l'important rôle des TPE et des PE dans la création des emplois.

Il faut rappeler qu'environ 262 000 agents travaillent dans la fonction publique. Cette faible capacité d'absorption des entreprises camerounaises, et d'une manière générale du secteur moderne, en matière d'emploi est révélatrice de la fragilité du secteur moderne et de son incapacité à créer des emplois salariés décents pour la majorité de la population active qui trouve finalement refuge dans le secteur informel en exerçant des activités précaires.

## **8. Perception des opérateurs économiques sur l'environnement des affaires**

La typologie des obstacles auxquels font face les opérateurs économiques s'est modifiée. En effet, bien que les préoccupations d'ordre fiscal restent importantes, il y a lieu de noter qu'elles se sont atténuées par rapport à 2009 où près de 59% de chefs d'entreprise sont concernés contre 54% en 2016. Alors qu'en 2009, les problèmes de financement (accès au crédit, coût de financement), la corruption, les tracasseries administratives et la concurrence déloyale suivaient dans l'ordre la contrainte fiscale, l'on note qu'en 2016, en même temps que le pourcentage des chefs d'entreprise qui s'en plaignent baisse, l'ordre des obstacles change aussi et c'est plutôt les tracasseries administratives, les problèmes de financement, le manque des débouchés, la corruption et l'accès aux facteurs de production (capital, eau et énergie) qui dominent. La corruption est en net recul relatif, puisque c'est seulement 18,1% de chefs d'entreprise qui s'en plaignent contre 50,6% en 2009. Suivant le classement des obstacles par ordre décroissant, elle passe de la 3ème à la 5ème place. Le problème des débouchés qui n'était pas mentionné en 2009, prend de l'ampleur et passe avant la corruption.

## **9. Conclusion**

Le RGE-2 tout en permettant d'actualiser la photo du tissu des entreprises vieille de 7 ans, a permis de noter une forte dynamique dans la création d'unités économiques. Ce constat est davantage le fait des petites unités opérant dans les activités traditionnelles à faible contribution économique. Les contraintes des débouchés, la contrebande et la contrefaçon se sont accentuées, se traduisant par la baisse du chiffre d'affaires moyen des entreprises citoyennes ; leur nombre s'étant accru. Tout comme le RGE-1, les lieux d'implantation privilégiés demeurent les zones urbaines, surtout Douala

et Yaoundé. Le tissu productif s'illustre toujours par la prédominance des entreprises de commerce ; bien qu'il y ait des activités montantes comme les banques et assurances, les industries agroalimentaires et l'hôtellerie. La forte présence des jeunes promoteurs/dirigeants traduit leur volonté de prendre en main leur destin, dans l'attente parfois désespérée, d'un meilleur emploi dans le secteur moderne qui offre les meilleures conditions de travail. Les problèmes de financement demeurent une préoccupation.

## **10. Recommandations**

Les recommandations finales sur la base des résultats actuellement disponibles pourront être complétées et affinées au terme des activités d'appropriation et de dissémination du présent rapport. D'ores et déjà, les recommandations suivantes sont formulées :

- Assurer une plus grande appropriation des résultats par le Gouvernement et ses partenaires au développement de l'entrepreneuriat ;
- Poursuivre et accélérer le processus d'amélioration du climat des affaires ;
- Conduire des études visant l'élargissement des débouchés ;
- Réaliser une étude pour déterminer le taux optimal de prélèvement obligatoire au Cameroun ;
- Réaliser une étude sur le comportement des entreprises en matière de corruption ;
- Renforcer le système d'information statistique sur les entreprises (répertoire, centrale des bilans, indicateurs conjoncturels d'activité, enquêtes structurelles, suivi de la démographie des entreprises) ;
- Renforcer l'offre en qualité et en quantité des infrastructures (routes, eau, électricité, internet, espaces marchands, etc.)
- Promouvoir une éducation pour tous à l'entrepreneuriat et l'émergence des lions d'industries.

Pour finir, il est à observer à lumière des résultats du RGE-2 que sur le plan humain, la quête pour l'émergence d'une masse critique d'hommes d'affaires reste de mise, car c'est à ce prix que l'on pourrait assister à l'éclosion d'un secteur privé (notamment national) créateur d'emplois décents, conquérant et donc capable de résister à la concurrence, dans une économie mondiale toujours plus ouverte.

## **11. Prochaines étapes**

Les prochaines étapes vont consister à la rédaction et à la publication des rapports portant sur les thèmes suivants :

- 1) La Mortalité des entreprises au Cameroun
- 2) L'industrie camerounaise : état des lieux, enjeux et défis
- 3) L'analyse comparée du système productif et sa dynamique

# CHAPITRE 1 : INTRODUCTION, CONTEXTE ET OBJECTIFS DU RGE-2

## 1.1. Contexte général

Le Gouvernement, à travers les orientations stratégiques de développement à l'horizon 2035 (la Vision Emergence 2035), met en œuvre le DSCE qui fait de la promotion du secteur privé, le principal levier d'une croissance économique inclusive. Ces orientations stratégiques et les politiques publiques qui en découlent sont en cohérence avec des Objectifs de Développement Durable (ODD), notamment l'ODD<sub>8</sub> qui vise à « *promouvoir une croissance économique soutenue, partagée et durable, le plein emploi productif et un travail décent pour tous* » et l'ODD<sub>9</sub> qui vise à « *bâtir une infrastructure résiliente, promouvoir une industrialisation durable qui profite à tous et encourager l'innovation* ».

La croissance étant portée par le secteur privé, il est donc indispensable de disposer d'informations statistiques pouvant contribuer à saisir périodiquement la structure et la dynamique des entreprises et à analyser les différents problèmes socio-économiques auxquels elles sont soumises.

Dans ce cadre, le Recensement Général des Entreprises est la première source qui permet de disposer, de façon exhaustive, de données détaillées sur les entreprises jusqu'aux plus petites unités de production des biens ou services. Il constitue de ce fait, un précieux outil pour l'élaboration et le suivi-évaluation des programmes de promotion des secteurs productifs.

La première opération du genre a été réalisée en 2009 et a permis d'obtenir une base de sondage et un répertoire des entreprises qui, après 7 ans sont devenues obsolètes. C'est pourquoi, dans l'optique de mieux appréhender la dynamique actuelle du tissu productif, il s'est avéré nécessaire d'actualiser la base de sondage existante des entreprises.

Le RGE-2 répond à cette préoccupation du Gouvernement et a été réalisé en 2016, avec des objectifs innovants rendus nécessaires par la politique de décentralisation en cours, la modernisation de l'analyse économique (notamment les Systèmes d'Information Géographiques), l'élargissement du champ couvert afin de mieux appréhender la population des unités économiques en activité.

Cette opération intervient, au regard des défis de l'heure, dans un contexte de réformes structurelles au plan réglementaire et institutionnel, et de performances socio-économiques assez particuliers.

## 1.2. Contexte réglementaire et institutionnel

Dans le cadre de la mise en œuvre du DSCE 2010-2020, des textes réglementaires ont été pris qui définissent le cadre légal de création et d'appui au développement des entreprises. Il s'agit entre autres de:

- la loi n°2015/010 du 16 juillet 2015 modifiant et complétant certaines dispositions de la loi n°2010/001 du 13 avril 2010 portant promotion des PME, qui définit notamment la typologie des PME au Cameroun, en trois catégories à savoir : la Très Petite Entreprise (TPE), la Petite Entreprise (PE) et enfin la Moyenne Entreprise (ME) ;
- la loi n°2013/004 du 18 avril 2013 fixant les incitations à l'investissement privé au Cameroun ;



- l'instruction n°004/CAB/PM du 25 mai 2012 ;
- la circulaire interministérielle n°001/MINJUSTICE/MINPMEEESA/MINFI du 30 mai 2012, instituant les Centres de Formalités de Création d'Entreprises (CFCE).

Cette série de textes impulsés par le Cameroon Business Forum (CBF), organe mis en place en 2010, ont inspiré la création de nombreuses structures dédiées à l'entrepreneuriat. A titre d'illustration, l'on peut citer : Les CFCE, les Centres de Gestion Agrée (CGA), L'Agence de Promotion des PME (APME), l'Agence de Promotion des Investissements (API), La Banque Camerounaise des PME (BC-PME), la Bourse de Sous-traitance et de Partenariat (BSTP-Cameroun), l'Agence de Normes et de la Qualité (ANOR), le Bureau de Mise à Niveau des Entreprises (BMN).

L'objectif général de toutes ces entités est d'offrir des prestations et produits qui contribuent à la création et au développement des PME camerounaises dans le souci de la recherche de la performance, de l'innovation, de la compétitivité et de la responsabilité environnementale.

### 1.3. Situation macroéconomique

Entre 2014 et 2016, le contexte économique international s'est révélé de moins en moins favorable, en raison du ralentissement de la croissance dans les pays avancés, Etats-Unis et pays de la zone Euro notamment. Cet environnement a très négativement marqué la Sous-région CEMAC, qui a vu sa croissance reculer fortement à un taux négatif de -0,7% en 2016, après +2,1% affiché en 2015.

Au niveau national, la situation a été exacerbée par la chute prolongée du prix du baril du pétrole et la persistante des défis sécuritaires aussi bien aux frontières qu'à l'intérieur du pays. Il s'en est suivi un impact négatif sur le niveau des recettes de l'Etat, et des nouveaux défis budgétaires, induisant une envolée de l'endettement public et un effet d'éviction des autres dépenses (routes, énergie, subventions, etc.) pouvant bénéficier directement aux entreprises. Dans ce contexte, le taux de croissance du PIB a connu un repli, passant de +5,9% en 2014 à +5,7% en 2015 et seulement +4,6% en 2016 (pour un montant nominal de 19 345 milliards de FCFA). Il est évalué à +3,5% en 2017.

Les actions prises depuis lors ambitionnent, globalement, d'accélérer la croissance pour la rendre conforme aux objectifs du DSCE, à savoir, forte, durable, inclusive et génératrice d'emplois.

Par secteur, l'activité économique a légèrement régressé dans le primaire à +5,0% en 2016 contre +5,3% en 2015, plombée par l'agriculture industrielle et d'exportation ainsi que les activités d'élevage, qui ont fortement chuté en 2016 à +4,3% contre +7,2% en 2015. Dans le secteur secondaire, l'on a assisté également à un fort ralentissement à 3,6% contre 9,6% en 2015, imputable aux industries extractives (-3,4% contre +24,8% en 2015), à l'offre en eau et électricité. Enfin, dans le tertiaire, la courbe de croissance s'est plutôt redressée à +4,9% contre +3,4% en 2015, du fait des performances dans les activités de commerce, hôtellerie et restauration, et de télécommunications.

Sur le plan de l'inflation, le niveau est demeuré faible sur l'ensemble des économies du monde. Dans la CEMAC l'on a assisté à une atténuation des tensions inflationnistes à +1,3% en 2016 contre +2,7% en 2015.

Au plan national, l'inflation est ressortie à +0,9% en 2016 contre +2,7% en 2015, et +1,9% en 2014. La dynamique d'inflation suivant l'origine géographique des produits, a révélé une inflation de source plus locale qu'importée. En effet alors qu'on note une augmentation très

modérée des prix des produits importés, avec un pic de +1,3% en 2014 et un creux de -0,6% en 2016, l'inflation locale en revanche atteint un pic de +3,3% en 2015 après +2,1% en 2014.

La poursuite de la croissance, bien qu'elle décélère, et la relative stabilité des prix, traduisent ainsi un environnement propice à l'investissement, mais l'on notera que les salaires n'ayant pas connu d'augmentation depuis 5 à 10 ans, le pouvoir d'achat des ménages s'est trouvé progressivement grignoté. Dans ces conditions de faiblesse du pouvoir d'achat, l'on comprend aisément le développement spectaculaire du commerce illicite, tant décrié par les pouvoirs publics et le secteur privé, qui met à mal la pérennité du tissu des entreprises citoyennes, la viabilité du budget de l'Etat, et au plan social, la santé et le bien être des populations.

#### 1.4. Situation sociodémographique

Selon les projections démographiques réalisées à partir du 3<sup>ème</sup> Recensement Général de la Population et de l'Habitat (RGPH) du BUCREP, la population totale du Cameroun est estimée à environ 23 millions en 2016, avec un taux d'accroissement estimé à 2,4% en 2016, et une moyenne de 2,3% pour la période 2016 à 2020.

La structure par âge révèle que la population d'âge actif (15 à 59 ans) en 2016 est d'environ 12 millions, soit près de 52%. La population des jeunes (15 à 34 ans) se situe autour de 8 millions, soit environ 35% de la population totale. Cette tranche d'âge est celle de la plupart des diplômés du système éducatif qui frappent aux portes du marché de l'emploi. Selon la dernière enquête sur l'Emploi et le Secteur Informel (ESSI2) réalisée par l'INS en 2010, le chômage dont le taux global est estimé à 4,4%, constitue un phénomène principalement urbain, en particulier au niveau des villes de Yaoundé (14,7%) et Douala (12,5%). Ce chômage touche surtout les jeunes et masque une situation de sous-emploi préoccupant (75,8%). Il se pose dès lors un défi important aux pouvoirs publics et à l'économie dans son ensemble, quant à l'absorption de la masse de jeunes demandeurs d'emplois et la capacité de réussir leur migration vers l'auto-emploi, toute chose qui leur permettrait d'avoir des conditions de vie plus décentes.

Par ailleurs, les résultats de la dernière enquête auprès des ménages (ECAM4) réalisée par l'INS en 2014, évaluent le taux de pauvreté à 37,5% au niveau national, soit un recul de 2,4 points entre 2007 et 2014. Cette pauvreté monétaire révèle l'incapacité d'une bonne frange de la population à s'adresser aux marchés des biens et services.

Afin d'accélérer l'inflexion de cette baisse de la pauvreté, conformément à l'objectif y relatif du DSCE, et permettre ainsi d'accroître le marché, plusieurs actions sont en cours, en l'occurrence le programme des « filets sociaux », l'étude en vue de l'opérationnalisation d'une assurance maladie universelle et de nombreux programmes/projets en matière d'éducation et de formation professionnelle, de santé et d'insertion dans le marché de l'emploi.

#### 1.5. Objectifs

L'objectif principal du RGE 2016 est d'actualiser et d'approfondir la connaissance de la situation globale des entreprises et établissements donnée par le RGE 2009.

De manière spécifique, il s'agit de collecter des données pour:

- i. Actualiser le répertoire national des entreprises en activité au Cameroun par un recensement exhaustif des entreprises et établissements sur le territoire national ;
- ii. Calculer les indicateurs structurels sur le secteur productif, qui ne peuvent pas être suivis dans le cadre d'une enquête par échantillonnage ;

- iii. Fournir une base informationnelle pour le suivi-évaluation du système productif en accord avec les objectifs déclinés dans le DSCE, et la vision d'un Cameroun émergeant à l'horizon 2035 ;
- iv. Mettre en place un Système d'Information Géographique (SIG) sur les entreprises, notamment à travers une cartographie géo référencée ;
- v. Faire une analyse comparative de l'évolution du tissu économique entre 2008 et 2015 ;
- vi. Fournir des données pour la compilation des comptes nationaux du Cameroun.

## 1.6. Enjeux et défis

Dans le cadre de la relance de l'économie, suite aux doubles chocs pétrolier et sécuritaire, le Cameroun a conçu un Programme Economique et Financier (PEF) pour la période 2017-2019 qui, dans la mise en œuvre, bénéficie d'un appui du Fonds Monétaire International (FMI) à travers une Facilité Elargie de Crédit (FEC) et des appuis budgétaires de l'Union Européenne, de la Banque Mondiale (BM), de la Banque Africaine du Développement (BAD) et de la France, à travers l'Agence Française de Développement (AFD). L'objectif de ce PEF est de restaurer les grands équilibres macroéconomiques et maîtriser l'endettement public. Ces décisions de politique économique, de nature à améliorer l'environnement des affaires et à induire une croissance économique durable, ont besoin d'informations statistiques fiables pour leur mise en œuvre ainsi que le suivi-évaluation.

A cet égard, les résultats qui ressortent du RGE-2 permettront:

- aux opérateurs économiques de mieux orienter leurs décisions d'investissement et de mieux identifier leurs partenaires pour la sous-traitance, la logistique, la communication, les finances, etc ;
- aux chercheurs d'effectuer des analyses approfondies permettant d'appréhender la structure de l'économie, son potentiel, ses performances et ses dysfonctionnements ;
- à l'INS de mettre à jour son répertoire des entreprises, renouveler ses bases de sondage pour les enquêtes intercensitaires et produire des indicateurs économiques.

## 1.7. Plan du rapport

Le présent rapport principal vient compléter les résultats préliminaires dont la disponibilité a permis au Gouvernement, au secteur privé et aux autres utilisateurs d'avoir rapidement des premières informations clés sur cette opération. Il fait ressortir de façon détaillée les indicateurs, en s'attardant sur l'identification, la localisation et la classification des entreprises, l'emploi et l'activité économique, le profil des promoteurs et principaux dirigeants, le capital social, l'environnement des affaires, l'usage des TIC et la protection de l'environnement par les entreprises.

A cet effet il est structuré en dix (11) chapitres qui sont: Introduction, contexte et objectifs du RGE-2 (chapitre 1) ; Choix méthodologiques (chapitre 2) ; Implantation géographique des unités économiques (Chapitre 3) ; Caractéristiques du tissu des entreprises (chapitre 4) ; Capital humain, emploi, condition de travail et rémunération (Chapitre 5) ; Profil du promoteur et du principal dirigeant (Chapitre 6) ; Démographie des entreprises (Chapitre 7) ; Répartition du capital social, financement et investissement des entreprises (Chapitre 8) ; Environnement des affaires (Chapitre 9) et Utilisation des TICs, innovation technologique et protections environnementales (Chapitre 10). Chaque partie présente dans un premier temps les résultats du

RGE-2 (2016) et en second une analyse comparative par rapport au RGE-1 (2009). La dernière partie (Chapitre 11) est consacrée à la conclusion, aux principales recommandations qui découlent des premiers constats du RGE-2, et les prochaines étapes.

## CHAPITRE 2 : CHOIX METHODOLOGIQUES

Le Deuxième Recensement Général des Entreprises (RGE 2) réalisé en 2016 donne une photographie actualisée du tissu productif et une base complète pour la collecte et le traitement des données d'entreprises au Cameroun. Cette opération vient enrichir le système d'information de l'Institut National de la statistique (INS). Sa réussite résulte des différents choix méthodologiques qui ont été opérés en s'appuyant sur l'expérience nationale et les recommandations internationales.

Le présent chapitre s'appesantit tout d'abord sur les éléments de la méthodologie de l'opération et ensuite sur l'exploitation.

### 2.1. Eléments de la méthodologie de collecte

La mise en œuvre du RGE-2 a nécessité la conception des méthodologies adaptées à chaque étape de l'opération notamment la cartographie, le recensement pilote et le recensement proprement dit. La collecte de données a été suivie par les phases d'exploitation des données et de rédaction des rapports.

Les paragraphes qui suivent présentent succinctement outre le champ de l'opération, les différentes étapes ainsi que les documents techniques utilisés pour sa réalisation.

#### 2.1.1. Champ et unités

Le RGE-2 a couvert tout le territoire national et a ciblé toutes les unités économiques géographiquement localisables, c'est à dire exerçant dans un local professionnel fixe (boutique, atelier, salon de coiffure...) ou un site aménagé (garage, laveries, dépôt, fabrique de parpaings, etc.), qu'il s'agisse des entreprises ou de leurs établissements en activité. L'unité statistique est donc l'établissement. Du fait du caractère purement marchand de leur activité, les établissements publics tenant une comptabilité au sens du droit OHADA font également partie du champ (CDC, CAMTEL, CAMPOST, SCDP, SONARA, etc.). Il inclut aussi les coopératives, les GIC et les associations exerçant une activité marchande. Il en est de même pour les « prestataires des services » qui le plus souvent opèrent sans enseigne.

Par contre les unités économiques n'ayant pas un local professionnel fixe, telles que les unités économiques ambulantes, les UPI sans local professionnel ou logés au sein des ménages sont exclues du champ. Il s'agit entre autres des marchands ambulants, ceux exerçant leurs activités sur les étals en plein air, des chantiers temporaires de BTP, des activités de transport non organisé (taxi, moto taxi, etc.). Y sont également exclus les Etablissements Publics Administratifs (EPA), les collectivités territoriales décentralisées ou toute autre organisation purement non marchand (université publique, lycée, école publique et centre de santé publique).

#### 2.1.2. Cartographie

Les travaux cartographiques du RGE 2 ont consisté à réaliser une représentation géographique du territoire national en Zones de Recensement (ZR) susceptibles de contenir en moyenne 500 entreprises<sup>1</sup>. La commune est l'unité de base de la cartographie. De ce fait, Les ZR ont été découpées à l'intérieur du territoire communal de manière à éviter le chevauchement d'une ZR entre 2 communes. Les communes ayant moins de 500 entreprises n'ont pas fait l'objet de découpage et ont constitué une ZR.

---

<sup>1</sup> Cette définition est valable dans les zones urbaines à forte densité d'entreprises



La base de travail a été constituée des 360 communes que compte le pays. A l'issue de l'utilisation des sources de données disponibles (fichier du contribuable de la DGI, RGE 2009), les 84 communes ayant plus de 500 entreprises ont été retenues en vue d'un redécoupage en ZR. Les tracés des limites des ZR ont été effectués à l'aide du GPS. Les Coordonnées géographiques des waypoints structurant la ZR, tant du point de vue des frontières (stations services, rond point, un pont, etc.) qu'à l'intérieur (grandes entreprises, infrastructures socio-économiques telles que les écoles, hôpitaux, marchés, etc.) ont été également recueillis.

Une estimation du nombre d'entreprises dans chaque ZR s'est faite en appliquant diverses méthodes: Dires d'expert, densité/km<sup>2</sup>, densité/Km, densité par bloc/ilot, solde, etc.

Le préalable au découpage a consisté d'abord en la délimitation de la commune retenue pour la cartographie à partir de la carte du département et de faire une descente exploratoire dans la commune pour avoir une estimation du nombre d'entreprise de celle-ci. Lorsque le nombre d'entreprise est inférieur ou égal à 500, la commune est assimilée à une seule ZR. Dans le cas contraire, ce nombre estimatif d'entreprise de la commune est divisé par 500 pour avoir le nombre estimatif de ZR de la commune. Une fois le nombre de ZR de la commune connu le découpage s'opère en fonction de la répartition des entreprises dans la commune. Les marchés et les grands centres commerciaux compte tenu de la forte concentration d'entreprises sont découpés en plusieurs ZR. Pour illustration, le marché Mokolo à Yaoundé, avec un effectif estimé de 4000 unités économiques a été découpé en 8 ZR.

Pour chaque commune, l'on a l'égalité :  $ZR_1 + ZR_2 + ZR_3 + \dots + ZR_n = \text{Effectif total estimé en entreprises de la commune}$ . L'ensemble des ZR forme donc une partition du territoire national.

Les ZR ont ensuite été regroupées en Zone de Contrôle (ZC) et les ZC en Zone de Supervision (ZS).

Au final, les travaux cartographiques ont permis le découpage à priori du territoire national en 720 ZR, 56 ZC et 15 ZS.

### 2.1.3. Base de collecte

La base de collecte est une liste d'entreprises devant servir de guide au cours des travaux de collecte. Elle a été obtenue par la compilation des différents fichiers d'entreprises disponibles dans diverses administrations. Le répertoire des entreprises de l'INS, couplé avec les fichiers issus des structures suivantes, a servi de base pour ce travail:

**Tableau 2. 1 : Liste des sources de fichier d'entreprises**

N°	Structure	Type de fichier
1	Institut National de la Statistique	Répertoire national des entreprises
2	Direction Générale des Impôts (DGI)	Fichier des contribuables
3	Caisse Nationale de la Prévoyance Sociale (CNPS)	fichier des employeurs
4	Centres de Formalités de Création des Entreprises (CFCE)	Fichier des nouvelles créations d'entreprises
5	Chambre de Commerce, d'Industrie, des Mines et de l'Artisanat (CCIMA)	Base de données d'entreprise

### 2.1.4. Outils de collecte de données

Afin d'harmoniser la compréhension aussi bien du personnel de collecte que des enquêtés, différents outils de collecte ont été élaborés notamment les questionnaires, les manuels de l'agent recenseur et du contrôleur, le document de nomenclature.

#### 2.1.4.1. Questionnaires

Deux (02) types de questionnaires ont été utilisés : le questionnaire du répertoire et le questionnaire de structure.

##### a) Le questionnaire du répertoire

Le questionnaire du répertoire, destiné à la collecte des informations devant servir à l'actualisation du répertoire, capte les informations sur (i) l'identification et la localisation de l'entreprise ; (ii) la démographie des entreprises, (iii) le promoteur et/ou le principal dirigeant, et (iv) l'emploi, le chiffre d'affaires, la production, le capital social.

Ces informations permettent de calculer des indicateurs dont les principaux sont présentés ci-dessous :

**Tableau 2. 2 : Aperçu des indicateurs issus du questionnaire de répertoire**

Domaines	Objectifs	Indicateurs
1. Identification et localisation des entreprises	Calculer des indicateurs qui caractérisent l'entreprise.	<ul style="list-style-type: none"><li>- Répartition spatiale des entreprises ;</li><li>- Répartition des entreprises selon la filiation ;</li><li>- Répartition des entreprises par forme juridique ;</li><li>- Répartition des entreprises selon l'origine du capital social ;</li></ul>
2. Démographie des entreprises	Calculer les indicateurs de la démographie des entreprises.	<ul style="list-style-type: none"><li>- Nombre d'établissements</li><li>- Age moyen des entreprises ;</li></ul>
3. Données économiques	Calculer les indicateurs agrégés sur quelques variables économiques comme le chiffre d'affaires, le capital social et l'activité.	<ul style="list-style-type: none"><li>- Répartition des entreprises par taille ;</li><li>- Chiffre d'affaire moyen des entreprises ;</li><li>- Répartition des entreprises par branche d'activité.</li></ul>

##### b) Le questionnaire de structure

Le questionnaire de structure, qui s'adresse à un échantillon d'entreprises plus structurées a permis de collecter des informations détaillées sur l'acquisition des matières premières, la structure des coûts, l'investissement, les exportations, etc.

Les entreprises éligibles au questionnaire de structure sont celles qui confectionnent une DSF (système normal ou système allégé). Cet échantillon, d'une taille de 8 000, a été tiré a priori de la base des saisies des DSF.

Ces informations permettent de calculer des indicateurs dont les principaux sont :

**Tableau 2. 3 : Aperçu des indicateurs issus du questionnaire de structure**

Domaines	Objectifs	Indicateurs
1. Emploi	Calculer les indicateurs de la main d'œuvre, du salaire.	<ul style="list-style-type: none"><li>-Effectif employé</li><li>-Taux d'encadrement</li><li>-Rémunération</li></ul>
1. Activité	Calculer les indicateurs de l'activité et ses caractéristiques.	<ul style="list-style-type: none"><li>-Part des secteurs dans le PIB</li><li>-Production en valeur</li><li>-Chiffre d'affaires</li><li>-Valeur ajoutée</li><li>-Excédent brut d'exploitation</li></ul>

Domaines	Objectifs	Indicateurs
<b>3. Performance, Insertion locale et mondiale</b>	Calculer les indicateurs de performance et de pénétration du marché.	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Valeur ajoutée moyenne</li> <li>-Part de la masse salariale dans la valeur ajoutée</li> <li>-Part des importations dans les intrants du secteur industriel</li> <li>-Part des exportations dans la production totale</li> <li>-Taux d'exportation</li> <li>-Exportations des biens et services</li> <li>-Importations d'intrants</li> <li>-Solde extérieur</li> </ul>
<b>4. Capital</b>	Calculer les indicateurs caractéristiques de l'origine du capital social.	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Montant du capital brut</li> <li>-Montant total de l'investissement</li> <li>-Taux d'investissement</li> <li>-Taux d'accumulation du capital</li> <li>-Intensité capitalistique</li> </ul>
<b>5. Productivité</b>	Calculer les indicateurs de la production et de la productivité.	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Productivité apparente du travail</li> <li>-Part de la production dans le chiffre d'affaires</li> </ul>
<b>6. Stocks</b>	Calculer les indicateurs des stocks.	-Stocks

#### 2.1.4.2. Manuel de l'agent recenseur

Le manuel de l'agent recenseur est d'une importance capitale pour la réussite de son travail. C'est le guide de collecte de données par excellence. Il donne des indications sur : les objectifs du recensement et les résultats attendus, la manière de se présenter dans une entreprise, le travail sur le terrain, la façon de poser des questions, la méthode d'enregistrement des réponses aux questions, la réponse aux préoccupations éventuelles des chefs d'entreprise, et le contenu des questionnaires (variables et leurs modalités).

#### 2.1.4.3. Manuel du contrôleur

Le contrôleur joue un rôle très important pendant la phase de collecte d'informations. Il assure à la fois la bonne marche du travail de terrain et veille sur qualité des données collectées. Il est donc responsable de l'organisation du travail dans sa zone de contrôle.

Le manuel du contrôleur lui donne des astuces pour gérer la logistique et les agents recenseurs mis à sa disposition, et lui permet d'effectuer des contrôles de cohérence dans les questionnaires.

#### 2.1.4.4. Nomenclatures

Le document de nomenclature a été élaboré principalement en vue de structurer facilement les informations collectées. Il comprend les nomenclatures des circonscriptions administratives et des zones de recensements, les nomenclatures des activités et des produits, les nomenclatures des catégories juridiques, les nomenclatures des natures des établissements, les nomenclatures des nationalités, les nomenclatures des organisations professionnelles et les nomenclatures des formations. Chacune de ces nomenclatures concerne des sections spécifiques du questionnaire et une ou plusieurs questions dans ces sections.

#### 2.1.4.5. Collecte des données

La phase de collecte des données du RGE-2 a mobilisé environ 550 personnes, appartenant à diverses équipes notamment la supervision générale, la coordination administrative, la coordination technique, la supervision de la collecte et l'encadrement de la sensibilisation, le personnel d'appui et enfin le personnel temporaire (agents recenseurs, agents contrôleurs, agents codificateurs, agents de saisie).

## 2.2. Exploitation des données

L'exploitation des données a comporté les étapes suivantes : la centralisation des questionnaires, la relecture et la codification des questionnaires, la saisie des données, l'apurement des données, la tabulation et l'analyse des résultats.

### 2.2.1. Relecture et codification des questionnaires

Cette phase a démarré après la fin de la collecte principale, mobilisant un effectif de 32 agents qui, après une formation, ont procédé à la relecture et codification avant leur transmission au pool de saisie. Il s'est agit de vérifier le bon remplissage des questionnaires et d'inscrire sur le questionnaire des codes appropriés pour certaines réponses et pour des besoins de traitement. Tout questionnaire mal rempli est ainsi corrigé et au besoin retourné à l'équipe de collecte pour correction.

### 2.2.2. Saisie des données

La saisie des données a été réalisée en 4 mois par 70 agents à partir de l'application conçue sur le logiciel CSPro. Ces agents ont été préalablement formés sur l'application de saisie des questionnaires.

### 2.2.3. Apurement des données et tabulation

Le fichier RGE-2 a été apuré en plusieurs étapes : (i) l'élaboration et l'implémentation des programmes de contrôle des erreurs, (ii) la correction et l'intégration des listings d'erreurs dans la base brute issue de la saisie, (iii) l'appariement du fichier RGE-2 et la base des Déclarations Statistiques et Fiscales (DSF) et le fichier de contribuables de la DGI a permis de contrôler non seulement l'exhaustivité mais aussi la correction de certaines variables telles que : l'activité principale, le chiffre d'affaires, les effectifs employés et le capital social, (iv) les imputations. Les imputations ont été basées sur l'hypothèse selon laquelle les entreprises ayant la même activité et situées au même lieu ont sensiblement le même comportement de production. Ainsi il a été affecté aux données manquantes, la moyenne dans une strate. Au terme de cette étape, la base apurée a permis d'éditer les tableaux et de calculer les indicateurs de résultat.

## 2.3. Analyse et rédaction des rapports

Pour répondre aux exigences du plan d'analyse, les variables suivantes ont été créées : la typologie, la branche d'activité, les sous-secteurs d'activité, les secteurs d'activité et la forme juridique. La typologie a été constituée en combinant le chiffre d'affaires et l'effectif employé. Les branches d'activités ont été construites en regroupant les classes d'activité existant dans la base. Les sous-secteurs d'activités ont été construits en regroupant les branches d'activité.

Les formes juridiques constituées ont été construits en regroupant les catégories juridiques très détaillées, qui ont été collectées sur le terrain.

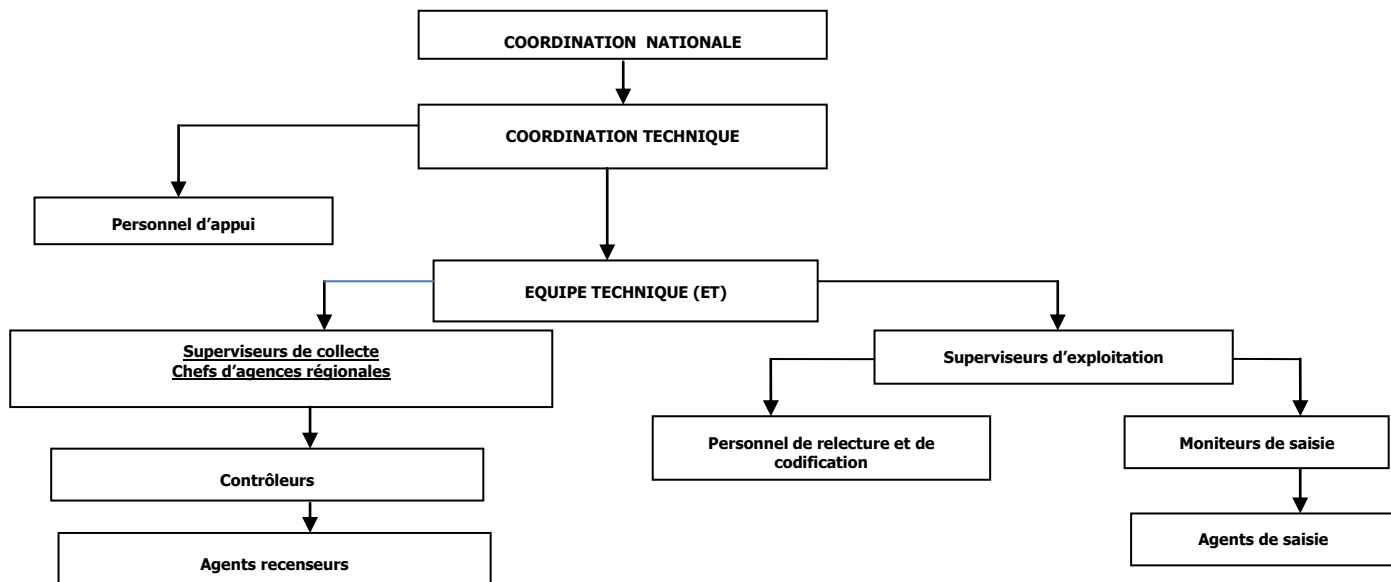
Les équipes ont été constituées pour la rédaction des rapports de résultats.

Un rapport préliminaire des principaux résultats du RGE-2 a été produit afin de permettre au Gouvernement de disposer des premières analyses et recommandations découlant de l'étude. Le présent rapport principal, dont la finalisation s'est faite dans le cadre d'un atelier à Ebolowa, se propose d'approfondir les analyses.

Après cette étape, suivront les rapports thématiques ainsi qu'un manuel qui sera rédigé sur le processus de mise en œuvre du répertoire des entreprises et établissements, selon un cahier de charge précis.

Au final, la réalisation du RGE-2 a mobilisé près de 733 personnes de la cartographie à la rédaction du rapport principal.

Le personnel impliqué dans cette opération est hiérarchisé selon le schéma suivant:



**Tableau 2. 4 : Personnel du RGE-2**

Intitule du poste	N°	Type de personnel	Nombre
Coordination nationale	1	Coordination Nationale	1
Coordination technique	2	Coordonnateur Technique	3
Personnel d'encadrement	3	Chefs d'Agence régionale	10
	4	Superviseurs de collecte	17
Personnel d'exécution	5	Contrôleurs de collecte	55
	6	Agents recenseurs	450
	7	Agents cartographes	55
Personnel d'appui	8	Secrétaire	5
	9	Chauffeur de liaison	3
	10	Chauffeurs de terrain	20
Personnel d'exploitation	11	Superviseurs de saisie	2
	12	Contrôleurs de saisie	10
	13	Agents de codification et de relecture	32
	14	Agents de saisie	70
<b>Total</b>			<b>733</b>

Source : INS/Document de méthodologie du RGE-2

## CHAPITRE 3 : IMPLANTATION GEOGRAPHIQUE DES UNITES ECONOMIQUES

Ce chapitre est consacré à la présentation de la répartition spatiale des entreprises et établissements recensés suivant le découpage administratif, à savoir : la Région, le Département et l'Arrondissement. De façon globale, le RGE-2 a permis de dénombrer 209 482 entreprises et établissements en activité sur le territoire national et exerçant dans un local professionnel fixe ou sur un site aménagé ; chiffre repartis en 203 419 entreprises siège et 6 063 établissements.

La quasi-totalité de ces entreprises disposent généralement d'un seul établissement pour l'exercice de leur activité. Par contre, les entreprises appartenant à certaines branches d'activité, à l'instar de la distribution des produits d'hydrocarbures (produits pétroliers, gaz), de l'électricité, de l'eau, des services de nettoyage, de la grande distribution (commerce), de la banque & assurance, des télécommunications, de postes, de transport, se caractérisent par une multitude d'établissements sur le territoire national. Les entreprises de ces branches disposent de nombreux agences/points de vente/guichets/succursales disséminés sur le territoire.

### 3.1. Implantation des entreprises et établissements par région

Dans le cadre de la réalisation du RGE-2, le territoire national a été découpé en douze (12) régions de recensement. En plus des dix (10) Régions administratives que compte le Cameroun, les villes de Douala et Yaoundé ont été considérées chacune comme une région de recensement, en raison de la forte concentration des unités économiques qu'elles regorgent.

La répartition géographique des unités recensées (cf Tableau 3.1) est inégale selon les Régions administratives. Le Littoral et le Centre demeurent les principaux pôles d'implantation des unités économiques avec respectivement 37,0% et 27,0%.

**Tableau 3. 1 : Evolution du nombre d'entreprises et établissements suivant la Région**

Région	Nombre		Evolution (%)	Proportion (%)	
	2009	2016		2009	2016
ADAMAOUA	2 740	6 055	+121,0	2,9	2,9
CENTRE	25 131	56 654	+125,4	26,7	27,0
DONT YAOUNDE	<b>22 436</b>	<b>49 970</b>	<b>+122,7</b>	<b>23,9</b>	<b>23,9</b>
EST	1 736	7 245	+317,3	1,8	3,5
EXTREME NORD	2 585	6 870	+165,8	2,8	3,3
LITTORAL	34 708	77 481	+123,2	36,9	37,0
DONT DOUALA	<b>33 004</b>	<b>70 082</b>	<b>+112,3</b>	<b>35,1</b>	<b>33,5</b>
NORD	2 942	6 789	+130,8	3,1	3,2
NORD OUEST	6 487	13 270	+104,6	6,9	6,3
OUEST	8 327	14 291	+71,6	8,9	6,8
SUD	2 447	6 118	+150,0	2,6	2,9
SUD OUEST	6 866	14 709	+114,2	7,3	7,0
<b>Ensemble</b>	<b>93 969</b>	<b>209 482</b>	<b>+122,9</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>

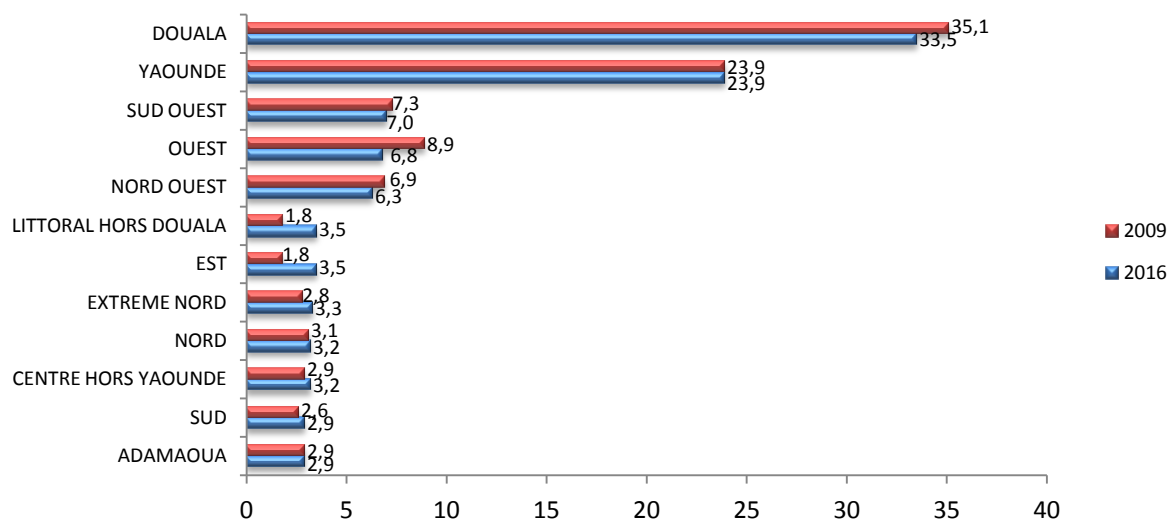
Source : INS/RGE-1, RGE-2

La Région du Littoral totalise à elle seule 77 481 entreprises et établissements, dont bon nombre d'entre eux sont localisés dans la ville de Douala qui compte 70 082 unités, soit 90,5% du total régional et 33,5% du total national.

Quant à la Région du Centre, elle affiche 56 654 entreprises et établissements recensés dont 49 970 implantés dans la seule ville de Yaoundé, soit 88,2% du total régional et 23,9% du total national.



**Graphique 3. 1 : Répartition des entreprises et établissements par région de recensement**



Source : INS/RGE-1, RGE-2

Après les deux (02) capitales, économique, Douala (33,5%), et politique, Yaoundé (23,9%), qui concentrent la majorité des unités économiques avec un poids cumulé 57,4% sur 64% pour les deux zones qu'elles représentent (Littoral et Centre), viennent les Régions du Sud-ouest (7,0%), de l'Ouest (6,8%) et du Nord-ouest (6,3%). Les cinq (05) Régions restantes à savoir l'Extrême-Nord, le Nord, l'Adamaoua, l'Est et le Sud concentrent chacune moins de 4% des entreprises et établissements.

Le choix opéré par les promoteurs d'entreprises (opérateurs économiques, investisseurs, entrepreneurs) de s'implanter dans les deux grandes métropoles (Douala et Yaoundé) s'explique par plusieurs facteurs parmi lesquels :

- ✓ une grande taille du marché ;
- ✓ la disponibilité des facteurs de production (énergie, matières premières, etc.) ;
- ✓ les infrastructures (routières, ferroviaires, aéroportuaires, maritime, télécommunication, espace de commerce);
- ✓ l'existence des zones industrielles ;
- ✓ l'existence du capital humain.

Par rapport à 2009, il faut relever qu'il y a eu une dynamique forte de création d'unités économiques au niveau national (+122,9% d'augmentation), qui peut être mise en liaison avec les politiques d'accompagnement notamment l'institution des CFCE (60 000 créations enregistrées entre 2010 et 2016). Cette évolution est perceptible dans toutes les Régions mais à des degrés divers. Douala avec 70 082 unités (+37 078 unités) et Yaoundé avec 49 970 unités (+27 534 unités) restent, en 2016, les grands pôles d'implantation des unités de production comme en 2009.

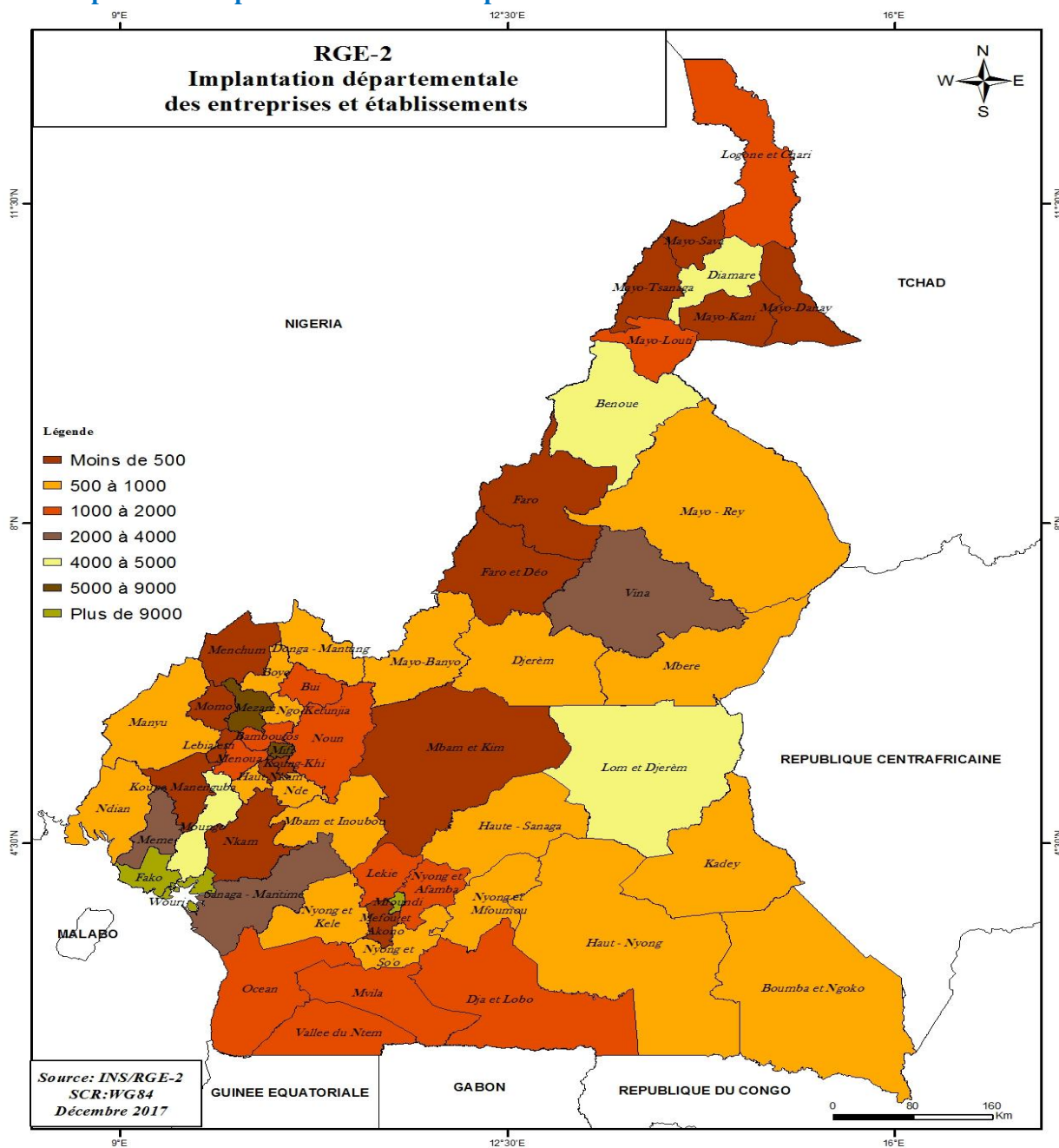
Les plus fortes progressions s'observent dans la région de recensement du Littoral hors Douala et dans la Région administrative de l'Est. Dans ces deux régions de recensement, le nombre d'unités économiques a plus que triplé. En 2009, ces deux Régions étaient les moins peuplées en entreprises (environ 1 700 chacune). Les fortes progressions enregistrées leur permettent de se situer désormais dans la moyenne des effectifs d'entreprises des autres Régions.

### 3.2 Implantation des entreprises et établissements par Département

Si la répartition des unités économiques est inégale selon les Régions, elle l'est davantage au sein des 58 Départements que compte le pays.

A la lecture de la carte d'implantation départementale des entreprises et établissements ci-dessous, l'on peut repérer très rapidement, à travers la légende, les Départements qui affichent à peu près le même nombre d'unités économiques. L'on peut également identifier, non seulement les Départements à faible effectif (moins de 500) en matière d'implantations des unités économiques, mais aussi ceux à effectif d'entreprises élevé (plus de 9 000).

### Carte 1 : Implantation départementale des entreprises et établissements



Etant donné que les villes de Douala et de Yaoundé regorgent le plus grand nombre des unités économiques recensées, la répartition départementale des entreprises et établissements classe les Départements du Wouri et du Mfoundi en première et deuxième position respectivement.

Environ une unité économique sur trois est implantée dans le Département du Wouri pendant qu'on retrouve presque une unité économique sur quatre dans celui du Mfoundi. Ces deux Départements sont suivis par ceux du Fako, de la Mezam et de la Mifi qui totalisent chacun plus de 6 000 unités économiques, soit plus de 3% du total national. Les 53 autres Départements restant abritent chacun moins de 5 000 entreprises et établissements, soit moins de 2,5% du total national.

La moyenne départementale est de 3 612 entreprises et établissements. Dans dix (10) Départements, le nombre d'unités recensées est au-dessus de cette moyenne. Il s'agit de :

- Le Wouri (70 082) ;
- Le Mfoundi (49 970) ;
- Le Fako (9 033) ;
- La Mezam (8 232) ;
- La Mifi (6 529) ;
- Le Lom et Djerem (4 853) ;
- Le Moungo (4 973) ;
- La Bénoué (4 873) ;
- Le Diamaré (4 317) ;
- La Vina (3 909).

Il est à noter que seul le Département du Moungo sur les dix (10) n'est pas la capitale régionale et que seul le Département de la Mvila se trouve en dessous de la moyenne départementale et qui soit une capitale régionale.

**Tableau 3. 2 : Répartition des entreprises et établissements par Département**

Régions	Départements	Nombre d'entreprises	Pourcentage	Régions	Départements	Nombre d'entreprises	Pourcentage
Centre	MFOUNDI	49 970	88,2	Littoral	WOURI	70 082	90,5
	HAUTE-SANAGA	535	0,9		MOUNGO	4 973	6,4
	LEKIE	1 235	2,2		NKAM	213	0,3
	MBAM-ET-INOUBOU	879	1,6		SANAGA-MARITIME	2 213	2,9
	MBAM-ET-KIM	359	0,6		<b>Sous-Total</b>	77 481	100,0
	MEFOU-ET-AFAMBA	1 309	2,3	Nord-ouest	BUI	1 967	14,8
	MEFOU-ET-AKONO	467	0,8		MENCHUM	385	2,9
	NYONG-ET-KELE	552	1,0		BOYO	843	6,4
	NYONG-ET -MFOUMOU	544	1,0		MEZAM	8 232	62,0
	NYONG-ET-SO'O	804	1,4		NGO-KETUNJIA	828	6,2
	<b>Sous-Total</b>	56 654	100,0		MOMO	339	2,6
					DONGA-MANTUNG	676	5,1
					<b>Sous-Total</b>	13 270	100,0
Adamaoua	VINA	3 909	64,6	Ouest	BAMBOUTOS	1 383	9,7
	MBERE	637	10,5		HAUT-NKAM	904	6,3
	FARO-ET-DEO	295	4,9		MENOUA	1 952	13,7
	MAYO-BANYO	643	10,6		MIFI	6 529	45,7
	DJEREM	571	9,4		HAUTS-PLATEAUX	307	2,1
	<b>Sous- Total</b>	6 055	100,0				
Est	BOUMBA-ET-NGOKO	555	7,7				

Régions	Départements	Nombre d'entreprises	Pourcentage	Régions	Départements	Nombre d'entreprises	Pourcentage
	HAUT-NYONG	938	12,9		KOUNG-KHI	490	3,4
	KADEY	899	12,4		NDE	839	5,9
	LOM-ET-DJEREM	4 853	67,0		NOUN	1 887	13,2
	<b>Sous-Total</b>	7 245	100,0		<b>Sous-Total</b>	14 291	100,0
Extrême-nord	DIAMARE	4 317	62,8	Sud	DJA-ET-LOBO	1 391	22,7
	LOGONE-ET-CHARI	1 251	18,2		MVILA	1 942	31,7
	MAYO-DANAY	491	7,1		VALLEE DU NTEM	1 644	26,9
	MAYO-TSANAGA	340	4,9		OCEAN	1 141	18,6
	MAYO-SAVA	221	3,2		<b>Sous-Total</b>	6 118	100,0
	MAYO-KANI	250	3,6	Sud-ouest	FAKO	9 033	61,4
	<b>Sous-Total</b>	6 870	100,0		MANYU	846	5,8
Nord	BENOUE	4873	71,8		LEBIALEM	140	1,0
	FARO	109	1,6		MEME	3 544	24,1
	MAYO-REY	795	11,7		KOUPPE-ET-MANENGOUBA	355	2,4
	MAYO-LOUTI	1 012	14,9		NDIAN	791	5,4
	<b>Sous-Total</b>	6 789	100,0		<b>Sous-Total</b>	14 709	100,0
<b>Total général</b>				<b>209 482</b>			

Source : INS/RGE-2

Par ailleurs, l'analyse montre qu'au sein des Régions, les Départements abritant le Chef-lieu de Région sont relativement les plus peuplés en entreprises et établissements. Dans huit cas sur dix, la proportion dépasse 60% de la population des unités implantées dans la Région. A titre d'illustration, elle atteint 88% dans le Mfoundi et 91% dans le Wouri. En revanche la Mifi et la Mvila s'illustrent par une proportion en dessous de 50%, soit respectivement 46% et 32%.

Cependant, l'on compte quatorze (14) Départements de moyenne importance en matière d'implantation des entreprises et d'établissements. Ces Départements affichent, chacun, un nombre inférieur à la moyenne départementale (3 612 unités économiques), mais supérieur à 1 000 unités économiques.

En outre, trente-quatre (34) Départements comptent moins de 1 000 unités économiques. Les Départements les moins pourvus se retrouvent dans le Nord avec le Faro (109 unités), le Sud-ouest avec le Lebialem (140), le Littoral avec le Nkam (213) et l'Extrême-nord avec le Mayo-Sava (221).

### 3.3 Implantation des entreprises et établissements par ville<sup>2</sup>

Pour implanter leurs entreprises et établissements, les promoteurs doivent opérer soigneusement le choix des villes/localités dans lesquelles ils pourront tirer le maximum du profit de leurs activités. Le tableau ci-dessous présente le Top 20 de villes championnes en matière d'implantation des unités économiques. Comme mentionné plus haut, les deux grandes métropoles que sont la capitale économique (Douala) et la capitale politique (Yaoundé), occupent respectivement le premier (et le second rang. Ce choix manifeste opéré par les opérateurs économiques peut s'expliquer par les facilités d'y faire les affaires.

<sup>2</sup>Le concept de ville est plus pertinent à une analyse économique de l'implantation des entreprises. Par exemple la ville de Yaoundé c'est l'ensemble des sept (7) communes, la ville de Bamenda c'est l'ensemble des trois communes etc.

Ces deux capitales devançant largement le reste des villes en termes de concentration des unités économiques. Les entreprises et établis

sements implantés dans la troisième ville qu'est Bamenda représentent environ le dixième du nombre d'unités économiques que regorge la ville de Douala (soit 3,5% du total national). La ville de Bamenda est talonnée par Bafoussam qui accueille elle aussi 3,12% des entreprises et établissements. Les autres villes du top 20 totalisent chacune moins de 5 000 unités économiques, soit moins de 2% du total national. Il s'agit dans l'ordre décroissant, notamment de Maroua, Ngaoundéré, Garoua (trois capitales de la partie septentrionale du pays), Bertoua, Buea et Kumba.

Il convient aussi de noter que dans ce classement, la région du Sud-ouest apparaît avec quatre (04) villes : Buéa, Kumba, Limbé et Tiko qui se suivent dans l'ordre. Celle du Littoral est représentée par trois (03) villes : Douala, Edéa et Nkongsamba. C'est également le cas pour l'Ouest (Bafoussam, Dschang et Mbouda) et le Sud (Ebolowa, Kye-ossi et Sangmélina). Les autres six Régions ont chacune deux (02) villes (Bamenda et Kumbo pour le Nord-ouest) ou une seule (Yaoundé, Bertoua, Garoua, Maroua, puis Ngaoundéré respectivement pour le Centre, l'Est, le Nord, l'Extrême-nord et l'Adamaoua) dans ce top 20.

**Tableau 3.3 : Le Top20 des villes championnes en matière d'implantation des unités économiques**

Rang de la ville	Villes	Nombre d'entreprises et établissements	Pourcentage (%) du total National	Arrondissement champion de la ville	Pourcentage du total de la ville
1	Douala	70 082	33,45	Douala V	27,41
2	Yaoundé	49 970	23,85	Yaoundé I	23,25
3	Bamenda	7 193	3,48	Bamenda II	68,78
4	Bafoussam	6 529	3,12	Bafoussam I	64,30
5	Maroua	3 862	1,87	Maroua II	54,74
6	Ngaoundéré	3 598	1,74	Ngaoundéré II	59,37
7	Garoua	3 556	1,72	Garoua I	55,71
8	Bertoua	3 323	1,61	Bertoua II	61,96
9	Buea	3 248	1,57	Buea	100,0
10	Kumba	2 951	1,43	Kumba I	70,25
11	Limbé	2 883	1,39	Limbe I	88,03
12	Tiko	1 932	0,93	Tiko	100,0
13	Edéa	1 821	0,88	Edéa I	91,21
14	Ebolowa	1 792	0,87	Ebolowa I	64,23
15	Nkongsamba	1 671	0,81	Nkongsamba I	66,55
16	Dschang	1 490	0,72	Dschang	100,0
17	Mbouda	1 227	0,59	Mbouda	100,0
18	Kumbo	1 226	0,59	Kumbo	100,0
19	Kye-ossi	973	0,47	Kye-ossi	100,0
20	Sangmelima	970	0,47	Sangmelima	100,0

Source : INS/RGE-2

Des disparités sont observées suivant les arrondissements à l'intérieur des différentes Communautés Urbaines. Les arrondissements dits champions concentrent le plus grand nombre des entreprises et établissements de la ville. Cependant, il faut relever que cette concentration dépendrait en grande partie du nombre des arrondissements que compte chaque Communauté Urbaine. C'est ainsi qu'on retrouve près d'une unité économique sur quatre implantée dans les arrondissements champions des deux cités capitales, que sont respectivement Douala V et Yaoundé I, pendant que dans les autres villes, l'essentiel des unités est implanté dans un seul

arrondissement ; c'est le cas notamment des arrondissements de Limbe I et d'Édéa I qui concentrent jusqu'à 9 unités économiques sur 10 de leur ville. Le tableau A3.1 en annexe donne la situation détaillée pour les trois cent soixante (360) arrondissements.

En outre, il est à noter que sur les quatorze (14) Communautés Urbaines que compte le pays, seule la Communauté Urbaine de Kribi ne figure pas dans le Top 20 des villes championnes en matière d'implantation des entreprises et établissements. Elle totalise seulement 941 unités économiques recensées et se positionne à la 21<sup>ème</sup> place derrière la ville de Sangmélina, proche de la frontière avec la Guinée Equatoriale, et devant celle de Kousséri, ville frontalière avec la République du Tchad.

### **3.4 Implantation des entreprises et établissements suivant le secteur d'activité**

Le RGE-2 a permis un géoréférencement des unités économiques en activité sur le territoire national. Cette cartographie économique met en exergue les principaux bassins d'implantations des unités économiques suivant le secteur d'activité.

#### **3.4.1 Implantation des entreprises du secteur primaire**

De prime abord, il faut souligner que les unités économiques relevant du secteur primaire, se déploient principalement en milieu rural et péri-urbain. Globalement, les unités modernes se concentrent dans les Département du Wouri qui abrite la capitale économique Douala (ville côtière), du Mfoundi qui abrite la capitale politique Yaoundé ; et dans une moindre mesure dans la Région de l'Adamaoua (château d'eau du Cameroun) et du Sud-ouest qui est frontalière avec le Nigéria (1 720 Km de délimitation avec le Cameroun) et qui s'étire sur plus de 200 Kilomètres de côte sur l'océan atlantique.

Dans le détail, les unités ayant comme activité principale l'« Agriculture » sont dominantes parmi les unités du secteur primaire dans les Régions de l'Adamaoua, du Centre hors Yaoundé, du Littoral hors Douala, de l'Extrême-nord, Nord-ouest et Sud-ouest. La production concerne surtout les produits vivriers et maraîchers. A l'exception de l'Adamaoua, ces Régions font partie du Top 5 de la carte coopérative nationale.

Les activités d'élevage et chasse se pratiquent sur l'ensemble du territoire national et portent surtout sur la volaille. Les fermes abritant ces sujets sont plus répandues dans les Régions de l'Ouest, du Centre, du Sud et du Littoral.



**Tableau 3. 4 : Répartition des entreprises et établissements du secteur primaire par région**

Régions	Branches d'activité								Total	
	Agriculture		Elevage et chasse		Sylviculture et exploitation forestière		Pêche et pisciculture		2009	2016
	2009	2016	2009	2016	2009	2016	2009	2016		
Douala	22	17	17	57	26	31	2	1	67	106
Yaoundé	5	11	7	24	13	22	0	0	25	57
Adamaoua	7	34	9	1	0	0	1	0	17	35
Centre hors Yaoundé	21	7	4	4	3	1	1	0	29	12
Est	1	11	3	7	5	7	1	1	10	26
Extrême-Nord	9	7	2	4	0	0	1	0	12	11
Littoral hors Douala	15	19	10	6	1	0	0	0	26	25
Nord	32	1	7	0	0	0	0	0	39	1
Nord-ouest	7	8	8	3	2	0	0	0	17	11
Ouest	28	3	20	8	1	2	1	0	50	13
Sud	6	5	1	8	3	1	0	1	10	15
Sud-ouest	39	25	3	10	1	1	0	5	43	41
<b>Total</b>	<b>192</b>	<b>148</b>	<b>91</b>	<b>132</b>	<b>55</b>	<b>65</b>	<b>7</b>	<b>8</b>	<b>345</b>	<b>353</b>

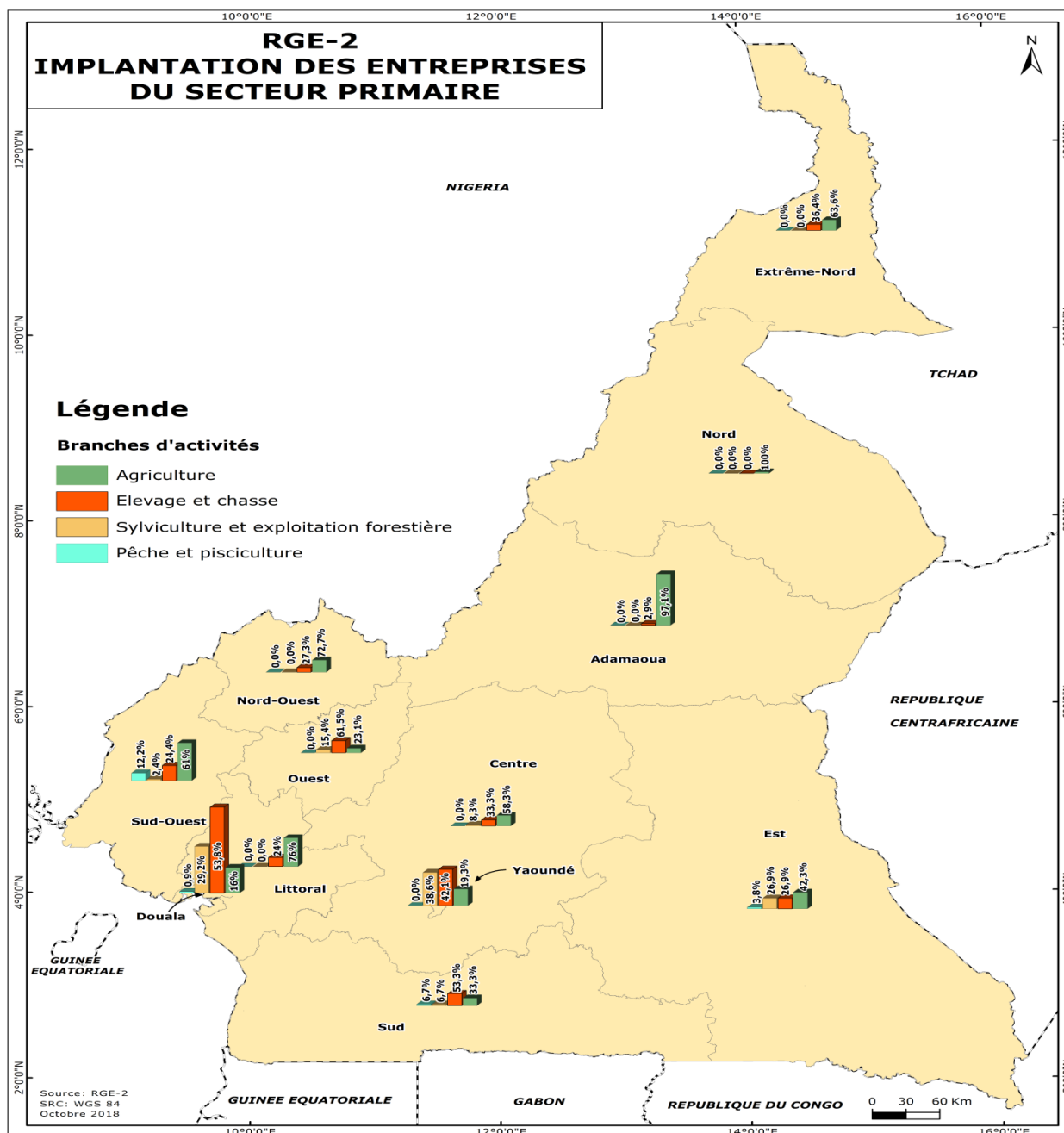
Source : INS/RGE-1, RGE-2

Les activités modernes de pêche notamment industrielles sont marginales à l'échelle nationale. Les quelques pêcheries dénombrées sont implantées principalement dans les Régions côtières en l'occurrence le Littoral (Douala), le Sud (Kribi) et le Sud-ouest (Limbé).

Les captures de poissons se pratiquent surtout de façon artisanale, à l'aide des embarcations rudimentaires. La pisciculture est également peu développée et répond principalement à des besoins de consommations des acteurs. Il s'agit de l'élevage de poissons dans les étangs, circuits fermés, bacs et cages. Du coup le poisson commercialisé dans les poissonneries proviennent essentiellement du circuit d'importation.

La pratique intensive et extensive de la pêche en circuit fermé, l'aquaculture des bacs, en cage sont des possibilités d'accroissement substantiel de l'offre de produits halieutiques, qu'il faudrait vulgariser afin de diminuer l'ampleur des importations de poissons, et partant leur impact sur la balance commerciale du pays.

Carte 2 : Implantation régionale des entreprises et établissements du secteur primaire



Les activités de foresterie qui concernent principalement l'exploitation forestière (coupe du bois), se déploient dans les zones équatoriales du Centre, de l'Est, du Sud mais également dans les écosystèmes forestiers côtiers essentiellement tropicaux des Régions du Littoral et du Sud-ouest (existence des mangroves). Douala et Yaoundé abrite la plupart des sièges des entreprises qui opèrent dans ces zones forestières.

Il est à noter que depuis la mise en œuvre du DSCE, plusieurs programmes et projets ont été créés, et d'autres encore en cours au sein des administrations sectorielles, dans l'optique de valoriser le potentiel agricole du Cameroun. Le Gouvernement, à travers ces initiatives, entend impulser l'édification de l'agriculture de deuxième génération qui implique notamment la densification de la politique d'auto-installation des jeunes agriculteurs formés, diplômés, sur leurs terroirs propres. Cependant, à l'observation, il ressort que la massification des unités agricoles modernes et pérennes reste de mise.

### 3.4.2 Implantation des entreprises du secteur secondaire

Dans le secteur secondaire, les unités économiques sont localisées en majorité dans les régions du Littoral et du Centre, plus particulièrement les villes de Douala et Yaoundé qui comptent respectivement 1,338 et 1,299 millions d'habitants<sup>3</sup> (soit environ 11% de la population totale) et constituent les principaux réceptacles de l'exode rural.

Par sous-secteur, l'on dénombre 70 unités opérant dans les activités extractives. Il s'agit surtout d'unités de traitement de minerais solides qui se déploient principalement dans les territoires de l'Est, du Littoral, du Centre et dans une moindre mesure le Sud-ouest et le Sud. L'on dénombre également des carrières de granulats pour la construction, implantées dans la périphérie des grandes métropoles.

L'industrie alimentaire compte 2 564 unités, essentiellement concentrées dans les villes de Yaoundé et Douala, ainsi que les Régions du Sud-ouest, de l'Ouest et du Nord –ouest, qui constituent le top 5 des bassins d'implantation des unités économiques. Ces localités abritent les plus grandes unités de transformation agricole du pays, dont les boulangeries, les unités de fabrication des pâtes alimentaires, des boissons hygiéniques et alcooliques, ainsi que des produits laitiers.

**Tableau 3. 5 : Répartition des entreprises et établissements du secteur secondaire par région**

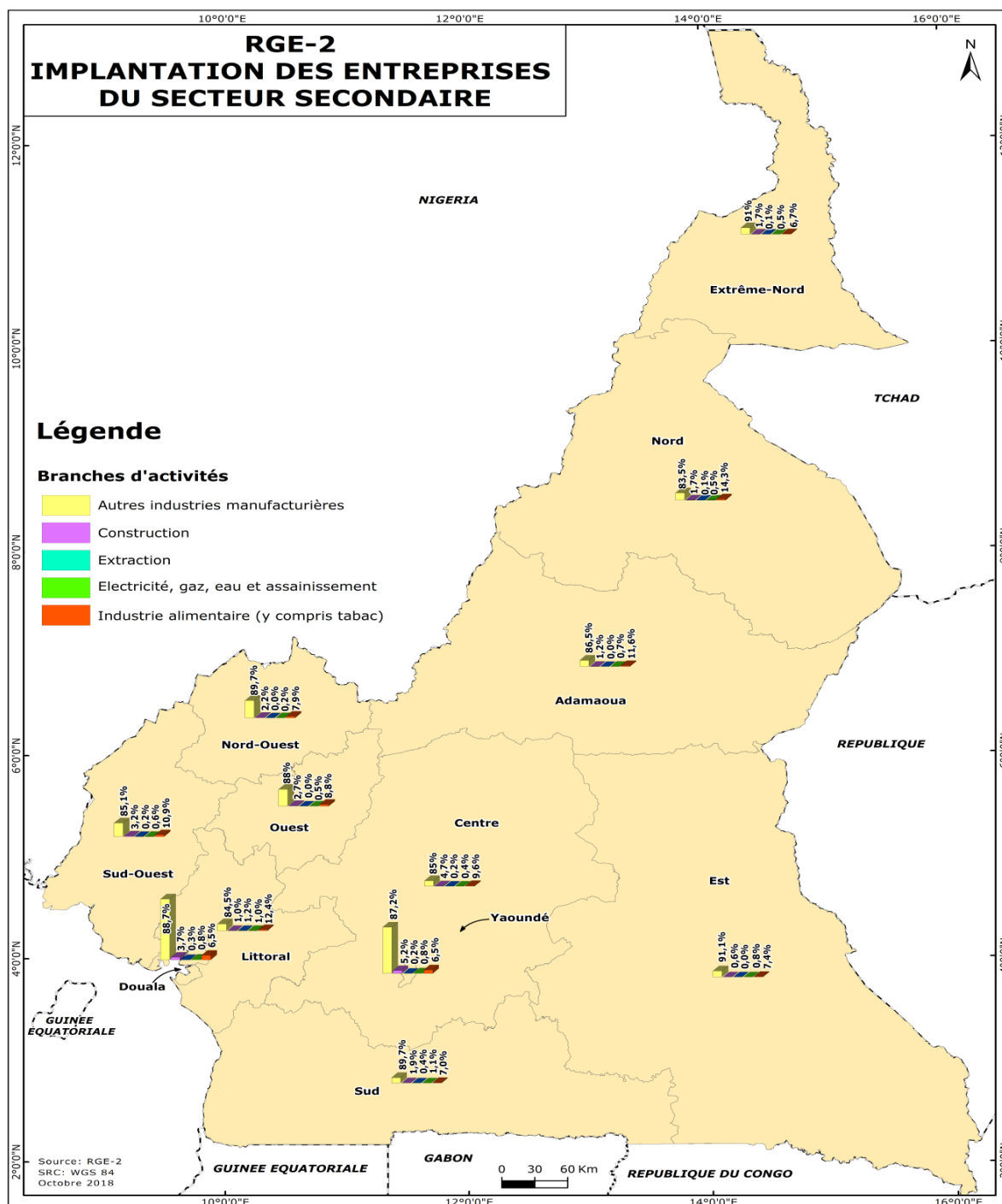
Régions	Extraction		Industrie alimentaire (y		Autres industries manufacturières		Electricité, gaz, eau et assainissement		Construction		Total	
	2009	2016	2009	2016	2009	2016	2009	2016	2009	2016	2009	2016
Douala	18	29	212	640	3 319	8 715	52	74	281	366	3 882	9 824
Yaoundé	5	15	179	495	2 810	6 637	25	64	229	397	3 248	7 608
Adamaoua	0	0	35	119	172	887	2	7	15	12	224	1 025
Centre hors Ydé	0	2	24	89	133	790	33	4	10	44	200	929
Est	3	0	8	70	75	859	8	8	11	6	105	943
Extrême-Nord	0	1	13	67	153	915	9	5	19	17	194	1 005
Littoral hors Dla	2	14	29	142	123	967	18	11	10	11	182	1 145
Nord	0	1	113	176	264	1 031	23	6	39	21	439	1 235
Nord-ouest	1	0	33	218	1 006	2 479	11	6	32	61	1 083	2 764
Ouest	1	0	75	241	1 227	2 408	8	13	26	75	1 337	2 737
Sud	0	3	13	60	198	769	3	9	6	16	220	857
Sud-Ouest	0	5	33	247	976	1 935	3	13	28	73	1 040	2 273
<b>Total</b>	<b>30</b>	<b>70</b>	<b>767</b>	<b>2 564</b>	<b>10 456</b>	<b>28 392</b>	<b>195</b>	<b>220</b>	<b>706</b>	<b>1 099</b>	<b>12 154</b>	<b>32 345</b>

Source : INS/RGE-1, RGE-2

Les entreprises de construction sont au nombre de 1 099 et concernent aussi bien les grosses que les PME. Pour les grosses, elles ont leur base opérationnelle principalement dans les Régions du Littoral et du Centre, à partir de laquelle les activités se déploient sur l'ensemble du territoire national. Quant aux PME opérant dans ce sous-secteur de la construction, elles sont beaucoup plus concentrées dans ces deux régions, ce qui leur permet de capter plus facilement les contrats de sous-traitance et à travers le réseau des PME disséminés sur le territoire, d'opérer des sous-traitances en cascade.

<sup>3</sup> d'après le Word population review 2018

Carte 3 : Implantation régionale des entreprises et établissements du secteur secondaire



Les principales unités opérant dans l'assainissement et le traitement des déchets sont localisées dans les Régions du Littoral et du Centre.

Les autres industries manufacturières renferment près de 28 000 unités, en l'occurrence les cimenteries, l'industrie chimique, l'industrie plastique, la papeterie, etc. La présence de celles-ci sur le territoire national reste l'apanage des grandes métropoles que sont Douala et Yaoundé. Il n'en demeure pas moins vrai que ce sous-secteur d'activité est relativement représenté dans l'ensemble des Régions du pays. Il s'agit notamment des ateliers de soudures métalliques, des ateliers de couture, des menuiseries, des scieries du bois que l'on retrouve un peu partout sur le triangle national.

### 3.4.3 Implantation des entreprises du secteur tertiaire

Dans le secteur tertiaire, 176 784 unités économiques ont été recensées. Les métropoles Douala et Yaoundé renferment à elles seules plus de la moitié de celles-ci, soit 58%. Cette tendance s'observe toujours quelle que soit l'activité tertiaire considérée ; preuve que ces deux (02) agglomérations regorgent des opportunités du fait qu'elles abritent les plus grandes unités industrielles, infrastructures portuaires et aériennes du pays, ainsi que les centres de décisions.

Les activités de commerce et de réparation de véhicule (107 509 unités) sont majoritaires dans toutes les Régions du pays, et représentent 60,8% au plan national. Les Régions septentrionales du pays (Adamaoua, Nord, Extrême-nord) s'illustrent toujours par la culture du commerce qui y est très développée depuis des temps anciens. Dans cette aire géographique, le poids dans l'ensemble des activités qui y sont menées est considérable (au minimum 75% du total des unités économiques).

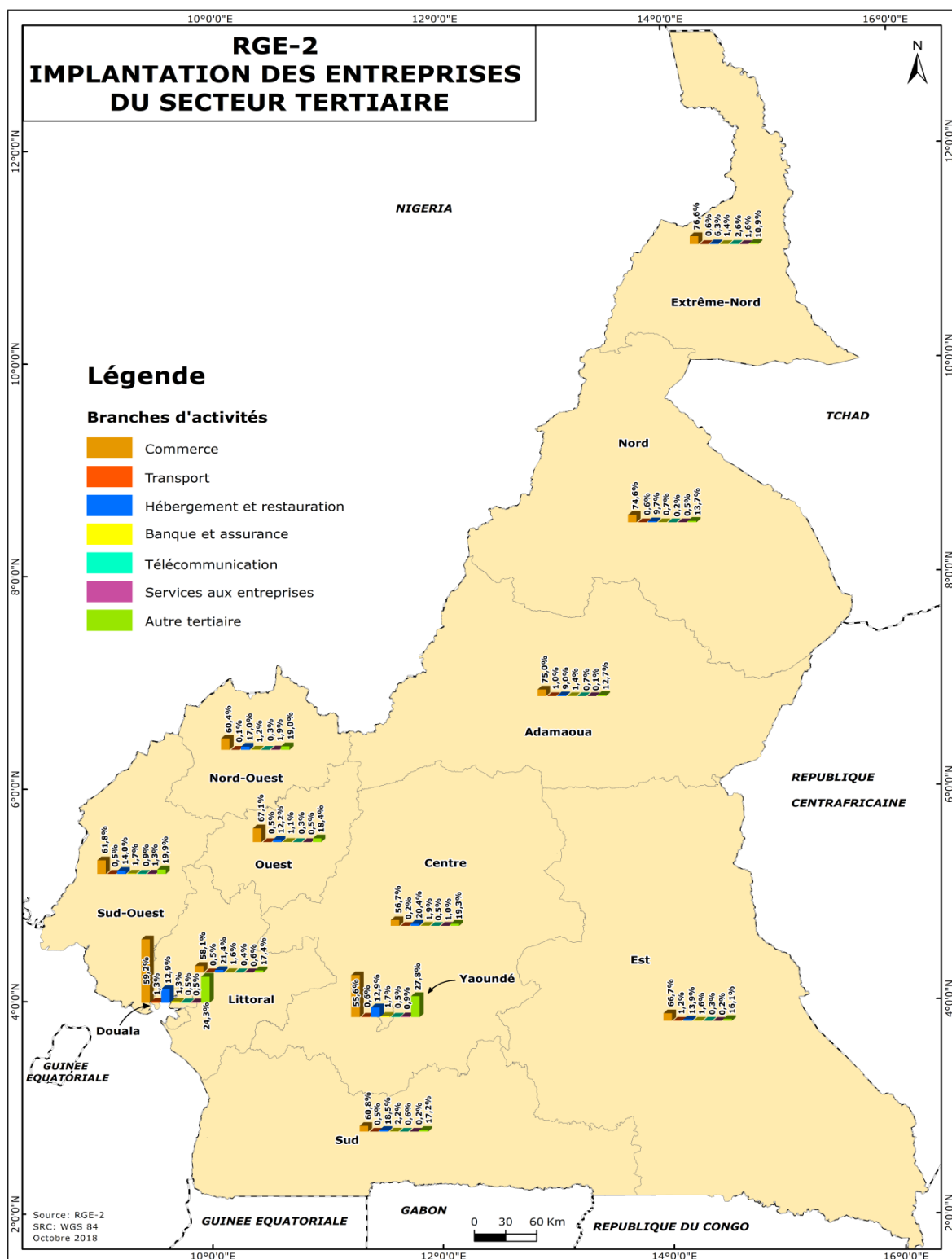
**Tableau 3. 6 : Répartition des entreprises et établissements du secteur tertiaire par région**

Régions	Commerce		Transport		Hébergement et restauration		Banque et assurance		Télécommunication		Services aux entreprises		Autre tertiaire		Total	
	2009	2016	2009	2016	2009	2016	2009	2016	2009	2016	2009	2016	2009	2016	2009	2016
Douala	17 830	35 619	374	780	2 794	7 781	480	775	401	279	2 320	290	4 120	14 628	28 408	60 152
Yaoundé	11 458	23 533	120	243	2 520	5 451	291	704	207	214	1 296	389	2 941	11 771	18 872	42 305
Adamaoua	1 980	3 746	36	51	236	452	48	70	12	36	93	6	67	634	2 484	4 995
Centre hors Yaoundé	1 395	3 255	31	13	472	1 171	84	109	29	30	144	55	279	1 110	2 435	5 743
Est	1 263	4 187	21	76	118	871	39	103	15	20	52	10	107	1 009	1 616	6 276
Extrême-nord	1 618	4 486	30	34	102	371	78	82	23	151	102	93	393	637	2 347	5 854
Littoral hors Douala	768	3 618	7	29	238	1 336	66	99	22	24	90	39	250	1 084	1 445	6 229
Nord	1 821	4 145	28	31	238	541	55	39	26	11	133	25	132	761	2 437	5 553
Nord-ouest	3 547	6 337	23	12	398	1 787	164	130	35	33	270	200	866	1 996	5 342	10 495
Ouest	5 234	7 740	32	56	365	1 404	133	125	34	36	301	60	624	2 120	6 771	11 541
Sud	1 456	3 188	13	24	457	969	40	115	19	33	86	13	131	904	2 206	5 246
Sud-ouest	3 611	7 655	20	65	1 098	1 730	110	206	44	116	416	157	429	2 466	5 746	12 395
Total	51 981	107 509	735	1 414	9 036	23 864	1 588	2 557	867	983	5 303	1 337	10 339	39 120	80 109	176 784

Source : INS/RGE-1, RGE-2

Les activités d'hébergement et de restauration (23 864 unités), constituent globalement, après le commerce, le deuxième pôle d'investissement prisé dans le tertiaire, soit 13,5% du total des unités recensées. Ces activités font partie principalement de l'industrie touristique d'un pays et représentent un des postes importants des dépenses touristiques des visiteurs, que se soient d'affaires ou pour des raisons de loisirs. Les Régions du centre Hors Yaoundé, Littoral Hors Douala et du Sud se distinguent par un poids relatif important de ce sous-secteur, de plus de 18%. Ceci est révélateur d'une certaine industrie des congrès, réunions, foires et salons qui se développe à partir de Douala et Yaoundé et qui cible principalement les localités avoisinantes.

Carte 4 : Implantation régionale des entreprises et établissements du secteur tertiaire



Les activités financières et d'assurances concernent un effectif de 2 557 unités économiques constituées de banques, établissements de micro finance, assurances et autres entreprises financières non bancaires. La répartition régionale de ces unités économiques est en cohérence avec les flux commerciaux et financiers. En effet, la Région du Littoral avec Douala et celle du Centre avec Yaoundé concentrent l'essentiel des banques, assurances et autres structures financières. Viennent ensuite les Régions du Sud-ouest, du Nord-ouest, de l'Ouest qui abritent notamment l'essentiel des établissements de micro finance quand on enlève le Centre et le Littoral. Le Sud qui a abrité le dernier comice agropastoral et qui accueille désormais un



complexe industriel portuaire à Kribi, draine également un effectif relativement important d'unités économiques relevant du sous-secteur financier.

En résumé, il ressort de ce chapitre que Douala (capitale économique) est la région de recensement qui regorge le plus grand nombre d'unités économiques (33,5%). Elle est suivie par la région de recensement de Yaoundé qui concentre près du quart (23,9%) des unités économiques. Les Régions du Sud et de l'Adamaoua occupent les derniers rangs avec chacune seulement 2,9 % des entreprises et établissements recensés. Cette répartition spatiale régionale des entreprises et établissements en 2016 (RGE-2) est presque identique à celle de 2009 (RGE-1). Toutefois, l'on relève que les régions de l'Est et de l'Extrême-Nord ont enregistré les plus forts taux d'évolution en termes de nombre d'entreprises et établissements avec respectivement 317,3% et 165,8%.

Sur le plan départemental, le Wouri (Douala) et le Mfoundi (Yaoundé) occupent le premier et le second en matière d'implantation d'unités économiques. Les 56 autres Départements restant abritent chacun moins de 10 000 entreprises et établissements, soit moins de 5% du total national.

Pour ce qui est de l'implantation par ville, après Douala (1er) et Yaoundé (2ème), Bamenda et Bafoussam arrivent respectivement en 3ème et 4ème position avec chacune un peu plus de 5 000 unités économiques. L'on relève que la ville portuaire de Kribi, en construction, ne figure pas encore dans le Top 20 de villes championnes en matière d'implantation des unités économiques.

## CHAPITRE 4 : CARACTERISTIQUES DU TISSU DES ENTREPRISES

Il est question dans ce chapitre d'analyser la structure du tissu économique au travers des variables telles que l'activité, le statut juridique, la typologie, le régime d'imposition et la tenue de comptabilité. La performance du tissu économique présentée ici s'appuie sur les estimations du chiffre d'affaires. Sont aussi appréhendés les comportements des opérateurs économiques en matière de pratique de la sous-traitance.

### 4.1 Activité principale exercée

Tout comme au RGE-1 de 2009, l'activité principale se définit comme celle qui contribue le plus au chiffre d'affaires. Ce critère est retenu en raison de la difficulté, dans le contexte national, de recueillir, pour la quasi-totalité des entreprises, des valeurs ajoutées par produit.

Le tableau 4.1 ci-après présente la ventilation des unités économiques recensées selon les trois (03) secteurs d'activités, à savoir : primaire, secondaire et tertiaire. Il ressort que le tissu des unités économiques est largement dominé par le secteur tertiaire (commerce, réparation, Hébergement et restauration, etc.) qui concentre 84 entreprises sur 100 en 2016.

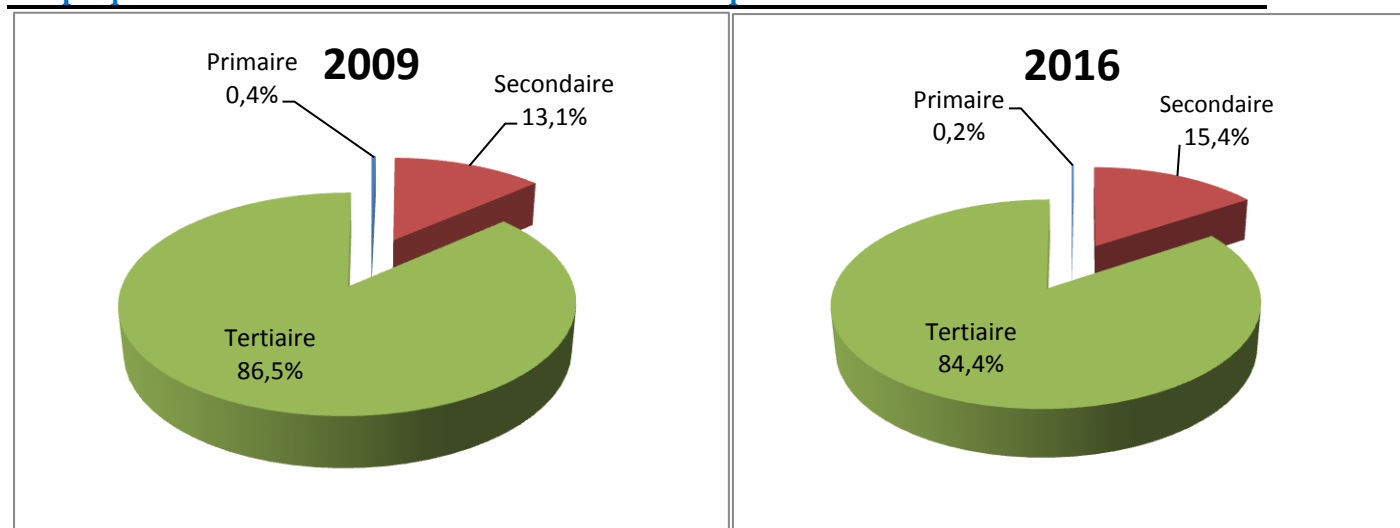
**Tableau 4. 1 : Répartition sectorielle des entreprises et établissements**

Secteur d'activité	2009		2016	
	Nombre d'entreprises et établissements	En % du total	Nombre d'entreprises et établissements	En % du total
Primaire	345	0,4	353	0,2
Secondaire	12 154	13,1	32 345	15,4
Tertiaire	80 109	86,5	176 784	84,4
<b>Total déclaré</b>	<b>92 608</b>	<b>100,0</b>	<b>209 482</b>	<b>100,0</b>
Non déclaré	1 361		0	
<b>Total</b>	<b>93 969</b>		<b>209 482</b>	

Source : INS/RGE-1, RGE-2

Il est à noter toutefois que le poids du secteur tertiaire a baissé d'environ deux points de pourcentage (-2,1%) car il se situait à 86,5% en 2009. Le secteur secondaire, qui est celui de la transformation, a connu une amélioration de son poids dans la structure économique, celui-ci passant de 13,1% en 2009 à 15,4% en 2016, soit une hausse de +2,4%.

**Graphique 4. 1 : Evolution sectorielle des unités économiques**



Source : INS/RGE-1, RGE-2

En outre, comme on peut le constater, le secteur primaire (agriculture, sylviculture et exploitation forestière, élevage et chasse, pêche et pisciculture) renferme très peu d'unités économiques constituées en entreprises au nombre de 353, soit 0,2%. Cette situation s'explique en partie par le champ du RGE-2 qui ne couvre pas les unités de production agricoles familiales qui, faut-il le souligner, occupent plus de la moitié (53,3%) des travailleurs (EESI2, 2010).

La mise en œuvre réussie de la politique de développement de l'Agriculture de seconde génération devrait à terme permettre un renforcement de la présence des entreprises agro/sylvo/pastoro/haliéutiques sur le territoire national, nécessaire à un décollage industriel du pays, principale source de création à grande échelle d'emplois décents. A cet égard, le Plan Directeur d'Industrialisation (PDI) déjà rendu à sa phase opérationnelle en 2017, et qui fait de l'agro-industrie un des secteurs prioritaires, constitue une opportunité pour la relance de l'agriculture camerounaise.

#### 4.1.1 Activités du secteur primaire

Le secteur primaire au Cameroun regorge d'énormes potentialités en raison de sa diversité agro écologique. Selon les données de l'EESI2010, ce secteur occupe majoritairement la population active, exerçant principalement dans l'informel (53%).

Le secteur primaire moderne, c'est-à-dire constitué des entrepreneurs agricoles (Coopératives, GIC, etc.), reste marginal en raison des habitudes sociales qui privilégient la pratique d'activité agricole familiale, même lorsqu'elle est orientée vers le marché.

**Tableau 4. 2 : Répartition des entreprises et établissements du secteur primaire**

Sous-secteur du primaire	2009		2016		Evolution (%)
	Nombre d'entreprises	Pourcentage	Nombre d'entreprises	Pourcentage	
Agriculture	192	55,7	148	41,9	-22,9
Elevage	91	26,4	132	37,4	+45,1
Sylviculture	55	15,9	65	18,4	+18,2
Pêche et pisciculture	7	2,0	8	2,3	+14,3
<b>Ensemble</b>	<b>345</b>	<b>100,0</b>	<b>353</b>	<b>100,0</b>	<b>+2,3</b>

Source : INS/RGE-1, RGE-2

En 2016 le secteur primaire compte 353 unités, exerçant en l'occurrence dans les activités agricoles (vivriers, produits pérennes), d'élevage, d'exploitation forestière.

L'agriculture est la première activité exercée avec 148 unités économiques recensées. Quant à l'élevage, l'on dénombre 132 unités économiques dont les activités concernent essentiellement la production des poussins d'un jour, des œufs et des poulets de chairs.

Dans la foresterie, l'on recense une soixantaine d'unités économiques opérant principalement dans la coupe des bois.

Par rapport à 2009, le RGE-2 met en exergue une nouvelle structuration des entreprises selon les activités du primaire. Le nombre d'entreprises a très faiblement augmenté (+2,3%) ; du fait d'une baisse considérable des unités opérant dans l'agriculture (-22,9%) au profit des autres activités qui connaissent un accroissement du nombre d'unités, en particulier l'élevage (+45,1%).

### 4.1.2 Activités du secteur secondaire

Dans le secteur secondaire (industries extractives, industries manufacturières, production et distribution d'électricité, eau et gaz, construction) l'on dénombre 32 345 entreprises et établissements. Il s'agit dans la très grande majorité de petites unités artisanales constituées :

- dans l'agroalimentaire : boulangeries ;
- dans le textile et confection : atelier de couture ;
- dans les autres industries manufacturières : atelier de soudure métallique, menuiserie du bois, menuiserie aluminium, atelier de vitrerie ; atelier de fabrique de parpaings et autres ouvrages en béton pour la construction ;
- dans l'électricité, eau et gaz : PME sous-traitante ;
- dans la construction : PME sous-traitante du BTP.

Parmi ces unités industrielles recensées, l'on compte un peu plus d'une centaine de grande importance. La plupart de celles-ci se déploie dans l'industrie agroalimentaire et dans une certaine mesure dans l'industrie chimique et l'industrie des matières plastiques.

Par rapport à 2009, le RGE-2 met en exergue une nouvelle structuration des entreprises selon les sous-secteurs d'activité. Le nombre d'entreprise explose (+166,1%), et concerne à des degrés divers toutes les activités. La hausse est particulièrement forte dans les industries agroalimentaires (+234,3%), dans les industries manufacturières autres que l'agroalimentaire (+171,5%). Le sous-secteur Electricité, gaz, eau et assainissement est celui où l'on enregistre la hausse la moins importante (+12,8%). L'on note en outre que le nombre d'entreprises extractives a plus que doublé sur la période.

**Tableau 4.3 : Répartition des entreprises et établissements du secteur secondaire**

Sous-secteur du secondaire	2009		2016		Evolution (%)
	Nombre d'entreprises	Pourcentage	Nombre d'entreprises	Pourcentage	
Extraction	30	0,2	70	0,2	+133,3
Industrie alimentaire (y compris tabac)	767	6,4	2 564	7,9	+234,3
Autres industries manufacturières	10 456	86,0	28 392	87,8	+171,5
Electricité, gaz, eau et assainissement	195	1,6	220	0,7	+12,8
Construction (BTP)	706	5,8	1 099	3,4	+55,7
<b>Ensemble</b>	<b>12 154</b>	<b>100,0</b>	<b>32 345</b>	<b>100,0</b>	<b>+166,1</b>

5 Source : INS/RGE-1, RGE-2

### 4.1.3 Activités du secteur tertiaire

Dans le secteur tertiaire (commerce, hébergement, restauration, transports, télécommunications, services aux entreprises, etc.) l'on dénombre 176 784 entreprises et établissements. Ici les activités de commerce (achat et revente en l'état d'un produit) et de réparation de véhicules (communément appelé garage) concernent plus de la moitié des unités recensées. Il s'agit le plus souvent de petit commerce de produits à dominance alimentaire, de quincaillerie générale, de vente de vêtements (habillement et chaussures) et tissus.

La branche « hébergement et restauration », l'un des principaux vecteurs de l'activité touristique, compte 23 864 unités. Il s'agit pour la plupart des bars (débit de boisson) et petits restaurants

(cafétérias) et auberges dont les équipements sont assez modestes et n'obéissent pas à un critère de classement défini par le Ministère du Tourisme et des Loisirs (MINTOUL).

**Tableau 4.4 : Répartition des entreprises et établissements du secteur tertiaire**

Sous-secteur du Tertiaire	2009		2016		Evolution (%)
	Nombre d'entreprises	Pourcentage	Nombre d'entreprises	Pourcentage	
Commerce	51 981	65,1	107 509	60,8	+106,8
Transport	735	0,9	1 414	0,8	+92,4
Hébergement et restauration	9 036	11,3	23 864	13,5	+164,1
Banque et assurance	1 588	2,0	2 557	1,4	+61,0
Télécommunication	867	1,1	983	0,6	+13,4
Services aux entreprises	5 303	6,6	1 337	0,8	-74,8
Autre tertiaire	10 339	12,9	39 120	22,1	+278,4
<b>Ensemble</b>	<b>79 849</b>	<b>100,0</b>	<b>176 784</b>	<b>100,0</b>	<b>+121,4</b>

Source : INS/RGE-1, RGE-2

Par rapport à 2009, les résultats révèlent une nouvelle répartition des entreprises selon les sous-secteurs d'activité. L'on assiste à un boom démographique des entreprises de banque et assurance. En effet, leur nombre passe de 1 588 en 2009 à 2 557 en 2016 soit une hausse de +61%. Le nombre d'entreprises du commerce est de 107 509 en 2016 contre 51 981 en 2009. Il en va de même pour l'hébergement et la restauration qui enregistre un accroissement remarquable de 164% (de 9 036 en 2009 à 23 864 en 2016). Dans le transport, le nombre d'entreprises de ce sous-secteur a presque doublé et se situe à 1 414 en 2016.

Au final, le RGE-2 met en exergue une nouvelle structuration des entreprises selon les secteurs et sous-secteurs d'activité. Le nombre d'entreprises du secteur primaire stagne tandis que l'on assiste à une explosion dans le secteur secondaire et le secteur tertiaire. Bien que le commerce reste l'activité dominante en terme de nombre d'entreprises, l'on note une forte dynamique démographique dans les industries manufacturières notamment l'agroalimentaire et dans les entreprises de banque et assurance et l'hôtellerie.

## 4.2 Chiffre d'affaires des entreprises

Le chiffre d'affaires global représente la somme des biens et services vendus au cours d'un exercice. Cette information a été collectée en référence à l'exercice comptable clos au 31 décembre 2015.

Il ressort que l'ensemble des entreprises recensées ont dégagé un chiffre d'affaires total de 13 347 milliards de francs CFA, soit 86,4% du PIB marchand (Valeur ajoutée) et 79,4% du PIB total.

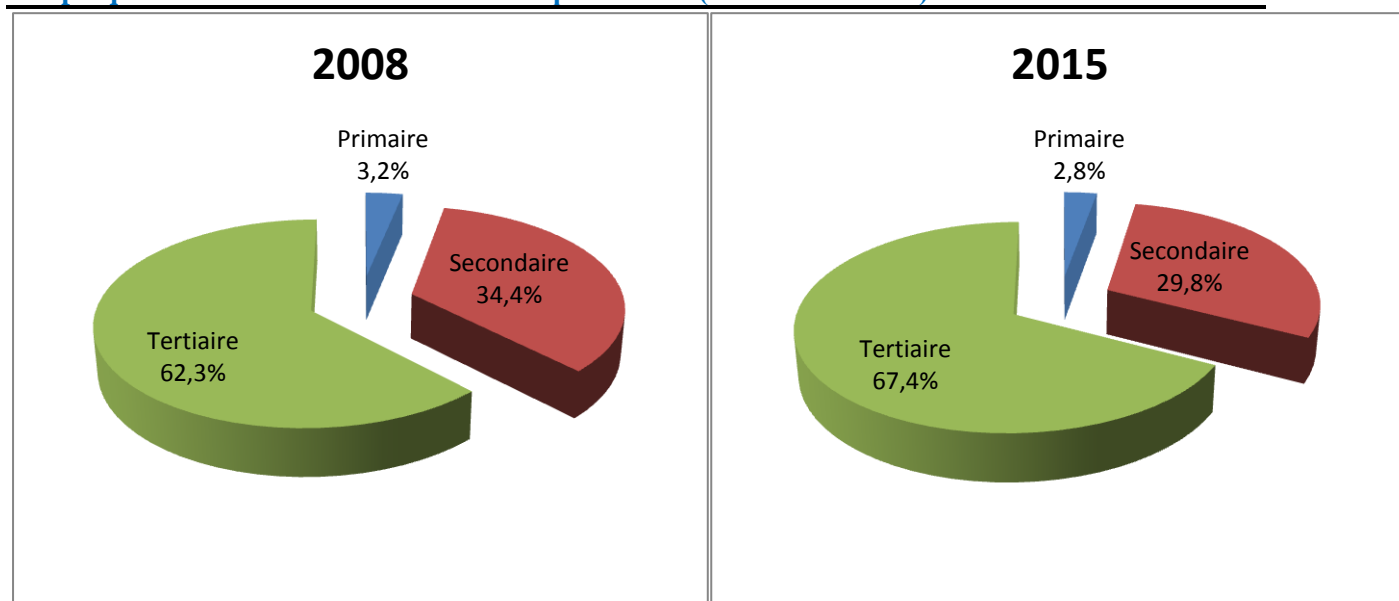
En comparaison avec l'année 2008 où le chiffre d'affaires était estimé à 10 225 milliards de FCFA, l'on note une augmentation en valeur relative de +30,5% sur la période, soit un rythme d'accroissement annuel moyen de +3,9%

### 4.2.1 Chiffre d'affaires par secteur d'activité

Le sous-secteur tertiaire, avec un chiffre d'affaires évalué à 8 991,2 milliards de FCFA, réalise 67,4 % du volume global. Le chiffre d'affaires du secondaire atteint 3 976,4 milliards, soit 29,8%. Mis en perspective avec la structure de 2008, l'on remarque une évolution de la

production vers des **activités de commerce et de services** (+5,1 points) au détriment de celles de **fabrications des biens, de construction et de production énergétique** (-4,6 points) ou de **production agricole au sens large** (-0,4).

**Graphique 4. 2 : Evolution sectorielle de la production (chiffre d'affaires)**



Source : INS/RGE-1, RGE-2

Il ressort du Tableau 4.5 ci-dessous que le secteur tertiaire est celui qui a connu la plus forte dynamique de création de richesse (+41,8%). Toutefois, l'on n'oublie pas que cette situation est malheureusement plus liée à un foisonnement de très petites unités peu productives et constituant dans leur mode de fonctionnement, un facteur concurrentiel nuisible à l'émergence des unités plus modernes.

**Tableau 4. 5 : Répartition du chiffre d'affaires par secteur d'activité**

Secteur d'activité	Chiffre d'affaires (en millions de F CFA)						Evolution (%)	
	2009			2016			Sur la période	En moyenne annuelle
	Total par secteur	Moyenne	%	Total par secteur	Moyenne	%		
Primaire	328 809	1 158	3,2	378 823	1 108	2,8	+15,2	+2,0
Secondaire	3 502 701	300	34,3	3 976 441	125	29,8	+13,5	+1,8
Tertiaire	6 341 211	85	62,0	8 991 756	52	67,4	+41,8	+5,1
Non déclaré	52 307	40	0,5	0	0	0		
<b>Ensemble</b>	<b>10 225 027</b>	<b>116</b>	<b>100,0</b>	<b>13 347 020</b>	<b>66</b>	<b>100,0</b>	<b>+30,5</b>	<b>+3,9</b>

Source : INS/RGE-1, RGE-2

En moyenne, le chiffre d'affaires s'établit à 66 millions de FCFA en 2015 pour l'ensemble des entreprises recensées. Par secteur d'activité, il ressort à 1,1 milliard de FCFA par entreprise dans le primaire contre seulement 125 millions de FCFA dans le secondaire, et beaucoup plus moins encore dans le tertiaire (52 millions de FCFA).

Le constat qui se dégage est celui de la baisse du chiffre d'affaires moyen, quelque que soit le secteur d'activité.

Cette situation concerne plus particulièrement le secteur secondaire où elle est plus prononcée. En effet, le chiffre d'affaires moyen enregistré y est plus de deux fois moins qu'en 2008. Cette contre performance pourrait s'expliquer en partie par les problèmes de débouchés, notamment au plan national, eu égard au pouvoir d'achat des consommateurs, à la montée de la contrebande et de la contrefaçon. En effet, selon une étude réalisée par le MINMIDT, l'économie nationale est



fragilisée par la contrebande qui frappe particulièrement les boissons (liqueurs, vins, bières, boissons hygiéniques), ciment, sucre, poulet congelé, cosmétiques, cigarettes, tissus, médicaments, emballages plastiques. Selon le MINMIDT, le manque à gagner est estimé à 100 milliards chaque année. La contrefaçon quant à elle touche particulièrement les secteurs pharmaceutiques (18,13%) cosmétique (17,82%), alimentaire (15,43%) et quincaillerie (15,36%). Les trois catégories de produits représentent plus de la moitié des produits contrefaits identifiés dans les marchés.

#### 4.2.2 Chiffre d'affaires par région

Par région d'enquête, la ville de Douala avec 33,7% d'entreprises produit 58,2% du chiffre d'affaires national. La ville de Yaoundé détient 23,8% d'entreprises et réalise 18,3% du chiffre d'affaires. Il faut relever ici que ces deux villes concentrent la plus part de sièges de sociétés où les chiffres d'affaires sont consolidés en intégrant ceux de leurs établissements installés dans les autres localités du pays.

En comparaison à 2008, l'on assiste à baisse d'influence des régions du littoral (à travers Douala), de l'Ouest et du Sud-ouest, au profit des Régions comme le Centre (à travers Yaoundé), l'Est et le Sud qui gagnent en attractivité grâce aux nombreux projets structurants qui y ont cours.

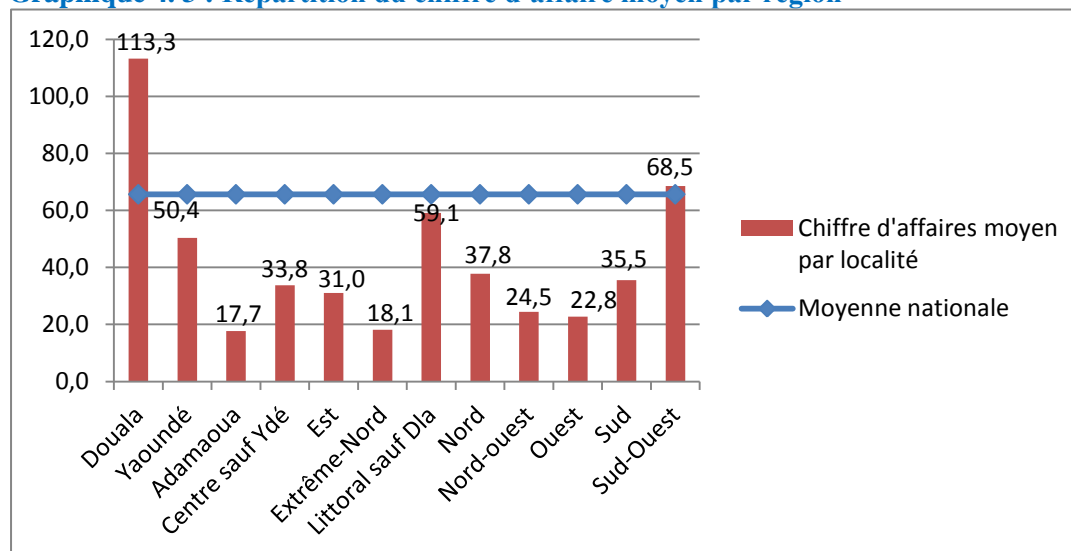
**Tableau 4. 6 : Evolution du chiffre d'affaires par région**

Régions	Nombre d'entreprises en 2009	Nombre d'entreprises en 2016	Chiffre d'affaires (en millions de fcfa) en 2008	Chiffre d'affaires (en millions de fcfa) en 2015	Chiffre d'affaires moyen 2008	Chiffre d'affaires moyen 2015	Poids 2008	Poids 2015
Douala	31 154	68 528	6 277 147	7 761 728	201,5	113,3	61,4	58,2
Yaoundé	21 084	48 411	1 439 230	2 439 593	68,3	50,4	14,1	18,3
Adamaoua	2 597	5 849	74 397	103 583	28,6	17,7	0,7	0,8
Centre hors Yaoundé	2 366	6 422	174 382	216 760	73,7	33,8	1,7	1,6
Est	1 586	7 047	100 569	218 585	63,4	31,0	1,0	1,6
Extrême-Nord	2 340	6 638	82 844	120 210	35,4	18,1	0,8	0,9
Littoral hors Douala	1 533	7 144	349 230	422 215	227,8	59,1	3,4	3,2
Nord	2 694	6 618	173 977	249 870	64,6	37,8	1,7	1,9
Nord-ouest	6 102	12 988	176 337	317 909	28,9	24,5	1,7	2,4
Ouest	7 966	13 654	301 885	310 840	37,9	22,8	3,0	2,3
Sud	2 271	5 855	71 449	208 125	31,5	35,5	0,7	1,6
Sud-Ouest	6 451	14 265	1 003 581	977 603	155,6	68,5	9,8	7,3
<b>Ensemble</b>	<b>88 144</b>	<b>203 419</b>	<b>10 225 027</b>	<b>13 347 020</b>	<b>116,0</b>	<b>65,6</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>

Source : INS/RGE-1, RGE-2

Le chiffre d'affaires moyen de 66 millions de FCFA au niveau national, masque de fortes disparités selon les localités. En effet, Douala (113,3 millions FCFA) et le Sud-ouest (68,5 millions de FCFA) se distinguent par un chiffre d'affaires moyen relativement élevé. Si à Douala cela se comprend aisément du fait de l'implantation des plus grandes unités industrielles et de services, dans le Sud-ouest, cette position tient surtout de l'existence de grosses structures telles que la SONARA (qui depuis des années est la première entreprise en termes de chiffre d'affaires) et aussi de la CDC. Les moyennes les plus faibles s'observent dans l'Adamaoua (17,7 millions) et l'Extrême-nord (18,1 millions). Dans les autres Régions elles s'échelonnent de 22,8 millions à 59,1 millions.

**Graphique 4.3 : Répartition du chiffre d'affaire moyen par région**

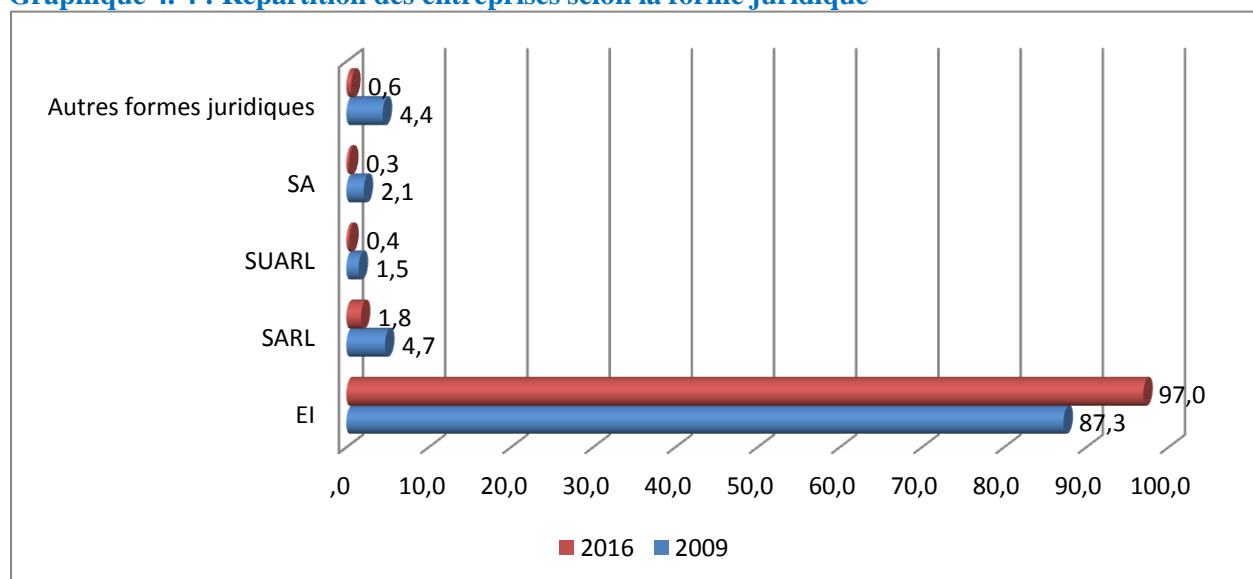


Source : INS/RGE-2

### 4.3 Forme juridique

Dans l'ensemble, la personne physique, autrement dit l'entreprise individuelle demeure la forme juridique la plus sollicitée par les créateurs d'entreprises. En effet, 97,0% des entreprises recensées sont des entreprises individuelles, qui de par la loi sont exemptées de capital social minimum. Par rapport à 2009, l'on assiste à une expansion de cette forme d'entreprise.

**Graphique 4.4 : Répartition des entreprises selon la forme juridique**



Source : INS/RGE-1, RGE-2

La SARL représente environ 2% des entreprises camerounaises. Les SA recensées sont au nombre de 664, parmi lesquelles on compte des sociétés d'économies mixtes, dans lesquelles l'Etat ou ses démembrements (Entreprises publiques, Collectivités Territoriales Décentralisées) participent au capital.

Les organisations de l'Economie Sociale (GIC, Coopératives, ONG, Fondation, Association) sont au nombre de 344. Ces entités dont la création se fait beaucoup plus facilement (procédures simplifiées et quasi gratuites), fonctionnent le plus souvent sans local professionnel (siège).

L'analyse qui suit met en relief la forme juridique, d'une part avec le secteur d'activité, et d'autre part avec la région.

#### ***4.3.1 Forme juridique et secteur d'activité***

De l'examen du Tableau 4.7 ci-dessous, il ressort que c'est dans les secteurs secondaire et tertiaire que l'on observe la proportion d'entreprises individuelles (EI) la plus élevée, avec plus de 95% du total des entreprises de ces secteurs. C'est principalement le cas pour les activités de commerce, d'hébergement et restauration ainsi que celles des autres industries manufacturières. Les EI sont en revanche moins présentes dans le secteur primaire moderne, avec seulement 69% des unités économiques.

Les entreprises sociétaires (SARL, SA) sont majoritairement représentées dans certaines activités précises en l'occurrence, l'exploitation forestière, la pêche, l'extraction et la banque et assurance. Leur poids relatif se situe à plus de 48% des unités économiques recensées dans ces différentes activités.

**Tableau 4. 7 : Répartition des entreprises et établissements par secteur et selon la forme juridique**

Secteur	Sous-secteur	2009							2016						
		EI	SARL	SARLU	SA	Autres	Non déterminé	Total	EI	SARL	SARLU	SA	Autres	Non déterminé	Total
Primaire	Agriculture	21	13	5	26	112	10	187	109	10	2	4	10	7	142
	Elevage	18	8	0	2	50	13	91	103	10	0	0	9	6	128
	Sylviculture	3	26	5	8	3	8	53	20	27	5	10	0	2	64
	Pêche et pisciculture	1	1			5		7	6	1	0	0	1	-	8
	<b>Sous total primaire</b>	<b>43</b>	<b>48</b>	<b>10</b>	<b>36</b>	<b>170</b>	<b>31</b>	<b>338</b>	<b>238</b>	<b>48</b>	<b>7</b>	<b>14</b>	<b>20</b>	<b>15</b>	<b>342</b>
Secondaire	Extraction	7	5	0	7	1	7	27	28	17	2	10	3	4	64
	Industrie alimentaire (y compris tabac)	422	98	27	44	38	130	759	2 302	90	14	26	12	28	2 472
	Autres industries manufacturières	9 037	242	70	117	186	766	10 418	27 336	237	48	64	52	222	27 959
	Electricité, gaz, eau et assainissement	21	20	3	52	20	76	192	129	24	3	10	11	12	189
	Construction	324	215	46	34	26	53	698	790	210	17	24	14	21	1 076
	<b>Sous total secondaire</b>	<b>9 811</b>	<b>580</b>	<b>146</b>	<b>254</b>	<b>271</b>	<b>1 032</b>	<b>12 094</b>	<b>30 585</b>	<b>578</b>	<b>84</b>	<b>134</b>	<b>92</b>	<b>287</b>	<b>31 760</b>
Tertiaire	Commerce	43 365	1 773	543	444	562	5 294	51 981	101 807	1 216	129	105	246	1 277	104 780
	Transport	161	221	51	122	40	140	735	721	243	20	85	76	99	1 244
	Hébergement et restauration	7 551	172	93	37	58	1 125	9 036	23 023	165	24	21	62	204	23 499
	Banque et assurance	87	203	52	628	320	298	1 588	570	239	348	178	178	128	1 641
	Télécommunication	460	72	13	44	89	189	867	728	58	11	20	16	31	864
	Services aux entreprises	3 642	554	143	82	276	606	5 303	1 153	93	5	12	16	35	1 314
	Autres tertiaire	6 328	230	179	85	1 838	1 679	10 339	35 753	913	90	95	463	661	37 975
	<b>Sous total tertiaire</b>	<b>61 594</b>	<b>3 225</b>	<b>1 074</b>	<b>1 442</b>	<b>3 183</b>	<b>9 331</b>	<b>79 849</b>	<b>163 755</b>	<b>2 927</b>	<b>627</b>	<b>516</b>	<b>1 057</b>	<b>2 435</b>	<b>171 317</b>
Non déclaré	Sous-total non déclaré	367	59	11	24	54	1 173	1 688	0	0	0	0	0	0	0
<b>Total général</b>		<b>71 815</b>	<b>3 912</b>	<b>1 241</b>	<b>1 756</b>	<b>3 678</b>	<b>11 567</b>	<b>93 969</b>	<b>194 578</b>	<b>3 553</b>	<b>718</b>	<b>664</b>	<b>1 169</b>	<b>2 737</b>	<b>203 419</b>

Source : INS/RGE-1, RGE-2

### 4.3.2 Forme juridique et Région

L'analyse croisée avec la Région met en exergue la forte prépondérance des entreprises individuelles dans la majorité des régions du pays, plus particulièrement les régions du Nord-ouest, Adamaoua, Sud et Nord. Dans ces régions, il existe plus de 98% d'entreprises individuelles, proportion qui dépasse ainsi la moyenne nationale (97%).

Les villes de Douala et Yaoundé concentrent l'essentiel des entreprises sociétaires, soit 81,6% des SARL et 84,3% des SA.

**Tableau 4. 8 : Répartition des entreprises selon la forme juridique et suivant la Région (%)**

Régions	Nombre d'entreprise	Forme juridique déclarée	EI	SARLU	SARL	SA	Autres formes juridiques	Non déclaré
Douala	68 528	67 819	95,9	0,3	2,7	0,6	0,5	100,0
Yaoundé	48 411	47 776	96,3	0,4	2,2	0,3	0,8	100,0
Adamaoua	5 849	5 693	98,7	0,2	0,7	0,1	0,3	100,0
Centre hors Yaoundé	6 422	6 288	98,1	0,6	0,7	0,1	0,4	100,0
Est	7 047	6 914	98,2	0,6	0,5	0,2	0,5	100,0
Extrême-Nord	6 638	6 473	98,2	0,5	0,6	0,2	0,5	100,0
Littoral hors Douala	7 144	6 956	97,8	0,4	1,0	0,3	0,5	100,0
Nord	6 618	6 588	97,4	0,5	1,3	0,2	0,6	100,0
Nord-ouest	12 988	12 960	98,8	0,2	0,4	0,0	0,6	100,0
Ouest	13 654	13 603	98,2	0,2	1,1	0,1	0,4	100,0
Sud	5 855	5 671	98,7	0,3	0,5	0,0	0,5	100,0
Sud-ouest	14 265	13 941	98,0	0,3	0,8	0,2	0,7	100,0
<b>Ensemble</b>	<b>203 419</b>	<b>200 682</b>	<b>97,0</b>	<b>0,4</b>	<b>1,8</b>	<b>0,3</b>	<b>0,6</b>	<b>100,0</b>

Source : INS/RGE-2

## 4.4 Typologie des entreprises

Suivant la définition consacrée dans la loi N° 2015/010 du 16 juillet 2015 modifiant et complétant certaines dispositions de la loi n° 2010/001 du 13 avril 2010 portant promotion des PME, les résultats du recensement révèlent, tout comme en 2009, une prédominance de la PME (TPE, PE, ME) qui représente 99,8% des entreprises. Dans ce segment des PME, plus de 7 entreprises sur 10, sont de Très Petite Entreprise (TPE) employant moins de 5 personnes et réalisant un chiffre d'affaires de moins de 15 millions de FCFA.

### Encadré 1 : Typologie des entreprises au Cameroun

La classification des entreprises par taille se fonde sur la loi N° 2015/010 du 16 juillet 2015 modifiant et complétant certaines dispositions de la loi n° 2010/001 du 13 avril 2010 portant promotion des PME. Au regard de cette loi :

- Une **Très Petite Entreprise (TPE)** est une entreprise ayant au plus 5 employés et dont le chiffre d'affaires est de moins de 15 millions de FCFA ;
- Une **Petite Entreprise (PE)** est une entreprise dont l'effectif des employés est compris entre 6 et 20 et, ayant un chiffre d'affaires compris entre 15 et 250 millions de FCFA ;
- Une **Moyenne Entreprise (ME)** est une entreprise dont l'effectif des employés est compris entre 21 et 100 et, ayant un chiffre d'affaire supérieur à 250 millions et inférieur ou égal à 3 milliards de FCFA ;
- Une **Grande Entreprise (GE)** est une entreprise dont l'effectif des employés est supérieur à 100 et dont le chiffre d'affaires est de plus de 3 milliards de FCFA.

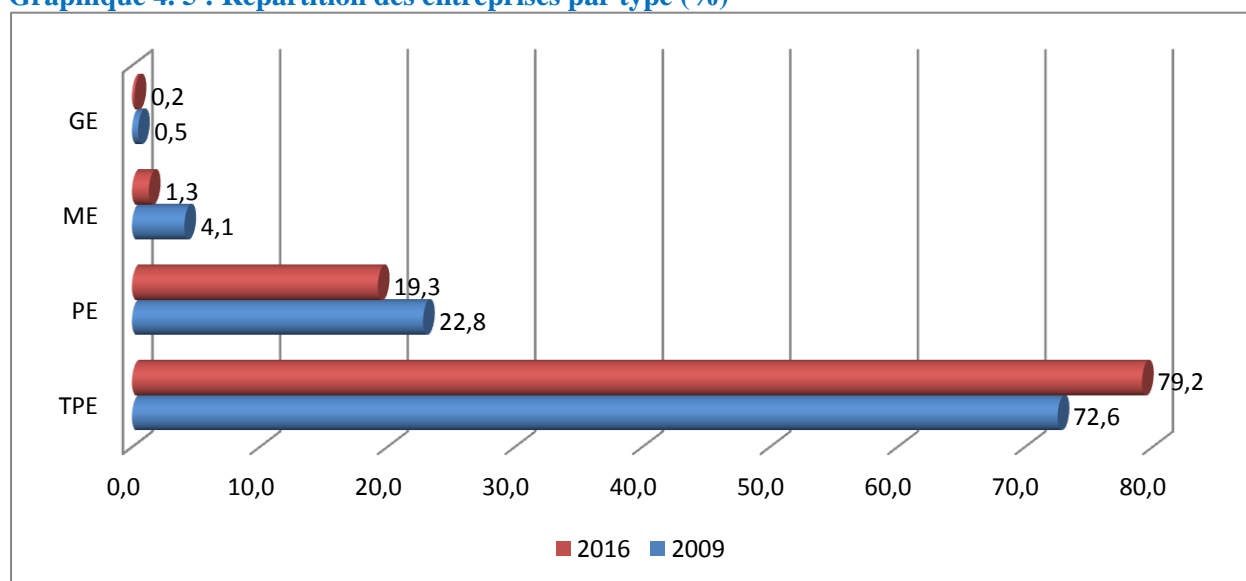
**Tableau 4.9 : Evolution de la structure des entreprises par type(modifier en cohérence avec les autres tableaux sur la typologie)**

Type d'entreprise	2009		2016	
	Nombre	Proportion (%)	Nombre	Proportion (%)
TPE	63 973	72,6	161 094	79,2
PE	20 117	22,8	39 205	19,3
ME	3 629	4,1	2 689	1,3
GE	425	0,5	431	0,2
<b>Total</b>	<b>88 144</b>	<b>100,0</b>	<b>203 419</b>	<b>100,0</b>

Source : INS/RGE-1, RGE-2

Les grandes entreprises, tout secteur confondu, sont au nombre de 431, soit 0,2%. En 2009, l'on dénombrait 722 GE selon l'ancienne définition, correspondant à 425 GE suivant la nouvelle typologie. Ainsi sur cette base, l'on peut déduire que le nombre de GE a faiblement augmenté en 7 ans (près d'une grande entreprise de plus par an).

**Graphique 4.5 : Répartition des entreprises par type (%)**



Source : INS/RGE-1, RGE-2

Dans le secteur primaire, on y retrouve notamment les entreprises telles que : la Société de Développement du Coton (SODECOTON), la Cameroon Development Corporation (CDC) ; la Plantation du Haut Penja (PHP), la Société Forestière et Industrielle de la Doumé (SFID), Hévéa Cameroun SA (HEVECAM).

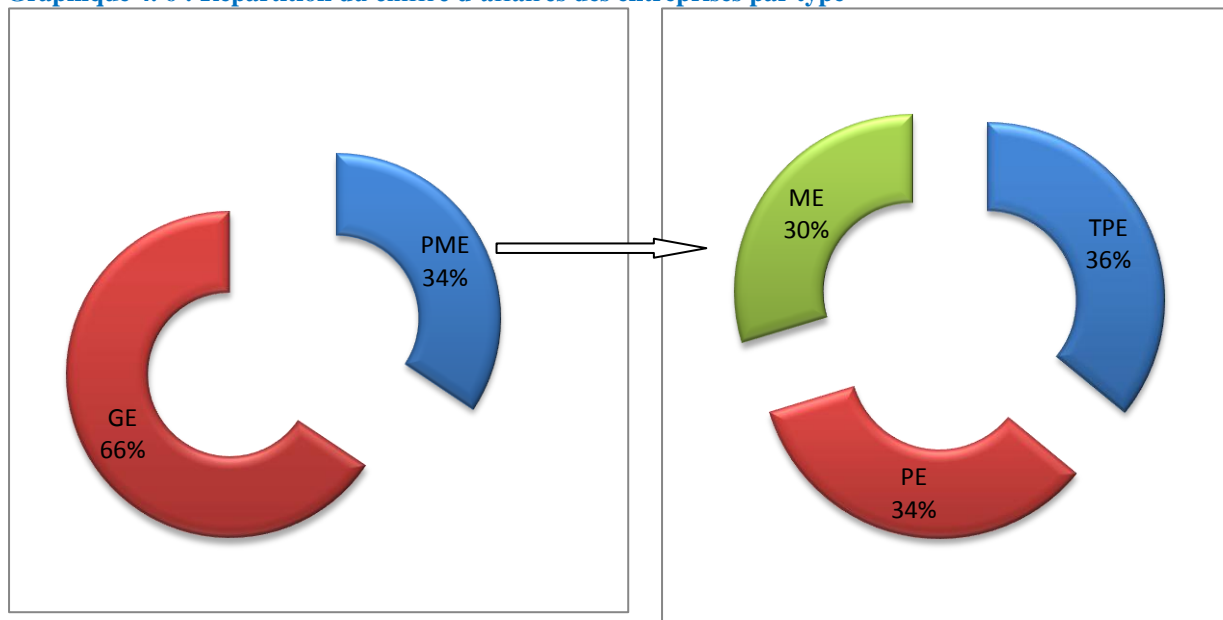
Du côté de l'industrie l'on retrouve les fleurons comme la Société Nationale de Raffinage (SONARA), la Société Anonyme des Brasseries du Cameroun (SABC), L'Energy Of Cameroon (ENEO), la Compagnie Camerounaise d'Aluminium (ALUCAM) et Guinness Cameroon.

Enfin la Banque Internationale du Cameroun pour l'Epargne et le Crédit (BICEC), la Société Générale Cameroun (SGC), Total Cameroun S.A, MTN Cameroon SA, Tradex SA, Orange Cameroon SA et Congelcam SA sont les géants dans les activités tertiaires (finance, distribution pétrolière, télécommunication mobile et internet, commerce).

Sur le plan de la performance économique, les entreprises, tout type confondu, ont réalisé pour l'année 2015, un chiffre d'affaires (valeur totale des biens et services vendus au cours de cette année) estimé à la somme de 13 347 milliards de FCFA. Dans ce résultat, la PME pèse pour 34% du total. Ce poids est inégalement réparti suivant les catégories qui constituent la PME. Les TPE, avec 79,1% d'entreprises réalisent un peu plus du tiers, soit 36% du chiffre d'affaires des PME ; les PE avec 19,4% d'entreprises ont une contribution proche de celle des PE ; enfin les ME avec seulement 1,3% d'entreprises ont un poids de 30%.



**Graphique 4. 6 : Répartition du chiffre d'affaires des entreprises par type**



Source : INS/RGE-1, RGE-2

Les Grandes entreprises (0,2% du total des entreprises) réalisent quant à elles l'essentiel du chiffre d'affaires, avec une contribution estimée à 66%. Cette situation traduit le fait que la performance des PME est encore en deçà du potentiel souhaité, toute chose qui appelle à des mesures plus vigoureuses dans le processus de structuration en cours engagé par les pouvoirs publics et les partenaires au développement des entreprises.

L'analyse qui suit présente la structuration par secteur d'activité d'une part et par région d'autre part.

#### **4.4.1 Type et secteur d'activité**

L'analyse croisée de la typologie et du secteur d'activité met en exergue une certaine diversification verticale du tissu économique. En effet, selon le découpage en 17 sous-secteurs d'activité, l'on note que les TPE et PE sont plus présents dans 5 sous-secteurs, en l'occurrence la pêche/pisciculture dans le primaire ; les autres industries manufacturières dans le secondaire ; enfin le commerce, l'hébergement/restauration et les autres services du tertiaire. Dans ces différents sous-secteurs, la proportion des TPE et PE dépassent 98%. En revanche les ME et GE sont bien représentées dans les 12 autres secteurs d'activité, l'agriculture, la sylviculture/exploitation forestière, l'extraction, production/distribution d'électricité, construction, transport, banques/assurances et télécommunications pour ne citer que ces cas. Ici la proportion des ME et GE s'échelonne de 2,9% dans l'industrie alimentaire à 46,9% dans la sylviculture/exploitation forestière.

**Tableau 4. 10 : Répartition des entreprises par secteur d'activité et par type**

Secteur	Sous-secteur	TPE		PE		ME		GE		Total	
		2009	2016	2009	2016	2009	2016	2009	2016	2009	2016
Primaire	Agriculture	41	112	66	16	29	6	9	8	145	142
	Elevage	53	100	29	22	4	5		1	86	128
	Sylviculture	5	21	8	13	11	19	23	11	47	64
	Pêche et pisciculture	1	8	5	0		0		0	6	8
	<b>Sous total primaire</b>	<b>100</b>	<b>241</b>	<b>108</b>	<b>51</b>	<b>44</b>	<b>30</b>	<b>32</b>	<b>20</b>	<b>284</b>	<b>342</b>
Secondaire	Extraction	5	35	6	17	6	6	8	6	25	64
	Industrie alimentaire (y compris tabac)	323	2029	244	366	72	41	56	36	695	2 472
	Autres industries manufacturières	8 981	23 895	970	3 793	199	200	77	71	10 227	27 959
	Electricité, gaz, eau et assainissement	19	129	14	43	30	11	11	6	74	189
	Construction	253	653	244	293	152	103	15	27	664	1 076
	<b>Sous total secondaire</b>	<b>9 581</b>	<b>26 741</b>	<b>1 478</b>	<b>4 512</b>	<b>459</b>	<b>361</b>	<b>167</b>	<b>146</b>	<b>11 685</b>	<b>31 760</b>
Tertiaire	Commerce	36 575	81 317	9 383	22 186	737	1 180	93	97	46 788	104 780
	Transport	82	759	172	331	233	105	31	49	518	1 244
	Banque et assurance	95	1 301	168	238	296	62	37	40	596	1 641
	Autres services	17 385	50 735	7 664	11 887	1 851	951	63	79	26 963	63 652
	<b>Sous total tertiaire</b>	<b>54 137</b>	<b>134 112</b>	<b>17 387</b>	<b>34 642</b>	<b>3 117</b>	<b>2 298</b>	<b>224</b>	<b>265</b>	<b>74 865</b>	<b>171 317</b>
Non déclaré		155	0	1 144	0	9	0	2	0	1 310	0
<b>Total</b>		<b>63 973</b>	<b>161 094</b>	<b>20 117</b>	<b>39 205</b>	<b>3 629</b>	<b>2 689</b>	<b>425</b>	<b>431</b>	<b>88 144</b>	<b>203 419</b>

Source : INS/RGE-1, RGE-2

#### 4.4.2 Type et Région

Suivant la région, Douala est le principal bastion des entreprises de moyennes et grandes importances ; et on pourrait y ajouter Yaoundé et la Région du Nord-ouest. Ces trois (03) localités concentrent à elles seules 74% des ME et GE, dont 48,0% pour Douala et 25,9% pour Yaoundé. En revanche, les autres localités qui concentrent seulement 26% des ME et GE, se caractérisent par une plus forte prédominance des TPE et PE, notamment l'Est (99,7%), l'Extrême-nord (99,5%), l'Adamaoua (99,4%), le Nord (99,2%) et l'Ouest (99,2%).

**Tableau 4. 11 : Répartition des entreprises par région et par type**

Région	TPE		PE		ME		GE		Total	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
Douala	53 615	33,3	13 406	34,2	1 246	46,3	261	60,6	68 528	33,7
Yaoundé	37 424	23,2	10 174	26,0	714	26,6	99	23,0	48 411	23,8
Adamaoua	5 030	3,1	783	2,0	30	1,1	6	1,4	5 849	2,9
Centre hors Yaoundé	5 480	3,4	884	2,3	52	1,9	6	1,4	6 422	3,2
Est	6 109	3,8	913	2,3	17	0,6	8	1,9	7 047	3,5
Extrême-Nord	5 136	3,2	1 466	3,7	35	1,3	1	0,2	6 638	3,3
Littoral hors Douala	6 141	3,8	932	2,4	56	2,1	15	3,5	7 144	3,5
Nord	5 471	3,4	1 094	2,8	45	1,7	8	1,9	6 618	3,3
Nord-ouest	10 698	6,6	2 090	5,3	196	7,3	4	0,9	12 988	6,4
Ouest	10 548	6,5	2 996	7,6	102	3,8	8	1,9	13 654	6,7
Sud	4 006	2,5	1 765	4,5	80	3,0	4	0,9	5 855	2,9
Sud-Ouest	11 436	7,1	2 702	6,9	116	4,3	11	2,6	14 265	7,0
<b>Total</b>	<b>161 094</b>	<b>100,0</b>	<b>39 205</b>	<b>100,0</b>	<b>2 689</b>	<b>100,0</b>	<b>431</b>	<b>100,0</b>	<b>203 419</b>	<b>100,0</b>

Source : INS/RGE-2

## 4.5 Comptabilité dans les entreprises

La tenue de la comptabilité écrite est reconnue par les actes uniformes OHADA comme signe de transparence dans la gestion moderne d'une entreprise. Vue sous cet angle, il ressort que moins de 30% d'entreprises recensées respectent cette obligation.

Parmi celles-ci moins de la moitié élaborent cette comptabilité selon le Plan comptable en vigueur. D'où un faible taux de couverture en matière de remplissage des Déclarations Statistiques et Fiscales (DSF) qui se situe à 14,2% contre 13,3% en 2009. Pourtant le Gouvernement a mis en place depuis 2010 un cadre légal, à travers les Centres de Gestion Agréés (CGA) pour l'assistance en matière de gestion, d'accomplissement des obligations administratives diverses aux entreprises notamment en ce qui concerne la tenue de comptabilité.

### Encadré 2 : Les Centres de Gestion Agréés (CGA)

- **Création et évolution des CGA**

Institués par la loi de finances pour l'exercice 1996/1997, les Centres de Gestion agréés (CGA) ont été organisés par le décret n° 2000/002/PM du 06 janvier 2000, modifié par le décret n°2007/0456/PM du 29 mars 2007 et récemment par le décret n° 2011/1137/PM du 12 mai 2011, tous fixant les avantages fiscaux accordés aux adhérents desdits centres. Les modalités d'application du décret susvisé ont été fixées par l'arrêté n°079/PM du 29 mars 2007. Les centres de Gestion Agréés (CGA) sont des organismes privés sous forme associative agréés par le ministre chargé des Finances dont le but est d'apporter leur assistance en matière de gestion, d'encadrement et d'aide à l'exécution des obligations fiscales aux petites entreprises adhérentes, réalisant un chiffre d'affaires annuel compris entre quinze (15) et deux cent cinquante (250) millions de francs CFA.

Au total, 14 centres repartis sur les 10 régions du pays sont opérationnels à ce jour. Les frais d'adhésion annuels sont fixés à 41 500 FCFA pour une entreprise personnelle et 51 500 FCFA multi personnelle.

- **Avantages accordés aux adhérents**

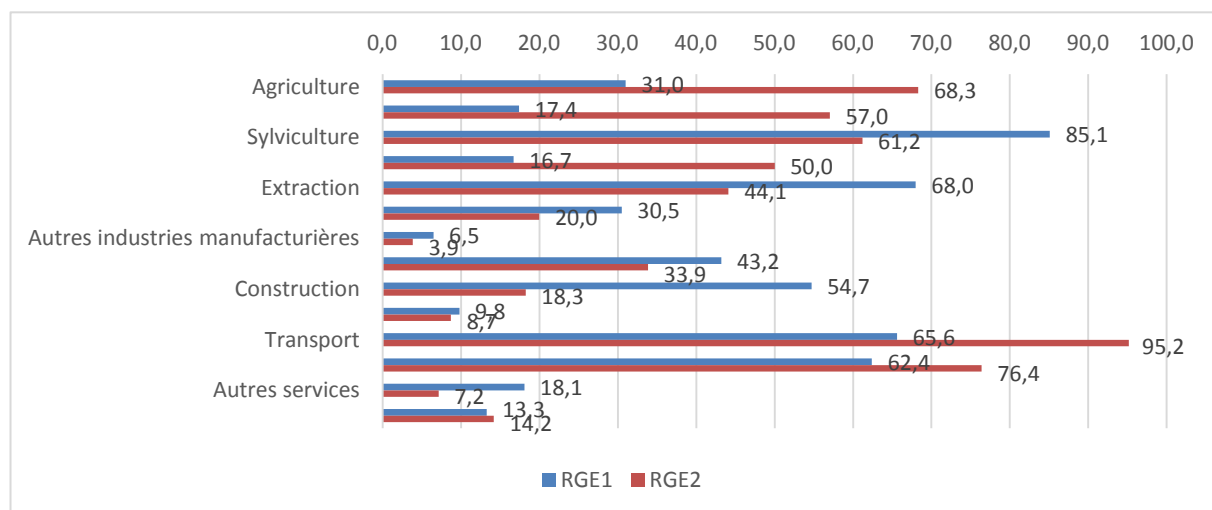
L'adhérent du Centre de gestion agréé (CGA) bénéficie des avantages ci-après :

- Assistance administrative permanente ;
- Assistance en matière de gestion ;
- Assistance en matière comptable et de tenue des documents financiers;
- Abattement de 50% du bénéfice imposable et le bénéfice d'autres avantages fiscaux.
- Révision de leurs obligations fiscales réalisée par l'expert en fiscalité du CGA ;
- Appui dans la réalisation des déclarations fiscales et le paiement des versements spontanés ;
- Conseil fiscal de l'expert en fiscalité du CGA et de l'inspecteur assistant du CGA.

**Source : MINPMEESA**

L'on dénombre actuellement 11 CGA actifs (3 sont en cours de création) sur toute l'étendue du territoire dont 8 implantés à Douala et Yaoundé.

**Graphique 4. 7 : Proportion des entreprises tenant une comptabilité formelle selon l'OHADA (%)**



Source : INS/RGE-1, RGE-2

Par secteur d'activité, le respect des obligations comptables est beaucoup plus observé dans les activités de transport, de banques et assurances, de sylviculture et exploitation forestière. En revanche, les autres activités manufacturières (confection, menuiserie, scierie, soudure métallique, etc.) et les activités de commerce ne tiennent presque pas de comptabilité formelle.

**Tableau 4. 12 : Répartition des entreprises ayant certaines pratiques comptables par secteur d'activité**

Secteur d'activité	Sous-secteur d'activités	Nombre d'entreprises recensées	Entreprise affiliée à un cabinet comptable (%)	Entreprises remplissant une Déclaration Statistique et Fiscale (%)
Primaire	Agriculture	142	2,8	68,3
	Elevage	128	1,6	57,0
	Sylviculture	64	4,7	61,2
	Pêche et pisciculture	8	,0	50,0
	Total	342	2,6	90,1
Secondaire	Extraction	64	6,3	44,1
	Industrie alimentaire (y compris tabac)	2 472	1,7	20,0
	Autres industries manufacturières	27 959	0,5	3,9
	Electricité, gaz	124	0,8	12,9
	Eau et assainissement	65	9,2	73,8
	Construction	1 076	4,9	18,3
	Total	31 760	0,8	9,2
Tertiaire	Commerce	104 780	1,1	8,7
	Transport	1 244	5,3	95,2
	Hébergement et restauration	23 499	1,2	5,2
	Banque et assurance	1 641	7,6	22,3
	Télécommunication	864	2,3	76,4
	Services aux entreprises	1 314	1,8	87,9
	Autre tertiaire	37 975	1,5	6,8
	Total	171 317	1,3	15,0
Ensemble		203 419	1,2	14,2

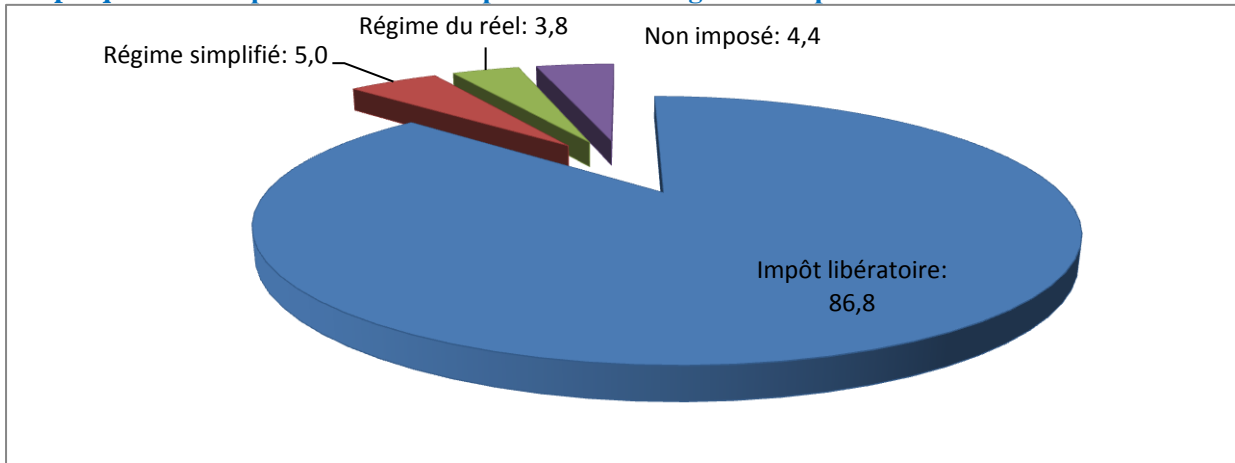
Source : INS/RGE-2

## 4.6 Pratique fiscale dans les entreprises

La nouvelle classification des unités économiques selon les régimes d'imposition, adoptée dans la Loi de finances de 2012, consacre trois types (Impôt libératoire, Régime simplifié, Régime du réel), auquel vient s'adjoindre les contribuables qui sont dans le segment dit « Non imposé ».

Suivant cette catégorisation, il ressort des résultats du RGE-2, que les entreprises enregistrées au régime réel représentent 3,8% des unités recensées ; tandis que celles assujetties au régime simplifié en représentent 5%. Les entreprises astreintes à l'impôt libératoire sont prédominantes et pèsent pour 87%, traduisant encore une fois de plus, la prépondérance des petites et très petites entreprises dans le tissu productif camerounais.

**Graphique 4.8 : Répartition des entreprises selon le régime d'imposition**



Source : INS/RGE-2

Il faut signaler toutefois qu'une franche non négligeable (environ 23%) d'opérateurs économiques, s'est montrée réticence à déclarer à quel régime d'imposition leur entreprise appartenait.

### 4.6.1 Régime d'imposition et Région

Si dans l'ensemble, les opérateurs économiques se caractérisent par une forte appétence au régime libératoire (86,8%), ce comportement semble beaucoup s'observer dans les Régions du Nord-ouest avec une proportion de 94,4% pour cette catégorie d'imposition, du Centre hors Yaoundé (91,8%), du Littoral hors Douala (90,7%) et du Sud (90,3%).

Les entreprises qui pratiquent le régime réel se retrouvent le plus dans les régions de recensement de Douala et Yaoundé, soit près de 5% du total de leur entreprise; en comparaison aux autres localités, en l'occurrence le Nord-ouest (1,6%), le Centre hors Yaoundé (1,9%), le Sud (2,2%), l'Est (2,3%), l'Adamaoua (2,5%), le Sud-ouest (2,6%) et l'Ouest (2,8%).

**Tableau 4. 13 Répartition des entreprises selon le régime d'imposition et suivant la région**

	Nombre total d'entreprise	Régime d'imposition déclaré	Impôt libératoire	Régime simplifié	Régime du réel	Non imposé	Total
Douala	68 528	51 706	85,4	4,8	4,7	5,0	100,0
Yaoundé	48 411	34 734	84,5	5,4	4,9	5,2	100,0
Adamaoua	5 849	5 092	88,0	3,7	2,5	5,8	100,0
Centre hors Yaoundé	6 422	4 984	91,8	4,6	1,9	1,7	100,0
Est	7 047	3 547	86,0	4,7	2,3	7,0	100,0
Extrême-Nord	6 638	5 751	80,1	9,4	3,8	6,6	100,0
Littoral hors Douala	7 144	4 300	90,7	3,3	3,2	2,9	100,0
Nord	6 618	6 434	88,5	6,6	3,1	1,8	100,0
Nord-ouest	12 988	12 166	94,4	2,4	1,6	1,6	100,0
Ouest	13 654	13 097	89,9	6,2	2,8	1,1	100,0
Sud	5 855	3 798	90,3	4,5	2,2	3,0	100,0
Sud-ouest	14 265	11 329	86,2	3,8	2,6	7,4	100,0
<b>Ensemble</b>	<b>203 419</b>	<b>156 938</b>	<b>86,8</b>	<b>5,0</b>	<b>3,8</b>	<b>4,4</b>	<b>100,0</b>

Source : INS/RGE-2

#### 4.6.2 Régime d'imposition et sous- secteur d'activité

L'analyse croisée du régime d'imposition avec le secteur d'activité confirme le fait que les entreprises relevant du secteur primaire sont les plus exonérées dans le cadre de leur activité. En effet, environ 9 unités sur 100 ne sont soumises à aucune imposition dans ce secteur contre 5 unités sur 100 dans le secteur tertiaire et 3 entreprises sur 100 dans le secteur secondaire.

**Tableau 4. 14 : Répartition des entreprises selon leur régime d'imposition par secteur d'activité**

Secteur	Sous-secteur	Nombre total d'entreprise	Régime d'imposition déclaré	Impôt libératoire	Régime simplifié	Régime du réel	Non imposé	Total
Primaire	Agriculture	142	69	46,4	8,7	27,5	17,4	100,0
	Élevage	128	100	71,0	8,0	15,0	6,0	100,0
	Sylviculture	64	54	20,4	1,9	75,9	1,9	100,0
	Pêche et pisciculture	8	4	75,0	0,0	0,0	25,0	100,0
	<b>Sous total primaire</b>	<b>342</b>	<b>227</b>	<b>51,5</b>	<b>6,6</b>	<b>33,0</b>	<b>8,8</b>	<b>100,0</b>
Secondaire	Extraction	64	38	28,9	10,5	52,6	7,9	100,0
	Industrie alimentaire	2 472	1 972	83,1	4,7	7,8	4,4	100,0
	Autres industries manufacturières	27 959	22 771	93,2	1,9	1,5	3,3	100,0
	Electricité, eau et assainissement, gaz	189	137	56,9	14,6	22,6	5,8	100,0
	Construction	1 076	839	52,8	8,3	37,2	1,7	100,0
	<b>Sous total secondaire</b>	<b>31 760</b>	<b>25 757</b>	<b>90,8</b>	<b>2,4</b>	<b>3,4</b>	<b>3,4</b>	<b>100,0</b>
Tertiaire	Commerce	104 780	81 647	88,8	5,6	2,8	2,8	100,0
	Transport	1 244	706	34,7	11,5	52,4	1,4	100,0
	Hébergement et Restauration	23 499	17 347	87,3	7,2	2,2	3,3	100,0
	Banque et assurance	1 641	511	34,1	25,0	33,1	7,8	100,0
	Télécommunications	864	625	74,4	8,3	13,6	3,7	100,0
	Services aux entreprises	1 314	1 020	81,8	4,5	10,8	2,9	100,0
	Autres services	37 975	29 098	80,5	3,6	5,4	10,5	100,0
	<b>Sous total tertiaire</b>	<b>171 317</b>	<b>130 954</b>	<b>86,1</b>	<b>5,5</b>	<b>3,8</b>	<b>4,6</b>	<b>100,0</b>
	<b>Ensemble</b>	<b>203 419</b>	<b>156 938</b>	<b>86,8</b>	<b>5,0</b>	<b>3,8</b>	<b>4,4</b>	<b>100,0</b>

Source : INS/RGE-2



Pour les contribuables imposés, les résultats révèlent que la pratique de l'impôt libératoire est beaucoup plus systématisée dans le secteur secondaire où près de 91% d'entreprises sont concernées, contre 86% dans le tertiaire et seulement près de 52% dans le primaire. A l'inverse, ce secteur primaire est celui qui renferme la plus grande proportion des contribuables assujettis au réel, soit 33% contre 3,8% pour le tertiaire et 3,4% pour le secondaire.

#### 4.6.3 Régime d'imposition et type

L'analyse du régime d'imposition des entreprises suivant leur typologie confirme le fait que l'impôt libératoire est un régime davantage réservé aux TPE et aux PE. En effet, respectivement 92,1% et 69,8% des TPE et PE sont assujetties à ce régime d'imposition. En outre, les PE se caractérisent aussi par la pratique du régime simplifié (11,3%), alors que cette catégorie ne concerne que moins de 4% des TPE et ME.

Pour ce qui est du régime réel, il est la spécificité des Grandes entreprises, avec une proportion de 100% ; mais aussi dans une certaine mesure les ME avec près de 58%. L'on peut également signaler qu'en dépit de leur faible niveau de chiffre d'affaires, 13% de PE ont opté pour ce régime réel.

Par ailleurs, notons que près du tiers (28,3%) des ME sont encore assujettis à l'impôt libératoire et 10,1% non imposés.

**Tableau 4. 15 : Répartition des entreprises selon le régime d'imposition et suivant le type d'entreprise**

Type	Nombre total d'entreprise	Régime d'imposition déclaré	Impôt libératoire	Régime réel simplifié	Régime du réel	Non imposé	Total
<b>TPE</b>	161 094	124 636	92,1	3,5	0,5	4,0	100,0
<b>PE</b>	39 205	29 787	69,8	11,3	13,0	5,9	100,0
<b>ME</b>	2 689	2188	28,3	4,0	57,5	10,1	100,0
<b>GE</b>	431	431	0,0	0,0	100,0	0,0	100,0
<b>Ensemble</b>	203 419	157 042	86,7	5,0	3,9	4,4	100,0

Source : INS/RGE-2

#### 4.7 Pratique de la sous-traitance

Le recours à la sous-traitance s'inscrit de plus en plus dans les stratégies des entreprises au Cameroun, dans un contexte encore marqué cependant par l'attente d'un cadre normatif dans l'arsenal juridique.

Les résultats du RGE-2 confirment l'intérêt économique et social de la pratique de la sous-traitance, en particulier son potentiel de création d'emplois.

Globalement, la sous-traitance concerne moins de 3% d'entreprises recensées, soit 1,7% concernées par la réalisation (preneur d'ordre) des travaux de sous-traitance en 2014 ou 2015, et 5%, en revanche qui ont confié (donneur d'ordre) lesdits travaux à d'autres entreprises.

Toutefois, il ressort des entretiens menés avec les opérateurs économiques concernés, la nécessité d'améliorer la relation client/sous-traitant, du moment où moins de la moitié (39,9%) affirme que le partenariat est bénéfique. Le non respect des délais de paiement, le processus de négociation des contrats et le non respect des clauses sont particulièrement pointés du doigt.

Les conséquences de cette relation déséquilibrée affectent le développement des Petites et Moyennes Entreprises (PME) et les conditions de travail chez les sous-traitants. D'où la nécessité d'accélérer le processus d'adoption de la loi sur la sous-traitance au Cameroun, en cours de

préparation depuis sept ans. Dans ce sillage il conviendrait d'apporter une solution légale au problème de non respect des délais de paiement des marchés publics, qui sont de 45 jours, après livraison par les PME adjudicataires. Indicateurs de sous-traitance par secteur d'activité

Par secteur d'activité, l'on remarque que c'est dans le secondaire, deuxième rang en termes d'emplois générés, que la sous-traitance, sous forme de preneur d'ordre, se pratique le plus. En effet, 2,4% d'entreprises y exercent une sous-traitance, pour un taux de satisfaction de 41,4%. Cette sous-traitance est surtout observée dans les activités extractives, de construction et dans les activités de fabrication des biens non alimentaire.

**Tableau 4. 16 : Indicateurs de sous-traitance par secteur d'activité**

		Entreprises recensées	Entreprises ayant réalisées les travaux de sous-traitance durant l'année 2014 ou 2015 (%)	Entreprises ayant confié les travaux de sous-traitance à d'autres entreprises en 2014 ou en 2015	Entreprises sous-traitantes ou donneur d'ordre ayant eu un partenariat bénéfique avec ses partenaires	
		Nombre	%	%	Nombre	%
<b>Primaire</b>	Agriculture	142	0,0	0,7	1	100,0
	Élevage	128	0,8	0,0	0	0,0
	Sylviculture	64	1,6	4,7	1	25,0
	Pêche et pisciculture	8	0,0	0,0	0	
	<b>Sous total primaire</b>	<b>342</b>	<b>0,6</b>	<b>1,2</b>	<b>2</b>	<b>33,3</b>
<b>Secondaire</b>	Extraction	64	6,3	4,7	1	14,3
	Industrie alimentaire (y compris tabac)	2472	1,4	0,3	22	52,4
	Autres industries manufacturières	27 959	2,4	0,8	374	41,4
	Electricité, gaz	124	0,8	0,8	2	100,0
	Eau et assainissement	65	0,0	1,5	1	100,0
	Construction	1 076	4,8	3,0	35	41,7
	<b>Sous total secondaire</b>	<b>31 760</b>	<b>2,4</b>	<b>0,9</b>	<b>435</b>	<b>41,9</b>
<b>Tertiaire</b>	Commerce	104 780	1,5	0,3	769	39,3
	Transport	1 244	2,4	0,6	15	39,5
	Hébergement et restauration	23 499	1,5	0,2	150	37,2
	Banque et assurance	1 641	1,7	1,2	22	46,8
	Télécommunication	864	1,6	0,7	13	65,0
	Services aux entreprises	1 314	2,4	0,8	18	42,9
	Autre tertiaire	37 975	1,8	0,6	351	39,4
	<b>Sous total tertiaire</b>	<b>171 317</b>	<b>1,6</b>	<b>0,4</b>	<b>1 338</b>	<b>39,4</b>
<b>Ensemble</b>		<b>203 419</b>	<b>1,7</b>	<b>0,5</b>	<b>1 775</b>	<b>39,9</b>

Source : INS/RGE-2

Dans le secteur tertiaire, on retrouve ce type de contrat surtout au niveau des entreprises de prestations auprès d'autres entreprises (services aux entreprises), de transport et de Banques et assurances. Le secteur primaire quant à lui se distingue par une spécialisation en donneur d'ordre, notamment de la part des entreprises de la sylviculture et exploitation forestière.

#### 4.7.1 Indicateurs de sous-traitance par type d'entreprise

L'analyse selon la typologie confirme le rôle majeur que joue les grandes entreprises dans le développement de la sous-traitance. Les entreprises ayant confié des travaux de sous-traitance relèvent fréquemment de cette catégorie, soit 4,9% ; proportion qui se situe largement au dessus de la moyenne nationale de 0,5%. En revanche les PME plus particulièrement les ME et PE se distinguent par leur position de sous-traitants.

**Tableau 4. 17 : Indicateurs de sous-traitance par type d'entreprise**

	Entreprises recensées	Entreprises ayant réalisées les travaux de sous-traitance durant l'année 2014 ou 2015	Entreprises ayant confié les travaux de sous-traitance à d'autres entreprises en 2014 ou en 2015	Entreprises sous-traitantes ou donneur d'ordre ayant eu un partenariat bénéfique avec ses partenaires	
	Nombre	%	%	Nombre	%
<b>TPE</b>	161 094	1,6	0,4	1 212	38,7
<b>PE</b>	39 205	2,2	0,7	491	43,0
<b>ME</b>	2 689	2,9	2,0	55	41,4
<b>GE</b>	431	4,4	4,9	17	42,5
<b>Ensemble</b>	203 419	1,7	0,5	1 775	39,9

Source : INS/RGE-2

Aussi bien au sein des GE que des PME, l'on note que moins de la majorité des acteurs concernés par la sous-traitance, trouve la relation donneur d'ordre-preneur d'ordre bénéfique. Cette appréciation semble être beaucoup plus le fait des grandes entreprises que des PME.

## CHAPITRE 5 : EMPLOI DANS LES ENTREPRISES

Ce chapitre analyse les volumes d'emplois aussi bien permanents que temporaires, disponibles dans les entreprises.

Globalement, les unités économiques recensées lors du RGE-2 occupent au total 696 259 personnels contre 429 758 personnels en 2009 soit une moyenne de création de 38 072 emplois par an sur la période intercensitaire. Selon la nature de l'emploi, 635 969 emplois permanents sont enregistrés en 2016 contre 60 290 emplois temporaires. Selon le sexe du personnel employé, on dénombre 396 291 employés hommes et 299 968 femmes en 2016 contre 314 069 hommes et 115 689 femmes en 2009.

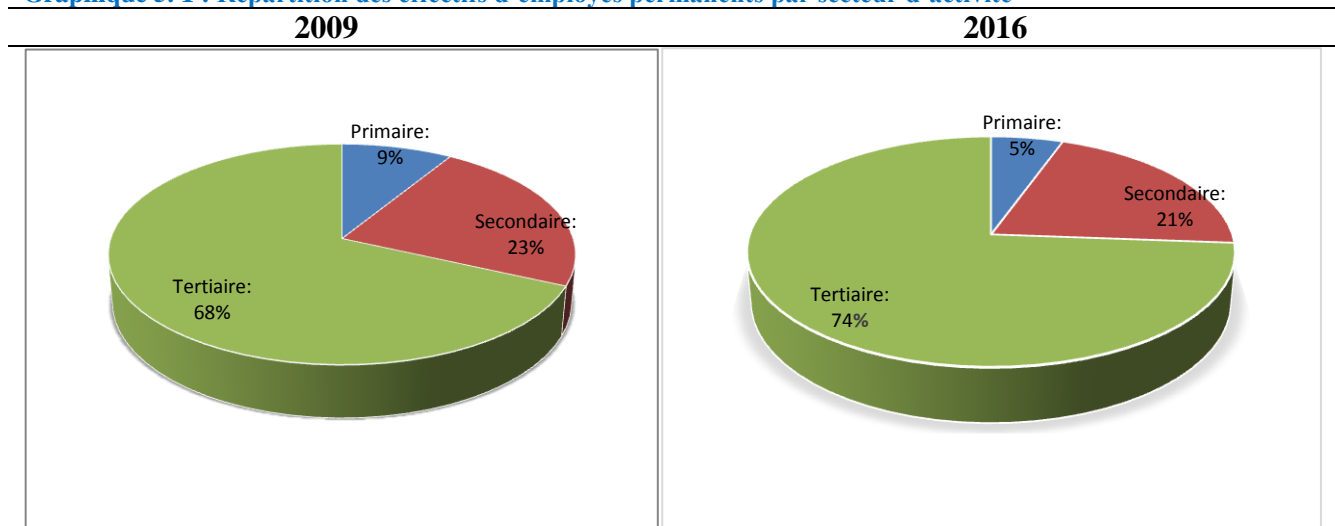
L'analyse est faite suivant le secteur d'activité, la région d'enquête, la typologie ainsi que la forme juridique. Ces analyses sont effectuées en mettant en exergue l'approche genre.

### 5.1. Emploi par secteur d'activité

L'analyse des effectifs employés conforte une fois de plus, l'importance du secteur tertiaire dans l'économie camerounaise. Avec 469 514 effectifs employés, ce secteur est le premier pôle de concentration des emplois, soit 73,8% de l'ensemble des effectifs. Avec 131 430 effectifs employés, le secteur secondaire occupe la deuxième position. Les entreprises du secteur primaire, représentent quant à elles 5,5% de l'ensemble des effectifs permanents employés.

Selon le sexe (cf. Tableau 5.1), dans l'ensemble, les entreprises recensées lors du RGE-2 emploient 635 969 travailleurs permanents dont 358 513 hommes (56%) et 277 456 femmes (44%), soit un rapport homme/femme qui s'établit à 1,3. Le secteur tertiaire semble apparaître comme le moins discriminant. En effet, pour une femme employée, on y retrouve 1,2 homme ; contre 1,6 dans le secteur secondaire et 2,2 dans le tertiaire.

**Graphique 5.1 : Répartition des effectifs d'employés permanents par secteur d'activité**



Source : INS/ RGE-1, RGE-2

Dans le secteur primaire, les emplois permanents sont principalement tirés par l'agriculture qui emploie 88,2 % du total du secteur. La sylviculture et exploitation forestière arrive en deuxième position avec 10,3% des emplois permanents disponibles dans ce secteur. C'est dans cette

branche d'activité que le ratio homme employé/femme employé est le plus élevé (2,7), tandis qu'il est plus bas dans l'élevage (1,7).

Quant au secteur secondaire, les emplois sont majoritaires dans les « autres industries manufacturières » qui concentrent un effectif de 84 465 employés, soit 64,3% de l'effectif du secteur. Le ratio homme/femme qui s'établit à 1,4 dans ce sous-secteur d'activité, traduit une forte présence d'emplois féminins que l'on retrouve principalement dans la fabrication d'articles d'habillements.

Dans le secteur tertiaire, le commerce (51,1%) et les autres services (40,9%) sont les deux pôles de concentration des emplois avec une bonne représentativité des femmes dans le commerce (une femme pour 1,1 homme).

**Tableau 5. 1 : Répartition des effectifs employés par secteur d'activité et par sexe**

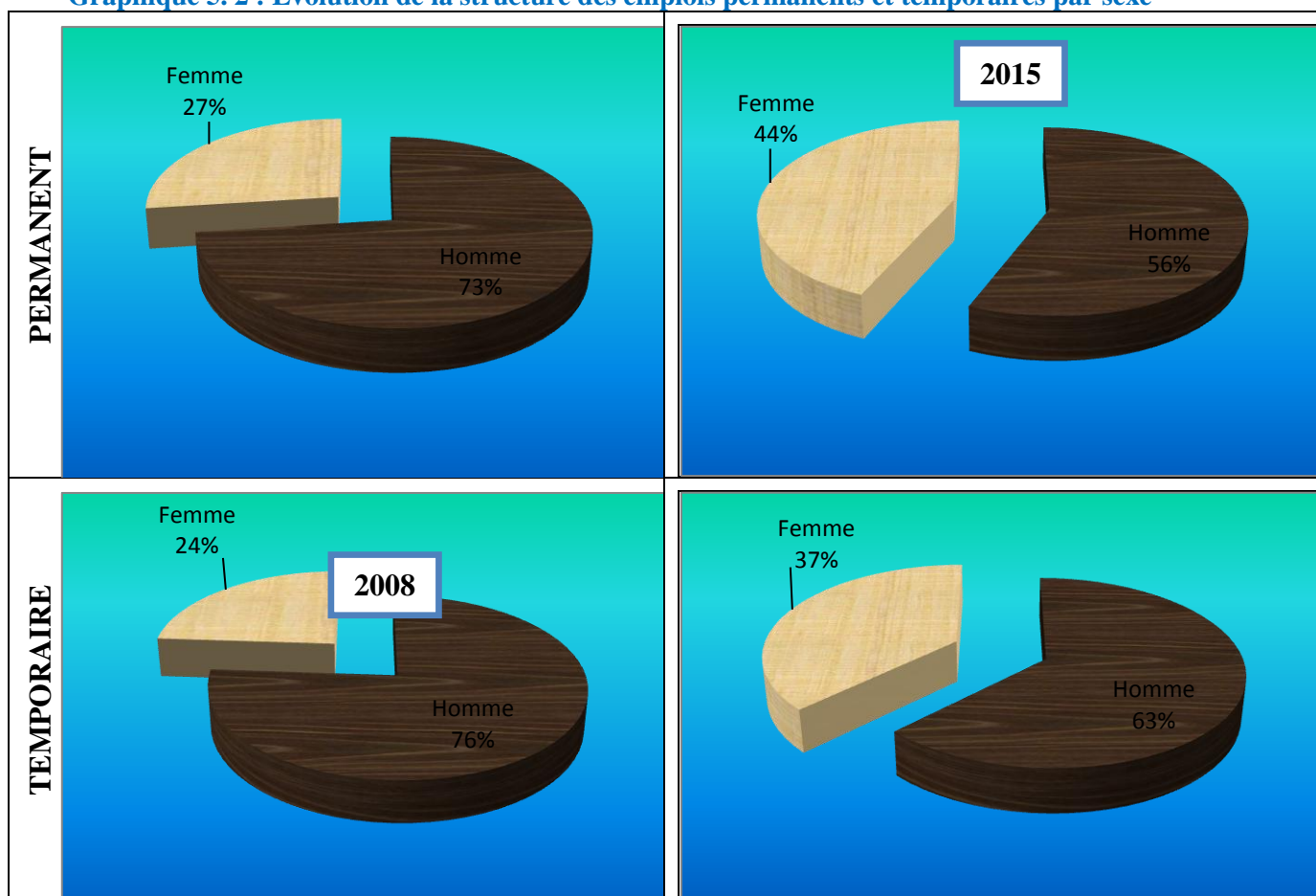
Secteur d'activité	Sous-secteur d'activité	Effectifs permanents en 2016					Effectifs temporaires en 2016				
		Hommes	Femmes	Total	%	Ratio Homme/Femme	Hommes	Femmes	Total	%	Ratio Homme/femme
Primaire	Agriculture	21 214	9 663	30 877	88,2	2,2	1 995	1 290	3 285	98,7	1,5
	Elevage	337	194	531	1,5	1,7	25	0	25	0,8	
	Sylviculture	2 634	967	3 601	10,3	2,7	17	0	17	0,5	
	Pêche et pisciculture	11	5	16	0,0	2,2	0	0	0	0,0	
	<b>Sous total</b>	<b>24 196</b>	<b>10 829</b>	<b>35 025</b>	<b>100,0</b>	<b>2,2</b>	<b>2 037</b>	<b>1 290</b>	<b>3 327</b>	<b>100,0</b>	<b>1,6</b>
Secondaire	Extraction	1 620	611	2 231	1,7	2,7	25	14	39	0,1	1,8
	Industrie alimentaire	15 026	8 254	23 280	17,7	1,8	12 659	8 413	21 072	78,9	1,5
	Autres industries manufacturières	49 755	34 710	84 465	64,3	1,4	3 193	1 709	4 902	18,3	1,9
	Electricité, gaz, Eau et assainissement	5 199	3 313	8 512	6,5	1,6	14	4	18	0,1	3,5
	Construction	9 039	3 903	12 942	9,8	2,3	543	150	693	2,6	3,6
	<b>Sous total</b>	<b>80 639</b>	<b>50 791</b>	<b>131 430</b>	<b>100,0</b>	<b>1,6</b>	<b>16 434</b>	<b>10 290</b>	<b>26 724</b>	<b>100,0</b>	<b>1,6</b>
Tertiaire	Commerce	127 802	111 999	239 801	51,1	1,1	5 857	2 519	8 376	27,7	2,3
	Transport	10 668	6 373	17 041	3,6	1,7	7 735	5 053	12 788	42,3	1,5
	Banque et assurance	11 393	9 421	20 814	4,4	1,2	94	130	224	0,7	0,7
	Autres Services	103 815	88 043	191 858	40,9	1,2	103 815	88 043	191 858	634,5	1,2
	<b>Sous total</b>	<b>253 678</b>	<b>215 836</b>	<b>469 514</b>	<b>100,0</b>	<b>1,2</b>	<b>19 307</b>	<b>10 932</b>	<b>30 239</b>	<b>100,0</b>	<b>1,8</b>
<b>Total</b>		<b>358 513</b>	<b>277 456</b>	<b>635 969</b>		<b>1,3</b>	<b>37 778</b>	<b>22 512</b>	<b>60 290</b>		<b>1,7</b>

Source : INS/RGE-2

Pour ce qui concerne le travail temporaire, il demeure exercé le plus par les hommes (37 778 personnes) que les femmes (22 512 personnes), soit un ratio homme/femme de 1,7. Mais on note que dans le secteur primaire et même celui du secondaire, les femmes sont mieux représentées, avec un ratio qui s'établit à 1,6 contre 1,8 dans le tertiaire. Toutefois, il ressort que sur les treize (13) sous-secteurs d'activité considérés, une seule, en l'occurrence les activités financières

(banques et assurances), se distingue par une majorité de travailleuses temporaires (femmes), le ratio homme/femme étant inférieur à l'unité (0,7).

**Graphique 5. 2 : Evolution de la structure des emplois permanents et temporaires par sexe**

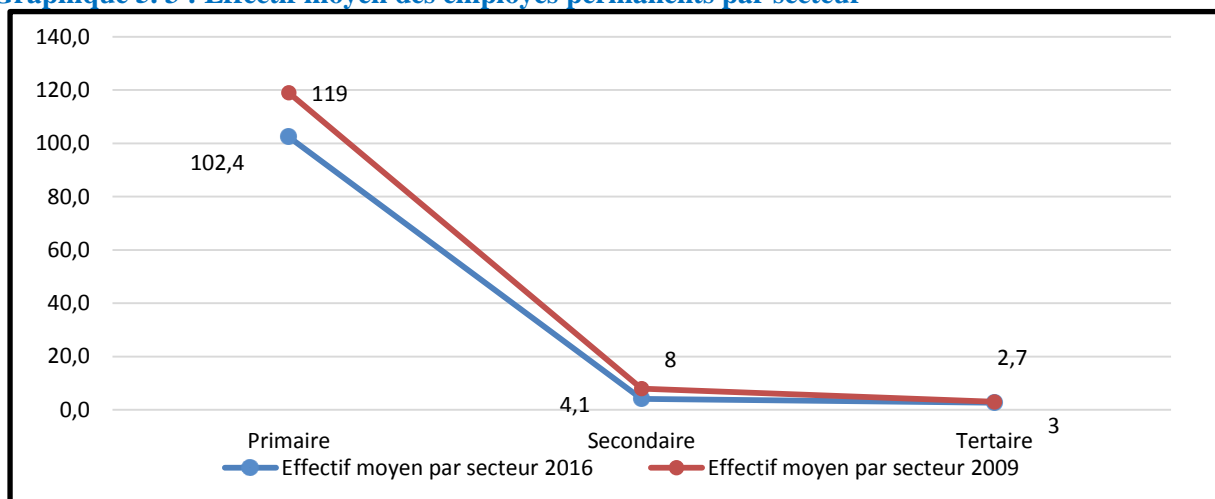


Source : INS/ RGE-1, RGE-2

Les 203 419 entreprises dénombrées au cours du recensement emploient au total 635 969 personnes, soit en moyenne 3,1 personnes par unité, contre 4,4 personnes en 2009. La répartition de ce ratio par secteur, fait ressortir la prépondérance du primaire avec 102,4 personnes par entreprise, contre 4,1 dans le secondaire et 2,7 dans le tertiaire. En 2009, ce ratio se présentait dans le même ordre, et s'établissait respectivement à 119 ; 8 et 3 pour le secteur primaire, secondaire et tertiaire. Comme en 2009, la taille moyenne élevée dans le primaire est le fait des sous-secteurs « agriculture » et « sylviculture », constitués en grande majorité des fleurons de l'agriculture à l'instar de la CDC, PHP, SAFACAM qui sont des très grands employeurs.



**Graphique 5.3 : Effectif moyen des employés permanents par secteur**



Source : INS/RGE-1, RGE-2

## 5.2. Emploi permanent par région

Une disparité notable est observée dans la répartition régionale des emplois. La ville de Douala avec 37,7% du total des travailleurs permanents occupe la première position. Elle est suivie de la ville de Yaoundé qui détient 24,4% d'emplois permanents. Il faut relever ici que ces deux villes concentrent la plus part de sièges de sociétés où les effectifs sont consolidés en intégrant ceux de leurs établissements installés dans les autres localités du pays. En dehors de ces deux villes, seule la région du Sud-Ouest enregistre un taux relativement élevé (8,6%), les autres régions concentrent chacune moins de 5% des effectifs permanents. La présence du plus gros employeur après l'Etat, notamment l'entreprise « Cameroon Development Corporation (CDC)» dans cette Région pourrait expliquer ce classement. En revanche, les Régions Septentrionales auxquelles s'ajoute l'Est détiennent les effectifs d'emplois les plus faibles avec moins de 3 % chacune.

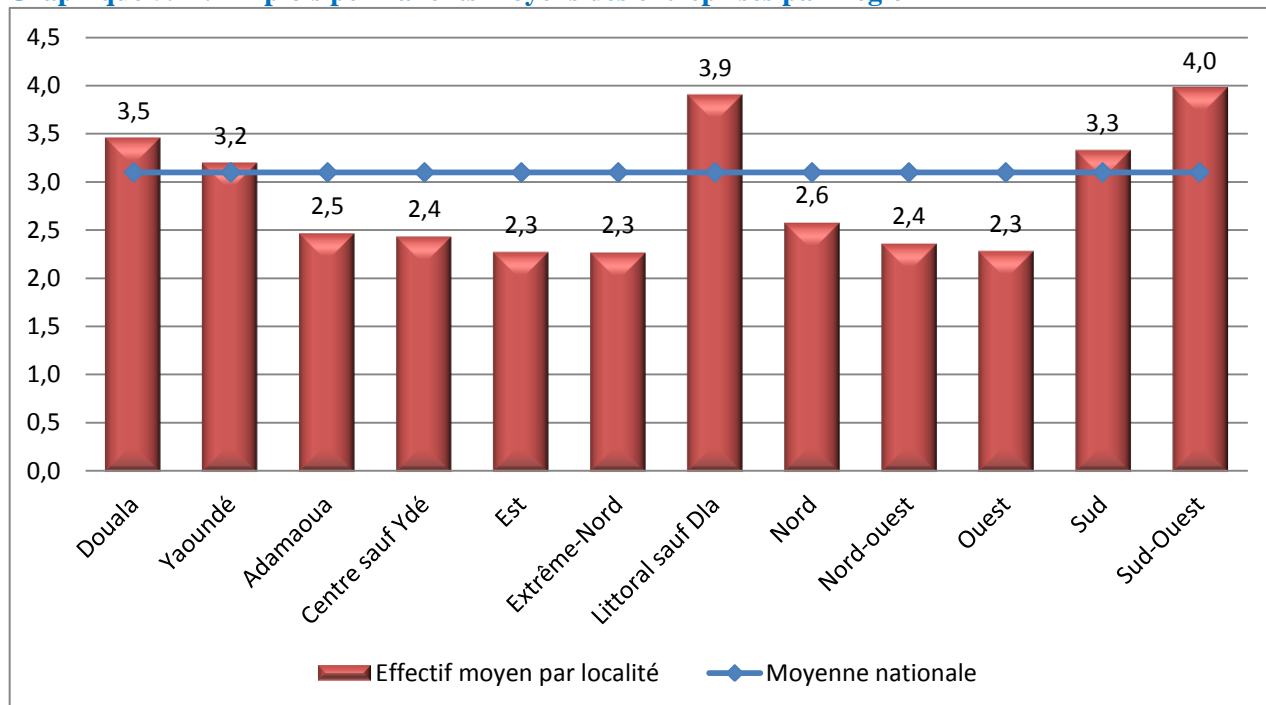
**Tableau 5.2 : Répartition des effectifs permanents employés par Région**

Région	2016					2009				
	Hommes	Femmes	Total	%	Ratio Homme/femme	Hommes	Femmes	Total	%	Ratio Homme/femme
Douala	137 151	102 776	239 927	37,7	1,3	134 033	48 215	181 930	47,1	2,8
Yaoundé	85 992	69 394	155 386	24,4	1,2	56 198	25 686	82 274	21,3	2,2
Adamaoua	7 771	5 484	13 255	2,1	1,4	5 339	842	6 180	1,6	6,3
Centre hors Yaoundé	8 361	7 130	15 491	2,4	1,2	8 711	2 948	11 588	3,0	3,0
Est	8 543	7 479	16 022	2,5	1,1	3 653	842	4 635	1,2	4,3
Extrême-nord	8 443	5 816	14 259	2,2	1,5	6 463	1 263	7 725	2,0	5,1
Littoral hors Douala	19 386	9 924	29 310	4,6	2,0	10 397	8 001	18 541	4,8	1,3
Nord	10 224	6 620	16 844	2,6	1,5	7 868	1 263	9 270	2,4	6,2
Nord-ouest	15 565	14 974	30 539	4,8	1,0	12 364	5 158	17 382	4,5	2,4
Ouest	16 344	15 024	31 368	4,9	1,1	15 174	5 053	20 086	5,2	3,0
Sud	10 695	8 471	19 166	3,0	1,3	8 992	2 211	11 202	2,9	4,1
Sud ouest	30 038	24 364	54 402	8,6	1,2	11 521	3 790	15 451	4,0	3,0
<b>Total</b>	<b>358 513</b>	<b>277 456</b>	<b>635 969</b>	<b>100,0</b>	<b>1,3</b>	<b>280 991</b>	<b>105 272</b>	<b>386 263</b>	<b>100,0</b>	<b>2,7</b>

Source : RGE-1, RGE-2

L'effectif moyen qui est de 3,1 personnes par entreprise au niveau national masque de disparités selon les localités. Le graphique ci-dessous illustre les localités avec des effectifs moyens supérieurs à la moyenne, en l'occurrence et par ordre décroissant le Sud-ouest (4,0), Littoral hors Douala (3,9), Douala (3,5), le Sud (3,3) et Yaoundé (3,2). Dans les autres localités en revanche les effectifs moyens vont de 2,3 à 2,6.

**Graphique 5. 4 : Emplois permanents moyens des entreprises par Région**



Source : RGE-2

### 5.3. Emploi par type d'entreprise

L'analyse de la répartition des effectifs employés suivant le type d'entreprise révèle la prédominance des TPE. En raison de leur nombre élevé dans le tissu économique (79,1%), ces dernières concentrent la grande partie des emplois, soit 50,9%. Les Grandes Entreprises (GE), bien peu nombreuses (0,2%), suivent avec 27,1% du total des emplois tandis que les Petites Entreprises et les Moyennes Entreprises (ME) emploient respectivement 15,4 % et 6,3% de l'effectif total. Il convient de noter que les PME totalisent 461 734 emplois, soit 72,6% et représentent ainsi un facteur indéniable de créations. Suivant le sexe, plus la taille de l'entreprise est grande moins on retrouve des femmes. A titre d'illustration, dans les GE on a 2 hommes pour 1 femme tandis que dans les TPE on a pratiquement 1 homme pour 1 femme.

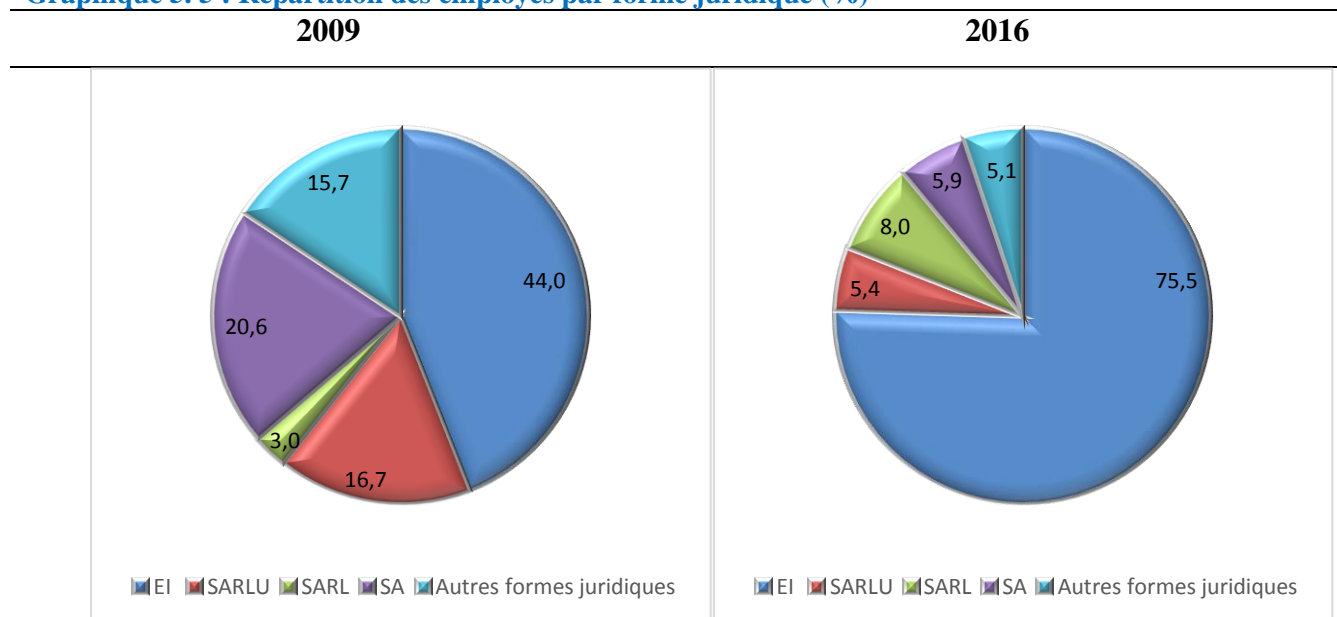
**Tableau 5. 3 : Répartition des effectifs employés permanents par sexe et par type d'entreprise**

Type d'entreprise	2016				
	Hommes	Femmes	Total	%	Ratio Homme/femme
TPE	165 456	158 147	323 603	50,9	1,0
PE	52 345	45 490	97 835	15,4	1,2
ME	24 293	16 003	40 296	6,3	1,5
GE	116 419	57 816	174 235	27,4	2,0
<b>Total</b>	<b>358 513</b>	<b>277 456</b>	<b>635 969</b>	<b>100,0</b>	<b>1,3</b>

Source : INS/ RGE-2

#### 5.4. Emploi par forme juridique

Suivant la forme juridique, il ressort que les entreprises individuelles occupent près de sept travailleurs sur dix (67,4%). Cette forte capacité des entreprises individuelles à générer les emplois peut s'expliquer par leur nombre important parmi les entreprises recensées. L'on note un faible niveau d'occupation des travailleurs (moins de 10%) dans les autres formes juridiques : 9,2% pour les Sociétés à responsabilités Limitées, 5,1% pour les Sociétés unipersonnelles à responsabilités Limitées, 8,4% pour les Sociétés anonymes. En comparaison à 2009, toutes les formes juridiques ont connues une augmentation des effectifs employés. A cette époque, les entreprises individuelles employaient à peine 44% des effectifs et chacune des autres formes juridiques, en dehors des Sociétés Anonymes, représentait plus de 15% du total des effectifs.

**Graphique 5. 5 : Répartition des employés par forme juridique (%)**

Source : INS/RGE-1, RGE-2

Une analyse suivant la nature de l'emploi montre que les employés des entreprises individuelles sont quasiment constitués des travailleurs permanents (97,2%). Il en est de même dans les Sociétés unipersonnelles à responsabilité limitée où 91,7% d'employés sont permanents. Un peu plus de trois quart des employés des Sociétés à responsabilité limitée sont permanents. Les Sociétés anonymes sont celles qui affichent une proportion relativement élevée des employés

temporaires : On y retrouve 61,6% d'employés permanents contre 38,4% de personnels temporaires.

Suivant le sexe de l'employé, il ressort que les travailleurs de sexe masculin sont plus utilisés dans les entreprises sociétaires, notamment les SA (2,2 hommes pour une femme) en comparaison aux entreprises individuelles (1,2).

**Tableau 5. 4 : Répartition des effectifs employés permanents par sexe et selon la forme juridique de l'entreprise**

Forme juridique	2016			%	Ratio Homme/femme	2009			%	Ratio Homme/femme
	Hommes	Femmes	Total			Hommes	Femmes	Total		
<b>EI</b>	257 356	222 472	480 092	75,5	1,2	105 493	37 605	143 098	44,0	2,8
<b>SARL</b>	32 515	18 587	51 027	8,0	1,7	6 978	2 744	9 722	3,0	2,5
<b>SARLU</b>	22 587	11 982	34 507	5,4	1,9	41 935	12 255	54 190	16,7	3,4
<b>SA</b>	25 886	12 011	37 807	5,9	2,2	53 689	13 328	67 017	20,6	4,0
<b>Autres formes juridiques</b>	20 169	12 404	32 536	5,1	1,6	30 624	20 452	51 076	15,7	1,5
<b>Total</b>	<b>358 513</b>	<b>277 456</b>	<b>635 969</b>	<b>100,0</b>	<b>1,3</b>	<b>238 719</b>	<b>86 384</b>	<b>325 103</b>	<b>100,0</b>	<b>2,8</b>

Source : RGE-1, RGE-2

## CHAPITRE 6 : PROFIL DU PROMOTEUR D'ENTREPRISE ET DU PRINCIPAL DIRIGEANT

Dans une unité économique, deux (02) cas peuvent se présenter : (i) le promoteur est différent du principal dirigeant et (ii) le promoteur est le principal dirigeant. Globalement, sur les 209 482 unités économiques recensées, 186 481 de celles-ci, soit 89% sont dirigées par le promoteur contre 23 001, soit 11% par le principal dirigeant qui est différent du promoteur.

Ce chapitre dresse le profil du promoteur d'entreprise ainsi que du principal dirigeant selon plusieurs caractéristiques de celui-ci, en l'occurrence le sexe, l'âge, le statut matrimonial, la nationalité, le niveau de diplôme, l'ancienneté. Les analyses sont déclinées en mettant principalement en relief le type et le secteur d'activité de l'unité économique.

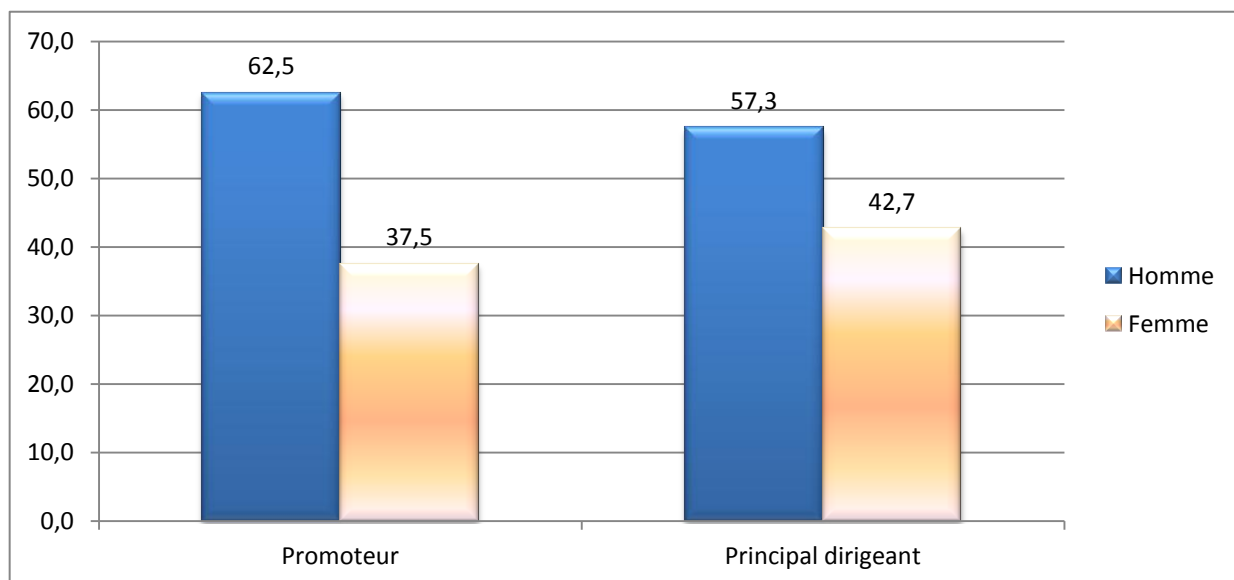
L'entrepreneuriat peut être influencé par les variables sociodémographiques telles que le sexe, l'âge et le statut matrimonial de l'individu. Il peut également être influencé par le niveau d'études, le milieu de résidence, et d'autres facteurs économiques et culturels. Aussi, tous ces éléments seront pris en compte dans l'analyse du profil du promoteur

### 6.1 Sexe du promoteur/principal dirigeant

Malgré la facilité à collecter les informations sur le sexe des individus, il n'a pas été possible de disposer pour certaines unités une telle donnée. Des réponses obtenues, il ressort que indépendamment du secteur d'activité, les unités économiques sont pour la plus part l'émanation des hommes que des femmes.

En effet, dans l'ensemble, 62,5% des entreprises sont créées par des promoteurs (hommes) contre 37,5% par les promotrices (femmes).

**Graphique 6. 1 : Répartition des entreprises selon le sexe du promoteur/principal dirigeant (%)**



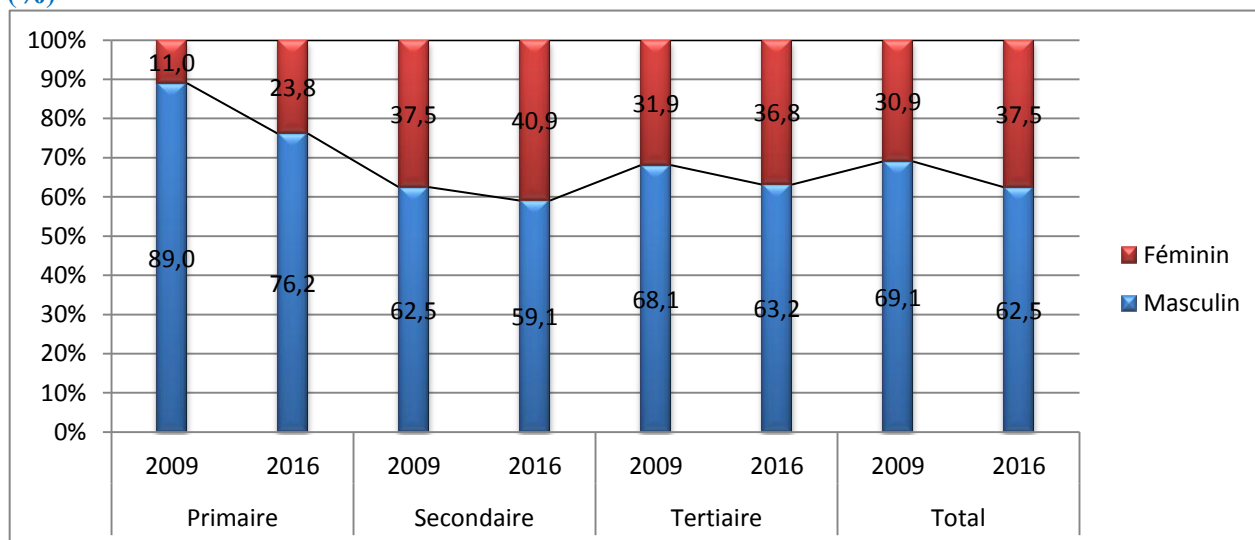
Source : INS/RGE-2

Pour ce qui est des principaux dirigeants, l'on note également qu'il y a plus de dirigeants (57,3% d'hommes) que de dirigeantes (42,7% de femmes). Ce déséquilibre en faveur des hommes, du reste plus accentué en matière de création d'entreprise, traduit une disparité selon le sexe. Mais l'écart constaté par rapport au promoteur se réduit, signe d'une certaine confiance que la gent féminine bénéficie en matière de gestion d'entreprise.

### 6.1.1 Sexe du promoteur/principal dirigeant et secteur d'activité

Par secteur d'activité, les hommes sont promoteurs de 76,2% d'entreprises dans le primaire, 63,2% dans le tertiaire et 59,1% dans le secondaire. L'entrepreneuriat féminin se manifeste beaucoup plus dans le secteur secondaire (atelier de couture, unité artisanale de transformation agroalimentaire : manioc, fruit, oléagineux etc.) et dans le tertiaire (restauration, coiffure, commerce), tandis que dans le primaire les femmes sont toujours très peu représentées (23,8%).

**Graphique 6. 2 Proportion des entreprises selon le sexe du promoteur et suivant le secteur d'activité (%)**



Source : INS/RGE-1, RGE-2

Par rapport à 2009, le RGE-2 met en évidence une percée de l'entrepreneuriat féminin, qui concerne tous les secteurs d'activités. Les promotrices représentent désormais 37,5% en 2016 contre 32,6% en 2009. Cette avancée est davantage affichée dans le secteur primaire où les promotrices pèsent pour 23,8% contre 11% en 2009, et dans le tertiaire (36,8% contre 31,9%).

Dans le secteur secondaire qui reste, comme en 2009, le premier pôle d'attractivité de l'initiative féminine, le poids atteint 40,9% contre 37,5% précédemment.

**Tableau 6. 1 : Répartition des entreprises selon le sexe du promoteur/principal dirigeant d'entreprise et le secteur d'activité**

	Sexe	Primaire		Secondaire		Tertiaire		Non déclaré		Total	
		20 09	20 16	20 09	20 16	20 09	20 16	20 09	20 16	20 09	20 16
Promoteur	Homme	211	99	6 772	14 396	45 001	74 696	165	1	52 149	89 192
	Femme	26	31	4 064	9 971	21 069	43 556	92	2	25 251	53 560
	Total déclaré	237	130	10 836	24 367	66 070	118 252	257	3	77 400	142 752
	Non déclaré	47	212	849	7 391	8 795	52 800	1 053	264	10 744	60 667
	Total général	521	342	22 521	31 758	140 935	171 052	1 567	267	165 544	203 419
Principal dirigeant	Homme		23		1 573		11 088		0		12 684
	Femme		7		767		8 663		0		9 437
	Total déclaré		30		2 340		19 751		0		22 121
	Non déclaré		3		107		770		0		880
	Total général		33		2 447		20 521		0		23 001

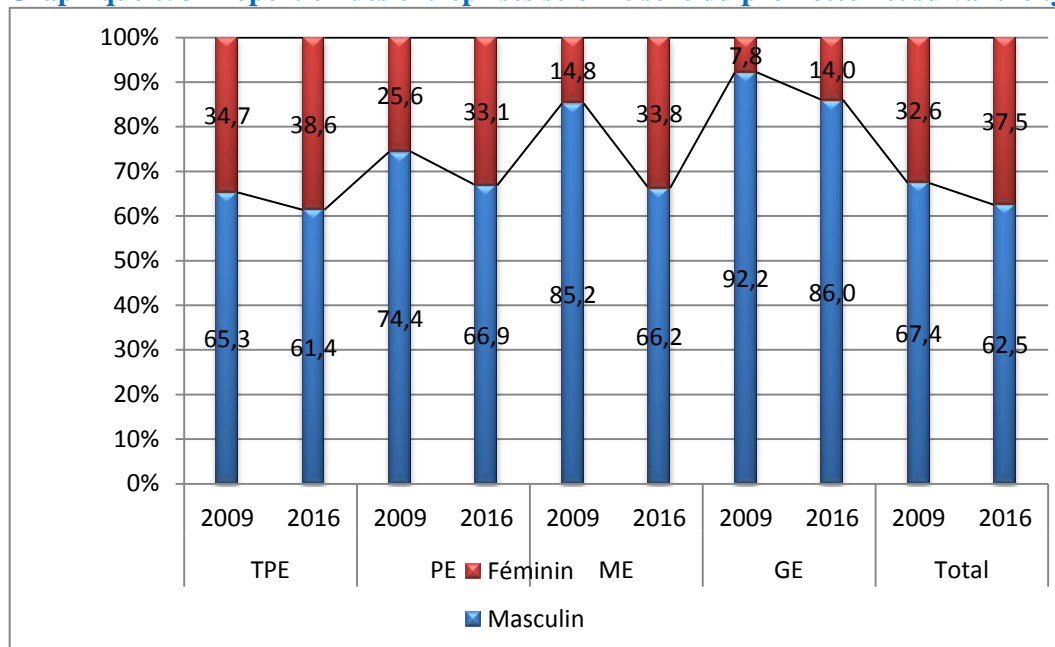
Source : INS/RGE-1, RGE-2



### 6.1.2 Sexe du promoteur d'entreprise et type

L'analyse selon la taille de l'entreprise, montre que les hommes dominent également tous les segments du chiffre d'affaires des entreprises, ce de manière croissante. Ces hommes sont en effet promoteurs de 86,0% de GE, 66,2% de ME, 66,9% de PE et 61,4% de TPE. L'entrepreneuriat féminin se manifeste beaucoup plus dans la PME, en particulier la TPE, tandis que dans le segment de la GE, les femmes sont toujours très peu représentées (14,0%).

**Graphique 6. 3 Proportion des entreprises selon le sexe du promoteur et suivant le type (%)**



INS/RGE-1, RGE-2

Par rapport à 2009, l'on note incontestablement une amélioration de la contribution féminine à la création des richesses. A titre d'illustration, les promotrices représentent désormais jusqu'à 33,8% de la ME en 2016 contre 14,8% en 2009. Il en est de même pour la GE où le poids de la gent féminine a presque doublé, passant de 7,8% à 14,0% sur la période.

**Tableau 6. 2 : Répartition des entreprises selon le sexe du promoteur/principal dirigeant d'entreprise et le secteur d'activité**

	Sexe	TPE		PE		ME		GE		Total	
		2009	2016	2009	2016	2009	2016	2009	2016	2009	2016
Promoteur	Homme	40 866	70 494	9 191	17 841	1 800	795	292	62	52 149	89 192
	Femme	21 755	44 154	3 160	8 989	313	409	23	8	25 251	53 560
	Total déclaré	62 621	114 648	12 351	26 830	2 113	1 204	315	70	77 400	142 752
	Non déclaré	1 352	46 446	7 766	12 375	1 516	1 485	110	361	10 744	60 667
	Total général	63 973	161 094	20 117	39 205	3 629	2 689	425	431	88 144	203 419
Principal dirigeant	Homme		7 973		3 101		303		37		11 414
	Femme		6 205		2 219		155		8		8 587
	Total déclaré		14 178		5 320		458		45		20 001
	Non déclaré		578		181		9		4		772
	Total général		14 756		5 501		467		49		20 773

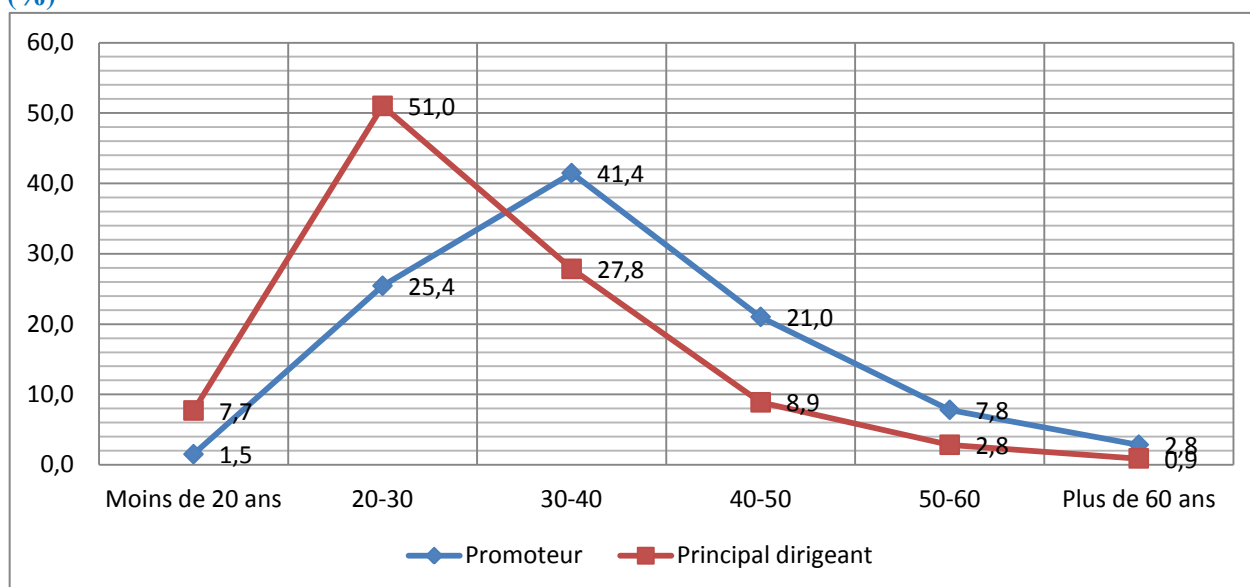
Source : INS/RGE-1, RGE-2

## 6.2 Age du promoteur/principal dirigeant

L'âge moyen des promoteurs d'entreprise se situe autour de 37 ans et celui des principaux dirigeants 30 ans. C'est dire qu'en moyenne, le dirigeant d'entreprise est « plus jeune » que le propriétaire (promoteur). Cette réalité se vérifie aisément dans les entreprises familiales où le mari, le plus souvent plus âgé que sa femme, confie la gestion à cette dernière. C'est le cas par exemple des dépôts de bois, des boutiques, des bars.

Le graphique 6.4 ci-après présente la courbe entrepreneuriale en fonction de l'âge.

**Graphique 6. 4 : Distribution des entreprises suivant l'âge du promoteur et du principal dirigeant (%)**



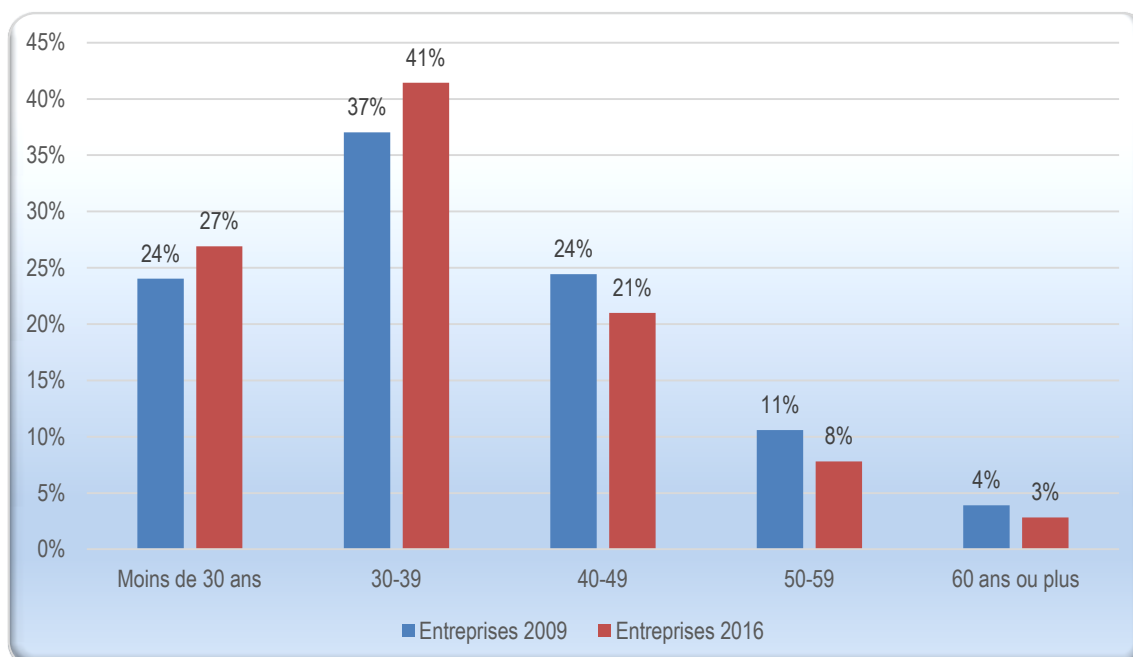
Source : INS/RGE-2

Sa visualisation met en exergue le fait que la propension à être promoteur d'une entreprise au Cameroun évolue avec l'âge. Les moins jeunes (moins de 20 ans) et les personnes âgées (plus de 60 ans) sont moins enclins à créer une entreprise. En effet, très peu (1,5%) de promoteurs d'entreprises sont âgés de moins de 20 ans, ce qui s'explique par le fait qu'à cet âge, la plupart des jeunes sont encore dans le système éducatif. Entre 20 ans et 40 ans, de nombreux jeunes sont dans l'entreprenariat car près de 7 entrepreneurs sur 10 ont un âge compris dans cette tranche. Entre 40 ans et 50 ans, la proportion des entrepreneurs reste importante (21,0%) mais commence à décroître pour atteindre son creux (2,8%) à plus de 60 ans où de nombreux retraités se reconvertissent dans de nouvelles activités en créant des entreprises. Globalement, les résultats montrent que l'entrepreneur camerounais est jeune.

La courbe présentant la distribution de l'âge du principal dirigeant d'entreprise montre la même évolution que celle des promoteurs. Les personnes les moins impliquées dans la gestion d'entreprise restent les jeunes de moins de 20 ans et les personnes de plus de 60 ans. Cependant, l'on peut constater que la proportion la plus importante des principaux dirigeants revient aux jeunes dont l'âge est compris entre 20 et 30 ans (51,0%). Ceux de 30 à 40 ans représentent 27,8% contre 2,8% pour ceux de 50 à 60 ans.

A l'analyse, la courbe entrepreneuriale par âge est restée la même entre 2009 et 2016, cependant la structure par âge du promoteur s'est par contre modifiée au profit des « jeunes » (moins de 40 ans) qui représentent désormais 68 % contre 61% il y a 7 ans.

**Graphique 6. 5 : Répartition des entreprises suivant la tranche d'âge du promoteur**

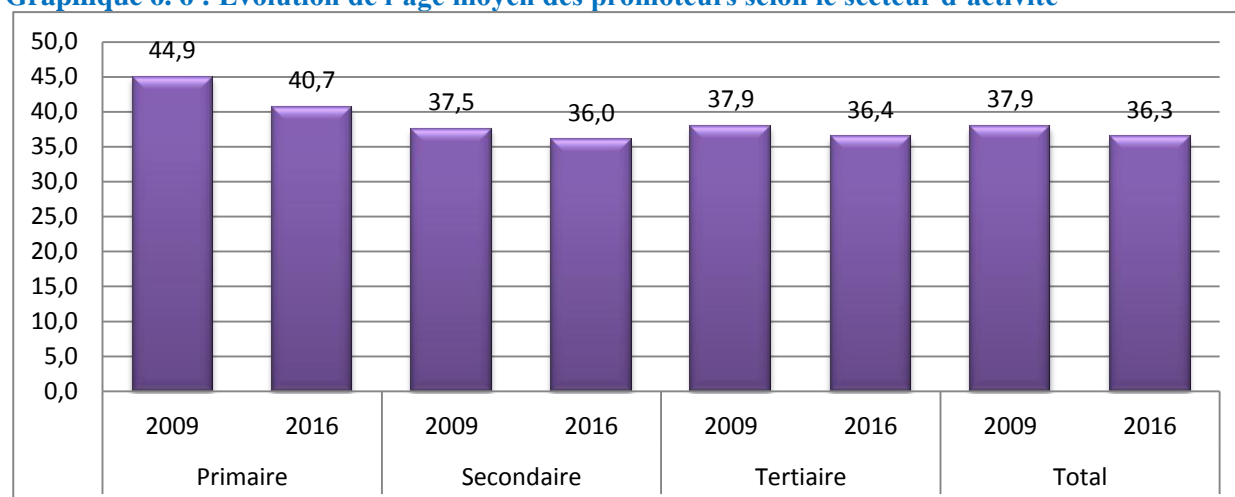


Source : INS/RGE-1, RGE-2

### 6.2.1 Age du promoteur/principal dirigeant d'entreprise et secteur d'activité

En 2016, L'âge moyen des promoteurs d'entreprise qui se situe autour de 37 ans pour l'ensemble des promoteurs, est la même pour ceux exerçant dans le secteur tertiaire ; légèrement plus bas dans le secondaire (36 ans), et relativement élevé dans le primaire (41 ans). L'on note qu'entre 2009 et 2016, il y eu un rajeunissement des hommes d'affaires, et ce phénomène est visible dans tous les secteurs d'activités. Le secteur primaire illustre parfaitement de cette situation, avec un âge moyen qui a diminué de 4 ans, contre moins de 2 ans pour les autres secteurs.

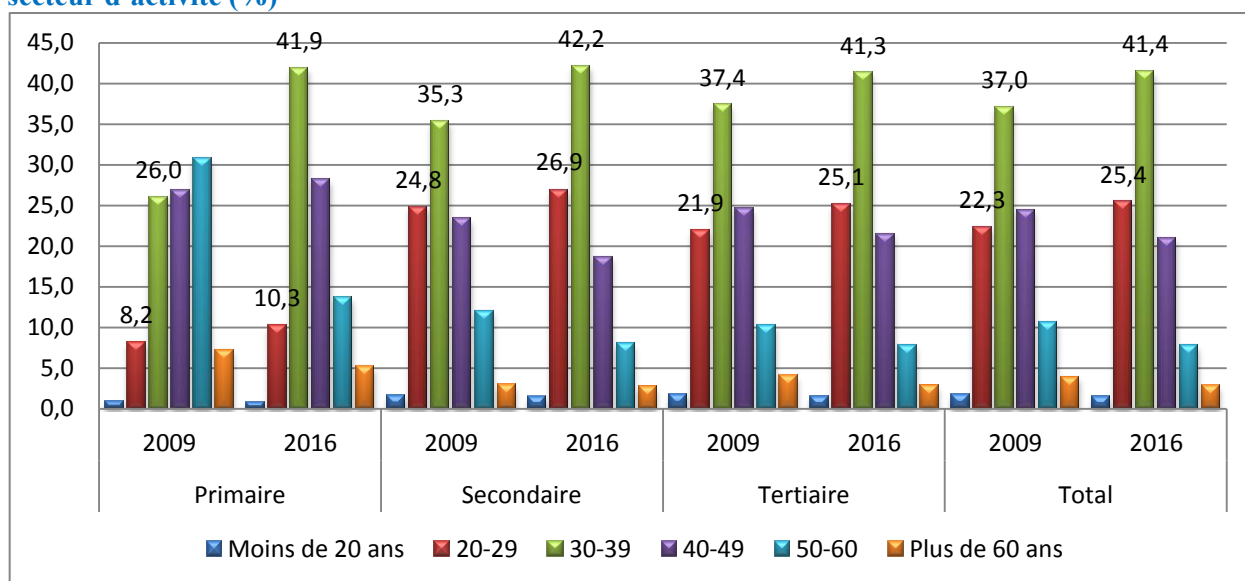
**Graphique 6. 6 : Evolution de l'âge moyen des promoteurs selon le secteur d'activité**



Source : INS/RGE-1, RGE-2

L'âge modal en 2016 se situe à 30-39 ans quelque soit le secteur d'activité considéré. Cette tranche d'âge est celle de plus de 41% de promoteurs d'entreprises. Suit la tranche d'âge immédiatement inférieure (20-29) qui constitue 26,9% de promoteurs dans le secondaire et 25,1% dans le tertiaire ; tandis que dans le primaire, c'est plutôt la tranche immédiatement supérieure (40-49) qui vient en deuxième position avec 28,2% de promoteurs.

**Graphique 6. 7 : Proportion des entreprises selon la tranche d'âge du promoteur et suivant le secteur d'activité (%)**



Source : INS/RGE-1, RGE-2

Par rapport à 2009, le RGE-2 atteste d'une dynamique démographique des jeunes dans l'entrepreneuriat, plus particulièrement dans le secteur primaire (agriculture, élevage), et secondaire (fabrique de parpaings, soudure métallique, construction, menuiserie aluminium, confection de vêtements afritude et autres, fabrication de chaussures en cuir, etc.)

**Tableau 6. 3 : Répartition des entreprises selon la tranche d'âge du promoteur/principal dirigeant d'entreprise et le secteur d'activité**

Secteur d'activité	Primaire		Secondaire		Tertiaire		Non déterminé		Total	
Age du promoteur	2009	2016	2009	2016	2009	2016	2009	2016	2009	2016
Moins de 20 ans	2	1	163	330	1 079	1 602	5	0	1 249	1 933
20-29	17	12	2 503	6 056	13 255	26 962	65	0	15 840	33 030
30-39	54	49	3 563	9 472	22 623	44 310	83	0	26 323	53 831
40-49	56	33	2 358	4 192	14 917	23 055	48	0	17 379	27 280
50-60	64	16	1 213	1 806	6 216	8 301	29	0	7 522	10 123
Plus de 60 ans	15	6	294	616	2 466	3 065	10	0	2 785	3 687
<b>Total déclaré</b>	<b>208</b>	<b>117</b>	<b>10 094</b>	<b>22 472</b>	<b>60 556</b>	<b>107 295</b>	<b>240</b>	<b>0</b>	<b>71 098</b>	<b>129 884</b>
Âge non déclaré	76	225	1 591	9 288	14 309	64 022	1 070	0	17 046	73 535
<b>Total promoteur</b>	<b>284</b>	<b>342</b>	<b>11 685</b>	<b>31 760</b>	<b>74 865</b>	<b>171 317</b>	<b>1 310</b>	<b>0</b>	<b>88 144</b>	<b>203 419</b>
Moins de 20 ans		2		283		1 481		0		1 766
20-29		13		1 121		9 341		0		10 475
30-39		6		546		5 165		0		5 717
40-49		7		171		1 642		0		1 820
50-60		0		63		518		0		581
Plus de 60 ans		0		22		161		0		183

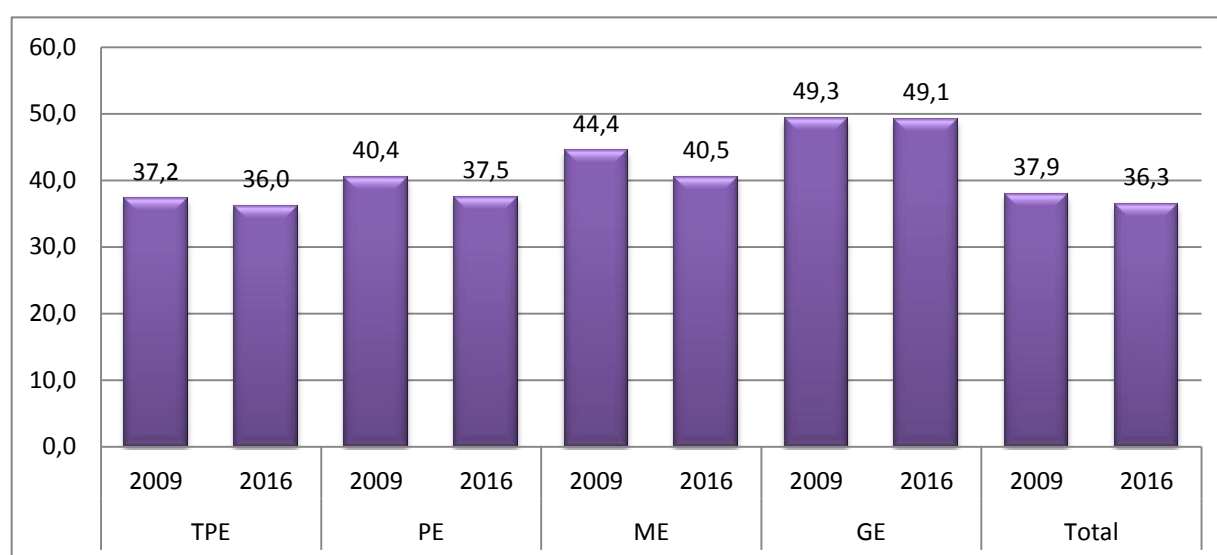
Secteur d'activité	Primaire		Secondaire		Tertiaire		Non déterminé		Total	
Total déclaré		28		2 206		18 308		0		20 542
Âge non déclaré		5		241		2 213		0		2 459
Total principal dirigeant		33		2 447		20 521		0		23 001

Source : INS/RGE-1, RGE-2

### 6.2.2 Age du promoteur/principal dirigeant d'entreprise et type

Les résultats indiquent clairement que l'âge moyen du promoteur augmente avec la taille de son entreprise. En effet, il se situe à 36 ans pour la TPE, environ 38 ans pour la PE, 41ans pour la ME et frôle 50 ans pour la GE. Par ailleurs, il ressort que le rajeunissement des hommes d'affaires, s'est davantage opéré dans la PME qu'au niveau des grandes entreprises où l'âge moyen est resté pratiquement le même qu'en 2009.

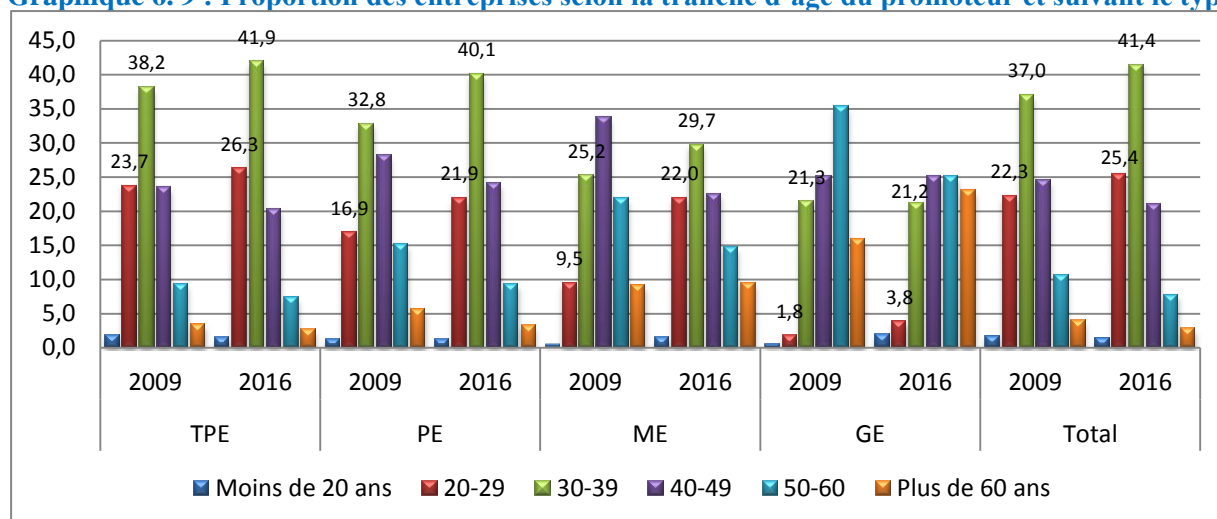
**Graphique 6. 8 : Evolution de l'âge moyen des promoteurs selon le type**



Source : INS/RGE-1, RGE-2

L'âge modal pour un promoteur de PME se situe à 30-39 ans, tandis que pour le promoteur de la grande entreprise, il est de 50-60 ans. En ce qui concerne le dirigeant d'entreprise, il est âgé généralement de 30-39 dans la ME et GE, alors qu'il est plus jeune dans la TPE et PE (20-29 ans).

**Graphique 6. 9 : Proportion des entreprises selon la tranche d'âge du promoteur et suivant le type**



Source : INS/RGE-1, RGE-2

Par rapport à 2009, l'on note un renforcement de la participation des jeunes de 20-39 ans dans l'entrepreneuriat, leur poids passant de 59,3% à 66,8% en 2016. Cette évolution s'observe dans tous les segments du chiffre d'affaires, mais bien plus significativement dans la ME où ces jeunes sont à l'origine désormais de 51,7% d'entreprise de ce type contre 34,7% auparavant.

**Tableau 6. 4: Répartition des entreprises selon la tranche d'âge du promoteur/principal dirigeant d'entreprise et la taille de l'entreprise**

Âge du promoteur	TPE		PE		ME		GE		Total	
	2009	2016	2009	2016	2009	2016	2009	2016	2009	2016
Moins de 20 ans	1 102	1 603	140	313	6	16	1	1	1 249	1 933
20-29	13 837	27 516	1 850	5 290	150	222	3	2	15 840	33 030
30-39	22 300	43 846	3 590	9 674	400	300	33	11	26 323	53 831
40-49	13 717	21 217	3 087	5 822	534	228	41	13	17 379	27 280
50-60	5 458	7 719	1 660	2 243	347	148	57	13	7 522	10 123
Plus de 60 ans	1 998	2 806	616	773	146	96	25	12	2 785	3 687
<b>Total déclaré</b>	<b>58 412</b>	<b>104 707</b>	<b>10 943</b>	<b>24 115</b>	<b>1 583</b>	<b>1 010</b>	<b>160</b>	<b>52</b>	<b>71 098</b>	<b>129 884</b>
Âge non déclaré	5 561	56 387	9 174	15 090	2 046	1 679	265	379	17 046	73 535
<b>Total promoteur</b>	<b>63 973</b>	<b>161 094</b>	<b>20 117</b>	<b>39 205</b>	<b>3 629</b>	<b>2 689</b>	<b>425</b>	<b>431</b>	<b>88 144</b>	<b>203 419</b>
Moins de 20 ans		1 364		338		14		0		1 716
20-29		7 120		2 465		131		5		9 721
30-39		3 410		1 457		139		17		5 023
40-49		941		497		86		5		1 529
50-60		267		181		32		3		483
Plus de 60 ans		101		47		11		6		165
<b>Total déclaré</b>		<b>13 203</b>		<b>4 985</b>		<b>413</b>		<b>36</b>		<b>18 637</b>
Âge non déclaré		1 553		516		54		13		2 136
<b>Total principal dirigeant</b>		<b>14 756</b>		<b>5 501</b>		<b>467</b>		<b>49</b>		<b>20 773</b>

Source : INS/RGE-1, RGE-2

L'analyse selon le principal dirigeant indique une forte domination (79,1%) des jeunes dont l'âge se situe entre 20 et 39 ans, lesquels dirigent 79,8% de TPE, 78,7% de PE, 65,4% de ME et 61,1% de GE.

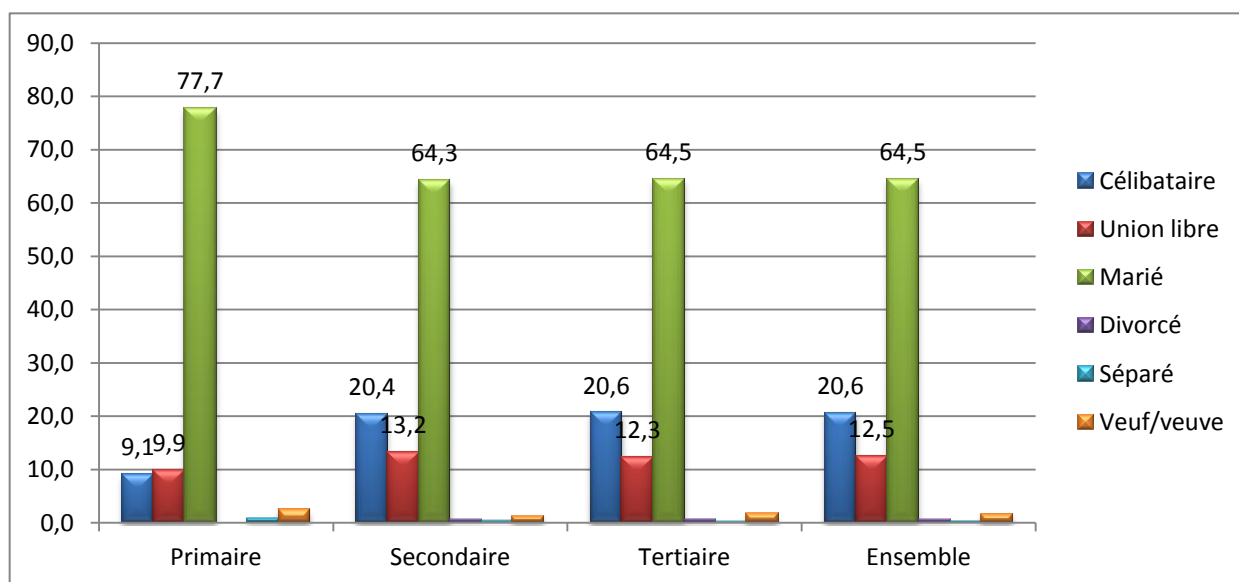
### 6.3 Statut matrimonial du promoteur/principal dirigeant d'entreprise

L'information sur le statut matrimonial est une innovation introduite au RGE-2. Selon ce critère, trois catégories émergent du lot, à savoir les promoteurs mariés (64,5%), les célibataires (20,6%) et ceux en union libre (12,5%), soit à eux seuls 97,5% de l'ensemble des promoteurs interviewés.

#### 6.3.1 Statut matrimonial du promoteur/principal dirigeant d'entreprise et secteur d'activité

Quelque soit le secteur d'activité, il ressort nettement qu'au Cameroun, l'entrepreneuriat est d'abord plus une affaire des hommes/femmes mariés. Cela est d'autant plus vrai pour le secteur agricole qui accueille 77,7% de personnes ayant ce statut matrimonial. En revanche l'on retrouve beaucoup plus les célibataires dans les secteurs non agricoles dans lesquels ils représentent près de 20% de promoteurs.

**Graphique 6. 10 : Proportion des entreprises selon le sexe du promoteur et suivant le secteur d'activité (%)**



Source : INS/RGE-2

S'agissant des dirigeants (Cf Tableau 6.5) qui ne sont pas promoteurs de la structure qu'ils managent, la configuration générale est celle d'une présence plus marquée des célibataires (51,4%), même si la représentativité des mariés reste importante (36,2%). Selon le secteur, les dirigeants du monde agricole se distinguent de leur homologue du secteur non agricole par leur statut d'hommes/femmes mariés, qui semble en revanche n'être pas une exigence absolue pour prendre la direction d'une unité de production non agricole ; d'où une majorité des célibataires et unions libres qui y sont dirigeants.



**Tableau 6. 5 : Répartition des entreprises selon le statut matrimonial du promoteur/principal dirigeant d'entreprise et le secteur d'activité**

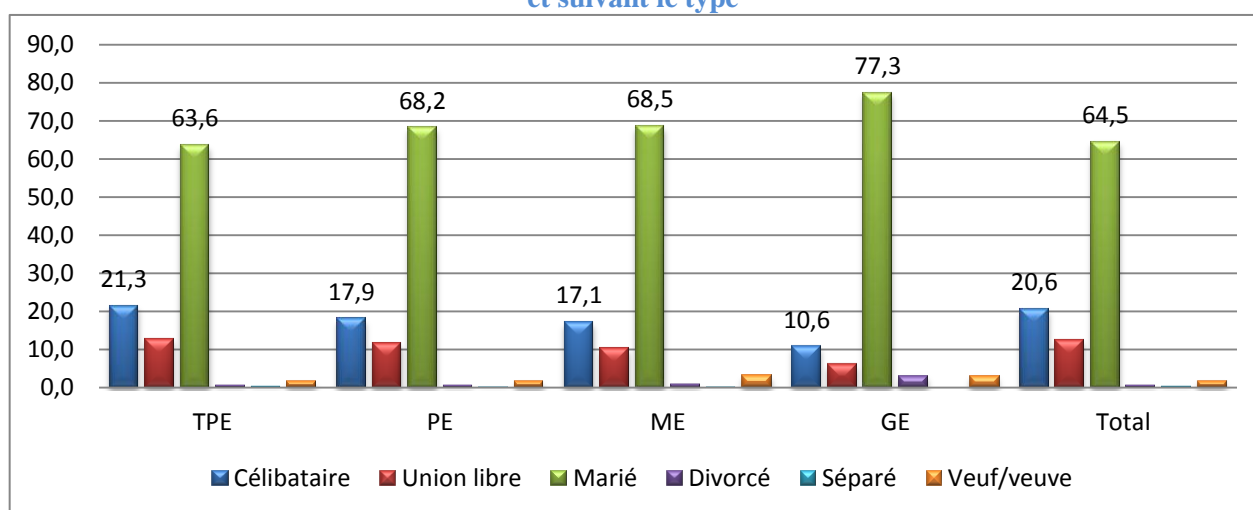
Statut Matrimonial	Primaire		Secondaire		Tertiaire		Total	
	Nombre d'entreprises	Pourcentage	Nombre d'entreprises	Pourcentage	Nombre d'entreprises	Pourcentage	Nombre d'entreprises	Pourcentage
Célibataire	11	9,1	4 806	20,4	23 381	20,6	28 198	20,6
Union libre	12	9,9	3 112	13,2	13 958	12,3	17 082	12,5
Marié	94	77,7	15 111	64,3	73 052	64,5	88 257	64,5
Divorcé	0	0,0	118	0,5	597	0,5	715	0,5
Séparé	1	0,8	68	0,3	303	0,3	372	0,3
Veuf/veuve	3	2,5	293	1,2	1 980	1,7	2 276	1,7
<b>Total déclaré</b>	<b>121</b>	<b>100,0</b>	<b>23 508</b>	<b>100,0</b>	<b>113 271</b>	<b>100,0</b>	<b>136 900</b>	<b>100,0</b>
Non déclaré	221		8 252		58 046		66 519	
<b>Total Promoteur</b>	<b>342</b>		<b>31 760</b>		<b>171 317</b>		<b>203 419</b>	
Célibataire	8	27,6	1 208	53,2	9 719	51,2	10 935	51,4
Union libre	3	10,3	225	9,9	2 187	11,5	2 415	11,4
Marié	17	58,6	821	36,1	6 851	36,1	7 689	36,2
Divorcé	0	0,0	5	0,2	71	0,4	76	0,4
Séparé	0	0,0	4	0,2	21	0,1	25	0,1
Veuf/veuve	1	3,4	9	0,4	115	0,6	125	0,6
<b>Total déclaré</b>	<b>29</b>	<b>100,0</b>	<b>2 272</b>	<b>100,0</b>	<b>18 964</b>	<b>100,0</b>	<b>21 265</b>	<b>100,0</b>
Non déclaré	4	12,12	175	7,15	1 557	7,59	1 736	7,55
<b>Total principal dirigeant</b>	<b>33</b>	<b>100</b>	<b>2 447</b>	<b>100</b>	<b>20 521</b>	<b>100</b>	<b>23 001</b>	<b>100</b>

Source : INS/RGE-2

### 6.3.2 Statut matrimonial du promoteur/principal dirigeant d'entreprise et type

Les résultats font remarquer que le statut matrimonial impacte la création des richesses. En effet, plus la taille de l'entreprise augmente, plus la fréquence des promoteurs mariés est élevée. A l'inverse, la probabilité de trouver un promoteur célibataire ou en union libre augmente au fur à mesure que le chiffre d'affaires de l'entreprise baisse.

**Graphique 6. 11 : Proportion des entreprises selon le statut matrimonial du promoteur d'entreprise et suivant le type**



Source : INS/RGE-2

Cette organisation productive est la même lorsqu'on appréhende l'analyse sous l'angle du principal dirigeant.

**Tableau 6. 6 : Répartition des entreprises selon le statut matrimonial du promoteur d'entreprise et la taille de l'entreprise**

Taille de l'entreprise Statut Matrimonial	TPE		PE		ME		GE		Total	
	Nombre d'entreprises	Pourcentage	Nombre d'entreprises	Pourcentage	Nombre d'entreprises	Pourcentage	Nombre d'entreprises	Pourcentage	Nombre d'entreprises	Pourcentage
Célibataire	23 407	21,3	4 594	17,9	190	17,1	7	10,6	28 198	20,6
Union libre	13 994	12,7	2 970	11,6	114	10,3	4	6,1	17 082	12,5
Marié	69 956	63,6	17 488	68,2	762	68,5	51	77,3	88 257	64,5
Divorcé	568	0,5	136	0,5	9	0,8	2	3,0	715	0,5
Séparé	314	0,3	56	0,2	2	0,2	0	0,0	372	0,3
Veuf/veuve	1 825	1,7	414	1,6	35	3,1	2	3,0	2 276	1,7
<b>Total déclaré</b>	<b>110 064</b>	<b>100,0</b>	<b>25 658</b>	<b>100,0</b>	<b>1 112</b>	<b>100,0</b>	<b>66</b>	<b>100,0</b>	<b>136 900</b>	<b>100,0</b>
Non déclaré	51 030		13 547		1 577		365		66 519	
<b>Total promoteur</b>	<b>161 094</b>	<b>100,0</b>	<b>39 205</b>	<b>100,0</b>	<b>2 689</b>	<b>100,0</b>	<b>431</b>	<b>100,0</b>	<b>203 419</b>	<b>100,0</b>
Célibataire	7 404	54,3	2 568	50,0	147	33,5	11	26,2	10 130	52,6
Union libre	1 512	11,1	634	12,3	42	9,6	4	9,5	2 192	11,4
Marié	4 572	33,5	1 878	36,5	247	56,3	27	64,3	6 724	34,9
Divorcé	47	0,3	19	0,4	1	0,2	0	0,0	67	0,3
Séparé	12	0,1	10	0,2	2	0,5	0	0,0	24	0,1
Veuf/veuve	88	0,6	32	0,6	0	0,0	0	0,0	120	0,6
<b>Total déclaré</b>	<b>13 635</b>	<b>100,0</b>	<b>5 141</b>	<b>100,0</b>	<b>439</b>	<b>100,0</b>	<b>42</b>	<b>100,0</b>	<b>19 257</b>	<b>100,0</b>
Non déclaré	1 121		360		28		7		1 516	
<b>Total principal dirigeant</b>	<b>14 756</b>		<b>5 501</b>		<b>467</b>		<b>49</b>		<b>20 773</b>	

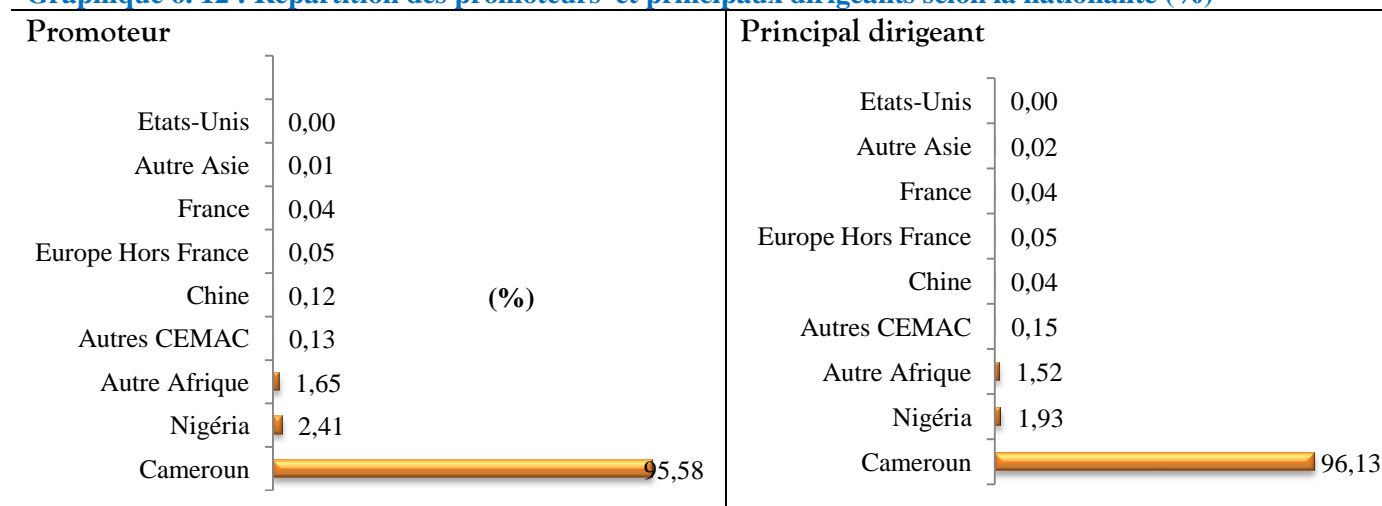
Source : INS/RGE-2

#### 6.4 Nationalité du promoteur/principal dirigeant d'entreprise

En 2016, il ressort que 95,5% d'entreprises ont été créées par des camerounais et 96,1% ont à leur tête un camerounais. Les ressortissants du grand voisin le Nigéria sont la deuxième nationalité après les camerounais en termes d'entrepreneuriat au Cameroun (2,4%), soit plus de la moitié des promoteurs étrangers. Après le nigériens, les ressortissants des autres pays d'Afrique autre que la CEMAC suivent avec 1,7% ; puis ceux des autres pays de la CEMAC (0,1%). Hors Afrique, c'est la Chine qui tient le peloton de tête suivi des autres pays d'Europe, et de la France.

Cette présence étrangère de plus en plus marquée sur le sol camerounais, trouve son explication dans l'existence des opportunités d'affaires, les réformes mises en place par le Gouvernement pour l'amélioration progressive du climat des affaires et enfin la coopération fructueuse avec certains pays.

**Graphique 6. 12 : Répartition des promoteurs et principaux dirigeants selon la nationalité (%)**



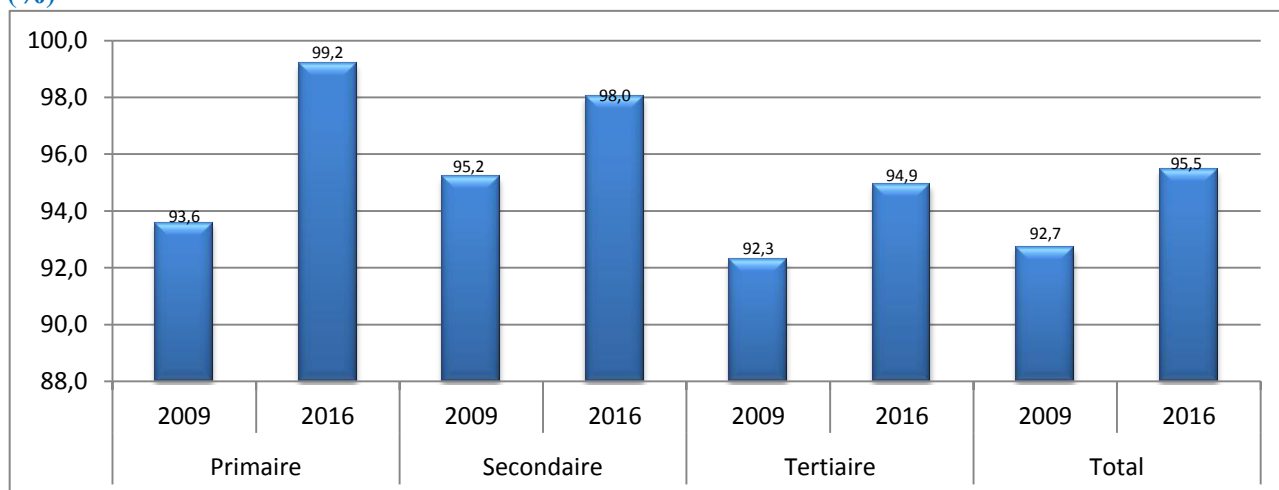
Source : INS/RGE-2

En ce qui concerne la nationalité des principaux dirigeants, la distribution est sensiblement la même que celle des promoteurs.

#### *6.4.1 Nationalité du promoteur/principal dirigeant d'entreprise et secteur d'activité*

Quel que soit le secteur d'activité des entreprises, l'essentiel des promoteurs sont des camerounais, avec une représentativité de plus de 94%. Le secteur primaire est dans l'ensemble, l'affaire réservée des camerounais qui y sont promoteurs de 99% d'entreprises agropastorales et forestières. Cette présence camerounaise baisse d'un point dans le secondaire, de quatre dans le tertiaire.

**Graphique 6. 13 : Proportion des entreprises de promoteur camerounais selon le secteur d'activité (%)**

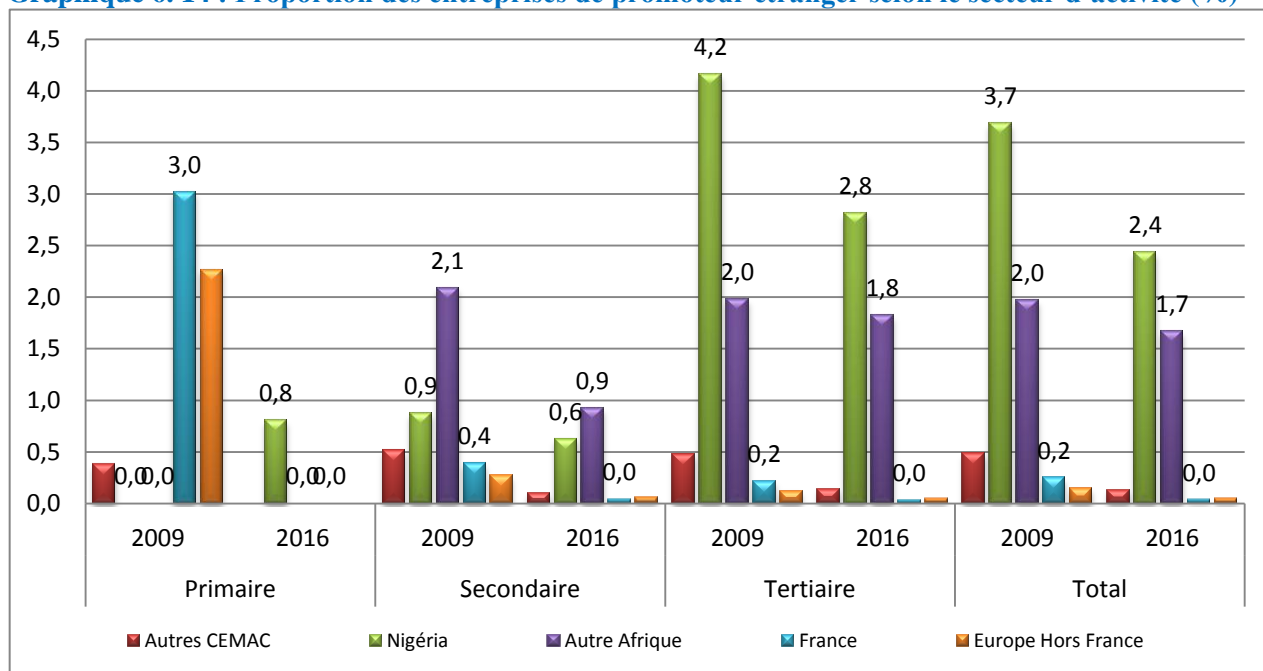


Source : INS/RGE-1, RGE-2

En comparaison à 2009, le RGE-2 met en exergue une progression de l'entrepreneuriat d'initiative camerounaise, dans tous les secteurs d'activités, plus particulièrement dans les activités agropastorales et certaines activités dans le secteur secondaire, en l'occurrence l'agroalimentaire, la confection, la scierie, la menuiserie bois, la menuiserie aluminium, la fabrique des matériaux parpaings et autres ouvrages en béton pour la construction.

En dehors des camerounais, les ressortissants du Nigéria et des autres pays africains hors CEMAC, sont à l'origine respectivement de 2,8 % et 1,8% des entreprises du secteur tertiaire. Aucune autre nationalité, que les trois suscitées, affiche une contribution au tissu d'entreprises supérieure à 1%.

**Graphique 6. 14 : Proportion des entreprises de promoteur étranger selon le secteur d'activité (%)**



Source : INS/RGE-1, RGE-2

Il convient de noter qu'en 2009, la représentativité des certaines nationalités dans l'entrepreneuriat national était non négligeable. Il s'agissait notamment des Français qui représentaient 3% des promoteurs du secteur primaire, des Nigériens qui détenaient respectivement 4,2 % d'unités actives dans le tertiaire. Aujourd'hui ce n'est plus le cas, et l'on assiste à l'émergence d'autres opérateurs étrangers venant notamment d'Asie et du Maghreb.

**Tableau 6. 7 : Répartition des entreprises selon la nationalité du promoteur d'entreprise et le secteur d'activité**

Secteur d'activité	Primaire		Secondaire		Tertiaire		Non déterminé		Total	
Nationalité du promoteur	2009	2016	2009	2016	2009	2016	2009	2016	2009	2016
<b>Cameroun</b>	248	123	10 994	23 491	68 868	110 201	887	0	80 997	133 815
<b>Autres CEMAC</b>	1	0	59	25	356	161	3	0	419	186
<b>Nigéria</b>	0	1	101	150	3 104	3 263	11	0	3 216	3 414
<b>Autre Afrique</b>	0	0	241	221	1 477	2 114	4	0	1 722	2 335
<b>France</b>	8	0	45	9	158	37	4	0	215	46
<b>Europe Hors France</b>	6	0	31	14	90	50	1	0	128	64
<b>Etats-Unis</b>	0	0	4	0	20	3	0	0	24	3
<b>Chine</b>	1	0	8	6	252	157	7	0	268	163
<b>Autre Asie</b>	0	0	16	4	61	9	1	0	78	13
<b>Autre nationalité</b>	1	0	51	42	231	91	3	0	286	133
<b>Total déclaré</b>	<b>265</b>	<b>124</b>	<b>11 550</b>	<b>23 962</b>	<b>74 617</b>	<b>116 086</b>	<b>921</b>	<b>0</b>	<b>87 353</b>	<b>140 172</b>
<b>Non déclaré</b>	19	218	135	7 798	248	55 231	389	0	791	63 247
<b>Total promoteur</b>	<b>284</b>	<b>342</b>	<b>11 685</b>	<b>31 760</b>	<b>74 865</b>	<b>171 317</b>	<b>1310</b>	<b>0</b>	<b>88 144</b>	<b>203 419</b>
<b>Cameroun</b>		28		2 250		18 528		0		20 806

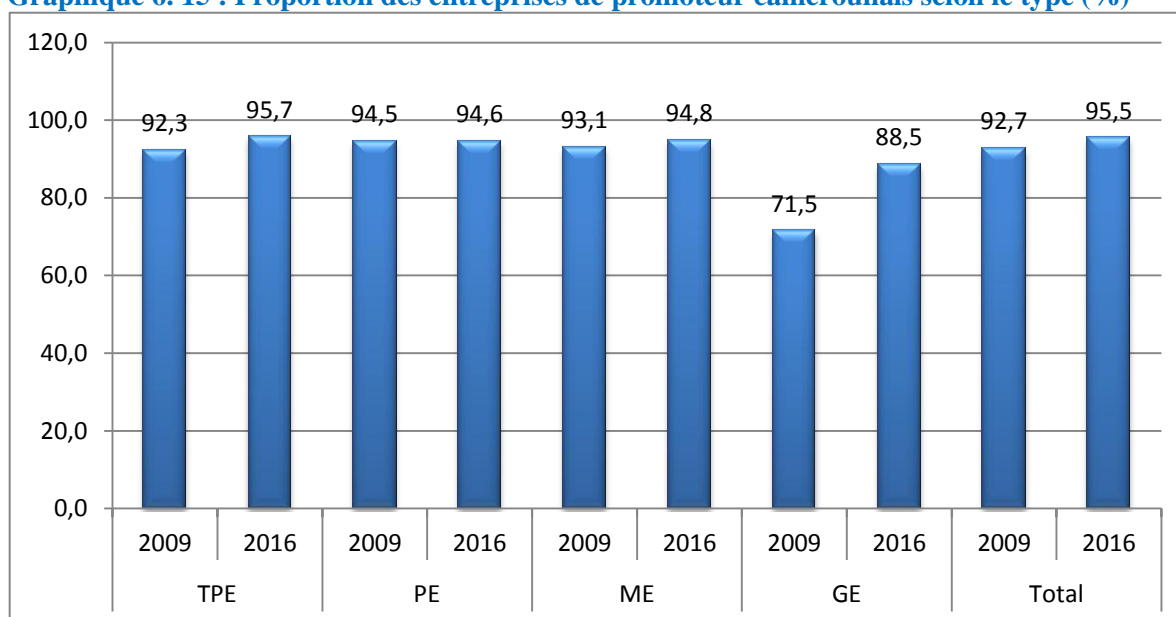
<b>Autres CEMAC</b>		0	3	30	0	33
<b>Nigéria</b>		0	15	402	0	417
<b>Autre Afrique</b>		1	9	319	0	329
<b>France</b>		0	3	5	0	8
<b>Europe Hors France</b>		0	2	8	0	10
<b>Etats-Unis</b>		0	0	0	0	0
<b>Chine</b>		0	3	6	0	9
<b>Autre Asie</b>		0	0	4	0	4
<b>Autre nationalité</b>		1	5	22	0	28
<b>Total déclaré</b>		<b>30</b>	<b>2 290</b>	<b>19 324</b>	<b>0</b>	<b>21 644</b>
<b>Non déclaré</b>		3	157	1 197	0	1 357
<b>Total principal dirigeant</b>		<b>33</b>	<b>2 447</b>	<b>20 521</b>	<b>0</b>	<b>23 001</b>

Source : INS/RGE-1, RGE-2

#### 6.4.2 Nationalité du promoteur et type

Indépendamment du type d'entreprises, l'essentiel des promoteurs sont des camerounais, avec une représentativité de plus de 94%. Ce poids est inversement corrélé à la taille de l'entreprise, soit 95,7% pour la TPE, 94,6% pour la PE, 94,8% pour la ME et 88,5% pour la GE. Il importe toutefois de souligner que pour cette catégorie d'entreprise (GE), près de 83% n'ont pas déclaré la nationalité de leur promoteur.

**Graphique 6. 15 : Proportion des entreprises de promoteur camerounais selon le type (%)**

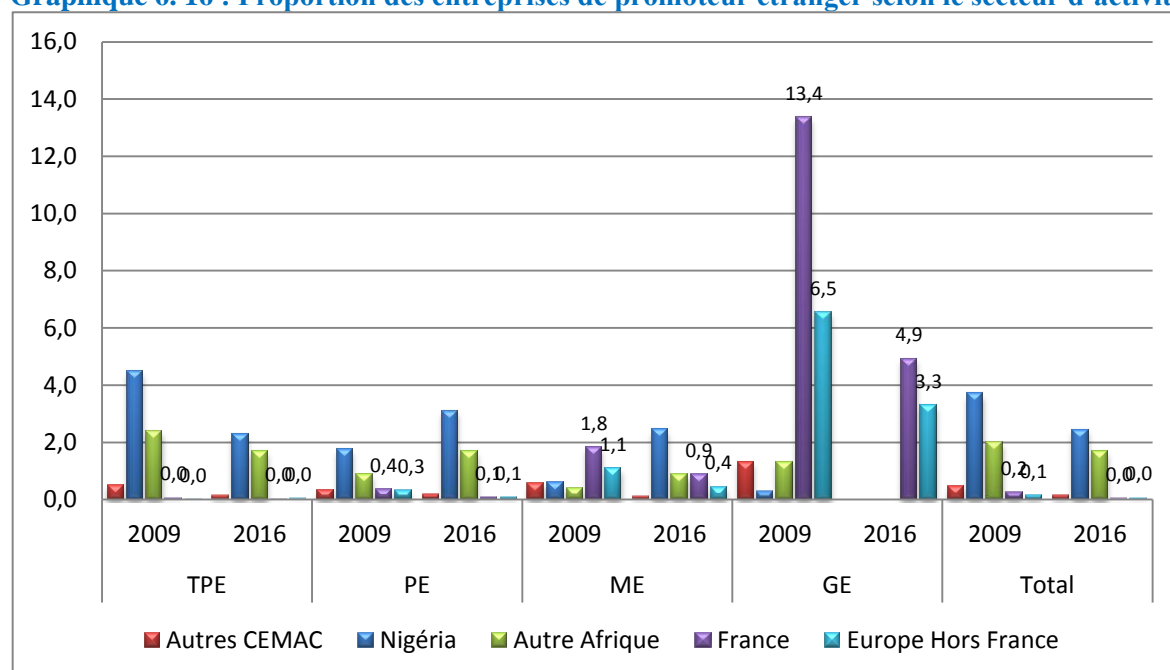


Source : INS/RGE-1, RGE-2

Après les camerounais, les ressortissants de la France et d'autres pays d'Europe sont également bien représentés parmi les promoteurs des GE.

En comparaison à 2009, la tendance est à la baisse d'influence de la zone européenne dans le giron des grandes entreprises camerounaises, au profit d'autres aires continentales et sous régionales d'Afrique, avec des pays comme la Chine, l'Inde, le Maroc, la Tunisie qui investissent progressivement le paysage entrepreneurial national.

**Graphique 6. 16 : Proportion des entreprises de promoteur étranger selon le secteur d'activité (%)**



Source : INS/RGE-1, RGE-2

En ce qui le principal dirigeant, il ressort, qu'après les camerounais, les ressortissants du Nigeria, géant pays voisin, et de la Chine, dominent le segment PME, tandis que ceux de France et d'autre pays d'Europe, se retrouvent beaucoup plus à la tête des grandes entreprises.

**Tableau 6. 8 : Répartition des entreprises selon la nationalité du promoteur/principal dirigeant d'entreprise et le type**

Taille de l'entreprise Nationalité du promoteur	TPE		PE		ME		GE		Total	
	2009	2016	2009	2016	2009	2016	2009	2016	2009	2016
<b>Cameroun</b>	58 991	107 798	18 479	24 877	3 260	1 086	267	54	80 997	133 815
<b>Autres CEMAC</b>	326	143	68	42	20	1	5	0	419	186
<b>Nigéria</b>	2 855	2 573	339	813	21	28	1	0	3 216	3 414
<b>Autre Afrique</b>	1 529	1 885	174	440	14	10	5	0	1 722	2 335
<b>France</b>	31	14	70	19	63	10	51	3	215	46
<b>Europe Hors France</b>	7	37	58	20	38	5	25	2	128	64
<b>Etats-Unis</b>	6	2	4	1	6	0	8	0	24	3
<b>Chine</b>	102	122	159	39	6	2	1	0	268	163
<b>Autre Asie</b>	9	2	43	8	20	2	6	1	78	13
<b>Autre nationalité</b>	70	91	157	39	52	2	7	1	286	133
<b>Total déclaré</b>	<b>63 926</b>	<b>112 667</b>	<b>19 551</b>	<b>26 298</b>	<b>3 500</b>	<b>1 146</b>	<b>376</b>	<b>61</b>	<b>87 353</b>	<b>140 172</b>
<b>Non déclaré</b>	47	48 427	566	12 907	129	1 543	49	370	791	63 247
<b>Total promoteur</b>	<b>63 973</b>	<b>161 094</b>	<b>20 117</b>	<b>39 205</b>	<b>3 629</b>	<b>2 689</b>	<b>425</b>	<b>431</b>	<b>88 144</b>	<b>203 419</b>
<b>Cameroun</b>		13 339		4 996		425		32		18 792
<b>Autres CEMAC</b>		19		8		0		0		27
<b>Nigéria</b>		272		125		9		0		406
<b>Autre Afrique</b>		217		95		3		1		316
<b>France</b>		1		1		1		1		4
<b>Europe Hors France</b>		3		3		0		3		9
<b>Etats-Unis</b>										
<b>Chine</b>		5		1		1		0		7
<b>Autre Asie</b>		0		1		0		0		1

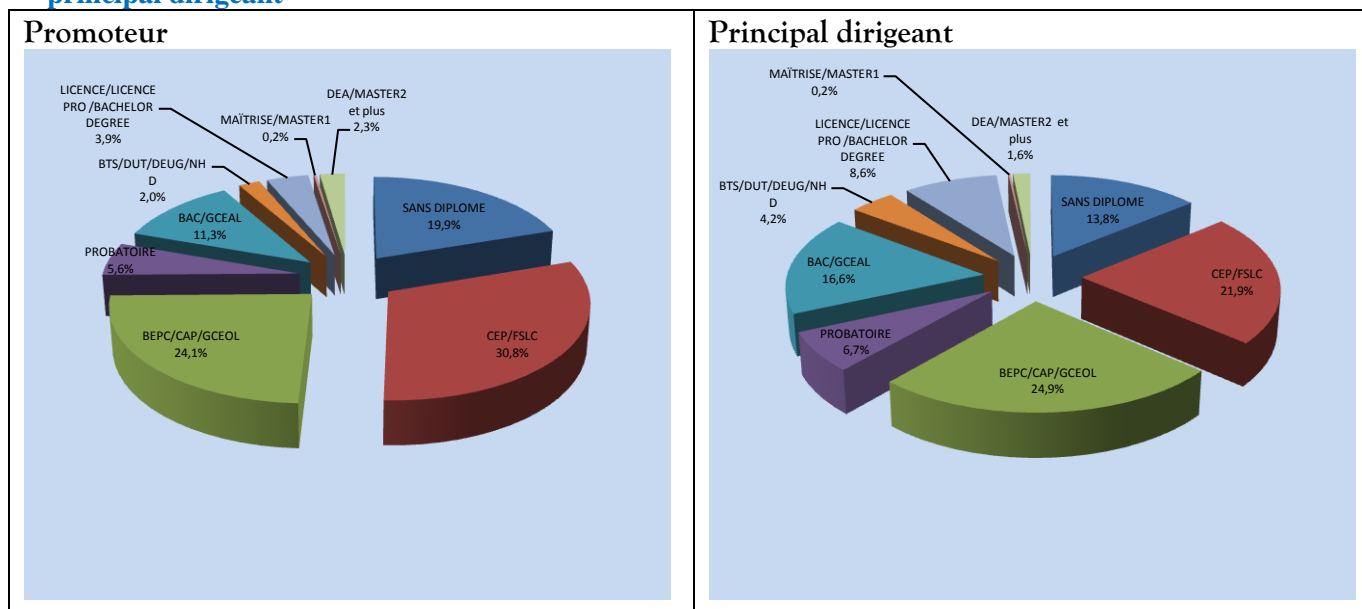
Taille de l'entreprise Nationalité du promoteur	TPE		PE		ME		GE		Total	
	2009	2016	2009	2016	2009	2016	2009	2016	2009	2016
Autre nationalité		11		5		5		4		25
Total déclaré		13 867		5 235		444		41		19 587
Non déclaré		889		266		23		8		1 186
Total principal dirigeant		14 756		5 501		467		49		20 773

Source : INS/RGE-1, RGE-2

## 6.5 Niveau de diplôme du promoteur/principal dirigeant d'entreprise

La répartition des entreprises selon le niveau d'instruction du promoteur montre que plus de la moitié (50,7%) d'entre elles sont créées par des promoteurs ayant au plus le CEP/CEPE/FLSC (dont 19,9% sont sans diplôme); 24,1% le sont par les titulaires du BEPC ; 16,9% par ceux disposants d'un diplôme du second cycle de l'enseignement secondaire et 8,4% par les diplômés de l'enseignement supérieur. Ainsi, les entrepreneurs camerounais s'illustrent par un faible niveau d'instruction, traduisant le fait que ce sont les individus qui n'ont pas réussi dans le système éducatif classique qui se lancent dans l'entrepreneuriat.

**Graphique 6. 17 : Répartition des entreprises suivant le niveau d'instruction du promoteur et du principal dirigeant**



Source : INS/RGE-2

Une analyse suivant le niveau d'instruction du principal dirigeant montre que 35,7% des entreprises sont dirigées par des personnes ayant au plus le CEP/CEPE (dont 13,8% sont sans diplôme) ; 24,9% le sont par les titulaires du BEPC ; 23,3% par ceux disposants un diplôme du second cycle de l'enseignement secondaire et 14,5% par les diplômés de l'enseignement supérieur.

La proportion importante de « Sans diplôme » ou de diplômés de l'enseignement primaire ou du secondaire premier cycle (60,5%) pose un problème de la qualité des dirigeants des entreprises camerounaises et peut expliquer en partie la faible performance des entreprises nationales.

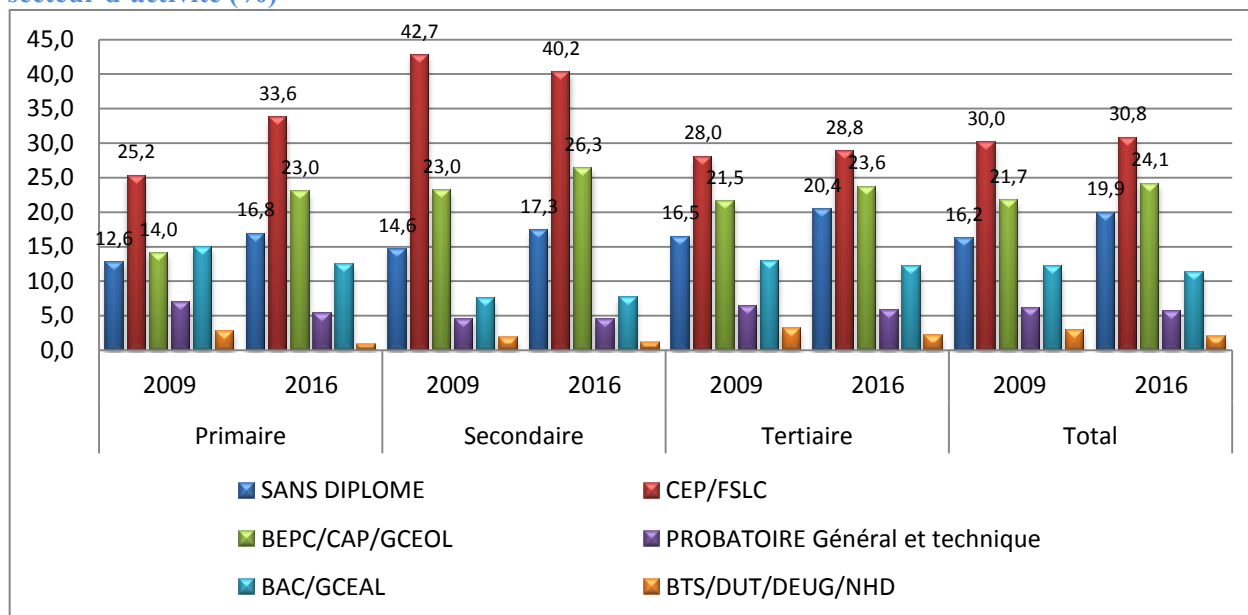
### 6.5.1 Niveau de diplôme du promoteur d'entreprise et secteur d'activité

La configuration du niveau d'instruction des promoteurs suivant le secteur d'activité, laisse apparaître le fait que c'est dans le secondaire que la proportion des promoteurs peu instruits



(disposant au plus le CEP) est plus élevée, soit 57,5% contre 50,4% pour le primaire et 49,2% pour le tertiaire. En comparaison à 2009, l'on note que le tissu d'entreprises s'est davantage ouvert à ce type de profil, son poids passant de 46,3% à 50,7% en 2016.

**Graphique 6. 18 : Proportion des entreprises selon le niveau de diplôme du promoteur et suivant le secteur d'activité (%)**



Source : INS/RGE-1, RGE-2

La décomposition sectorielle montre que c'est dans les activités agropastorales et dans les activités du tertiaire (commerce, coiffure, laverie auto, etc.) que ces promoteurs de faible niveau d'instruction se sont le plus investis.

**Tableau 6. 9 : Répartition des entreprises selon le niveau de diplôme du promoteur/principal dirigeant d'entreprise et le secteur d'activité**

Niveau de diplôme du promoteur	Primaire		Secondaire		Tertiaire		Non déterminé		Total	
	2009	2016	2009	2016	2009	2016	2009	2016	2009	2016
<b>SANS DIPLOME</b>	27	19	1 525	3 961	10 407	22 135	42	0	12 001	26 115
<b>CEP/FSLC</b>	54	38	4 451	9 189	17 654	31 262	70	0	22 229	40 489
<b>BEPC/CAP/GCEOL</b>	30	26	2 402	6 007	13 568	25 658	43	0	16 043	31 691
<b>PROBATOIRE Général et technique</b>	15	6	468	1 035	4 072	6 289	20	0	4 575	7 330
<b>BAC/GCEAL</b>	32	14	777	1 738	8 156	13 089	31	0	8 996	14 841
<b>BTS/DUT/DEUG/NHD</b>	6	1	191	243	1 996	2 348	9	0	2 202	2 592
<b>LICENCE/LICENCE PRO /BACHELOR DEGREE</b>	18	4	218	323	3 217	4 749	9	0	3 462	5 076
<b>MAÎTRISE/MASTER1</b>	13	1	138	35	1 397	277	11	0	1 559	313
<b>DEA/MASTER2 et plus</b>	19	4	257	325	2 641	2 699	10	0	2 927	3 028
<b>Total déclaré</b>	<b>214</b>	<b>113</b>	<b>10 427</b>	<b>22 856</b>	<b>63 108</b>	<b>108 506</b>	<b>245</b>	<b>0</b>	<b>73 994</b>	<b>131 475</b>
<b>Non déclaré</b>	70	229	1 258	8 904	11 757	62 811	1 065	0	14 150	71 944
<b>Total promoteur</b>	<b>284</b>	<b>342</b>	<b>11 685</b>	<b>31 760</b>	<b>74 865</b>	<b>171 317</b>	<b>1 310</b>	<b>0</b>	<b>88 144</b>	<b>203 419</b>
<b>SANS DIPLOME</b>		4		385		2 475		0		2 864
<b>CEP/FSLC</b>		6		701		3 838		0		4 545
<b>BEPC/CAP/GCEOL</b>		7		569		4 588		0		5 164
<b>PROBATOIRE Général et technique</b>		3		110		1 275		0		1 388
<b>BAC/GCEAL</b>		3		245		3 194		0		3 442

Niveau de diplôme du promoteur	Primaire		Secondaire		Tertiaire		Non déterminé		Total	
	2009	2016	2009	2016	2009	2016	2009	2016	2009	2016
BTS/DUT/DEUG/NHD		1		43		822		0		866
LICENCE/LICENCE PRO /BACHELOR DEGREE		4		104		1 668		0		1 776
MAÎTRISE/MASTER1		0		4		38		0		42
DEA/MASTER2 et plus		0		22		304		0		326
Total déclaré		28		2 222		18 518		0		20 768
Non déclaré		5		225		2 003		0		2 233
Total principal dirigeant		33		2 447		20 521		0		23 001

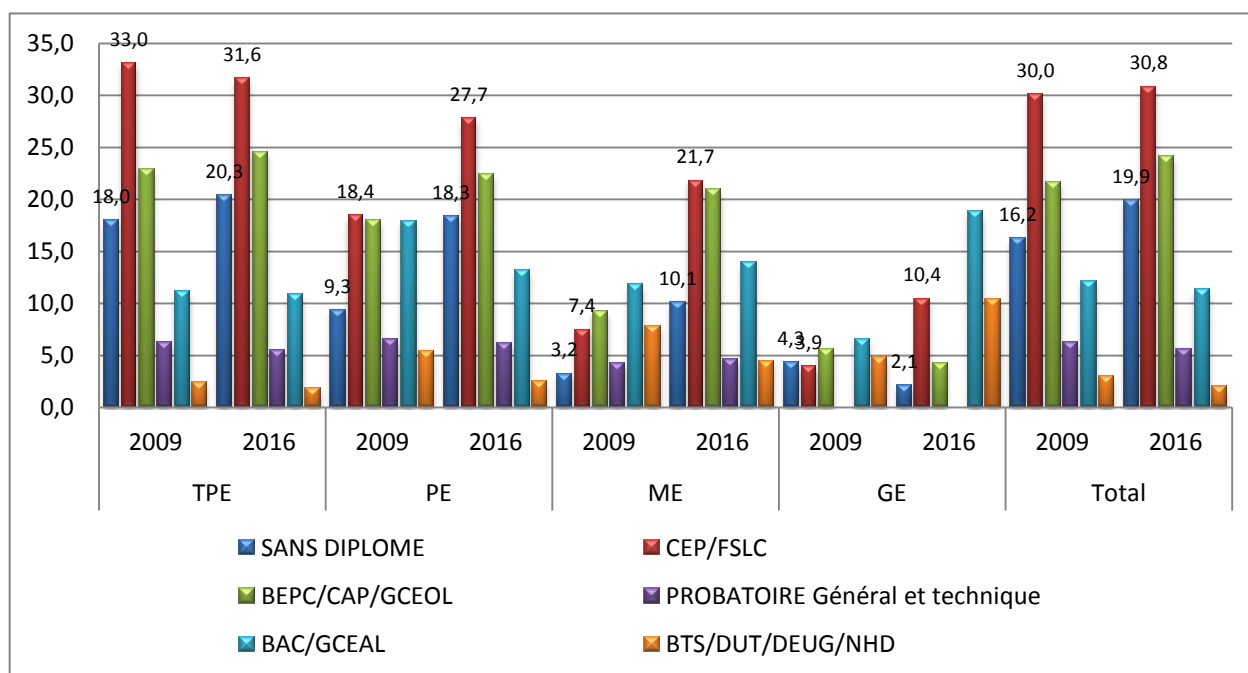
Source : INS/RGE-1, RGE-2

L'analyse du niveau de diplôme du principal dirigeant suivant la perspective sectorielle donne une image identique à la configuration globale.

### 6.5.2 Niveau de diplôme du promoteur/ principal dirigeant et type

A l'observation, la taille de l'entreprise est négativement corrélée au niveau d'instruction du promoteur, dans la mesure où la proportion des promoteurs peu instruits chute drastiquement de 51,9% dans la TPE, à 31,8% dans la PE et 12,5% dans la GE. En 2009, ces proportions étaient respectivement de 51,0%, 27,7% et 8,2%.

**Graphique 6. 19 : Proportion des entreprises selon le niveau de diplôme du promoteur et suivant le type (%)**



Source : INS/RGE-1, RGE-2

A la lumière du RGE-2, l'on assiste ainsi à un renforcement de la présence des promoteurs peu instruits dans la PE et ME, voir dans la GE.

**Tableau 6. 10 : Répartition des entreprises selon le niveau de diplôme du promoteur/principal dirigeant d'entreprise et le type**

Diplôme le plus élevé du promoteur	TPE		PE		ME		GE		Total	
	2009	2016	2009	2016	2009	2016	2009	2016	2009	2016
<b>SANS DIPLOME</b>	10 865	21 582	1 067	4 433	59	99	10	1	12 001	26 115
<b>CEP/FSLC</b>	19 974	33 556	2 110	6 714	137	214	8	5	22 229	40 489
<b>BEPC/CAP/GCEOL</b>	13 805	26 063	2 058	5 420	167	206	13	2	16 043	31 691
<b>PROBATOIRE Général et technique</b>	3 747	5 801	751	1 484	77	45	0	0	4 575	7 330
<b>BAC/GCEAL</b>	6 713	11 517	2 052	3 178	217	137	14	9	8 996	14 841
<b>BTS/DUT/DEUG/NHD</b>	1 429	1 950	619	594	143	43	11	5	2 202	2 592
<b>LICENCE/LICENCE PRO /BACHELOR DEGREE</b>	2 047	3 565	1 073	1 391	323	111	19	9	3 462	5 076
<b>MAÎTRISE/MASTER1</b>	748	251	502	54	267	8	42	0	1 559	313
<b>DEA/MASTER2</b>	1 117	1951	1 257	939	444	121	109	17	2 927	3028
<b>Total déclaré</b>	<b>60 445</b>	<b>106 236</b>	<b>11 489</b>	<b>24 207</b>	<b>1 834</b>	<b>984</b>	<b>226</b>	<b>48</b>	<b>73 994</b>	<b>131 475</b>
<b>Non déclaré</b>	3 528	54 858	8 628	14 998	1 795	1 705	199	383	14 150	71 944
<b>Total promoteur</b>	<b>63 973</b>	<b>161 094</b>	<b>20 117</b>	<b>39 205</b>	<b>3 629</b>	<b>2 689</b>	<b>425</b>	<b>431</b>	<b>88 144</b>	<b>203 419</b>
<b>SANS DIPLOME</b>		2 122		617		17		0		2 756
<b>CEP/FSLC</b>		3 374		948		42		2		4 366
<b>BEPC/CAP/GCEOL</b>		3 494		1 310		53		3		4 860
<b>PROBATOIRE Général et technique</b>		848		362		31		0		1 241
<b>BAC/GCEAL</b>		2 035		856		75		8		2 974
<b>BTS/DUT/DEUG/NHD</b>		402		251		34		2		689
<b>LICENCE/LICENCE PRO /BACHELOR DEGREE</b>		767		507		116		11		1 401
<b>MAÎTRISE/MASTER1</b>		22		10		0		0		32
<b>DEA/MASTER2</b>		262		200		54		7		523
<b>Total déclaré</b>		<b>13 326</b>		<b>5 061</b>		<b>422</b>		<b>33</b>		<b>18 842</b>
<b>Non déclaré</b>		1 430		440		45		16		1 931
<b>Total principal dirigeant</b>		<b>14 756</b>		<b>5 501</b>		<b>467</b>		<b>49</b>		<b>20 773</b>

Source : INS/RGE-2

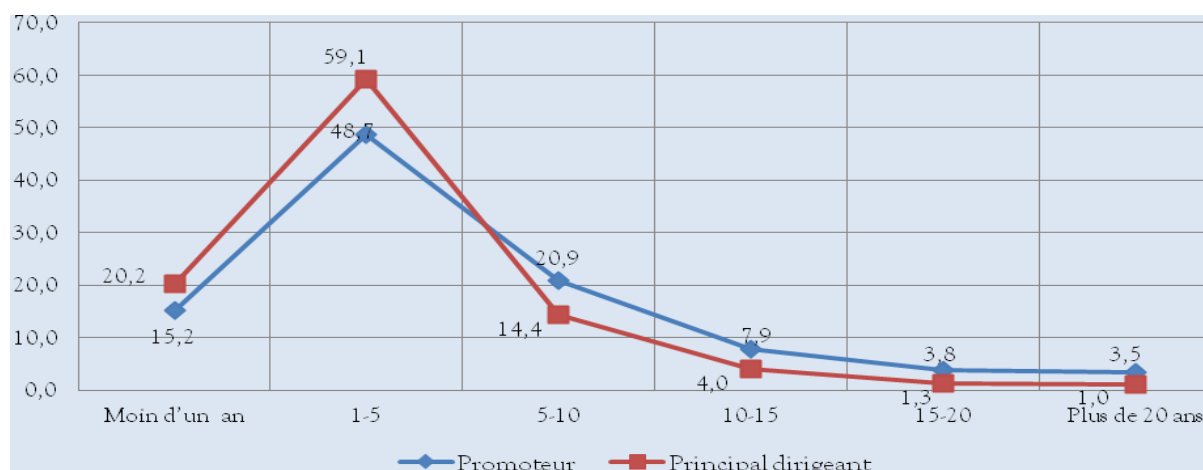
Pour ce qui est du principal dirigeant, l'analyse montre que la présence d'un manager de niveau de diplôme élevé (plus de Baccalauréat) est beaucoup plus visible dans les GE, avec une proportion de 72,7% et dans une mesure dans la ME (51,7%) ; tandis que les dirigeants peu instruits (au plus le CEP), pullulent dans les TPE (89,1%) ainsi que les PE (80,9%).

## 6.6 Année d'expérience du promoteur/principal dirigeant d'entreprise

L'année d'expérience du promoteur ou du principal dirigeant d'entreprise est une innovation introduite dans le questionnaire du RGE-2. Elle capte le nombre d'années passées à la tête de la structure au moment de l'enquête.

Il ressort que le nombre moyen d'années d'expérience des promoteurs d'entreprises à la tête de leur structure se situe autour de 6 ans. Par ailleurs, les données collectées montrent que 85% de promoteurs ont moins de dix (10) ans d'ancienneté, contre 94% pour les principaux dirigeants. Si l'on considère une durée de cinq (05) ans, ces proportions demeurent importantes, soit 64% de promoteurs et 79% de principaux dirigeants.

**Graphique 6. 20 : Distribution des entreprises suivant l'ancienneté du promoteur et du principal dirigeant (%)**



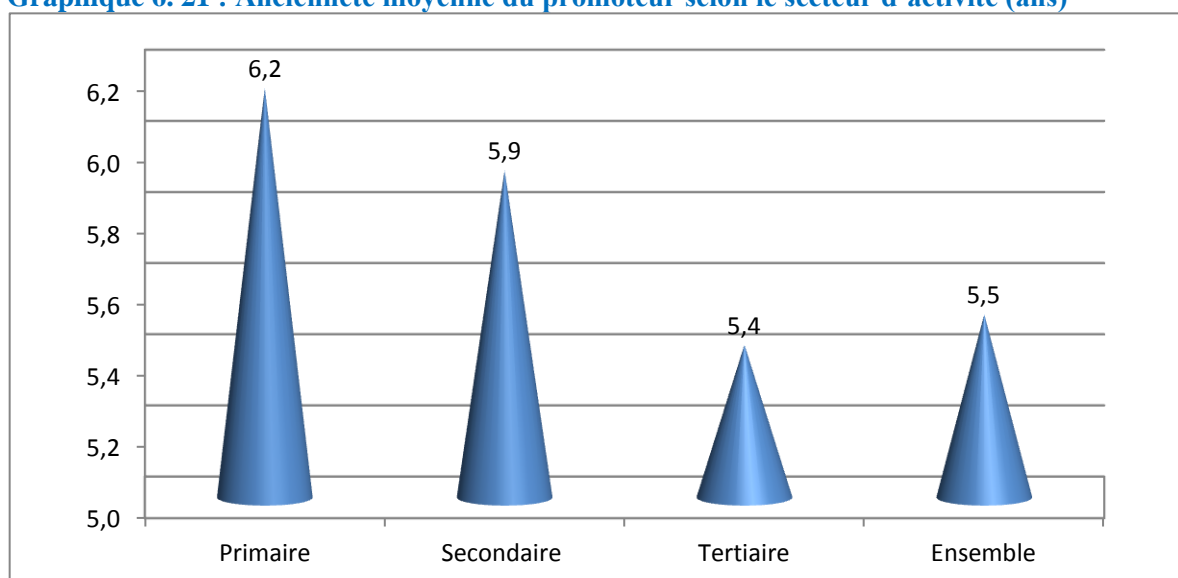
Source : INS/RGE-2

Sur cinq ans, les promoteurs ont tendance à avoir un mandat plus court que celui des principaux dirigeants. Au-delà, cette situation se reverse au profit des promoteurs qui restent en moyenne plus longtemps à la tête de leur entreprise que les principaux dirigeants.

#### *6.6.1 Année d'expérience du promoteur/principal dirigeant et secteur d'activité*

En 2016, l'ancienneté moyenne des promoteurs d'entreprise qui se situe autour de 6 ans dans l'ensemble, affiche une tendance baissière suivant le secteur d'activité, passant de 6,2 ans pour le primaire, 5,9 ans pour le secondaire et 5,4 ans pour le tertiaire. Ainsi, les activités du secteur tertiaire, que l'on sait largement dominé par le commerce, sont celles où le mandat des promoteurs est le plus court.

**Graphique 6. 21 : Ancienneté moyenne du promoteur selon le secteur d'activité (ans)**



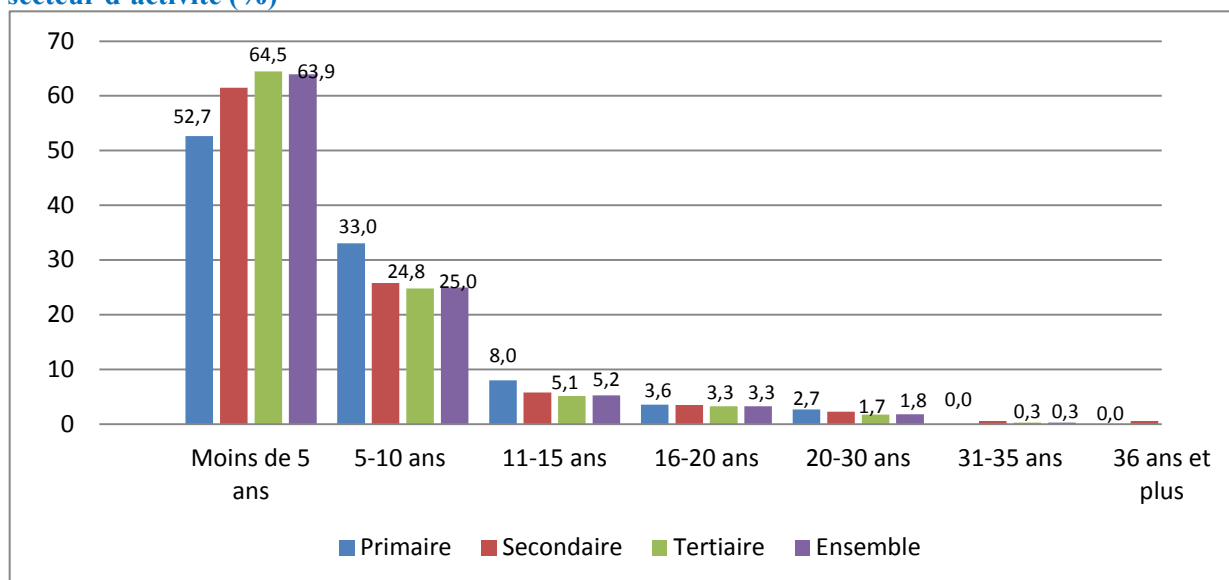
Source : INS/RGE-2

L'ancienneté modale en 2016 se situe à 0-5 ans quelque soit le secteur d'activité considéré. Ce mandat est celui de plus de 64% de promoteurs du primaire, 61,5% du secondaire et 63,9% du

tertiaire. Suivent, dans un ordre décroissant, les autres tranches où la proportion de promoteur baisse au fur et à mesure que l'on fait évoluer l'ancienneté dans un secteur comme dans l'autre.

L'ancienneté la plus longue, c'est-à-dire plus de 10 ans, concerne une proportion de 14,3% de promoteurs du primaire, 12,7% du secondaire et 10,7% du tertiaire.

**Graphique 6. 22 : Proportion d'entreprises selon la tranche d'ancienneté du promoteur et suivant le secteur d'activité (%)**



Source : INS/RGE-2

L'analyse selon le dirigeant, montre que celui-ci reste également moins de 5 ans dans l'entreprise, soit une proportion de 73% quelque soit le secteur d'activité. Du coup, seulement 3,8% de promoteurs du primaire ont une longue expérience dans l'entreprise dirigée, 4,9% du secondaire et 4,0% du tertiaire.

**Tableau 6. 11 Répartition des entreprises selon le nombre d'année d'expérience du promoteur/principal dirigeant d'entreprise et suivant le secteur d'activité**

Secteur d'activité Nombre d'année d'expérience du promoteur	Primaire		Secondaire		Tertiaire		Total	
	Nombre d'entreprises	Pourcentage	Nombre d'entreprises	Pourcentage	Nombre d'entreprises	Pourcentage	Nombre d'entreprises	Pourcentage
Moins de 5 ans	59	52,7	13 565	61,5	67 997	64,5	81 621	63,9
5-10 ans	37	33,0	5 689	25,8	26 157	24,8	31 883	25,0
11-15 ans	9	8,0	1 276	5,8	5 407	5,1	6 692	5,2
16-20 ans	4	3,6	778	3,5	3 431	3,3	4 213	3,3
20-30 ans	3	2,7	501	2,3	1 822	1,7	2 326	1,8
31-35 ans	0	0,0	125	0,6	279	0,3	404	0,3
36 ans et plus	0	0,0	128	0,6	370	0,4	498	0,4
<b>Total déclaré</b>	<b>112</b>	<b>100,0</b>	<b>22 062</b>	<b>100,0</b>	<b>105 463</b>	<b>100,0</b>	<b>127 637</b>	<b>100,0</b>
Non déclaré	230		9 698		65 854		75 782	
<b>Total promoteur</b>	<b>342</b>		<b>31 760</b>		<b>171 317</b>		<b>203 419</b>	
Moins de 5 ans	19	73,1	1 561	76,4	13 561	79,7	15 141	79,3
5-10 ans	6	23,1	382	18,7	2 772	16,3	3 160	16,6
11-15 ans	1	3,8	56	2,7	390	2,3	447	2,3
16-20 ans	0	0,0	24	1,2	193	1,1	217	1,1
20-30 ans	0	0,0	15	0,7	74	0,4	89	0,5

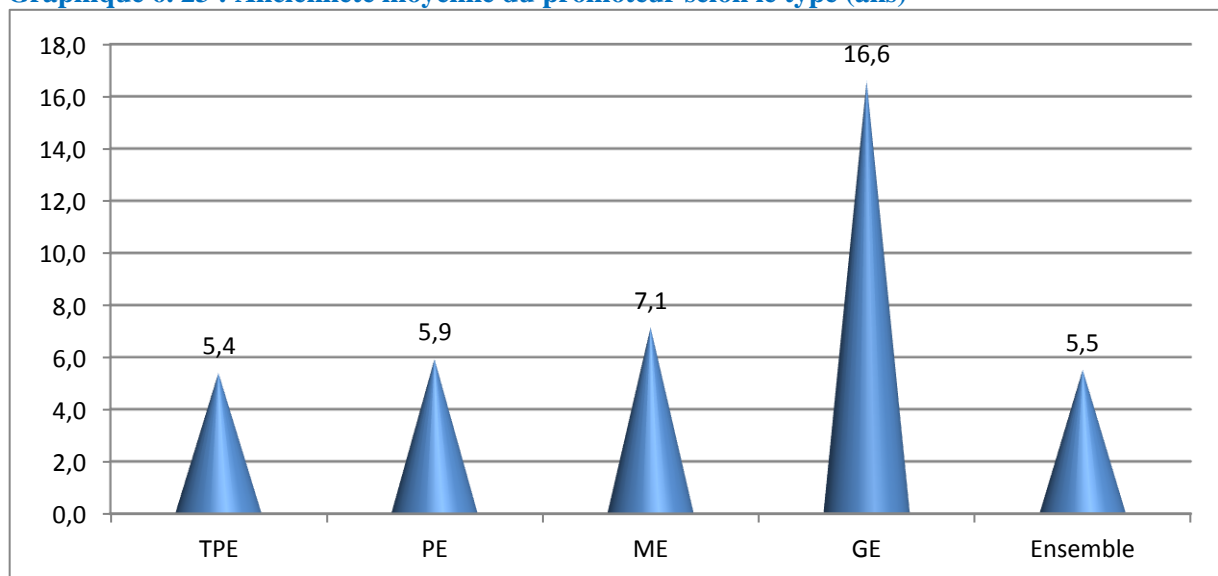
Secteur d'activité Nombre d'année d'expérience du promoteur	Primaire		Secondaire		Tertiaire		Total	
	Nombre d'entreprises	Pourcentage	Nombre d'entreprises	Pourcentage	Nombre d'entreprises	Pourcentage	Nombre d'entreprises	Pourcentage
31-35 ans	0	0,0	1	0,0	13	0,1	14	0,1
36 ans et plus	0	0,0	5	0,2	16	0,1	21	0,1
Total déclaré	26	100,0	2 044	100,0	17 019	100,0	19 089	100,0
Non déclaré	7		403		3 502		3 912	
Total principal dirigeant	33		2 447		20 521		23 001	

Source : INS/RGE-2

### 6.6.2 Année d'expérience du promoteur et taille de l'entreprise

Les résultats du RGE-2 illustrent la relation croissante qu'entretiennent l'expérience acquise par le promoteur de l'entreprise et la dimension commerciale de celle-ci. En moyenne, les promoteurs de grandes entreprises ont une ancienneté d'environ 17 ans, chiffre qui est deux fois plus élevée que leur homologue de la ME (7,1 ans), et trois plus que ceux de la PE (5,9 ans) et TPE (5,4 ans).

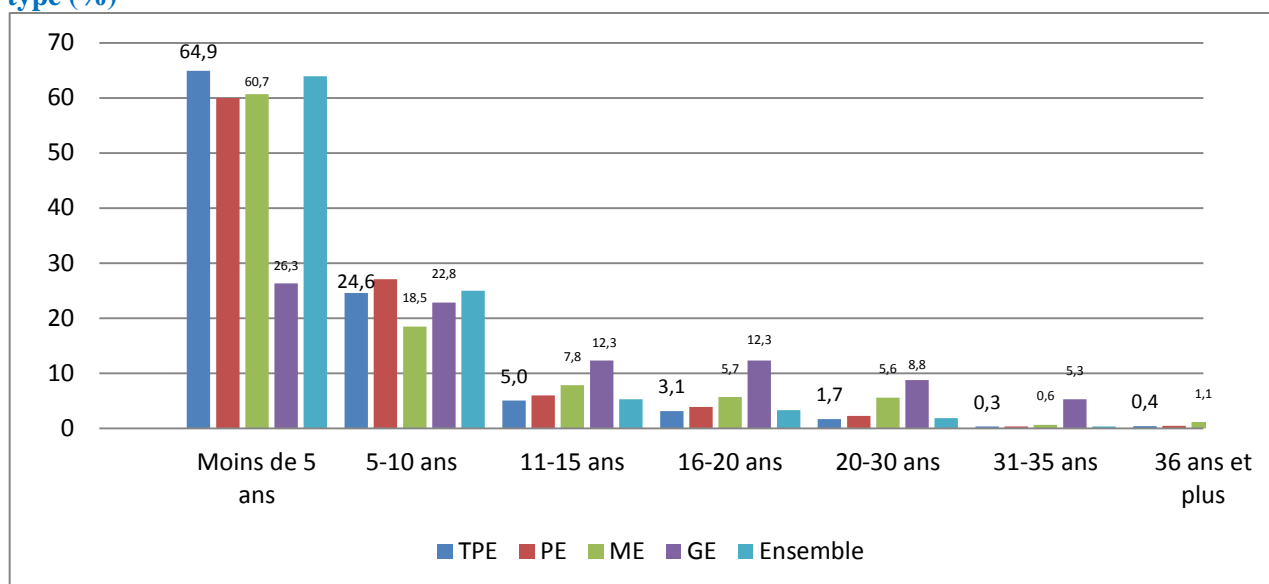
**Graphique 6. 23 : Ancienneté moyenne du promoteur selon le type (ans)**



Source : INS/RGE-2

Du graphique 6.24 ci-après, il se dégage clairement que les mandats les plus courts caractérisent les promoteurs des PME, particulièrement du segment TPE et PE, qui respectivement concentrent 64,9% et 60,0% de promoteurs de moins de 5 ans d'ancienneté. Alors que les mandats les plus longs, sont le fait surtout des GE, dont plus de la moitié de promoteurs sont à plus de 10 ans d'ancienneté.

**Graphique 6. 24 : Proportion d'entreprises selon la tranche d'ancienneté du promoteur et suivant le type (%)**



Source : INS/RGE-2

L'analyse selon le dirigeant, révèle une configuration identique selon la typologie, à savoir des dirigeants à mandats plus courts (moins de 5 ans) dans la PME, et en revanche ceux de la GE affichant des mandats plus longs.

**Tableau 6. 12 : Répartition des entreprises selon l'année d'expérience du promoteur/principal dirigeant et suivant le type**

Année d'expérience	TPE		PE		ME		GE		Total	
	Nombre d'entreprises	Pourcentage	Nombre d'entreprises	Pourcentage	Nombre d'entreprises	Pourcentage	Nombre d'entreprises	Pourcentage	Nombre d'entreprises	Pourcentage
Moins de 5 ans	66 730	64,9	14 288	60,0	588	60,7	15	26,3	81 621	63,9
5-10 ans	25 244	24,6	6 447	27,1	179	18,5	13	22,8	31 883	25,0
11-15 ans	5 182	5,0	1 427	6,0	76	7,8	7	12,3	6 692	5,2
16-20 ans	3 225	3,1	926	3,9	55	5,7	7	12,3	4 213	3,3
20-30 ans	1 729	1,7	538	2,3	54	5,6	5	8,8	2 326	1,8
31-35 ans	317	0,3	78	0,3	6	0,6	3	5,3	404	0,3
36 ans et plus	370	0,4	110	0,5	11	1,1	7	12,3	498	0,4
<b>Total déclaré</b>	<b>102 797</b>	<b>100,0</b>	<b>23 814</b>	<b>100,0</b>	<b>969</b>	<b>100,0</b>	<b>57</b>	<b>100,0</b>	<b>127 637</b>	<b>100,0</b>
Non déclaré	58 297		15 391		1 720		374		75 782	
<b>Total promoteur</b>	<b>161 094</b>		<b>39 205</b>		<b>2 689</b>		<b>431</b>		<b>203 419</b>	
Moins de 5 ans	9 992	82,2	3 575	75,6	238	62,1	15	41,7	13 820	79,9
5-10 ans	1 777	14,6	907	19,2	103	26,9	13	36,1	2 800	16,2
11-15 ans	228	1,9	128	2,7	19	5,0	5	13,9	380	2,2
16-20 ans	98	0,8	72	1,5	16	4,2	2	5,6	188	1,1
20-30 ans	37	0,3	34	0,7	6	1,6	1	2,8	78	0,5
31-35 ans	6	0,0	6	0,1	0	0,0	0	0,0	12	0,1
36 ans et plus	11	0,1	6	0,1	1	0,3	0	0,0	18	0,1
<b>Total déclaré</b>	<b>12 149</b>	<b>100,0</b>	<b>4 728</b>	<b>100,0</b>	<b>383</b>	<b>100,0</b>	<b>36</b>	<b>100,0</b>	<b>17 296</b>	<b>100,0</b>
Non déclaré	2 607		773		84		13		3 477	
<b>Total principal dirigeant</b>	<b>14 756</b>		<b>5 501</b>		<b>467</b>		<b>49</b>		<b>20 773</b>	

Source : INS/RGE-2



## 6.7 Effectif employé selon le sexe du promoteur/principal dirigeant et le secteur d'activité

Les 203 419 entreprises recensées lors du RGE-2 emploient 635 969 travailleurs permanents, soit une moyenne de 3,1 personnes par entreprises. La ventilation de ce ratio selon le sexe du promoteur fait ressortir un avantage en faveur des hommes qui utilisent en moyenne 4,3 travailleurs contre 2,2 chez les femmes. En 2009, pour un effectif total de 88 144 entreprises dénombrées, ces ratios s'établissaient respectivement à 4,8 et 2,2. Il convient de souligner que dans une fraction non négligeable des entreprises recensées (29,8% de l'ensemble), on n'a pas pu obtenir des informations sur le sexe du promoteur.

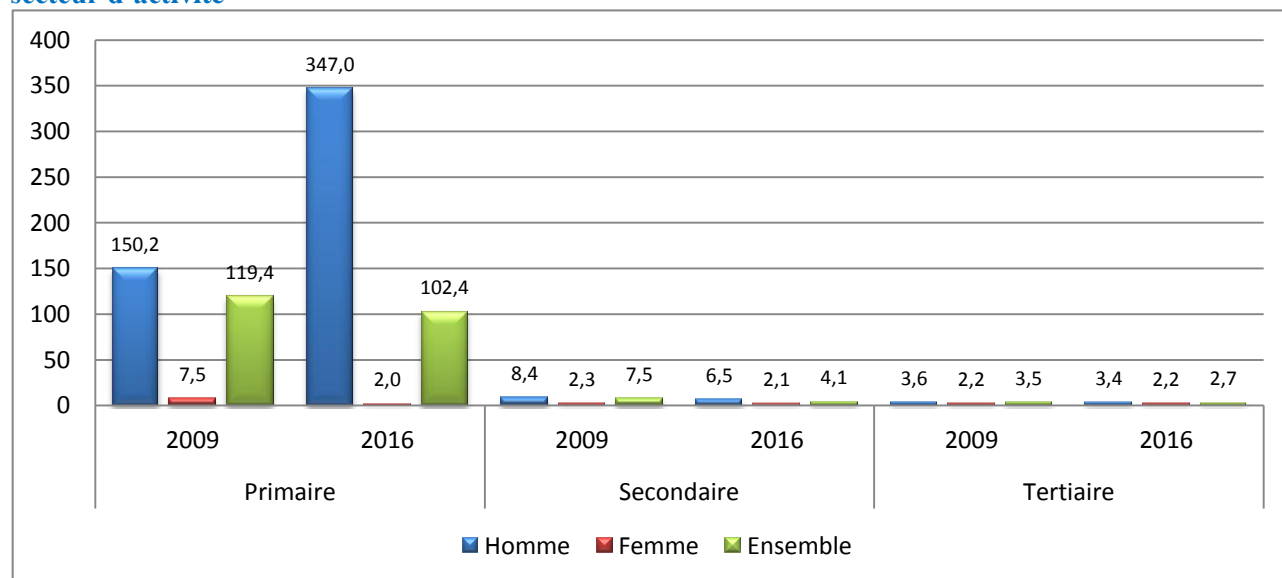
**Tableau 6. 13 Répartition des entreprises selon le sexe du promoteur d'entreprise et le secteur d'activité**

Secteur	Primaire		Secondaire		Tertiaire		Total	
	Nombre d'entreprises	Effectif employé	Nombre d'entreprises	Effectif employé	Nombre d'entreprises	Effectif employé	Nombre d'entreprises	Effectif employé
Homme	99	34 354	14 396	93 665	74 697	257 150	89 192	385 169
Femme	31	61	9 971	21 291	43 558	95 230	53 560	116 582
<b>Total déclaré</b>	<b>130</b>	<b>34 415</b>	<b>24 367</b>	<b>114 956</b>	<b>118 255</b>	<b>352 380</b>	<b>142 752</b>	<b>501 751</b>
Non déclaré	212	610	7 393	16 474	53 062	117 134	60 667	134 218
<b>Total</b>	<b>342</b>	<b>35 025</b>	<b>31 760</b>	<b>131 430</b>	<b>171 317</b>	<b>469 514</b>	<b>203 419</b>	<b>635 969</b>

Source : INS/RGE-2

Par secteur, l'écart est encore plus accentué. Dans le primaire, il est respectivement de 2,0 pour les promotrices (femmes) et 102,4 pour les promoteurs (hommes) ; et respectivement de 2,1 et 6,5 dans le secondaire et 2,2 et 3,4 dans le tertiaire.

**Graphique 6. 25 : Nombre moyen d'effectifs employés permanents selon le sexe du promoteur et le secteur d'activité**



Source : INS/RGE-1, RGE-2

Les 20 773 entreprises tenues par les dirigeants non promoteurs emploient environ 239 364 travailleurs permanents, soit une moyenne de 11,5 personnes par entreprises. La ventilation de ce ratio selon le sexe fait ressortir toujours un avantage, et plus criard, en faveur des hommes qui utilisent en moyenne 17,8 travailleurs contre 2,8 chez les femmes.

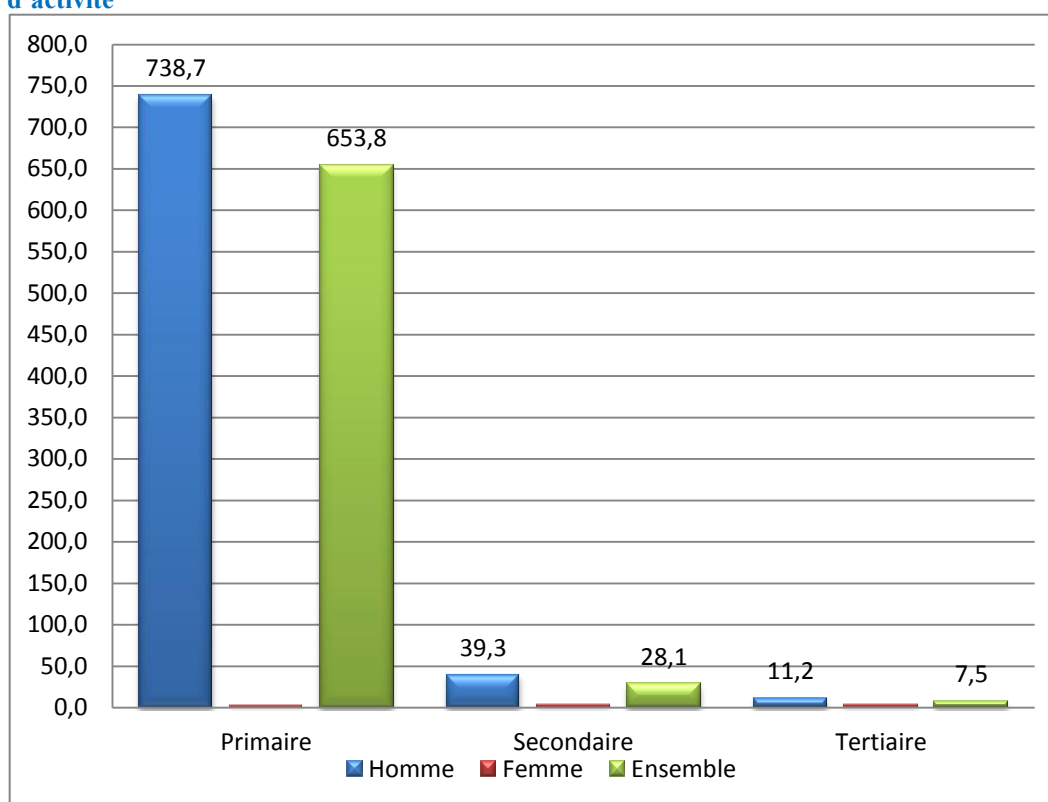
**Tableau 6. 14 : Répartition des entreprises et des effectifs employés selon le sexe du principal dirigeant et le secteur d'activité**

Sexe du principal Dirigeant	Primaire		secondaire		tertiaire		Total	
	Nombre d'entreprise	Effectif total des employés permanents	Nombre d'entreprise	Effectif total des employés permanents	Nombre d'entreprise	Effectif total des employés permanents	Nombre d'entreprise	Effectif total des employés permanents
Homme	46	33 982	1 658	65 163	10 408	116 226	12 112	215 371
Femme	6	13	733	2 059	7 922	21 921	8 661	23 993
Total	52	33 995	2 391	67 222	18 330	138 147	20 773	239 364

Source : INS/RGE-2

Par secteur, l'écart est encore plus accentué. Dans le primaire, il est respectivement de 738,7 pour les dirigeants (hommes) et 2,2 pour les dirigeantes (femmes) ; et respectivement de 39,3 et 2,8 dans le secondaire et 11,2 et 2,8 dans le tertiaire.

**Graphique 6. 26 : Nombre moyen d'effectifs employés permanents selon le sexe du promoteur et le secteur d'activité**



Source : INS/RGE-2

## CHAPITRE 7 : DEMOGRAPHIE DES ENTREPRISES

La démographie des entreprises permet d'appréhender l'évolution de la population d'entreprises au cours du temps et de décrire les événements qui expliquent les changements dans le tissu des entreprises. Dans ce qui suit, sont présentés les événements ayant marqué la vie des entreprises pendant la période intercensitaire, ensuite sont exposées les caractéristiques des entreprises suivant leur année de création.

Il existe plusieurs événements qui affectent les entreprises durant leur existence. Il s'agit notamment des naissances et décès ; des fusions et scissions.

### 7.1 Evénements de la vie des entreprises durant la période intercensitaire

Les événements dont il est question ici sont de deux (02) types : les naissances (créations) et les décès (fermetures). A l'état actuel des sources d'informations sur ces phénomènes, il n'est pas possible dans le cadre de ce rapport, d'évaluer les taux de création et de fermeture sur plusieurs années.

#### 7.1.1 Les naissances d'entreprises

La date de création de l'établissement au sens du RGE-2 désigne la création administrative de la structure. Cette information a été relevée notamment à partir des informations contenues dans les registres de commerce, les registres communaux, ou encore les fiches d'impôt libératoire.

##### 7.1.1.1 Naissances de grandes entreprises

Au rang des naissances les plus marquantes, on relève qu'entre 2009 et 2016, au moins 60 grandes unités ont été créées au Cameroun, lesquelles se retrouvent majoritairement dans les secteurs tertiaire avec 31 unités (51,7%) et secondaire avec 27 unités (45,0%).

Il est à noter que le nombre de ces grandes unités est en nette régression au cours du temps, passant d'environ 12 entreprises par an entre 2009 et 2012, avec un pic en 2010 (15 entreprises), à 3 entreprises en 2013 et seulement une seule (1) en 2016.

**Tableau 7. 1 : Naissance des grandes entreprises entre 2009 et 2016**

Sous secteur	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	Total général
Agriculture		1							1
Sylviculture, exploitation forestière				1					1
<b>Sous-total primaire</b>		<b>1</b>		<b>1</b>					<b>2</b>
Extraction d'hydrocarbures		1			1	2			4
Autres activités extractives	2								2
Fabrication de matériaux minéraux				1	1				2
Métallurgie	1								1
Fabrication d'ouvrages en métaux	1			1					2
Production et distribution d'électricité et de gaz		1							1
Génie civil		2	5	3	1		2		13
Activités spécialisées de construction						1		1	2
<b>Sous-total secondaire</b>	<b>4</b>	<b>4</b>	<b>5</b>	<b>5</b>	<b>3</b>	<b>3</b>	<b>2</b>	<b>1</b>	<b>27</b>
<b>Sous-total tertiaire</b>	<b>7</b>	<b>10</b>	<b>6</b>	<b>6</b>		<b>2</b>			<b>31</b>
Commerce et réparation d'automobiles et de motocycles			1						1

Sous secteur	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	Total général
Commerce de gros et activités des intermédiaires	2	1	2	2					7
Commerce de détail	1	1							2
Transports terrestres		3							3
Transports par eau	1	1				1			3
Transports aériens	1		1						2
Entreposage et activités des auxiliaires de transport	1	2		1		1			5
Télécommunications			1	2					3
Activités financières		1							1
Activités des sièges sociaux; conseil en gestion	1		1						2
Autres activités professionnelles de services spécialisés		1		1					2
<b>Total général</b>	<b>11</b>	<b>15</b>	<b>11</b>	<b>12</b>	<b>3</b>	<b>5</b>	<b>2</b>	<b>1</b>	<b>60</b>

MINFI/DGI/Fichier des contribuables, Février 2017

Dans le détail, il ressort qu'en ce qui concerne le secteur tertiaire, trois (03) segments d'activités sortent du lot. Il s'agit du (i) transport et entreposage ; (ii) commerce de gros et de détail et réparation de véhicules ; et (iii) activités de soutien aux entreprises. Leur poids, dans les créations du secteur tertiaire sont respectivement de 41,9% ; 32,3% et 12,9%.

Les naissances dans le segment transport et entreposage concernent principalement le transport routier de marchandises (sous les trois formes modales : terrestres, maritimes, aériens) et l'activité de transit. On y trouve notamment : DELTA TRANSPORT (2010), TRANS AFRIQUE LOGISTICS CAMEROUN (2010), ALPHA OFFSHORE DRILLING SERVICES COMPANY (2010), MAERSK LINE AGENCY CAMEROUN SA (2014) et CAMEROON AIRLINES CORPORATION (2009).

Dans le commerce il s'agit essentiellement de l'exportation du cacao et du café et de la grande distribution. C'est le cas, entre autres, de COMPAGNIE DE TRAITEMENT ET D'EXPORTATION (2011) et 2CCAM SARL(2010).

S'agissant du secteur secondaire, les créations des grandes entreprises ont suivi la mise en œuvre des projets structurants, en s'orientant principalement vers l'offre en infrastructures routières et énergétiques. C'est ainsi que trois entreprises sur quatre créées dans la période viennent de la branche construction, plus précisément le Génie Civil et les Activités Spécialisées de Construction. A titre d'exemple on peut citer (i) dans le Génie civil : CHINA FIRST HIGHWAY ENGINEERING COMPANY (2012), CONSTRUCCIONES GALDIANO (2011), ROUTD'AF (2013) et SINOHYDRO CORPORATION LTD(2010) (ii) dans les activités spécialisées de construction : ELSEWEDY T&D CAMEROUN (2014) et SEP RAZEL BEC/RAZEL CMR/F (2016).

#### 7.1.1.2 Naissances des PME

Depuis 2010, en vue de faciliter la création d'entreprises au Cameroun, ainsi que la migration des entreprises du secteur informel vers le secteur formel, l'Etat a mis sur pieds les Centres de Formabilité de Création d'Entreprises (CFCE) qui fonctionnent comme guichet unique. Depuis lors, les créations d'entreprises dans ces centres sont sans cesse croissantes. A titre d'illustration, 11 498 unités ont été créées dans ces centres en 2014, puis 13 374 en 2015 et 15 219 en 2016.

Il faut souligner que la mise en place de ces CFCE se fait progressivement. Jusqu'en 2013 seules cinq (05) étaient opérationnels, à savoir Douala (2010), Yaoundé (2010), Bafoussam (2011),

Garoua (2011) et Bamenda (2011). Trois (03) autres CFCE ont complétés cette liste depuis 2014 : Ebolowa, Limbé et Maroua.

La caractérisation des entreprises créées dans les CFCE met en évidence une prépondérance des villes de Douala et Yaoundé, qui font toutes deux plus de 85%. Par secteur, il se dégage une forte tertiarisation des activités. Toutefois, l'on assiste à une tendance à la baisse du poids du tertiaire qui passe ainsi de 93% en 2014 à 90% en 2015. En revanche, un certain dynamisme semble s'observer dans les secteurs primaire et secondaire où les créations de PME enregistrent les plus fortes augmentations, faisant ainsi passer leur poids respectif de 1,5% à 2,3% pour le premier et de 5,5% à 7,1% pour le second.

Selon la taille, ces créations d'entreprises concernent essentiellement des TPE et des PE. S'agissant de la forme juridique, ce sont principalement les Entreprises individuelles, suivies des SARL.

**Tableau 7. 2 : Répartition des entreprises créées dans les CFCE**

	2014	2015	2016
<b>Ville</b>			
Yaoundé	6 478	5 845	7 862
Douala	4 155	5 515	5 352
Bafoussam	238	426	486
Garoua	191	316	301
Bamenda	204	362	295
Ebolowa	60	168	137
Limbé	111	531	550
Maroua	61	211	236
<b>Secteur d'activité</b>			
Primaire	171	238	347
Secondaire	628	828	1 088
Tertiaire	10 699	12 308	13 784
<b>Type</b>			
TPE	8 438	6 600	7 488
PE	2 624	6 722	7 677
ME	436	52	54
<b>Forme juridique</b>			
SA	105	92	111
SARL	2 016	2 526	2 565
ETS (Entreprise individuelle)	8 981	10 613	12 373
Autres formes juridiques	396	143	170
<b>Ensemble</b>	<b>11 498</b>	<b>13 374</b>	<b>15 219</b>

Source : MINPMEESA, 2016

### **7.1.2 Les décès d'entreprises**

Par décès d'entreprise, on entend une entreprise qui a été déclarée en cessation d'activité par les services fiscaux. La source utilisée est donc le fichier des contribuables actifs.

En 2016, sur les 103 400 entreprises actives en début d'année du fichier de contribuables, 15 611 unités ont cessé leur activité au terme de l'année, soit un taux de cessation globale de 15,1%. Le

tableau 7.3 présente la ventilation par région, secteur d'activité, forme juridique et taille des unités concernées.

Il en ressort un risque de fermeture relativement plus élevé dans le secteur primaire (24,5%), comparé au secteur secondaire et celui du tertiaire. Par ailleurs, l'on note que les entreprises sociétaires ont le taux de fermeture le plus bas (10,2%), plus particulièrement celles de grande importance. En revanche, les entreprises individuelles sont les plus exposées.

A noter cependant que le champ ne couvre pas les Très petites entreprises (TPE) qui en général sont des unités informelles difficiles à suivre par les services des impôts. Aux dires d'expert, ces entités se caractérisent par un renouvellement perpétuel, phénomène qui se traduit par des naissances massives, suivies très tôt de décès avant le premier voir deuxième anniversaire.

Cette mortalité précoce est à mettre aussi en relation avec les politiques urbaines en cours qui laissent de plus en plus peu de place aux constructions en matériaux provisoires, beaucoup plus prisées par les promoteurs de ces unités, en raison du coût relativement faible, comparé aux espaces marchands publics et privés modernes, dont l'offre s'avère de plus en plus insuffisante.

**Tableau 7. 3 : Taux de cessation d'entreprises en 2016**

<b>REGION</b>	Adamaoua	22,1
	Centre	12,4
	Est	7,1
	Extrême-nord	25,8
	Littoral	13,2
	Nord	40,6
	Nord-ouest	11,1
	Ouest	8,0
	Sud	16,9
	Sud-ouest	51,2
	<b>Ensemble</b>	<b>15,1</b>
<b>SECTEUR D'ACTIVITE</b>	Primaire	19,5
	Secondaire	14,2
	Tertiaire	15,1
	<b>Ensemble</b>	<b>15,1</b>
<b>FORME JURIDIQUE</b>	Entreprise Individuelle	15,3
	SARL	15,2
	SA	9,8
	Autres	10,9
	<b>Ensemble</b>	<b>15,1</b>
<b>TYPOLOGIE</b>	Grande entreprise	0,8
	PME	15,2
	<b>Ensemble</b>	<b>15,1</b>

Source : DGI/Fichier des Contribuables 2016, nos calculs

Au final, l'analyse des naissances et décès d'entreprises, opérée à travers les sources administratives principales que sont le fichier des contribuables et celui des CFCE nous a permis de noter un dynamisme dans la création des PME, mais corrélativement un risque fort élevé de fermeture. Pour assurer un suivi efficace de ces événements, au regard du caractère parcellaire de

ces sources d'information, il conviendrait à la suite du RGE-2, de réaliser comme préconisées par AFRISRAT, des enquêtes de balayage (tous les deux ans) pendant la période intercensitaire.

## 7.2 Age des entreprises recensées

Les unités économiques sont relativement jeunes au Cameroun. En effet, la majorité des entreprises dénombrées en 2016, avaient au plus 6 ans d'âge, c'est-à-dire exerçant tout au plus depuis 2010. Les unités qui existent depuis l'époque coloniale, voir au moment de l'indépendance en 1960, sont quasiment en voie de disparition.

Au moment du recensement, l'on dénombre 29 522 unités qui déclarent avoir été créées en 2016, soit 14,5% de la population des entreprises recensées. Les canaux de création des entreprises sont divers (les centres d'impôts ; les mairies ; les CFCE ; le MINADER, etc.). Il faut signaler que le RGE-2 n'a pas relevé les informations sur les canaux de créations des entreprises sus-indiquées.

**Tableau 7. 4 : Répartition des entreprises selon la date de création**

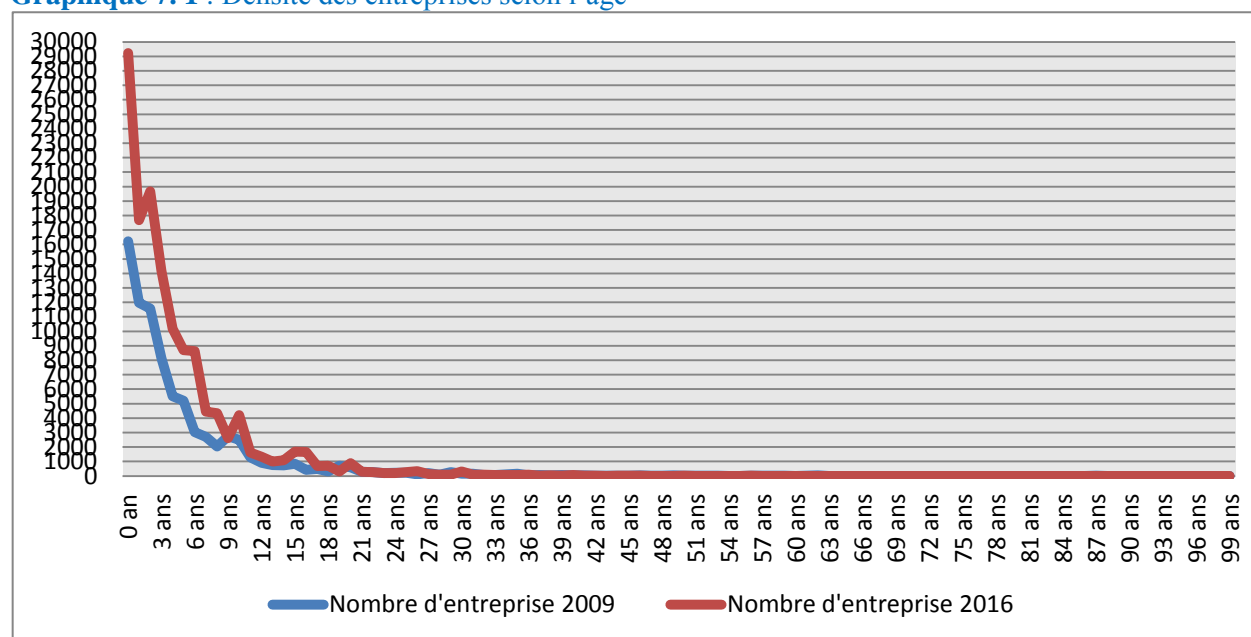
Tranche d'année de création	Nombre d'entreprise 2009	Nombre d'entreprise 2016	Pourcentage 2009	Pourcentage 2016
Avant 1960	317	160	0,5	0,1
1960-1985	2 102	1 630	3,0	1,2
1986-1993	3 025	2 089	4,0	1,5
1994-1996	2 107	1 618	2,8	1,2
1997-2000	6 861	3 788	9,0	2,7
2001-2003	7 255	4 220	9,4	3,0
2004-2006	17 824	7 811	22,9	5,6
2007-2009	37 719	11 091	48,3	7,9
2010-2012		27 428		19,6
2013-2015		50 821		36,3
2016		29 522		21,1
<b>Total déclaré</b>	<b>77 210</b>	<b>140 178</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>
Non déclaré	10 934	63 241		
<b>Total</b>	<b>88 144</b>	<b>203 419</b>		

Source : INS/RGE-2

Le graphique 7.1 ci-dessous illustre clairement, comme en 2009, le fait que le nombre d'entreprises diminue de façon drastique à partir de 0 an d'âge, plafonnant à 10 ans l'espérance de vie d'une entreprise au Cameroun. Cette situation traduit en réalité un phénomène de renouvellement des unités de production, qui s'observe surtout dans la catégorie des très petites entreprises qui vivent en général pendant moins de 2 à 3 ans. Corrélativement, les plus vieilles entreprises camerounaises sont très peu nombreuses et on compte du bout du doigt celles dont l'âge est proche du siècle (100 ans).



**Graphique 7. 1 : Densité des entreprises selon l'âge**



Source : INS/RGE-2

L'analyse comparative de la date de création et celle de démarrage est présentée dans le tableau 7.5 ci-dessous. Elle montre que 29 580 entreprises ont effectivement démarré leur activité au cours de l'année 2016, soit 21,2% du total. De plus, il ressort qu'au cours d'une année, le nombre d'entreprises ayant effectivement démarré leur activité, a tendance à dépasser celui d'entreprises ayant été créé administrativement. Dans le contexte national, il est en effet fréquent d'observer que plusieurs entreprises, notamment les TPE fonctionnent longtemps avant leur création administrative, obtenue alors sous la pression des agents des impôts et ceux de la mairie.

**Tableau 7. 5 : Répartition des entreprises selon l'année de création et le démarrage effectif**

TRANCHE D'ANNEE DE CREATION	ANNEE DE CREATION		ANNEE DE DEMARRAGE EFFECTIF	
	Nombre	Proportion (%)	Nombre	Proportion (%)
AVANT 1960	160	0,1	147	0,1
1960-1985	1 630	1,2	977	0,7
1986-1993	2 089	1,5	1 894	1,3
1994-1996	1 618	1,1	1 655	1,2
1997-2000	3 788	2,7	3 546	2,5
2001-2003	4 220	3,0	4 222	3,0
2004-2006	7 811	5,6	7 996	5,7
2007-2009	11 091	8,0	11 182	7,9
2010-2012	27 428	19,7	27 312	19,4
2013-2015	50 821	36,6	51 302	36,4
2016	29 522	20,4	30 704	21,8
TOTAL DECLARE	140 178	100,00	141 040	100,0

Source : INS/RGE-2

Cette catégorie d'unités peut être qualifiée d'entreprises en « migration du secteur informel vers le secteur formel ». Toute chose facilitée aujourd'hui par les mécanismes mis en place dans les CFCE qui permettent en 48 heures en moyenne de créer son entreprise. La plateforme mybusiness.cm constitue à cet égard une innovation importante par laquelle les créations en ligne sont effectives aussi bien pour les résidents que les non-résidents.

### 7.2.1 Date de création et type d'entreprise

Il ressort des résultats du RGE-2 qu'il existerait un lien entre l'âge de l'entreprise et sa taille. En effet, près de 59% de TPE et 52% de PE recensées sont créées entre 2013 et 2016 contre à peine 6% et 9% respectivement avant 2000. A contrario, les grandes entreprises, sont à 63% des cas créées avant l'année 2000. La dimension économique de l'entreprise demeure donc, dans le contexte national, un facteur déterminant pour la survie.

**Tableau 7. 6 : Répartition des entreprises selon la date de création et le type**

Tranche d'année de création	TPE		PE		ME		GE	
	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%
Avant 1960	30	0,0	53	0,2	16	1,5	61	18,5
1960-1985	980	0,9	496	1,9	92	8,3	62	18,8
1986-1993	1 444	1,3	566	2,1	56	5,1	23	7,0
1994-1996	1 228	1,1	352	1,3	9	0,8	29	8,8
1997-2000	2 841	2,5	870	3,3	45	4,1	32	9,7
2001-2003	3 212	2,9	959	3,6	31	2,8	18	5,5
2004-2006	6 127	5,5	1 616	6,1	41	3,7	27	8,2
2007-2009	8 698	7,8	2 320	8,7	47	4,3	26	7,9
2010-2012	21 866	19,5	5 387	20,3	137	12,4	38	11,6
2013-2015	42 518	37,9	8 204	30,9	89	8,1	10	3,0
2016	23 283	20,7	5 694	21,5	542	49,0	3	0,9
<b>Total déclaré</b>	<b>112 227</b>	<b>100</b>	<b>26 517</b>	<b>100</b>	<b>1 105</b>	<b>100</b>	<b>329</b>	<b>100</b>

Source : INS/RGE-2

### 7.2.2 Date de création et sous-secteur d'activité

La jeunesse des entreprises est surtout observée dans les secteurs tertiaire et secondaire où respectivement 76,4% et 74,2% ont moins de 6 ans d'âge, contre 61,70% dans le primaire. C'est donc dans le secteur primaire que l'on retrouve, de façon mécanique, la proportion d'entreprises plus anciennes, soit 16,7% ayant plus de 16 ans contre 8,0% pour le secondaire et 7,6% pour le tertiaire.

Parmi les entreprises d'importance du pays qui s'identifient comme les plus vieilles, l'on peut citer :

- **Dans le secteur primaire :**

- La SOCIETE D'EXPLOITATION DU BOIS DU CAMEROUN (SEBC): Elle a été créée en 1964 et excelle dans l'exploitation forestière ;

- La SOCIETE DEVELOPPEMENT DU COTON (SODECOTON): Elle a été créée en 1974 et s'investie dans la culture du coton ;

- La SOCIETE d'HEVEACULTURE DU CAMEROUN (HEVECAM) : Elle a été créée en 1975 et s'investie dans la culture de l'hévéa.

- **Dans le secteur secondaire :**

- La SOCIETE ANONYME DES BRASSERIES DU CAMEROUN (SABC) : Elle a été créée en 1948 et excelle dans la fabrication des boissons gazeuses et alcooliques. Elle est une filiale du Groupe Castel basé en France ;

- La SOCIETE SIC CACAO : Elle a été créée en 1949 et s'investie dans la transformation du Cacao. Elle a été fondée par des français dont les actions ont été cédées ces dernières années aux Sud-africains ;

-La SOCIETE PERENCO RIO DEL REY: Elle a été créée en 1951 et excelle dans l'extraction du pétrole.

- **Dans le secteur tertiaire :**

-La SOCIETE TSEKENIS : Elle a été créée en 1948 et excelle dans le commerce général des produits importés. Elle est fondée par des grecs ;

-La SOCIETE SMPC : Elle a été créée en 1958 et s'investie dans le commerce des pneus;

-La SOCIETE CAMEROUNAISE DE CREDIT AUTO : Elle a été créée en 1958 et exerce dans les activités d'intermédiation monétaire et financière.

**Tableau 7. 7 : Répartition des entreprises selon la date de création et le secteur d'activité**

Tranche d'année de création	Primaire		Secondaire		Tertiaire	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
Avant 1960	2	1,4	8	0,0	150	0,1
1960-1985	3	2,1	334	1,4	1 293	1,1
1986-1993	4	2,8	410	1,7	1 675	1,4
1994-1996	2	1,4	298	1,3	1 318	1,1
1997-2000	6	4,3	655	2,8	3 127	2,7
2001-2003	6	4,3	788	3,3	3 426	2,9
2004-2006	16	11,3	1 438	6,1	6 357	5,5
2007-2009	10	7,1	2 008	8,4	9 073	7,8
2010-2012	34	24,1	4 640	19,5	22 754	19,6
2013-2015	32	22,7	8 569	36,1	42 220	36,3
2016	26	18,4	4 619	19,4	24 877	21,4
<b>Total Age connu</b>	<b>141</b>	<b>100,0</b>	<b>23 767</b>	<b>100,0</b>	<b>116 270</b>	<b>100,0</b>

Source : INS/RGE-2

### 7.2.3 Date de création et forme juridique

Par rapport à la forme juridique, l'on note que 20,4% de SA sont créées après 2010 contre 41,9% pour les SARL et 77,4% pour les entreprises individuelles. Sur les périodes plus lointaines, l'on retrouve une proportion plus importante de SA que de SARL et d'EI. C'est dire que le choix de la forme juridique à la création de l'entreprise influencerait sa durée de vie. Les entreprises sociétaires semblent vivre plus longtemps que les entreprises individuelles. La jeunesse des entreprises individuelles confirme le fait que c'est parmi elles que le taux de renouvellement des unités de production est le plus élevé, traduisant ainsi l'instabilité de leur survie et les difficultés que rencontrent les entrepreneurs individuels pour pérenniser leurs activités.

**Tableau 7. 8 : Répartition des entreprises et des effectifs permanents selon la date de création et la forme juridique**

Tranche d'année de création	EI		SARL		SARLU		SA		Autres formes juridiques	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
Avant 1960	39	0,0	29	2,6	0	0,0	64	19,5	28	4,1
1960-1985	1 212	0,9	242	21,3	45	21,5	79	24,0	52	7,6
1986-1993	1 920	1,4	102	9,0	17	8,1	25	7,6	25	3,6
1994-1996	1 570	1,1	20	1,8	4	1,9	16	4,9	8	1,2
1997-2000	3 644	2,6	70	6,2	11	5,3	22	6,7	41	6,0
2001-2003	4 086	3,0	79	7,0	11	5,3	17	5,2	27	3,9
2004-2006	7 702	5,6	47	4,1	4	1,9	17	5,2	41	6,0
2007-2009	10 917	7,9	71	6,3	17	8,1	22	6,7	64	9,3
2010-2012	26 890	19,5	320	28,2	46	22,0	43	13,1	129	18,8
2013-2015	50 489	36,6	103	9,1	38	18,2	17	5,2	174	25,4
2016	29 350	21,3	53	4,7	16	7,7	7	2,1	96	14,0
<b>Total Age connu</b>	<b>137 819</b>	<b>100,0</b>	<b>1 136</b>	<b>100,0</b>	<b>209</b>	<b>100,0</b>	<b>329</b>	<b>100,0</b>	<b>685</b>	<b>100,0</b>

Source : INS/RGE-2

Ce chapitre a permis d'analyser la démographie des entreprises camerounaises. Les résultats du RGE-2 donnent l'image d'un tissu d'entreprises très jeunes avec près de la moitié des unités de production créées au cours des trois dernières années (2014-2016). Ce paysage entrepreneurial est également marqué par un phénomène de renouvellement des unités économiques, qui naissent et disparaissent aussi rapidement, plus particulièrement les petites ou très petites entreprises.

## CHAPITRE 8 : CAPITAL SOCIAL, FINANCEMENT ET INVESTISSEMENT DES ENTREPRISES

Le comportement d'investissement ainsi que les modalités de financement de celui-ci par les entreprises sont importants pour toute politique économique axée sur le développement du tissu économique. Au cours du RGE2, les informations sur l'origine du capital social, le financement à la création des entreprises et les investissements effectués par ces dernières ont été collectées. L'étude s'est également intéressée aux caractéristiques des entreprises liées à un groupe ou des filiales appartenant aux multinationales ou aux entreprises d'assises nationales.

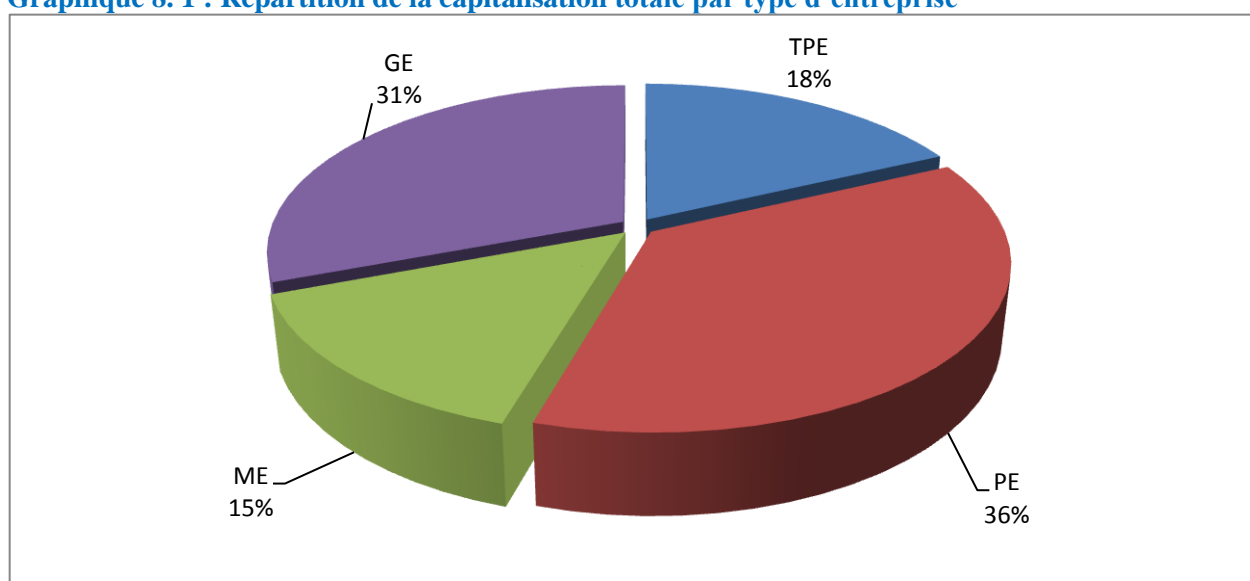
### 8.1 Le capital social des entreprises recensées

Le capital social ou tout simplement le capital désigne toutes les ressources en numéraire et en nature (brevet, fonds de commerce...) définitivement apportées à une société par ses actionnaires au moment de sa création ou lors d'une augmentation de capital. Ceux-ci reçoivent en contrepartie certains droits sociaux. Le capital social est une des composantes des capitaux propres d'une entreprise au même titre que les réserves et le résultat de l'exercice. En cas de liquidation judiciaire, il est restitué aux apporteurs de capitaux après remboursement des créanciers. Pour les entreprises individuelles, le capital social s'entend le montant des ressources personnelles que le promoteur met à la disposition pour le fonctionnement de sa structure, hors les dettes contractées par la suite.

#### 8.1.1 Répartition du capital social

Le montant global du capital social pour l'ensemble des entreprises recensées s'élève à 4 560 milliards de Francs CFA en 2015, soit une moyenne de 22,4 millions par entreprise. Les grandes entreprises qui représentent seulement 0,2% des unités détiennent 31% du capital social, juste derrière les petites entreprises (36%). Le poids des PE dans la capitalisation totale s'explique en partie par la forte proportion de ces dernières dans l'ensemble des unités recensées.

**Graphique 8. 1 : Répartition de la capitalisation totale par type d'entreprise**



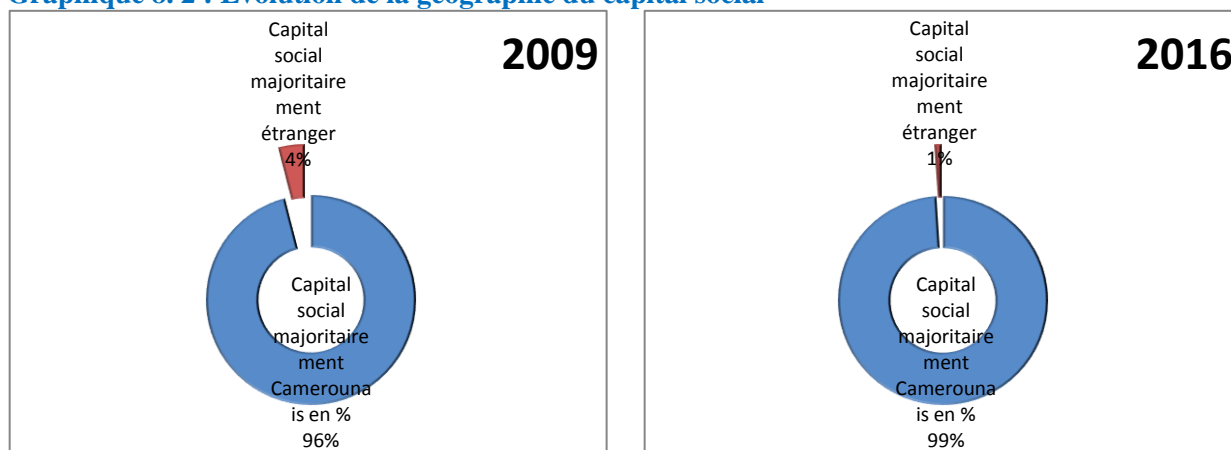
Source : INS/RGE-2

### 8.1.2 Géographie du capital social

Dans cette étude, l'on considère que le capital social d'une entreprise est majoritairement camerounais lorsque les camerounais détiennent plus de 50% du capital social. Il est majoritairement étranger lorsque les étrangers contrôlent au moins 50% du capital social.

La répartition des entreprises selon la prédominance du capital social révèle que la majorité des entreprises appartient aux camerounais. En effet, 99% des entreprises sont à capitaux majoritairement camerounais. Les étrangers quant à eux ne détiennent que 1% des entreprises, soit environ 20 000 unités de production. Ainsi, la prépondérance des entreprises à capitaux majoritairement camerounais observée en 2009 s'est perpétuée en 2016.

**Graphique 8. 2 : Evolution de la géographie du capital social**



Source : INS/RGE-1, RGE-2

#### 8.1.2.1 Géographie du capital social et secteur d'activité

L'examen de la répartition des entreprises selon la provenance du capital, par secteur d'activité, montre que les camerounais détiennent la grande majorité des entreprises, soit plus de 96% quel que soit le secteur d'activité. Les étrangers quant à eux affichent une présence plus marquée dans le secteur primaire où ils contrôlent 4% des entreprises, contre 1% dans le secteur secondaire et 2% dans le tertiaire.

**Tableau 8. 1 : Répartition des entreprises selon la prédominance du capital social par secteur d'activité**

Prédominance du capital	Primaire	Secondaire	Tertiaire	Ensemble
Capital social majoritairement Camerounais en %	96	99	98	99
Capital social majoritairement étranger en %	4	1	2	1
<b>Ensemble</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>

Source : INS/RGE-2

#### 8.1.2.2 Géographie du capital social et type de l'entreprise

Les étrangers s'intéressent très peu aux TPE et PE, en comparaison à leur préférence plus prononcée pour les moyennes et grandes entreprises. En effet, la proportion des unités économiques à capitaux majoritairement étrangers est de 1% au sein des TPE et 2% dans les PE, alors qu'elle est de 3% pour les ME et atteint jusqu'à 40% pour les GE.

**Tableau 8. 2 : Répartition des entreprises selon la prédominance du capital et le type d'entreprise**

Prédominance du capital	TPE	PE	ME	GE	Ensemble
Capital social majoritairement Camerounais en %	99	98	97	60	99
Capital social majoritairement étranger en %	1	2	3	40	1
<b>Ensemble</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>

Source : INS/RGE-2

### 8.1.2.3 Géographie du capital social et ancienneté de l'entreprise

L'on peut constater que les unités économiques sont relativement jeunes au Cameroun, qu'elles soient à capitaux nationaux ou étrangers. En effet, près de 7 entreprises sur 10 ont moins de 8 ans d'âge, c'est-à-dire exercent tout au plus depuis 2009. Les entreprises à capitaux majoritairement étrangers semblent être plus âgées que les entreprises à capitaux majoritairement camerounais. Cette situation se comprend aisément lorsqu'on observe qu'au niveau des grandes entreprises où l'actionnariat étranger est plus affirmé, il s'agit des entreprises filiales des multinationales, parfois centenaires.

**Tableau 8. 3 : Répartition des entreprises et des effectifs selon la date de création et la provenance du capital**

Tranche d'année de création	Capital social majoritairement Camerounais	Capital social majoritairement étranger	Ensemble
Avant 1960	96	4	100
1960-1985	97	3	100
1986-1993	98	2	100
1994-1996	98	2	100
1997-2000	98	2	100
2001-2003	98	2	100
2004-2006	98	2	100
2007-2009	98	2	100
2009-2012	98	2	100
2012-2015	98	2	100
2016	99	1	100
<b>Ensemble</b>	<b>98</b>	<b>2</b>	<b>100</b>

Source : INS/RGE-2

## 8.2 Caractéristiques des entreprises liées aux groupes

La notion de groupe au sens du RGE 2, se définit comme un ensemble de sociétés liées financièrement et soumises à un seul centre de décision, la société mère, celle-ci décidant des objectifs du groupe, assurant la coordination des politiques à suivre et centralisant les moyens à mettre en œuvre. On entend par tête de groupe l'entreprise dominante qui à travers les prises de participation majoritaire dans les autres entreprises du groupe, exerce une domination sur celles-ci par les biais des organes délibérants tels que leur direction générale ou conseil d'administration. Si cette entreprise dominante est une entreprise étrangère ou une filiale d'une entreprise étrangère, on parle d'un groupe étranger ; dans le cas contraire, on parle d'un groupe résident.

Au Cameroun, les groupes d'entreprises sont peu nombreux. Au cours de l'étude, sur les 203 419 entreprises recensés, l'on a identifié 408 entreprises faisant partie d'un groupe sur l'ensemble du territoire national. En 2009, l'on en avait dénombré 413. A titre d'illustration, on y retrouve notamment des entités comme le groupe FOKOU qui exerce dans plusieurs segments d'activité



notamment le commerce, les BTP, la fabrication des vins ; le groupe SABC, le groupe KADJI (assurance, fabrication de boissons, immobilier, hôtellerie, transport et transit, agroalimentaire, etc.), le Groupe TANRY dans l'exploitation forestière, le Groupe FOTSO (fabrication de piles, allumettières, industrie plastique, activité financière, etc.), le groupe FOYOU (Imprimerie, Industrie d'emballages, etc.).

En terme d'implantation géographique, les entreprises liées à un groupe, restent concentrées à 86,9% dans les Régions du Littoral et du Centre, notamment Douala (60,3%) et Yaoundé (21,3%).

**Tableau 8. 4 : Répartition des entreprises appartenant à un groupe selon la région**

Régions	Nombre d'entreprise siège en 2009	Nombre d'entreprise appartenant à un groupe en 2009	Nombre d'entreprise siège en 2016	Nombre d'entreprise appartenant à un groupe en 2016
Douala	3 1153	248	68528	245
Yaoundé	21 083	88	48411	87
Adamaoua	2 598	2	5849	2
Centre hors Yaoundé	2 366	10	6422	10
Est	1 586	1	7047	1
Extrême-nord	2 340	2	6638	2
Littoral hors Douala	1 533	13	7144	13
Nord	2 695	2	6618	2
Nord-ouest	6 102	16	12988	16
Ouest	7 966	12	13654	12
Sud	2 271	3	5855	3
Sud-ouest	6 451	16	14265	16
<b>Total</b>	<b>88 144</b>	<b>413</b>	<b>203419</b>	<b>408</b>

Source : INS/RGE-2

Les entreprises appartenant à un groupe exercent pour la plupart une activité économique relevant du secteur tertiaire. En effet, plus de la moitié (75,4%) d'entreprises appartenant à un groupe s'y trouve. L'on note aussi que peu d'entreprises dans le secteur primaire, sont organisées sous la forme de groupe.

**Tableau 8. 5 : Répartition des entreprises appartenant à un groupe par secteur d'activité**

Régions	Nombre d'entreprise siège en 2009	Nombre d'entreprise appartenant à un groupe en 2009	Nombre d'entreprise siège en 2016	Nombre d'entreprise appartenant à un groupe en 2016
<b>Primaire</b>	284	16	342	3
<b>Secondaire</b>	11 685	88	31 758	97
<b>Tertiaire</b>	74 865	309	171 052	308
<b>Non déclaré</b>	1310	0	267	0
<b>Total</b>	<b>88 144</b>	<b>413</b>	<b>203 419</b>	<b>408</b>

Source : INS/RGE-2

### 8.3 Caractéristiques des entreprises filiales

Au sens de cette étude, une filiale est une entreprise qui dépend étroitement d'une autre entreprise (Entreprise mère), mais qui en est juridiquement distincte. Il s'agit par exemple de la SOCAVER qui est une filiale de la SABC.

L'étude a permis de recenser 196 entreprises filiales. Elles dépendent à 31,5% des entreprises

mères situées à l'étranger, notamment les multinationales.

**Tableau 8. 6 : Répartition des entreprises filiales selon la nationalité de l'entreprise mère**

Nationalité du groupe	Nombre d'entreprise en 2009	Nombre d'entreprise en 2016
Filiale Nationale (entreprise mère résidente)	22	85
Filiale étrangère (entreprise mère non résidente)	104	39
Non déclaré	0	72
<b>Total</b>	<b>126</b>	<b>196</b>

Source : INS/RGE-2

Le secteur tertiaire à lui seul compte 87,2% d'entreprises filiales. Il est suivi par le secteur secondaire avec 11,2%.

**Tableau 8. 7 Répartition des entreprises filiales par secteur d'activité**

Secteur d'activité	Total	Proportion (%)
Primaire	3	1,5
Secondaire	22	11,2
Tertiaire	171	87,2
<b>Total</b>	<b>196</b>	<b>100,0</b>

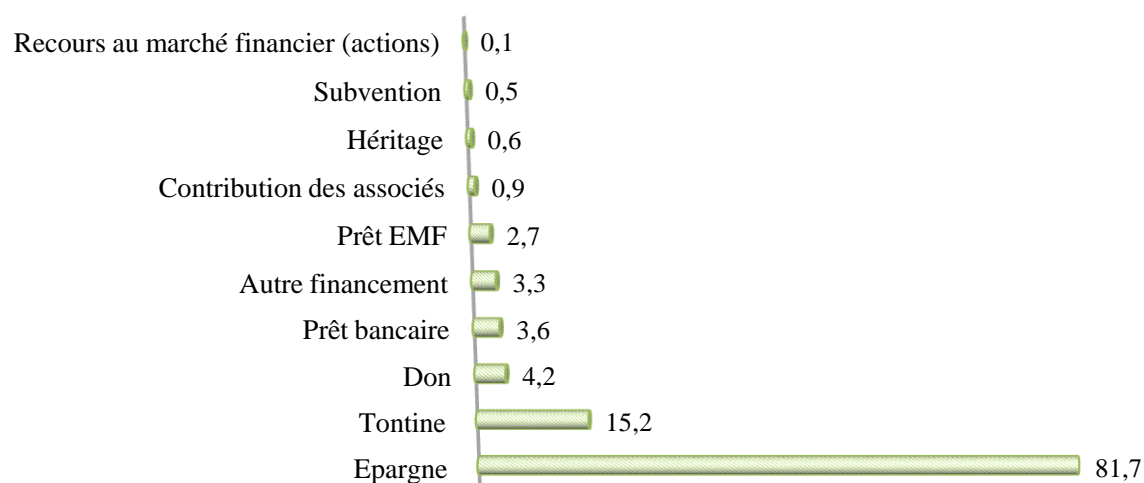
Source : INS/RGE-2

#### 8.4 Financement à la création des entreprises

L'analyse du financement à la création des entreprises révèle que les promoteurs ne recourent pas au système de financement classique (banques, EMF) pour créer des entreprises. En effet, le mode de financement le plus utilisé est la mobilisation de l'épargne personnelle (81,7%). Le recours aux tontines constitue le second canal utilisé par les investisseurs pour l'installation de leurs unités (15,2%). Cette forme de finance communautaire est basée sur les liens sociaux existants entre les individus et où la notion d'avaliste (celui qui se porte garant en cas d'échec de remboursement) est très développée.

Les prêts auprès du système bancaire occupent la 4<sup>e</sup> position avec 3,6% d'entreprises qui y recourent. L'accès à ce type de financement est, dans le contexte de l'économie nationale, limité par les conditions de crédit exigée par les banques (garanties, titres fonciers, ...). Le recours aux EMF constitue la 6<sup>e</sup> source de financement à la création des entreprises. Ce résultat indique que l'une des difficultés majeures à l'entrepreneuriat reste, comme en 2009, l'accès au crédit. La Banque des PME entrée récemment en activité va sans doute permettre un accroissement du crédit bancaire en direction des PME.

### Graphique 8.3 : Principales sources de financement à la création des entreprises (% d'opinions)



Source : INS/RGE-2

#### 8.4.1 Financement à la création des entreprises par secteur d'activité

Le financement par mobilisation de l'épargne est davantage le fait des entreprises du secteur tertiaire (81,9% des unités) et secondaire (80,7%), les entreprises du secteur primaire ayant recours à l'épargne personnelle pour le financement au démarrage sont moins nombreuses (73,4%). A contrario, le financement bancaire est plus sollicité par les entreprises du secteur primaire moderne (5,5%) que celles du tertiaire (3,9%) et du secondaire (2,0%).

**Tableau 8.8 : Origine des fonds utilisés pour démarrer l'activité par secteur d'activité (%)**

Secteur	Epargne	Prêt bancaire	Prêt EMF	Don	Tontine	Subvention	Contribution des associés	Héritage	Recours au marché financier	Autres financement
Primaire	73,4	5,5	2,3	3,9	8,6	4,7	9,4	2,3	0,0	5,5
Secondaire	80,7	2,0	1,9	5,4	15,5	0,6	1,0	0,6	0,1	3,3
Tertiaire	81,9	3,9	2,9	3,9	15,2	0,5	0,8	0,6	0,1	3,3
<b>Ensemble</b>	<b>81,7</b>	<b>3,6</b>	<b>2,7</b>	<b>4,2</b>	<b>15,2</b>	<b>0,5</b>	<b>0,9</b>	<b>0,6</b>	<b>0,1</b>	<b>3,3</b>

Source : INS/RGE-2

#### 8.4.2 Financement à la création des entreprises selon le type

Les GE recourent beaucoup plus au prêt bancaire (11,1%) et à la contribution des associés (41,7%). En effet, les GE sont en général constituées en SA, statut juridique qui favorise les apports de fonds par les associés. En revanche, les TPE et les PE, principalement constituées en entreprises individuelles, se financent à la création essentiellement par l'épargne personnelle du promoteur ou le prêt auprès des EMF.

**Tableau 8.9 : Origine des fonds utilisés pour démarrer l'activité par type d'entreprise (%)**

Typologie	Epargne	Prêt bancaire	Prêt EMF	Don	Tontine	Subvention	Contribution des associés	Héritage	Recours au marché financier	Autres financement
<b>TPE</b>	81,8	3,1	2,5	4,2	15,3	0,5	0,7	0,6	0,1	3,3
<b>PE</b>	81,6	5,3	3,3	3,8	14,8	0,5	1,4	0,8	0,2	3,3
<b>ME</b>	72,7	11,3	3,8	3,8	14,3	1,4	6,8	1,4	0,5	4,5
<b>GE</b>	40,3	11,1	1,4	2,8	2,8	1,4	41,7	1,4	1,4	6,9
<b>Ensemble</b>	<b>81,7</b>	<b>3,6</b>	<b>2,7</b>	<b>4,2</b>	<b>15,2</b>	<b>0,5</b>	<b>0,9</b>	<b>0,6</b>	<b>0,1</b>	<b>3,3</b>

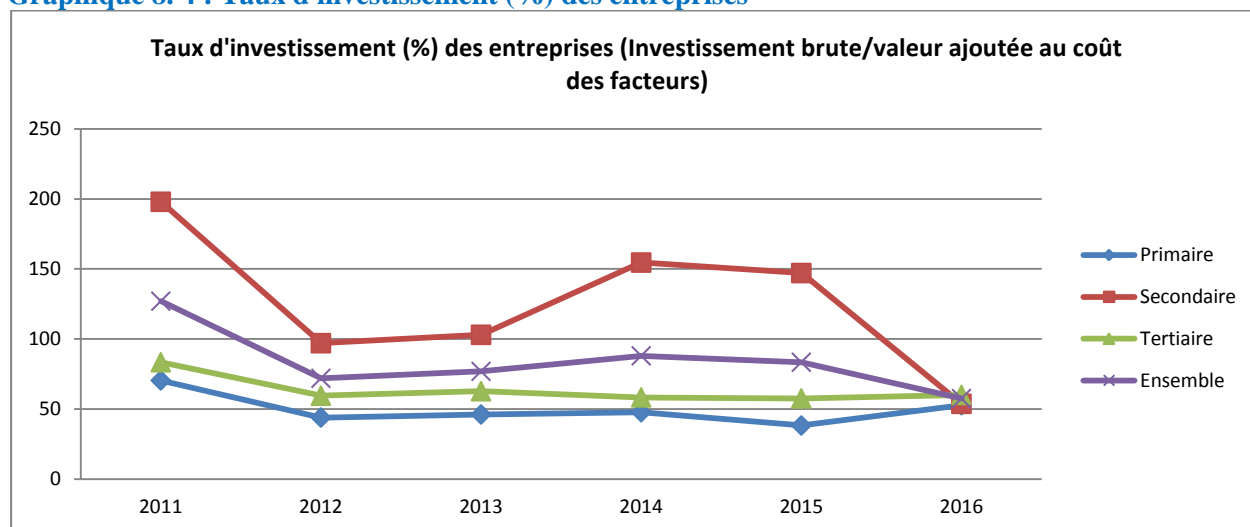
Source : INS/RGE-2

## 8.5 Investissement des entreprises

Un investissement représente toute opération (achat, production) réalisée par l'entreprise et consistant en l'acquisition des moyens de production. Cette composante de la demande intérieure joue un rôle crucial dans la détermination de la capacité de production à long terme de l'économie. Les informations sont tirées de la base des Déclarations Statistiques et Fiscales (DSF), sur un échantillon représentatif.

Entre 2009 et 2016, l'environnement économique caractérisé par une relative stabilité macroéconomique et politique, conjuguée à une politique monétaire accommodante, a rendu favorable la relance du crédit et par ricochet l'investissement privé. En effet, le taux créditeur minimum (TCM) a baissé depuis 2009, où il est passé de 3,25% à 2,75% en 2013 puis 2,45% depuis 2014; et dans le même ordre d'idée le taux effectif global (TEG) moyen des crédits accordés aux grandes entreprises est passé de 7,75% en 2014 à 6,81% en 2015.

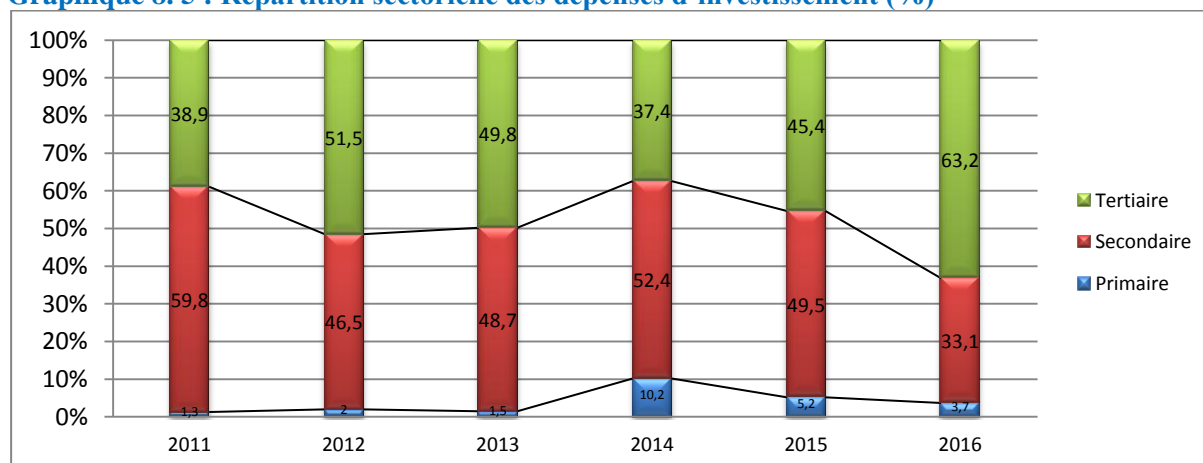
**Graphique 8.4 : Taux d'investissement (%) des entreprises**



Source : INS/Base des données des DSF

Dans ce contexte les investissements des entreprises se sont poursuivis, mais l'effort s'est rapidement estompé. Le taux d'investissement (Investissement brute/Valeur ajoutée au coût des facteurs) est passé de 71,9% en 2012 à 88,0% en 2014, avant de fléchir à 83,4% en 2015 et seulement 57,5% en 2016. Cette situation a été due essentiellement aux entreprises du secteur secondaire dont l'investissement a beaucoup plus fluctué à la baisse, au profit du secteur tertiaire qui représente en 2016, 63,2% des dépenses totales d'investissements.

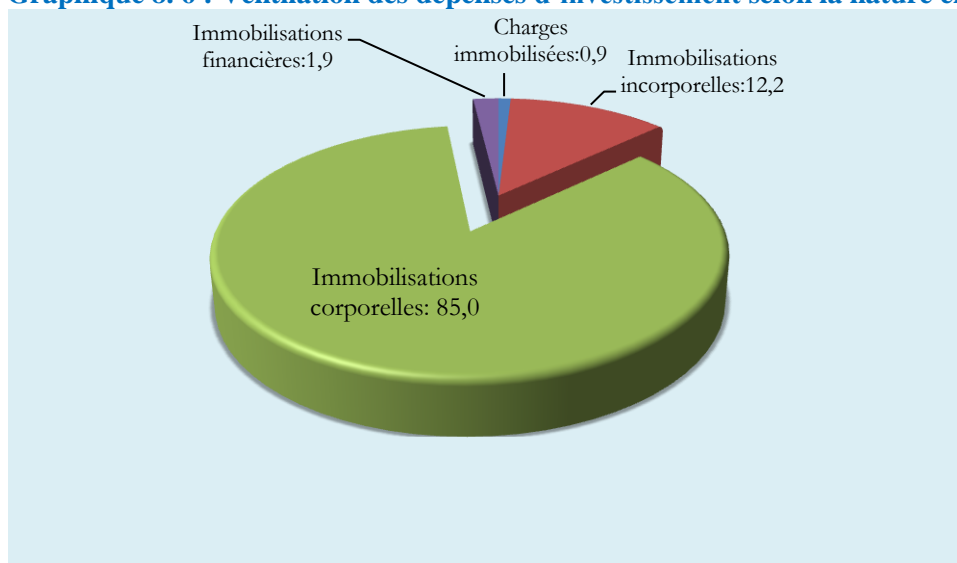
**Graphique 8.5 : Répartition sectorielle des dépenses d'investissement (%)**



Source : INS/Base des données des DSF

Ces investissements sont principalement orientés vers l'acquisition d'actifs matériels servant d'outils de production et de développement interne. Il s'agit de : terrains, bâtiments, installation et agencement, matériel, matériel de transport.

**Graphique 8. 6 : Ventilation des dépenses d'investissement selon la nature en 2015 (%)**

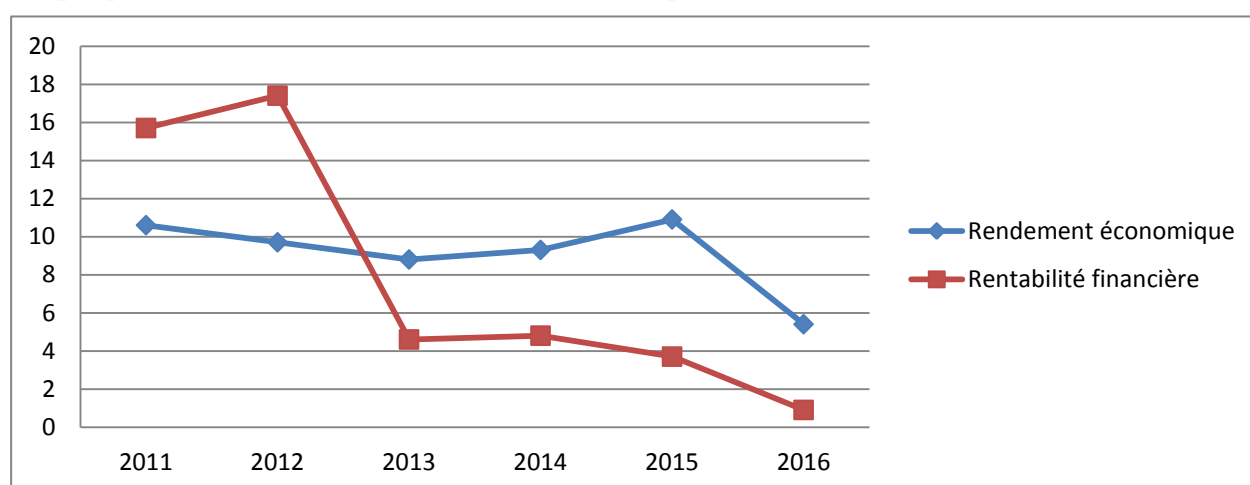


Source : INS/Base des données des DSF

Au rang des facteurs qui ont impacté négativement les investissements, il y a eu certes l'insuffisance des débouchés, mais également l'accélération de l'investissement public dont le financement, en favorisant l'augmentation de l'endettement extérieur, a réduit la capacité des entreprises nationales, déjà confronté à un marché financier intérieur peu développé, à emprunter sur les marchés financiers internationaux.

Dans ces conditions, la rentabilité des entreprises s'est détériorée. Le rendement économique (EBE/Immobilisations) a fortement baissé en 2016 à 5,4% contre des ratios situés entre 9-11% auparavant. Dans le même sillage, la rentabilité financière (résultat net/capitaux propres) s'est nettement amoindrie à 0,9% en 2016, après des taux situés entre 4-5% entre 2013 et 2015, et donc très loin des 16% ou plus enregistrés en 2011 et 2012.

**Graphique 8. 7 : Evolution de la rentabilité des entreprises**



Source : INS/Base des données des DSF

## CHAPITRE 9 : ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES

Dans la quête d'une croissance durable et inclusive, les pouvoirs publics s'emploient à promouvoir un environnement propice au développement d'entreprises durables et du travail décent. La création d'un tel environnement dépend d'un grand nombre de facteurs dont l'importance relative varie suivant les stades de développement et en fonction des contextes culturels et socio-économiques.

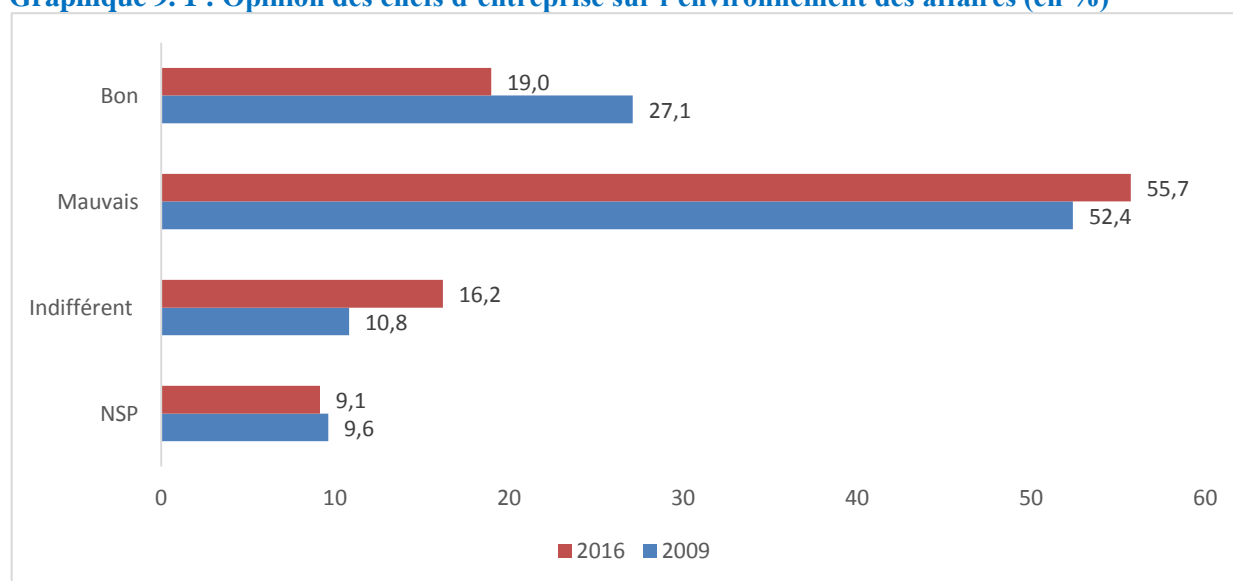
Ces dernières années, le Cameroun s'est doté de plusieurs institutions chargées d'appuyer l'initiative privée aussi bien nationale qu'étrangère. Parmi ces structures, il convient de citer les Centres de Formalités de Création des Entreprises (CFCE), chargés de servir d'interface dans les démarches de création d'entreprises en 48h ; l'Agence de Promotion des Investissements (API) pour contribuer à l'élaboration et à la mise en œuvre de la politique du Gouvernement dans le domaine de la promotion des investissements au Cameroun ; le Conseil d'Appui à la Réalisation de contrats de Partenariat (CARPA) chargé de l'évaluation de projets de service public à réaliser via un partenariat public-privé, les Centres de Gestion Agréés (CGA) pour l'accompagnement en gestion d'entreprise et formation ; l'Agence de Promotion des Moyennes Entreprises (APME) chargée d'améliorer la compétitivité des PME à travers la fourniture des services d'assistance et de soutien ; et la Banque Camerounaise des PME (BC-PME) dont la mission principale est le financement des PME.

Le RGE-2 a permis d'évaluer notamment (i) les opinions des chefs d'entreprises sur l'environnement des affaires ; (ii) les principaux obstacles liés à l'entrepreneuriat et (iii) la connaissance des politiques publiques susceptibles d'améliorer cet environnement.

### 9.1 Opinion des chefs d'entreprises sur l'environnement des affaires

S'agissant de l'environnement des affaires, plus de la moitié (55,7%) des chefs d'entreprises ont une mauvaise opinion. Comparativement à 2009, cette proportion n'a pas beaucoup changé. Cependant la proportion des opérateurs économiques qui ont une bonne opinion a baissé d'environ 8 points, passant de 27,1% en 2009 à 19,0% en 2016.

**Graphique 9.1 : Opinion des chefs d'entreprise sur l'environnement des affaires (en %)**



Source : INS/RGE-1, RGE-2

La suite de cette partie présente l'analyse de l'opinion des chefs d'entreprises sur l'environnement des affaires selon la branche d'activité, la région, la nationalité des dirigeants, le type d'entreprise.

### *9.1.1 Opinion des chefs d'entreprise sur l'environnement des affaires par sous-secteur d'activité*

L'analyse par sous-secteur d'activité montre que c'est dans les branches « construction » et « commerce » que les chefs d'entreprises sont les plus pessimistes avec respectivement 66,7% et 65,4% de mauvaise opinion. Par contre, dans les branches « pêche et pisciculture », et « élevage », plus de la moitié des chefs d'entreprises ont une bonne opinion de l'environnement des affaires.

Cette tendance n'est pas la même qu'en 2009 où les chefs d'entreprises les plus pessimistes étaient ceux de la branche commerce à plus de la moitié (56,3%) contre les plus optimistes qui se recrutaient majoritairement dans l'agriculture à 62,5%.

**Tableau 9. 1 : Opinion des chefs d'entreprise sur l'environnement des affaires selon le sous-secteur d'activité (%)**

Sous-secteur d'activité	Bon	Indifférent	Mauvais	Ne sait pas	Total
Agriculture	20,0	20,0	40,0	20,0	100,0
Elevage	66,7	0,0	33,3	0,0	100,0
Sylviculture	0,0	50,0	50,0	0,0	100,0
Extraction	100,0	0,0	0,0	0,0	100,0
Industrie alimentaire	20,0	40,0	40,0	0,0	100,0
Autres industries manufacturières	18,7	13,3	53,3	14,7	100,0
Electricité gaz	24,4	12,8	54,3	8,5	100,0
Eau et assainissement	5,6	33,3	33,3	27,8	100,0
Construction	11,1	22,2	66,7	0,0	100,0
Commerce	16,7	12,8	65,4	5,1	100,0
Transport	17,7	16,5	55,6	10,2	100,0
Hébergement et restauration	17,6	15,2	61,6	5,6	100,0
Banque et assurance	20,5	15,2	55,5	8,7	100,0
Télécommunication	22,3	19,3	50,2	8,2	100,0
Services aux entreprises	17,5	22,8	49,1	10,5	100,0
Autres tertiaire	11,1	22,2	61,9	4,8	100,0
<b>Ensemble</b>	<b>19,2</b>	<b>15,8</b>	<b>57,1</b>	<b>8,0</b>	<b>100,0</b>

Source : INS/RGE-2

### *9.1.2 Opinion des chefs d'entreprise sur l'environnement des affaires par région*

Suivant la région de recensement, le Nord-ouest (65,2%) est la région où les chefs d'entreprise ont la plus mauvaise opinion de l'environnement des affaires, suivie de Douala (59,9%) et de l'Adamaoua (57,3%).



Les régions où les opérateurs économiques sont les plus optimistes sont celles du Sud Ouest, du Nord, de l'Extrême-nord et du Sud avec respectivement 44,7% ; 27,8% ; 25,7% et 24,8% de bonne opinion. Il faut toutefois noter que 34,8 % d'opérateurs économiques à l'Est, 21,6 % au Nord, 18% dans le Sud Ouest, 16,5% dans le Sud et 10,8% dans l'Extrême-Nord sont indifférents.

L'analyse dynamique entre 2009 et 2016 montre que la région du Nord-Ouest est passée d'une opinion défavorable de 40,6% à 63,2%, pour être à la tête des régions ayant une mauvaise opinion de l'environnement des affaires au Cameroun, détrônant ainsi Douala. Cette évolution dans la perception négative des opérateurs économiques est également observée dans les régions du Sud-ouest, de l'Extrême Nord et l'Adamaoua). A l'analyse, la cartographie des opérateurs les plus optimistes a changé. Alors qu'en 2009, les Régions du Sud-ouest, du Nord-ouest et de l'Extrême-nord étaient des zones dans lesquelles le niveau d'optimiste pour un environnement des affaires favorable étaient plus élevé, en 2016, l'on retrouve plutôt dans l'ordre, le Sud-ouest, l'Adamaoua et le Nord.

**Tableau 9. 2 : Opinion des chefs d'entreprise sur l'environnement des affaires selon la région (%)**

Année	2016				2009			
Régions	Bonne	Mauvaise	Ne sait pas ou Indifférent	Total	Bonne	Mauvaise	Ne sait pas ou Indifférent	Total
Douala	15,8	59,9	15,1	100,0	21,0	58,1	20,9	100,0
Yaoundé	20,1	54,4	17,4	100,0	27,5	48,5	24,0	100,0
Adamaoua	31,7	57,3	8,5	100,0	36,1	49,6	14,3	100,0
Centre hors Yaoundé	14,4	34,2	18	100,0	26	46,0	28,0	100,0
Est	21,7	37,7	34,8	100,0	33,8	43,2	23,0	100,0
Extrême-Nord	25,7	48,6	10,8	100,0	47,2	33,0	19,8	100,0
Littoral hors Douala	20,2	53,5	19,2	100,0	27,3	49,7	23,0	100,0
Nord	27,8	42,0	21,6	100,0	20,3	37,6	42,1	100,0
Nord-ouest	21,3	65,2	11	100,0	51,2	40,6	8,2	100,0
Ouest	12,6	55,7	17,5	100,0	29,5	57,2	13,3	100,0
Sud	24,8	44,0	16,5	100,0	32,6	56,3	11,1	100,0
Sud-ouest	34,2	44,7	18	100,0	58	33,7	8,3	100,0
<b>Ensemble</b>	<b>19,0</b>	<b>55,7</b>	<b>16,2</b>	<b>100,0</b>	<b>27,2</b>	<b>52,4</b>	<b>20,4</b>	<b>100,0</b>

Source : INS/RGE-2

### *9.1.3 Opinion des chefs d'entreprise sur l'environnement des affaires selon la nationalité du promoteur*

Parmi les chefs d'entreprises qui exercent au Cameroun, les plus pessimistes sont les occidentaux notamment les Français avec 70,6% de mauvaise ou de très mauvaise opinion, suivis des Américains avec 66,7% d'opinion défavorable et des autres européens qui ont à 64,7% une mauvaise opinion sur l'environnement des affaires.

Par contre les ressortissants d'autres pays d'Asie et africains sont relativement optimistes sur l'environnement des affaires au Cameroun avec respectivement 50,0% et 34,9% d'opinion favorable. Il faut également remarquer qu'une proportion non négligeable des Chinois (38,7%) évite de se prononcer sur l'environnement des affaires au Cameroun.

L'analyse temporelle montre qu'en 2009 et 2016 les Français sont passé de 40,3% d'opinion défavorable à 70,6 % de mauvaise opinion sur l'environnement des affaires au Cameroun.

**Tableau 9. 3 : Opinion des chefs d'entreprise sur l'environnement des affaires selon la nationalité du promoteur (%)**

Nationalité	Bonne	Indifférent	Mauvais	Ne sait pas	Ensemble
Cameroun	19,0	15,3	57,2	8,5	100,0
Autres CEMAC	25,0	0,0	75,0	0,0	100,0
Nigéria	27,0	22,5	38,2	12,4	100,0
Autre Afrique	9,5	33,3	33,3	23,8	100,0
France	25,0	12,5	62,5	0,0	100,0
Europe Hors France	8,3	16,7	66,7	8,3	100,0
Etats-Unis	0,0	100,0	0,0	0,0	100,0
Chine	13,6	59,1	27,3	0,0	100,0
Autre Asie	33,3	0,0	33,3	33,3	100,0
Autre nationalité	21,4	21,4	57,1	0,0	100,0
<b>Ensemble</b>	<b>19,2</b>	<b>15,8</b>	<b>55,7</b>	<b>8,5</b>	<b>100,0</b>

Source : INS/RGE-2

#### *9.1.4 Opinion des chefs d'entreprise sur l'environnement des affaires selon le type d'entreprises*

D'une manière générale, les chefs d'entreprises ont une mauvaise opinion sur l'environnement des affaires et ont été 52,8% à l'exprimer. Mais ce sont surtout les dirigeants des TPE qui majoritairement (53%) expriment ce sentiment. C'est chez les dirigeants des grandes entreprises qu'on enregistre la plus forte proportion de bonne opinion (26,3%).

**Tableau 9. 4 : Perception de l'environnement des affaires par les chefs d'entreprise selon le type (%)**

Type d'entreprise	Bon	Indifferent	Mauvais	Ne sait pas	Total
<b>TPE</b>	17,8	15,7	57,8	8,6	100
<b>PE</b>	18,6	16,7	57,1	7,5	100
<b>ME</b>	20,5	15,5	51,1	12,9	100
<b>GE</b>	28,4	23,5	45,7	2,5	100
<b>Ensemble</b>	<b>19,0</b>	<b>16,2</b>	<b>55,7</b>	<b>9,1</b>	<b>100</b>

Source : INS/RGE-2

#### *9.1.5 Opinion des chefs d'entreprise sur l'environnement des affaires selon la forme juridique*

D'une manière générale, les promoteurs des entreprises indépendamment de leur forme juridique ont une mauvaise opinion sur l'environnement des affaires et ont été 52,9% à l'exprimer. Mais ce sont surtout les EI qui ont majoritairement une mauvaise opinion sur le climat des affaires au Cameroun.

**Tableau 9. 5 : Perception de l'environnement des affaires par les chefs d'entreprise selon la forme juridique (%)**

Forme juridique	Bon	Indifférent	Mauvais	Ne sait pas	Total
EI	19,3	16,0	54,6	10,1	100,0
SARL	16,6	16,3	59,5	7,6	100,0
SARLU	21,8	20,8	53,0	4,5	100,0
SA	13,3	20,4	58,4	8,0	100,0
Autres formes juridiques	28,7	12,9	51,7	6,7	100,0
<b>Ensemble</b>	<b>19,0</b>	<b>16,2</b>	<b>55,7</b>	<b>9,1</b>	<b>100,0</b>

Source : INS/RGE-2

### *9.1.6 Opinion des chefs d'entreprise sur les relations entre les entreprises et les pouvoirs publics*

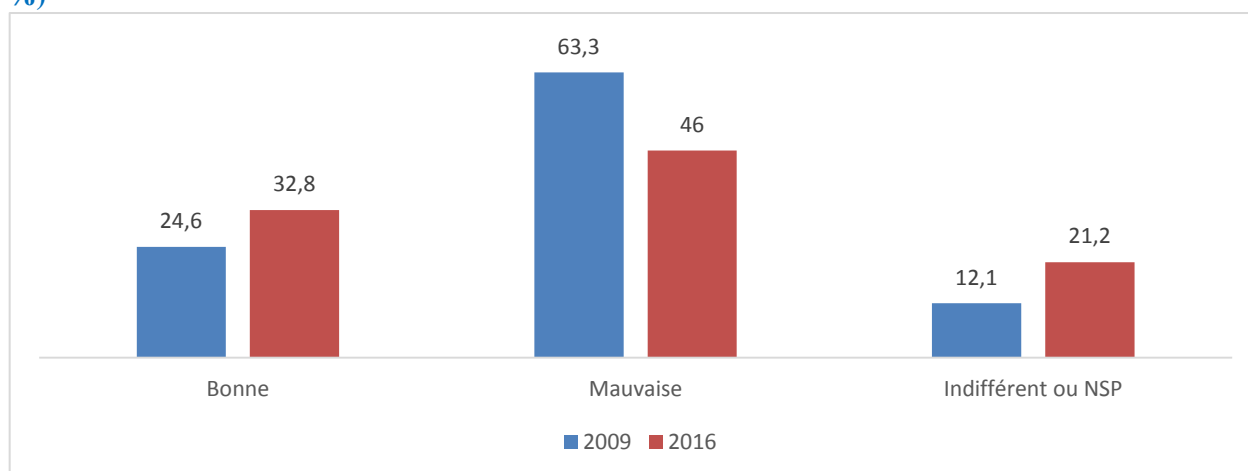
Les réponses des chefs d'entreprises interrogés sur leur relations avec les pouvoirs publics (Tableau 9.6), montre que 63,3% ont une mauvaise appréciation, 24,6% une bonne appréciation, tandis que 12,1% ne se prononcent clairement.

**Tableau 9. 6 : Opinion des chefs d'entreprise sur les relations entreprises et pouvoirs publics par sous-secteur d'activité (%)**

Sous-secteur d'activité	Bon	Mauvais	Ne sait pas	Total
<b>Agriculture</b>	40,0	40,0	20,0	100,0
<b>Elevage</b>	16,7	50,0	33,3	100,0
<b>Sylviculture</b>	0,0	75,0	25,0	100,0
<b>Pêche et pisciculture</b>	0,0	100,0	0,0	100,0
<b>Extraction</b>	60,0	20,0	20,0	100,0
<b>Industrie alimentaire (y compris tabac)</b>	26,0	59,7	14,3	100,0
<b>Autres industries manufacturières</b>	24,1	61,0	14,8	100,0
<b>Electricité, gaz</b>	14,3	57,1	28,6	100,0
<b>Eau et assainissement</b>	0,0	80,0	20,0	100,0
<b>Construction</b>	34,6	60,5	4,9	100,0
<b>Commerce</b>	22,3	64,0	13,7	100,0
<b>Transport</b>	20,6	73,0	6,3	100,0
<b>Hébergement et restauration</b>	27,5	61,0	11,5	100,0
<b>Banque et assurance</b>	33,0	54,6	12,5	100,0
<b>Télécommunication</b>	23,0	70,5	6,6	100,0
<b>Services aux entreprises</b>	27,0	68,3	4,8	100,0
<b>Autre tertiaire</b>	25,6	64,7	9,7	100,0
<b>Ensemble</b>	<b>24,6</b>	<b>63,3</b>	<b>12,1</b>	<b>100,0</b>

Source : INS/RGE-2

**Graphique 9. 2 : Opinion des chefs d'entreprise sur les relations entreprises et pouvoirs publics (en %)**



Source : INS/RGE-2

Il faut remarquer qu'entre 2009 et 2016, les relations avec les pouvoirs publics se sont nettement améliorées, avec aujourd'hui seulement 46% de mauvaise appréciation contre plus de la moitié en 2009 (63,3%). C'est dans les sous-secteurs « pêche et pisciculture », « eau et assainissement », « exploitation forestière » et « transport » que cette mauvaise opinion est plus exprimée.

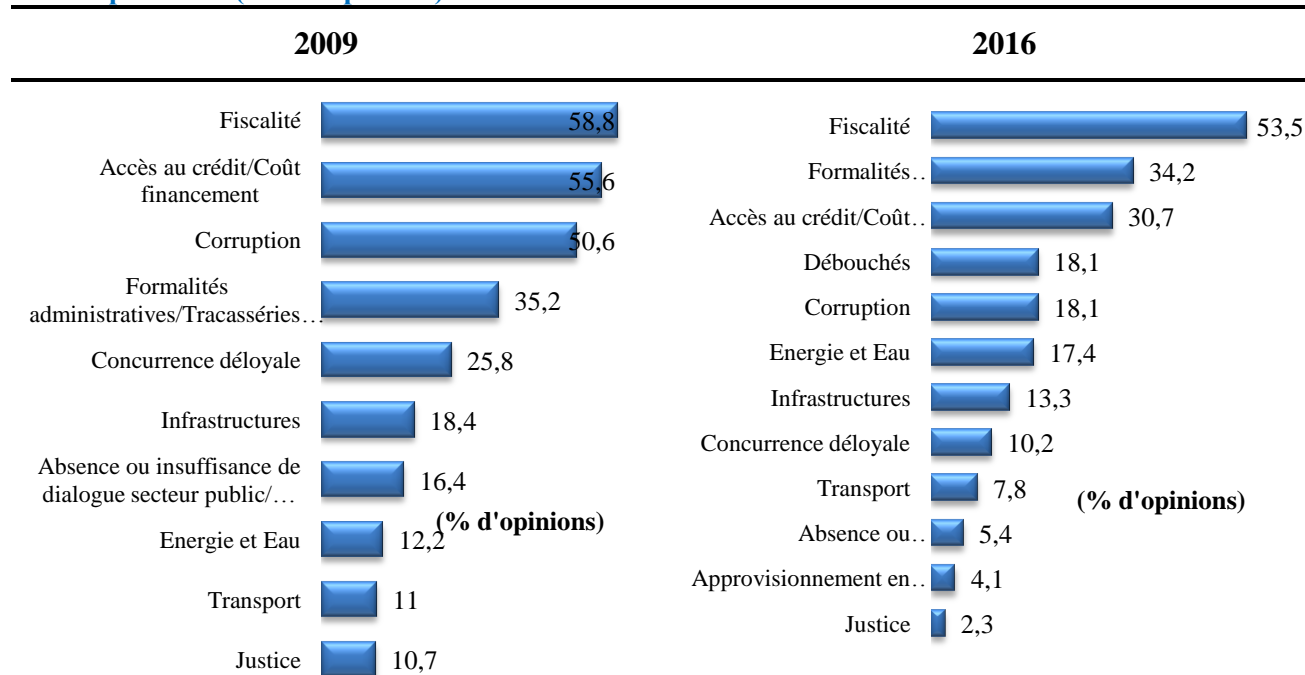
## 9.2 Les principaux obstacles à l'entrepreneuriat

Pour les PME, l'analyse est faite pour les entreprises déposant une DSF. Le premier obstacle cité par les opérateurs économiques est la fiscalité qui récolte 53,5% d'opinions, suivi par les formalités administratives et tracasseries avec les agents de la mairie ou de la communauté urbaine (34,2%). Les problèmes de financement (accès au crédit, coût de financement) sont également pointés du doigt (30,7%). Il en va de même des débouchés (18,1%), la corruption (18,1%), l'insuffisance de l'Energie et de l'Eau (17,4%).

La présentation de la fiscalité comme obstacle à l'entrepreneuriat peut être mis en relation avec la politique volontariste axée notamment sur l'élargissement de l'assiette fiscale. A titre d'illustration l'on citera, outre les mesures administratives d'un meilleur recouvrement, le cas de la taxe foncière et la rationalisation des droits d'enregistrement.

Les opinions des chefs d'entreprise, quant à l'importance relative des obstacles rencontrés, varient notablement selon la taille de l'entreprise.

**Graphique 9.3 : Evolution de la perception des chefs d'entreprises sur les obstacles à l'entrepreneuriat (% des opinions)**



Source : INS/RGE-1, RGE-2

Entre 2009 et 2016, la typologie des obstacles auxquels font face les opérateurs économiques s'est modifiée. En effet, bien que les préoccupations d'ordre fiscal restent importantes, il y a lieu de noter qu'elles se sont atténuées par rapport à 2009 où près de 59% de chefs d'entreprise sont concernés contre 54% en 2016. Alors qu'en 2009, les problèmes de financement (accès au crédit, coût de financement), la corruption, les tracasseries administratives et la concurrence déloyale suivaient dans l'ordre la contrainte fiscale, l'on note qu'en 2016, en même temps que le pourcentage des chefs d'entreprise qui s'en plaignent baisse, l'ordre des obstacles change aussi et c'est plutôt les tracasseries administratives, les problèmes de financement, le manque des débouchés, la corruption et l'accès aux facteurs de production (capital, eau et énergie) qui dominent. La corruption est en nette recul relatif, puisque c'est seulement 18,1% de chefs d'entreprise qui s'en plaignent contre 50,6% en 2009. Suivant le classement des obstacles par ordre décroissant, elle passe de la 3ème à la 5ème place. Le problème des débouchés qui n'était pas mentionné en 2009, prend de l'ampleur et passe avant la corruption.

**Tableau 9.7 : Les principaux obstacles à l'entrepreneuriat par sous-secteur (%)**

Sous-secteur d'activité	Fiscalité	Accès au crédit	Coût du financement	Infrastructure	Transport	Corruption	Approvisionnement en matières premières	Formation/compétence	Législation du travail	Energie et Eau	Formalités administratives	Concurrence déloyale	Justice	Débouchés	Octroi de régimes	Absence ou insuffisance de dialogue secteur public/secteur privé	Tracasseries avec la mairie/communauté urbaine	Aucun obstacle	Autre obstacle
Agriculture	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Élevage	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,3	0,1	0,1	0,0	0,1	0,1	0,1	0,0	0,2	0,1	0,0	0,2	0,0
Sylviculture	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,2	0,0	0,0	0,0	0,0
Pêche et pisciculture	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Extraction	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Industrie alimentaire	1,2	1,1	1,2	1,3	1,1	1,3	0,8	1,1	1,2	2,2	1,4	0,9	1,2	1,2	1,0	1,0	1,2	1,6	1,0
Autres industries manufacturières	15,9	15,5	16,4	16,6	13,3	14,9	25,7	19,1	14,8	18,0	13,1	14,2	14,8	16,8	9,4	14,5	16,0	12,9	14,4
Electricité, gaz	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,2	0,1	0,2	0,0	0,1	0,0	0,1	0,0	0,2	0,0	0,1	0,1	0,0
Eau et assainissement	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Construction	0,4	0,5	0,4	0,3	0,5	0,5	0,6	0,7	0,5	0,3	0,6	0,3	0,4	0,4	0,2	0,5	0,4	0,4	0,4
Commerce	53,9	51,1	50,3	51,3	60,9	53,4	47,4	37,7	47,2	41,8	53,3	54,9	53,5	55,0	54,4	52,6	54,6	53,3	55,9
Transport	0,2	0,2	0,3	0,2	0,1	0,3	0,1	0,1	0,3	0,1	0,5	0,2	0,0	0,1	0,6	0,2	0,1	0,3	0,2
Hébergement et restauration	11,3	11,3	11,2	11,3	10,9	10,8	10,4	9,3	11,5	14,6	10,8	10,4	10,5	9,3	11,9	9,4	10,4	12,0	10,9
Banque et assurance	0,2	0,3	0,2	0,2	0,3	0,4	0,0	1,3	1,5	0,2	0,8	0,4	0,5	0,1	1,6	0,6	0,1	0,3	0,3
Télécommunication	0,3	0,4	0,4	0,4	0,3	0,4	0,3	0,9	0,9	0,6	0,5	0,4	0,3	0,3	0,4	0,5	0,3	0,5	0,3
Services aux entreprises	0,6	0,7	0,9	0,7	0,7	0,7	0,7	1,3	0,9	1,0	0,8	0,7	0,8	0,7	0,8	0,8	0,5	0,7	0,6
Autres tertiaire	15,9	18,7	18,6	17,6	11,7	17,2	13,4	28,3	20,7	21,1	17,9	17,4	17,6	15,9	19,0	19,7	16,2	17,7	16,1
Non déclaré	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>Ensemble</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>

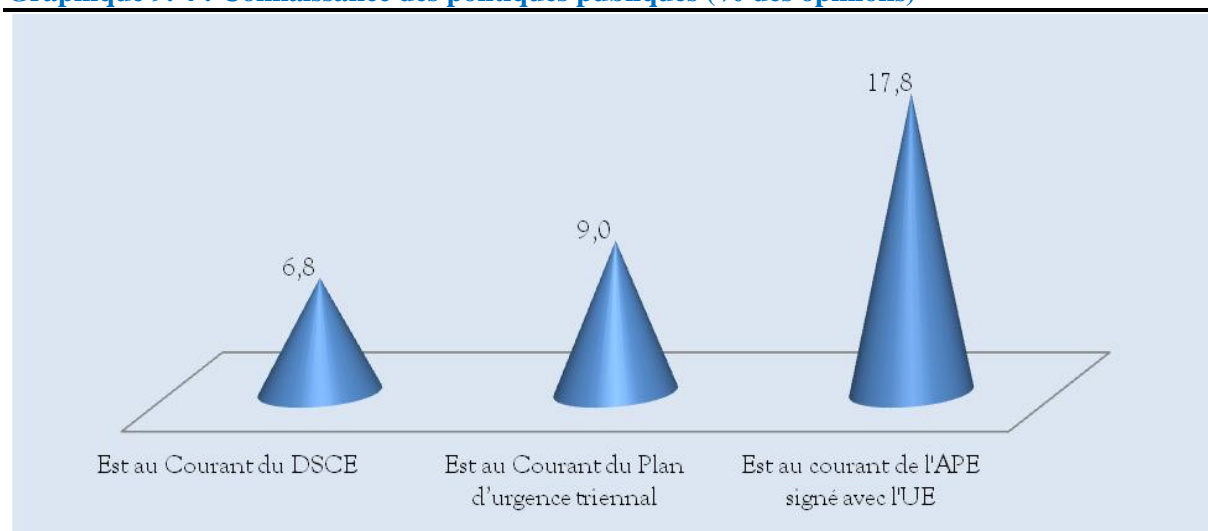
Source : INS/RGE-2

### 9.3 Connaissance de l'accord de partenariat économique entre le Cameroun et l'Union Européenne par sous-secteur d'activité

Les politiques publiques sont un levier d'action sur le bien-être des populations en général et le développement des entreprises en particulier, considéré comme principal moteur de la croissance économique. Aussi, est-il indispensable que les acteurs économiques soient informés tout au long du processus de promotion, d'adoption et d'application des politiques publiques. Le RGE-2 s'est intéressé notamment au DSCE (2010-2020), au Plan d'Urgence Triennale pour l'accélération de la croissance (2015-2018) et l'Accord de Partenariat Economique (APE).

Globalement, il ressort des réponses des chefs d'entreprises interrogés que, très peu ont une connaissance desdites politiques. En effet, moins de 2 opérateurs économiques sur 10 affirment en être au courant. Les Accords de Partenariat Economique (APE) récemment signés avec l'Union Européenne en 2016, constituent l'action qui recueille le plus d'audience avec 17,8%. Le DSCE, qui a cours depuis 2010, est l'action la moins connue des opérateurs économiques, lesquels ont tendance à s'intéresser plus au Plan d'Urgence Triennal dont les actions sont palpables sur le terrain. Ces résultats, faut-il le souligner masque des disparités selon la taille de l'entreprise.

**Graphique 9. 4 : Connaissance des politiques publiques (% des opinions)**



Source : INS/RGE-2

L'analyse par sous-secteur montre que c'est dans la branche commerce que l'on retrouve une proportion relativement importante (47,8%) de chef d'entreprise affirmant avoir une connaissance du plan d'urgence triennal. Chez les opérateurs des industries manufacturières, la proportion se situe à 12,2%, et encore très faible dans les autres sous-secteurs.

Globalement la même tendance s'observe pour la connaissance du DSCE où les opérateurs du commerce (46,3%) et ceux des industries manufacturières (11,8%) sont les plus nombreux à répondre par l'affirmative.



## 9.4 Appréciation des politiques publiques et mesures phares du Gouvernement (APE, PLANUT et DSCE)

De manière générale, les chefs d'entreprises ayant une connaissance des politiques et mesures phares du Gouvernement, sont favorables à leur mise en œuvre. En effet, ils sont 48,0% à être favorables aux APE, 56,6% au PLANUT, 55,4% au DSCE.

Toutefois, des disparités d'appréciations s'observent au sein des sous-secteurs d'activités, les entreprises des différentes branches du primaire et celles du Banques, Télécommunications, services aux entreprises et transport sont en majorité favorables aux APE, contrairement à celles du secteur secondaire et du commerce. S'agissant du DSCE, la plus part des opérateurs y marquent leur adhésion, à l'exception de ceux de l'élevage, eau et assainissement. Quant au PLANUT, il recueille également la faveur de la majorité des opérateurs dans la totalité des sous-secteurs d'activité, excepté l'élevage, et l'électricité, gaz.

**Tableau 9. 8 : Proportion de chefs d'entreprise qui sont favorables au libre-échange entre le Cameroun et l'Union européenne**

Sous-secteur d'activité	APE	DSCE	PLANUT
Agriculture	62,5	71,4	50,0
Elevage	58,8	16,7	16,7
Sylviculture	66,7	100,0	100,0
Pêche et pisciculture	100,0	0,0	0,0
Extraction	71,4	66,7	75,0
Industrie alimentaire	49,3	60,8	58,8
Autres industries manufacturières	45,4	58,2	57,5
Electricité, gaz	40,9	50,0	44,4
Eau et assainissement	44,4	40,0	50,0
Construction	50,0	59,4	60,0
Commerce	47,9	53,5	56,1
Transport	52,2	53,2	59,3
Hébergement et restauration	47,8	58,8	58,3
Banque et assurance	55,8	63,1	58,3
Télécommunication	57,8	62,4	69,4
Services aux entreprises	53,8	60,6	63,3
Autre tertiaire	48,7	54,7	55,5
<b>Ensemble</b>	<b>48,0</b>	<b>55,4</b>	<b>56,6</b>

Source : INS/RGE-2

Au final, si le discours politique de ces dernières années est focalisé sur l'entrepreneuriat notamment des jeunes afin de développer l'emploi tant en milieu urbain (réduire le chômage) qu'en milieu rural (réduire l'exode rural), les conditions environnementales semblent jouer en leur défaveur, notamment la fiscalité, les tracasseries administratives, les problèmes de financements ainsi que l'insuffisance des débouchés. Les politiques structurelles plus ciblées, en l'occurrence le Plan Triennal Spécial Jeunes (PTS-Jeunes), devrait y apporter des solutions.

Encadré : Plan Triennal Spécial Jeunes

Doté d'une enveloppe de 102 milliards de FCFA, ce programme a pour objectif d'intensifier l'insertion socio-économique des jeunes à travers leur mobilisation, leur réarmement civique et moral, leur formation entrepreneuriale, ainsi que leur placement en emploi et leur installation en unités de production de biens et des services. Il est question, au bout de trois

ans (2017-2019), de sensibiliser 1.500.000 jeunes, de les mobiliser afin de les orienter vers des guichets correspondant à leurs besoins. Officiellement lancé le 11 janvier 2017, ce plan fait suite à l'instruction du chef de l'Etat au gouvernement à l'occasion de la célébration du cinquantenaire de la Fête de la Jeunesse le 10 février 2016.

Ce chapitre a permis d'analyser l'évolution de la perception de l'environnement des affaires par les entreprises, ainsi que leur appréciation de certains politiques publiques phares en l'occurrence le DSCE, le PLANUT. Les résultats indiquent qu'il y a certes eu quelques avancées notamment en matière de lutte contre la corruption et un passage plus remarquable à l'action à travers le PLANUT, mais des préoccupations d'ordre fiscal, de tracasseries administratives, de financement demeurent et l'insuffisance des débouchés apparaît désormais parmi des obstacles au développement des entreprises. Si ces contraintes persistent, il est à craindre que l'entrepreneuriat jeune qui est au centre du discours politique, reste à l'état végétatif.

## CHAPITRE 10 : UTILISATION DES TICS, INNOVATION TECHNOLOGIQUE ET PROTECTIONS ENVIRONNEMENTALES

De nombreuses études montrent que les TICs et l'innovation technologique sont des déterminants importants de la croissance économique à travers l'amélioration de la productivité globale de l'entreprise. La protection de l'environnement quant à elle est devenue depuis quelques années, l'un des sujets préoccupants pour de nombreux pays du fait principalement des changements climatiques qui causent des dégâts au niveau de la santé, de l'agriculture et de la sécurité des populations (inondations, ).

Au RGE-2, ces préoccupations ont été prises en compte à travers différents questionnements portant sur (i) l'utilisation de l'ordinateur, l'existence d'une connexion internet et d'un réseau intranet, et l'utilisation d'internet pour les opérations d'affaires par une entreprise s'agissant de la pénétration de TIC dans les entreprises; (ii) l'investissement dans la recherche et le développement, l'utilisation des résultats des centres de recherche en ce qui concerne l'innovation technologique ;et (iii) le traitement des déchets non recyclés pour ce qui est de la protection environnementale.

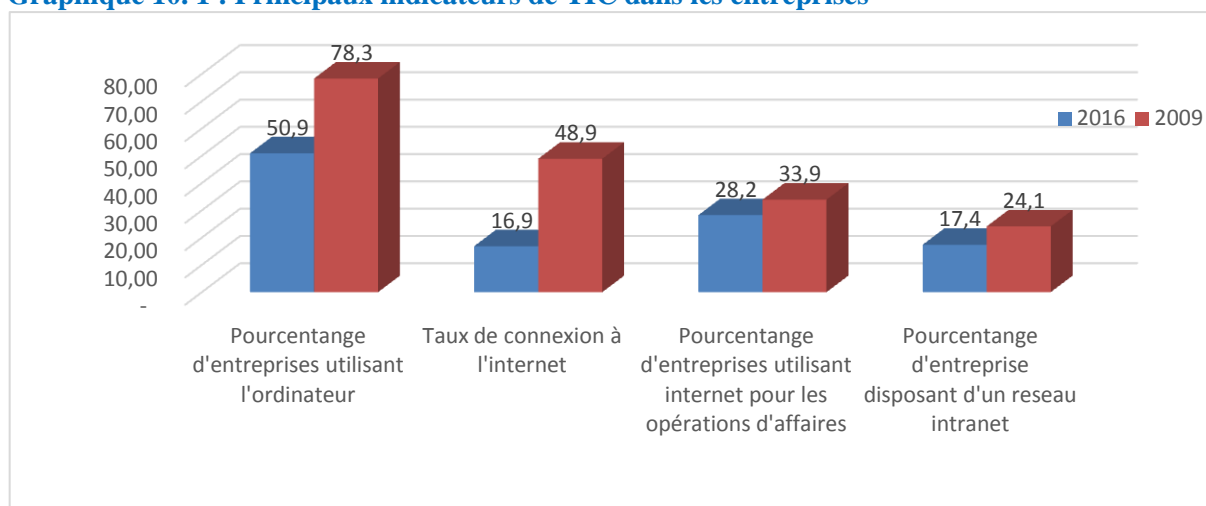
Le présent chapitre s'appesantit sur ces trois (03) aspects. Les analyses qui s'y rapportent portent sur un échantillon de 10 510 entreprises modernes qui tiennent une comptabilité écrite ou confectionnent une Déclaration Statistiques et Fiscales (DSF).

### 10.1 Evolution des indicateurs de TIC selon le secteur d'activité

Les TIC, Technologies de l'Information et de la Communication, regroupent un ensemble d'outils, logiciels ou matériels informatiques nécessaires au traitement de l'information. Leur utilisation efficiente par les entreprises accroît non seulement la productivité des travailleurs mais aussi celle de l'entreprise. Elles constituent de ce fait un facteur clé de la compétitivité des entreprises.

Les indicateurs de pénétration des TIC montrent que l'ancrage des TIC est faible dans les entreprises en 2016. En effet, seulement 16,9% d'entreprises disposent d'une connexion internet, 28,2% utilisent internet pour les opérations d'affaires et 5,5% d'entreprises disposent d'un réseau intranet. Ces statistiques mettent en exergue un net recul de la pénétration des TIC comparativement à 2009 où on enregistrait 48,9% d'entreprises ayant accès à une connexion internet, 33,9% utilisant internet pour les opérations d'affaires et 17,4% disposant d'un réseau intranet.

**Graphique 10.1 : Principaux indicateurs de TIC dans les entreprises**



Source : INS/RGE-1, RGE-2

Globalement, sur les 10 510 entreprises échantillonnées, seules 50,9% ont déclaré utiliser l'ordinateur comme outil de travail. Ainsi contrairement à 2009 où le taux d'accès à l'ordinateur était de 78,3%, l'utilisation de l'ordinateur en entreprise n'est plus une pratique courante.

## 10.2 Indicateurs de TIC selon le secteur d'activité

La pénétration des TIC dans les entreprises camerounaises est inégale selon les sous-secteurs d'activité. L'ordinateur est beaucoup plus visible dans les services aux entreprises (82,0%), les télécommunications (78,3%) et les banques et assurances (71,1%). En revanche, les sous-secteurs sylviculture (8,7%), autres industries manufacturières (16,9%), commerce (17,9%), électricité et gaz (17,9%) et agriculture (20,0%) sont ceux dans lesquels l'ordinateur est moins présent.

**Tableau 10.1 : Principaux indicateurs de TIC dans les entreprises par sous-secteur d'activité**

	Nombre d'entreprises	Proportion d'entreprises utilisant l'ordinateur	Effectifs permanents employé total: au 31/12/2015	Nombre de personnel sachant utiliser l'ordinateur	Proportion d'entreprise disposant d'une connexion internet	Proportion d'entreprise disposant d'un réseau intranet	Proportion d'entreprise utilisant internet pour les opérations d'affaires
Agriculture	27	51,9	30 634	109	44,4	40,7	22,2
Elevage	15	33,3	281	165	26,7	26,7	13,3
Sylviculture	47	44,7	3 567	1 910	40,4	38,3	8,5
Pêche et pisciculture	1	0,0	2	0	0,0	0,0	0,0
Extraction	34	38,2	2 165	926	35,3	23,5	23,5
Industrie alimentaire (y compris tabac)	189	49,7	18 488	6 135	36,0	29,1	13,8
Autres industries manufacturières	641	45,1	28 636	12 421	35,4	20,3	21,4
Electricité, gaz	67	14,9	4 157	300	11,9	9,0	9,0
Eau et	28	53,6	4 146	418	46,4	25,0	28,6

	Nombre d'entreprises	Proportion d'entreprises utilisant l'ordinateur	Effectifs permanents employé total: au 31/12/2015	Nombre de personnel sachant utiliser l'ordinateur	Proportion d'entreprise disposant d'une connexion internet	Proportion d'entreprise disposant d'un réseau intranet	Proportion d'entreprise utilisant internet pour les opérations d'affaires
assainissement							
Construction	313	45,4	11 377	5 150	37,1	25,2	19,5
Commerce	3 797	35,1	34 541	24 275	22,8	13,5	14,6
Transport	448	41,3	15 132	7 009	36,8	25,2	20,5
Hébergement et restauration	728	43,0	6 420	2 646	26,8	15,2	17,7
Banque et assurance	1 502	99,3	20 478	8 529	19,3	13,9	12,7
Télécommunication	132	84,1	9 475	2 535	48,5	30,3	30,3
Services aux entreprises	195	44,6	6 826	822	31,8	21,0	21,0
Autre tertiaire	2 346	52,2	41 804	15 098	36,1	18,2	22,1
<b>Ensemble</b>	<b>10 510</b>	<b>50,9</b>	<b>238 129</b>	<b>88 448</b>	<b>28,2</b>	<b>16,9</b>	<b>17,4</b>

Source : INS/RGE-2

Les entreprises qui exercent leur activité dans les sous-secteurs banque et assurance et télécommunication sont celles dans lesquelles le taux de connexion à internet est le plus élevé avec environ 6 entreprises sur 10 qui ont accès à cette infrastructure. Par contre, c'est dans l'hébergement et la restauration (6,8%), le commerce (7,1%) et la sylviculture (8,7%) que les entreprises accusent encore du retard en matière de pénétration d'internet.

Par ailleurs, en dehors les banques et des assurances qui disposent dans leur majorité d'un réseau intranet, les autres secteurs connaissent en revanche un développement encore embryonnaire de cet outil.

Enfin s'agissant du e-commerce, entendons l'utilisation d'internet pour les opérations d'affaires, le phénomène touche seulement près d'une entreprise sur 10 dans leur ensemble. Il est beaucoup plus vécu par les banques et les assurances (51,5%) et les télécommunications (50,0%) traduisant ainsi une sous-utilisation des possibilités offertes par internet.

### 10.3 Indicateurs de TIC selon le type

L'analyse selon la typologie de l'entreprise montre que le niveau d'appropriation des TIC dans les entreprises camerounaises augmentent de manière systématique avec la dimension des entreprises ; plus les entreprises sont grandes, plus les indicateurs de pénétration de TIC sont élevés.

Dans les GE, l'utilisation de l'ordinateur dans l'exercice de leur activité est unanimement reconnue par toutes les entreprises (100%). Cette proportion est légèrement à la baisse dans les ME et se situe à 60,2%. Viennent ensuite les PE avec 35,5% et enfin les TPE qui présentent la proportion la plus faible avec 21,4% d'entre elles, qui utilisent l'ordinateur.

La pénétration d'internet est beaucoup plus forte dans les GE et les ME avec respectivement 60,4% et 41,0% d'entreprises connectées contre 18,3% et 9,3% dans les PE et les TPE. S'agissant du réseau intranet, la tendance reste la même bien que de façon globale les

proportions soient assez faibles. En effet, en dehors des GE où près de la moitié disposent d'un réseau intranet, seules 21,0% des ME, 7,8% des PE et 3,6% des TPE peuvent s'en prévaloir. Enfin, en matière d'utilisation d'internet pour les opérations d'affaires, seules 6,7% des TPE saisissent cette opportunité contre 50,0% pour les GE.

**Tableau 10. 2 : Principaux indicateurs de TIC dans les entreprises par type**

Type d'entreprise	Nombre d'entreprises	Proportion d'entreprises utilisant l'ordinateur	Effectifs permanents employé total: au 31/12/2015	Nombre de personnel sachant utiliser l'ordinateur	Proportion d'entreprise disposant d'une connexion internet	Proportion d'entreprise disposant d'un réseau intranet	Proportion d'entreprise utilisant internet pour les opérations d'affaires
TPE	3 800	57,5	7 891	4 387	18,9	8,6	13,3
PE	3 590	46,3	15 707	8 998	29,4	13,2	22,5
ME	2 689	39,8	40 296	17 963	28,4	20,1	14,2
GE	431	100,0	174 235	57 100	100,0	100,0	30,9
<b>Ensemble</b>	<b>10 510</b>	<b>50,9</b>	<b>238 129</b>	<b>88 448</b>	<b>28,2</b>	<b>16,9</b>	<b>17,4</b>

Source : INS/RGE-2

#### 10.4 Indicateurs de protections environnementales selon le secteur d'activité de l'entreprise

La protection de l'environnement doit être une préoccupation majeure de l'entreprise, car son activité a un impact environnemental considérable (production des déchets liquides, solides, gazeux..., déséquilibre des écosystèmes forestiers, marins, côtiers..., pollution sonore, atmosphérique..., etc.). La prise en compte de tous ces impacts constitue la Responsabilité Sociétale de l'Entreprise (RSE). Ainsi, dans le souci de minimiser ces impacts, les entreprises doivent s'engager volontairement à prendre en compte le développement durable dans leur processus de production. A ce sujet, elles doivent, entre autres, mettre en place un dispositif HQSE (Hygiène, Qualité, Sécurité, Environnement).

La prise en compte de la protection de l'environnement dans la stratégie de l'entreprise au Cameroun reste faible, bien que la proportion des entreprises concernées ait augmenté de 2,7 points entre 2009 et 2016. En effet, seules 17,4% des entreprises déclarent avoir un dispositif de protection de l'environnement en 2016 contre 14,7% en 2009. Il y a lieu de continuer sans relâche la sensibilisation par les pouvoirs publics et les partenaires ; et d'encourager, à travers notamment des mesures fiscales incitatives, la recherche des procédés de production plus propres.

Selon le segment d'activité, ce sont les entreprises des segments Electricité et gaz (32,0%), Eau et assainissement (27,8%), Services aux entreprises (24,9%), Industries alimentaires (y compris le tabac) (23,2%) et Transport (20,9%) qui disposent le plus en leur sein des installations de protection de l'environnement. En revanche, les entreprises qui exercent leurs activités dans la Sylviculture (0,0%), l'Elevage (6,3%), l'Extraction (10,0%) et l'Agriculture (11,1%) sont celles qui intègrent les moins les préoccupations environnementales dans leur stratégie.

**Tableau 10. 3 : Proportion des entreprises ayant un dispositif de protection de l'environnement par sous-secteur d'activité (%)**

Sous-secteur d'activité	Nombre d'entreprise	Proportion d'entreprise disposant d'un dispositif de protection de l'environnement	Proportion d'entreprise disposant d'un dispositif HSE au sein de l'entreprise	Proportion d'entreprise disposant d'un dispositif normalisé de recyclage ou de traitement des déchets issus de l'activité
Agriculture	18	11,1	0,2	0,1
Élevage	16	6,3	0,2	0,0
Sylviculture	12	0,0	0,1	0,0
Extraction	10	10,0	0,3	0,2
Industrie alimentaire (y compris tabac)	284	23,2	0,3	0,1
Autres industries manufacturières	1 953	17,2	0,2	0,0
Électricité, gaz	25	32,0	0,4	0,0
Eau et assainissement	18	27,8	0,3	0,2
Construction	190	11,6	0,3	0,0
Commerce	14 868	16,2	0,2	0,0
Transport	201	20,9	0,3	0,0
Hébergement et restauration	3 672	19,8	0,3	0,0
Banque et assurance	305	17,7	0,3	0,0
Télécommunication	172	18,0	0,2	0,0
Services aux entreprises	213	24,9	0,2	0,0
Autre tertiaire	4 872	19,1	0,3	0,0
Ensemble	26 830	17,4	0,2	0,0

Source : INS/RGE-2

Certification à la norme ISO selon le secteur d'activité de l'entreprise et la dimension de l'entreprise

Les normes constituent pour l'entreprise, une étape importante dans le processus d'amélioration de la qualité des services offert à la clientèle. Selon l'Agence de Normes et de la Qualité (ANOR), l'adoption des normes permet (i) d'avoir plus de crédibilité aux yeux des investisseurs et de la clientèle; (ii) de planifier de nouvelles conceptions et méthodes de production ; (iii) d'utiliser un langage commun dans le secteur industriel et, (iv) d'adopter de meilleures pratiques pour l'amélioration de l'efficacité des activités.

Dans l'ensemble, on note un taux très faible d'entreprises dont les produits et/ou services sont certifiés ISO. Il est de 2,2% et varie de 1,6% dans les Banques et les Assurance à 100% dans l'Élevage. On peut remarquer que dans l'Agriculture, la Sylviculture, l'Extraction, l'Eau et l'assainissement, le Transport et les services aux entreprises, les entreprises ne présentent aucun produit et/ou service certifié ISO.



**Tableau 10. 4 : Proportion des entreprises certifiées ISO par sous-secteur d'activité**

Sous-secteur d'activités	Proportion d'entreprise certifiée ISO
Agriculture	0,0
Elevage	100
Sylviculture	0,0
Extraction	0,0
Industrie alimentaire (y compris tabac)	2,6
Autres industries manufacturières	1,4
Electricité, gaz	33,3
Eau et assainissement	0,0
Construction	3,3
Commerce	3,0
Transport	0,0
Hébergement et restauration	1,9
Banque et assurance	1,6
Télécommunication	0,0
Services aux entreprises	0,0
Autre tertiaire	1,7
Ensemble	2,2

Source : INS/RGE-2

Sous l'angle typologique, la proportion des entreprises offrant un produit et/ou service certifié ISO est de 1,8% dans les PE, 5,3% dans les ME et 2,3% dans les GE. En outre, il est normal que les TPE ne fassent pas partie des entreprises certifiées au vue de leur surface financière.

**Tableau 10. 5 : Proportion des entreprises certifiées ISO par type d'entreprise**

Type d'entreprise	Proportion d'entreprise certifiée ISO
TPE	0,0
PE	1,8
ME	5,3
GE	2,3
Total	2,2

Source : INS/RGE-2

## CHAPITRE 11 : CONCLUSION, RECOMMANDATIONS ET PERSPECTIVES

### 11.1 Conclusion générale

Le RGE-2 a permis d'identifier et de localiser 209 482 unités économiques en activité sur le territoire national, exerçant dans un local professionnel fixe ; unités économiques réparties en 203 419 entreprises siège et 6 063 établissements. En comparaison au RGE-1 réalisé en 2009 et qui avait permis de recenser 93 969 unités économiques dont 88 144 entreprises siège et 5 825 établissements, le tissu des entreprises a connu une forte dynamique démographique, avec un effectif d'entreprises qui a plus que doublé (+123%).

L'une des principales caractéristiques du tissu économique est la forte empreinte des Très Petites Entreprises (TPE) et Petites Entreprises (PE) qui représentent 98,5% de l'ensemble des entreprises. Les Moyennes Entreprises (ME) et les Grandes Entreprises (GE), quant à elles, en représentent respectivement 1,3% et 0,2%.

Suivant la répartition géographique, Douala et Yaoundé sont de loin les deux plus importantes métropoles économiques, totalisant à elles seules près de 60% des entreprises, 61,6% des emplois permanents et 76,4% du chiffre d'affaires. Cette situation tient principalement à la proximité des marchés de consommation des biens et services et des infrastructures économiques, énergétiques et sociales. Suivent plus loin les huit autres chefs-lieux de région auxquels s'ajoutent certaines villes, notamment Kribi, Kumba, Limbé et Nkongsamba.

Avec un peu plus de 8 unités économiques sur 10, opérant principalement dans le commerce, le secteur tertiaire confirme sa très forte représentativité. Toutefois, le secteur secondaire, qui garde la deuxième place avec 15,6%, connaît une augmentation de son poids comparé à la situation de 2009 où il était de 13,2%. Ce secteur se caractérise par la prépondérance des PE et TPE exerçant essentiellement dans l'agroalimentaire (boulangerie) et l'industrie de la confection (atelier de couture). Quant au secteur primaire formel, il demeure très peu développé, avec 0,2% d'unités économiques contre 0,4% en 2009.

Ce qui semble impressionnant, est la forte croissance des entreprises individuelles dans le tissu d'entreprises, leur poids passant de 89% en 2009 à 97% en 2016 ; les entreprises de forme sociétaire ou associative ne représentant ainsi que 3%.

Concernant l'âge des entreprises, l'on constate, comme en 2009, que le tissu économique se caractérise par la jeunesse des unités économiques; la majorité de celles-ci ayant moins de 6 ans d'exploitation, dont 13,5% environ n'ont été créées qu'en 2016.

D'une manière générale, les chefs d'entreprises sont majoritairement des Camerounais et représentent 95,5% des promoteurs, suivis par les Nigériens qui représentent 2,4%.

Le chiffre d'affaires total réalisé par l'ensemble des unités économiques recensées se situe à 13 347 milliards de FCFA en 2015, en hausse de +30,5% par rapport celui de 2008. Cependant le chiffre d'affaires moyen accuse une baisse, passant de 116 millions de FCFA par entreprise en 2008 à 66 millions en 2015. Cette contreperformance est révélatrice des problèmes de débouchés et du phénomène de contrebande et contrefaçon qui menace l'économie nationale.

Le faible nombre d'emplois créés par le secteur moderne de l'économie reste préoccupant. En effet, les entreprises recensées occupent un total de 635 969 permanents en 2015, soit une hausse de 64,6% en 7 ans. Même en y ajoutant les 262 000 agents du secteur public, l'on obtient un total des emplois permanents relativement faible au regard d'une population active estimée en 2016 à plus de 10 000 000 de personnes. Par rapport à cette incapacité du secteur moderne à secréter de nombreux emplois permanents, l'extraordinaire expansion du secteur informel et des micro entreprises, portée par des jeunes d'une part espérant d'être recrutés dans le secteur moderne qui offre des meilleures conditions de travail, et d'autre part espérant profiter des incitations offertes par le Gouvernement pour migrer vers le secteur formel, se comprend.

Le faible taux de pénétration des technologies de l'information et de la communication (TIC) et le peu d'intérêt à la protection de l'environnement font aussi partie des constats déjà relevés dans le RGE-1.

S'agissant de l'environnement des affaires, les résultats mettent en exergue au niveau des entreprises :

- Une faible gouvernance économique, alors que les initiatives gouvernementales en la matière ne manquent pourtant pas. Le problème serait davantage au niveau de l'efficacité dans leur mise en application. La relation entre les entreprises en souffre, surtout dans un contexte où la perception des chefs d'entreprise est négative vis-à-vis de l'administration fiscale dont les pratiques, comme déjà relevées en 2009, sont citées au rang de premier obstacle à l'entrepreneuriat ; même si la situation s'est améliorée, car par rapport à 2009 où près de 59% de chefs d'entreprise étaient concernés, ils sont 54% en 2016.
- Alors qu'en 2009, les problèmes de financement (accès au crédit, coût de financement), la corruption, les tracasseries administratives et la concurrence déloyale suivaient dans l'ordre la contrainte fiscale, l'on note qu'en 2016, en même temps que le pourcentage des chefs d'entreprise qui s'en plaignent baisse, l'ordre des obstacles change aussi et c'est plutôt les tracasseries administratives, les problèmes de financement, le manque des débouchés, la corruption et l'accès aux facteurs de production (capital, eau et énergie) qui dominent.
- La corruption est en nette recul relatif, puisque c'est seulement 18,1% de chefs d'entreprise qui s'en plaignent contre 50,6% en 2009. Suivant le classement des obstacles par ordre décroissant, elle passe de la 3ème à la 5ème place. Le problème des débouchés qui n'était pas mentionné en 2009, prend de l'ampleur et passe avant la corruption.

En définitive, entre 2009 et 2016, il y a eu certes une dynamique forte de création des unités économiques, mais celle-ci s'est beaucoup plus faite dans les petites unités opérant dans les activités traditionnelles pas très rentables. En conséquence, il y a eu une baisse du chiffre d'affaires moyen et une restriction des débouchés, d'où la nécessité d'adresser la problématique des débouchés extérieurs pour les produits manufacturiers locaux ; la CEEAC et le Nigeria étant constituant des marchés voisins sur lesquels, la présence camerounaise doit

être renforcée. Le relèvement du pouvoir d'achat des consommateurs mérite toute la préoccupation ; de manière à pouvoir constituer une classe moyenne disposant des revenus suffisants pour ne pas être tentée par les produits de basse qualité ou de la contrebande.

## **11.2 Recommandations**

Au stade actuel des travaux d'analyse des résultats, les principales recommandations formulées sont :

- 1) Le renforcement et la pérennisation du système d'informations sur les entreprises à travers la mise en place d'un financement adéquat et d'un dispositif rationnel d'opérations de collecte des données administratives et d'enquêtes et recensements auprès des entreprises, impliquant les autres acteurs publics ;
- 2) La valorisation des résultats de cette opération à travers des activités visant à assurer une plus grande appropriation des résultats par le Gouvernement et ses partenaires au développement de l'entrepreneuriat ;
- 3) La poursuite et l'accélération du processus d'amélioration du climat des affaires ;
- 4) La Conduite des études visant l'élargissement des débouchés des produits manufacturiers ;
- 5) Le Renforcement de l'offre en qualité et en quantité des infrastructures (routes, eau, électricité, internet, espaces marchands, etc.) ;
- 6) La Promotion d'une éducation pour tous à l'entrepreneuriat et à l'émergence des champions nationaux ;
- 7) La promotion d'un tissu d'entreprises capables de générer de nombreux emplois décents ; ce qui rendra la croissance économique davantage inclusive ;
- 8) L'accélération du processus de décentralisation donnant la possibilité aux régions d'attirer des investisseurs hors de Douala et de Yaoundé déjà saturées. Dans ce cadre, la politique d'aménagement du territoire devra être cohérente pour pouvoir accompagner cette stratégie ;
- 9) La réalisation d'une étude sur les déterminants de la survie des entreprises, de manière à définir les meilleures actions à promouvoir pour accroître la durée de vie des entreprises ;
- 10) La poursuite de l'amélioration de l'environnement des affaires pour davantage d'attractivité à travers notamment :
  - la rationalisation des relations avec les administrations fiscale-douanières, les instances judiciaires ;
  - la mise en place d'un système efficace de mobilisation de l'épargne longue, en vue du financement des initiatives privées nationales, ainsi que du développement d'un marché monétaire et financier performant, à même de lever les fonds sur le marché international en faveur des entreprises nationales ;

- la lutte intensive contre la contrebande, la contrefaçon et toutes autres formes de fraudes commerciales, afin de réduire significativement les inefficacités, distorsions et pratiques de concurrence déloyale, pour donner plus de confiance aux entreprises citoyennes;
  - l'amélioration des infrastructures routières, ferroviaires, maritimes et aériennes, la fourniture de l'énergie électrique en quantité et qualité, la construction des espaces marchands à moindre coût, en faisant principalement recours au Partenariat Public Privé (PPA) ;
  - la rationalisation des institutions d'appui au secteur privé, en vue d'avoir un véritable écosystème utile au développement des entreprises ;
  - l'anticipation et la lutte acharnée contre toute forme de menaces sur la sécurité des personnes et des biens ;
- 11) La sensibilisation accrue des opérateurs économiques aux questions environnementales et climatiques et leur formation sur la thématique de la Responsabilité Sociétale de l'Entreprise (RSE) ;
- 12) La promotion d'une plus forte inclusion des femmes dans le monde de l'entrepreneuriat, notamment dans le secteur de l'agro-industrie.

### **11.3 Perspectives**

Les prochaines étapes prévoient, outre la publication du présent rapport et la mise en place du répertoire, la production de trois rapports thématiques, à savoir :

- 1) Mortalité des entreprises au Cameroun
- 2) L'Industrie camerounaise : état des lieux, enjeux et défis
- 3) Analyse comparée du système productif et sa dynamique

## REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

**République du Cameroun (2009).** Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi (DSCE) : Cadre de référence de l'action gouvernementale pour la période 2010-2020 ; Yaoundé, août 2009.

**Institut National de la Statistique du Cameroun .**2011.Deuxième Enquête sur l'Emploi et le Secteur Informel au Cameroun (EESI 2) : Rapport Principal.155p.

**Banque Africaine de Développement.** Etude régionale de l'environnement de l'investissement privé dans les pays de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC) cas du Cameroun réalisé.

**Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie du Sénégal.** Rapport Global du Recensement Général des Entreprises. 2017. Dakar.

**Bureau Central de Recensements et des Etudes de Population (BUCREP).** 3<sup>ème</sup> RGPH, Volume III Tome3, Projections démographiques, février 2012.

**Institut National de la Statistique (INS).** Les comptes nationaux de 2017, juillet 2018.

**Investir au Cameroun** du 24 Août 2016.

**Institut National de la Statistique (INS).** Deuxième Recensement Général des Entreprises (RGE-2) ; Document de Méthodologie Générale, 2016.

**République du Cameroun (2016).** Plan Directeur d'Industrialisation du Cameroun ; Le Cameroun : Usine de la nouvelle Afrique Industrielle !; Yaoundé, décembre 2016.

**Institut National de la Statistique (INS).** Manuel des concepts et définitions, utilisés dans les statistiques officielles au Cameroun ; 2015.

**Institut National de la Statistique (INS).** Recensement Général des Entreprises (RGE 2009), rapport principal, 2010.

## ANNEXES

*A.1 Equipe de réalisation*

*A.2 Concepts et définitions*

*A.3 Tableaux statistiques*



## A1- Equipe de réalisation

### **Coordination et supervision nationale**

- Joseph TEDOU, *Directeur Général de l'Institut National de la Statistique*
- Guy SHE ETOUNDI, *Directeur Général Adjoint de l'Institut National de la Statistique*
- René Aymar Bertrand AMOUGOU, *Chef de Département des Statistiques d'Entreprises*

### **Coordination technique**

- Ferdinand FANDIO TCHABO, *Chef de Division du Secrétariat Permanent du Plan Comptable*
- Jean Pierre WABO, *Ex Chef de Division des Statistiques des Secteurs Productifs*
- Janvier METANGMO, *Chargé d'Etudes au Département des Statistiques d'Entreprises*

### **Coordination administrative, juridique et financière**

- FOBASSO Jean, *Chef de Division des Affaires Administrative et Financière*
- Marie Flore SABEKOP BEHALAL, *Chef Cellule Communication et Relation Publique*
- BLAOURA MAHMADOU Blaise, *Contrôleur Financier spécialisé*
- KEGNE NWABO Francine Mireille, *Agent Comptable*
- BIDJOKA MKEME Joelle, *Comptable matières*
- Martin SONGO, *Chef Service du Budget et du Matériel*

### **Appui administratif**

- Emmanuel SIMO FOSSO
- Odilon Isaie GHEAHNJIM
- Odile KETCHA NANA Epouse YOUNGOU
- Bernadette GUIAKAM
- Jeannette MOGUEA
- Mindang IKOUMA
- Félix TABUE

### **Traduction des documents en langue anglaise**

- Ignatus TIBONG FOWANG
- Elvis DJEMNA KAMGA
- Arnaud DZOUNDA FOMANO

### **Equipe de Rédaction**

- Joseph TEDOU
- Guy SHE ETOUNDI
- René Aymar Bertrand AMOUGOU
- Ferdinand FANDIO TCHABO
- FOKOU FOPI Serges
- OUMAROU Ibn El Hamid
- Claudin Ford GUEMO KITIO

- Janvier METANGMO
- Victor Ninon DJIDAWO DIFFO
- Stafford NGOUATEU AWOUTSA
- Emmanuel TCHIEKOU
- Romain TCHAKOUTE NGOHO
- Georges Nazel TSAKOU
- Alain Rody OUAMBA TAGNE
- Eric Lambert DJIALEU
- Elvis TCHAKOUA
- Arline KENGNE KAMGA Epse FOMBA
- Christelle NANA TCHITCHUI Epse TCHOUA
- Fidèle KONAI
- Armand Diderot NANA FEUKEU
- Nina FOTSO MAYAP Epse SIKUBE
- Odilon Esaie Aurèle GHEAHNJIM

### **Experts sectoriels**

- Annie MBOLE ESSIANE, MINJUSTICE
- Rostand KUITCHE SOMWA, MINFI/DGI
- Cyrus BELE BIOMB, CNPS
- Simon PENDA, MINFI/DP
- Alexis TABI MBEDE, MINPMEESA
- Sébastien DJIENOUASSI, MINEPIA
- Donatien NDEBI NTAMACK, MINEFOP
- Carine TIWA née KIAMPI CHIOFFO, MINEE
- Hippolyte NKONO, CCIMA
- Baudouin MEBO'O AMPALANGA, MINEFOP
- Marie Solange MAHOB, MINTOUL
- Marcel BOGMIS, BUCREP
- Jules KEMBOU, GICAM

## Equipe de cartographie

### 1) REGION DU CENTRE

1. ATANGANA JEAN LEONARD HENRI
2. TOKOUE NGATCHA DIANORE
3. KUATE FODOP ARNOLD PATRICE
4. LELLE MARIE RENEE
5. BIANKEU ACHILLE
6. ATANGANA NNOMO EMILIEN PATRICK
7. MBOUCHE MOCHE VIVIANE FLORA
8. MBOLE ARNAUD J
9. EDJOGO JEANNE D'ARC BLANCHE
10. BOUMTJE BAYEMI JEAN STEPHANE
11. NGANDOM ELODIE DANIELLE
12. MBO MINKO EGWIGE SARA
13. CHEBOU VIVIANE
14. MBAZOA CATHERINE ERWAN FLORENCIA
15. NLEP JEAN

### 2) REGION DU LITTORAL

1. DIMBECK FILS THOMAS
2. JIATSA FOMBIET PIERRE MARIE
3. GNE ZEKO MOGO DAVID MARTIAL
4. LIBOT JEAN PAUL
5. MBAA CECILE STEPHANIE
6. NEME STEVE WILFRIED
7. MBOLE ANNETTE MOUKOKO
8. LELE KAMMOGNE ACHILLE
9. SIMB SIMB
10. NGANDJEU CEDRIQUE EDIKSON
11. TCHOUFACK FEUMBA JEAN PIERRE
12. NGANA ERNESTINE ARMELLE
13. NGWEMKAM MBI SOLANGE LAURE EPSE NIABOU
14. TIOGUIM ZELIEU GILLY LENDER
15. MAGNE LEONCE CORINNE
16. EYOUM LOBE EMMANUEL CEDRIC
17. NOUTATIM KOUAM JULES
18. DJOUM COLINCE
19. FANGAING LAURICE
20. NDONDOKI LOBE JEANNE MARIEA

### 3) REGION DE L'OUEST

1. NANDJOU SILATSA VANICK
2. DONFACK NKEMZEM TIDANE STELLA
3. TINA SIMON DANIEL
4. FAH CLEMENT
5. YAMANGAM EDMOND
6. DJOUGO NKEMZEM CRESSENCE LILIANE

### 4) REGION DU NORD-OUEST

1. AMUNDAM MELANIE NDASI
2. WARA ELVIS WANA
3. AKEBEGHO EVARISTE AKOH
4. LAINJO BRUNO BAYE
5. FUHSOH AFOUINUI NGWAMONDEH

### 5) REGION DU SUD-OUEST

1. NSO VALERY ENOW
2. EYONG NEMOH
3. MEBANA NTEDE LOUIS MARIE
4. EKOLE ELVIS BETA

## Equipe de l'enquête pilote

### 1) REGION DU CENTRE

1. MBOLE ARNAUD
2. BIANKEU ACHILLE
3. TSASSE FOPI ERIC NELSON
4. KUATE FODOP ARNOLD PATRICE
5. KENGNE LONTCHI MELANIE ALBERTINE
6. BOUMTJE BAYEM JEAN ANDRE STEPHANE
7. FOBOWE ARMEL
8. ATIOGUIM YOLANDE
9. MBOUTCHE MOCHE VIVIANE FLORE

### 2) REGION DU LITTORAL

1. PONG HENRI GUSTAVE
2. NOUTATIM K. JULES
3. TAMWA KAMGA ERIC
4. NGOUNGOURE MARIETTE NINA
5. TCHOUFACK FEUMBA JEAN PIERRE
6. DONFACK ANNIE
7. MPRESSA NDOUMBE MARTIN STEVE
8. MAGNE LEONCE CORINNE
9. NGWENKAM MBI SOLANGE LAURE
10. MBOG LOUISE MARIE COUTE CHERE

### 3) REGION DE NORD

1. KONAI JOEL
2. MADI LUC
3. ISMAILA MANA
4. MAMMA MAYANG
5. HAMADOU BABALE

### 4) REGION DU SUD-OUEST

1. EKOLE ELVIS BETA
2. NSO VALERY ENOW
3. MEBANA NTEDE LOUIS MARIE
4. TSAMA MARINA SOLANGE
5. JONANG DJOUMESSI INGRID LARISSA

## Equipe de collecte

### Région de Supervision de DOUALA

#### Superviseur :

1. TAMCHE Joseph
2. NANA TCHICHUI Christelle
3. NGOUATEU AWOUTCHA aime

#### Encadrement et sensibilisation

1. TCHACHOUANG Roger

#### Chauffeur :

1. BENGAS Basile
2. NONO Guy Noel
3. TEKI FOGANG Antoine

#### Contrôleurs :

1. BIREM STEVE CHANCEL
2. DJIOGIP SANDRINE
3. GOUNOU OUAFO JULIETTE ALVINE
4. MAGNE FOPOSSI EVODIE
5. MFONGOU A BABAN JEAN JACQUES
6. NANAN LEKEMO HERMANN
7. NJEHOYA NLET ULRICH BRICE
8. NOUMTCHUE DJASSAB DAVID
9. SALI MAMOUDOU
10. SONE ENONE BERTIN
11. TAMDJOU MEKU MICHELLE LINE
12. TAMWA KAMGA ERIC
13. TASSONG SAAH DENIS
14. TITI MBANG DIDIER ARTHUR

#### Enquêteurs :

1. ABDOULLAZIZ
2. AYISSI DONATIEN FRANCK
3. AZANGUIME NANKENG JOSIANE
4. BABA BAKENA ETIENNE FRANCOIS
5. BAHILL JEANNINE AUDREY
6. BALLA ANTOINE JOEL
7. BASSOU HAKASSOU STEVE ALBAN
8. BIKEK NOE GERVAIS
9. BILE PATRICE BIENVENU
10. BILOA CATHERINE GISELE
11. BOGNE KAKEU WINNIE MA-BELLE
12. BOUMTA NZEKAM NATHALIE
13. DASSIE NOUBOUSSIE RODRIGUE
14. DEDEM AKENGUE DENISE
15. DIPENDE MBANDO ANDRE LANDRY
16. DJEUKAM ANNIE LAURINE
17. DJIFACK SONTSA JINETTE BERTHOLINE
18. DJIMEFO DJIMEFO ROMARIE PIERRE
19. DJOKO KAMHOUA JEAN PAUL
20. DJOUATSA THOMAS
21. DJOUFACK TONLEU CHRISTELLE APAULINE
22. DJUICHOU SIME YVIE SOLINE
23. DJUIDJA KAMDEM RHODES
24. DONGMO TSOPGO JUDICAE
25. DOUNLA LEHANE NADINE PASCAL
26. EBANE EMADION JEAN PATRICK
27. EKANI BIDZANGA EVARD ARNAUD

28. EKOUME OTTI LUNUS BRUNDON
29. ENGOLA MANGA GABRIEL
30. EPEE GUILLAUME
31. ETIMBO POUPINE NADINE
32. FANDOUO ADELIN
33. FOMENKEU TAPIGUE ANDRE MAXIME
34. FOTSO SILVAIN RAOUL
35. GUEMALEU GERMAIN FRANKY
36. GUEMANI MARIE HELENE
37. HESSI PAULE GABINE
38. ITONDO FRANCK HERVE
39. JAZE ZANGUE ARLETTE PERINE
40. JIATSA FOMBIET PIERRE MARIE
41. KAMAHU ULRICH WILFRIED
42. KAMDEM LEOPOLD CHRISTIAN
43. KAMGUA TACHEAM NARCISSE
44. KAMNO ODETTE GAYELLE
45. KANDA DJIKI ELVINE NINA
46. KENNE MELE THINBAUT CRISPIN
47. KEPNANG DIENHOU TILIANE
48. KEUMENI GWLADYS FLORE
49. KODJOU FEUTSEU MURIELLE JESSICA
50. KOUAKAP NONO NELSON
51. KOUAM KAMDEM STEPHANE
52. KOUAM STEPHANE
53. KOUANGSEU NZESSEU CORIANE
54. KOUMANIMBEN ROSALIE ANGE LAURE
55. KOUONANG PIERRETTE ROLANDE
56. KUATE KEMGNE ROMEO
57. KUATE OUAMBO FABRICE
58. KUISSU MICHAEL SONYA
59. LEONGOMP KONCHIPE JOCELYN FLORIANE
60. LOUMOU MONDOLERA ALAIN PATRICK
61. MABOPDA OUAFO TATIANE
62. MACHE TATCHUAM MICHELLE FRANCINE
63. MAKOULO NDASI INES VANESSA
64. MATHO FOBASSO FRANCINE
65. MATSINGOUM ROSINE CHANCELLE
66. MAYOU FOWO CHRISTELLE LAURE
67. MAYOUDOM KAMDEM CALORINE
68. MBABI POUTHE JEAN GAETAN
69. MBAHIN LEUWAT MARCELIN ROLAND
70. MBAHO NGAJEU ALAIN CHRISTIAN
71. MBANG A ZINTCHEM PAUL GERALDIN
72. MBIKOP YAMKAM MIREILLE GWLADYS
73. MBONGBANG OUMAROU DIDIER HERMAN
74. MBOUGEKO TAGNE LOIC
75. MEGUE YAP GWLADYS BLONDE
76. MEKA DJIMEFO ALIDA DELPHINE
77. MEKONTCHOU KOKOUNANG HARDY
78. MELI EPSE KAPTUE NEAMBO BLANDINE
79. MFATCHEU KWETO MICHELLE SIDONIE
80. MFOPIT NJIKAM SANI MAMA RAJAT
81. MFOREN ABDOU
82. MOTUE SIMO DIANE AIMEE
83. MOUATCHO MOUATCHO LIONEL ANICET
84. MOUNA NGO LIONEL BRICE
85. MOWOUA YUDDOM AURELIE JACQUELINE
86. MVOGO MVOGO OLIVIER
87. NANAN LEKOMO HERMANN
88. NDJEUDJA YVES MERLIN
89. NDJOCKE DORIS
90. NDONG ESSONO PIERRE MOISE
91. NDONGO NDONGO DESIRE

92. NGANA ERNESTINE ARMEL
93. NGO MBESSANG TECLAIRE CHRISTIANE
94. NGOMENI WANDJI BERTIN DONALD
95. NGONO ERNESTINE CAROLE
96. NGOUFACK TONFO MARIE MADELEINE
97. NGOUNDE MENDOUGA MARIE
98. NGOUNOU POUOMO CEDRIC ARNOLD
99. NGUEMMOGNE KENMOGNE HORTENCE JOELLE
100. NGUEYA TIYA PHALONE
101. NGUEZONG NGUEFACK ANNIE PARFAITE
102. NJIGANG LAURAIN CHANCELLE
103. NKENG EDAYE DESTIN
104. NKETCHA YAMKAM GERALDINE LEATICIA
105. NKOMBA ALEXIA
106. NLIBA OND SAMUEL
107. NSANGOU NJIKAM ABDOU RASAK
108. NYA NGOUMGNA STEPHANE MARILLON
109. NZIE NJIKAM GUSSENA
110. OWONA OMBOLE PIERRE FREDERIC
111. PIOMO TCHAKOUNANG ANNIE FLAURINE
112. SAHA OUATIO PATRICK BELL
113. SAMUELLE NKOMBA NDAME LINDA
114. SECKEU GILDAS
115. SIEGHO FOUPOUSSI ANIE EDITH
116. SIME FEZEU ARLETTE FLORE
117. SOH FOGWA POGHAARMAND CHANCELIN
118. SOMAN LUC BEAULIVARD
119. SONG FRANCOIS
120. SONOH MABONG NADEGE
121. SONTSA TSAFACK ULRICH HERVE
122. TAKOU LACMAGO OLIVIER
123. TAMO DJIMEFO MAXIME ARMEL
124. TAMO YANNICK ARIEL
125. TCHABA TEUKAM MARY CHRISTELLE
126. TCHAKOUGWA KAMGA ROSTAND
127. TCHALEU TCHOUAGA CHRISTELLE AIMEE
128. TCHANDA NGANDJI GINETTE PAOLA
129. TCHATCHOU NZOUWA PIERRE ALAIN
130. TCHOUADJUI NGANKAM NATHALIE PRISCILLE
131. TCHOUKOUA YIMKOUA IDA JULIENNE
132. TCHUENWA DJIMEFO NADEGE PASCALE
133. TEMGOMO PAULE NOELLA
134. TEMGOUA MARIE HELENE
135. TIKI NGOH ERNESTINE CAROLINE
136. TIOMELA FABRICE AIME
137. TOKO TCHUEMBOU MARTINE
138. TOKOUE NGATCHA DIAMORRE
139. TONDI TCHOUKWE CHRISTINE FALONNE
140. TSAFACK NKEMZEM GISLAIN
141. TSAFACK TIOMO ELVIRA
142. WANDJA DJIKI NADINE FLAURE
143. WOGAIN TEBEU BRIGITTE MAXIMIENCE
144. YIMGA YIMKOUA CYRILLE FRANCK

## Région de Supervision de **YAOUNDE**

### Superviseurs:

1. KENGNE Kamga Arline Epse Fomba
2. DJIALEU Eric Lambert

### Encadrement et sensibilisation

1. EVINA MBO Fernande

### Chauffeur :

1. DONGMO Jean
2. TSAKEM Patrice Hilaire

### Contrôleurs :

1. BIANKEU ACHILLE
2. DJOMWO KAMGA NADEGE
3. DJOZANG NDESSOP VIGAL
4. EBELA ALIMA ANTOINE MARIE
5. LETEDE NDJOMO DONATIEN
6. MBATKAM MBANTA SYLVIE FALONNE
7. MELINGUI EKANI GERMAIN
8. MENOUKEU DJINANG CHRISTELLE LAURE
9. NLEP JEAN
10. NLOMO NLOMO JEAN PAUL
11. SOBADIEM BLAISE PASCAL RUFFIN
12. TSOUNGUI NTOU ALBERT KISITO

### Enquêteurs :

1. ABOUDI ETOUNDI JEAN BRICE
2. ADJOURMI AICHATOU ABOUBAKARY
3. AKAGOU TIANII CHARLY
4. AMBOMO NDONGO ALBERTINE SOLANGE
5. AMOUGOU SYLVENDERE ZACHARIE
6. ASSAME EDYIMBI FABIOLA
7. AYISSI TOUA AURELIE LAURE
8. AZONFACK TEJIOGAP HERMINE
9. BABOULOU BA NDEBE JEAN ROGER
10. BEAUNYE SENDRINE
11. BIAGOUP KAMDOM AURELLE ELYSEE
12. BIAMEGNE KIKI ROSIE
13. BITSAGA MARIE DORIS
14. BIYA PAUL
15. BOGNING LAITTITIA
16. DANG DANG AORONE HERVE
17. DJAFA KAMBIA BLANCHE VANESSA
18. DJEUKAM AUGUSTE ANICET
19. DJIODJEU TCHINDA RAYMOND
20. DJOUGO NKEMZEM CRESSENCE LILIANE
21. DJUIKOM OUAMBA JUNIE GAELE
22. DOMINIQUE MALONG KEVIN MARTIAL
23. DONFACK TETIOKEU ARAULD VALDO
24. ELA ASSOUNMOU JAMES NARCISSE
25. EMVOUTOU AMBASSA ESTELLE FLORA
26. FEUKEU WOMO CHRISTIAN ANAEL
27. FEUKO TAMTO VIVIEN ARSENE
28. FOBASSO TANDA GILDAS
29. FODIMBA TCHIO LANDRY RAOUL
30. FOKA MEKAMDJO LESLIE
31. FOMEKONG CHARLINE
32. FOPA NOPESSOU JUSTINE
33. FOUA ETAMA EKOBEA BERTRAND
34. GHOMFO POUOMO LIONEL BRICE
35. GUIMATSIA TSAFONG CHARLIE MIREILLE
36. JUEGO NKOUNTCHOU LEONIE SOREL

37. KAMGA KEBEUTAT PRISCA NOELLE
38. KAPTOUOM FOTSO BAUREL JODEL
39. KEAHOUNG DJAMBONG ANIDA CHRISTELLE
40. KEMOUN BELEK DANY CEDRIC
41. KENGNE GUY RONIS
42. KENGUE BEKA AURELINE FLORE
43. KENNE DEMENE MARIELLE
44. KOGNOU FOPA MARIUS STEPHANE
45. KUATE TAGNE ACHILLE
46. LEGUE DIFFO JONAS
47. MAFFO SIMONE
48. MAGNE TAFFOCK REINE GAELE
49. MARIAM FAOZIA JULLALI
50. MATHE TCHINDA CLAUDIA
51. MAUKEM TAMOYEM ELIA
52. MAVEGAM OUEMBE HENRIANE STEPHANE
53. MBAKOP JUDITH
54. MBALLA ETOUNDI REGINE ESTELLE
55. MBO MINKO EDWIGE SARA
56. MBOUCHE MOCHE VIVIANE FLORA
57. MEPE DEFO PULHERIE
58. MESSIE PONDIE THIERRY
59. METANI MOISE
60. MEYONG EDIMA AGATHE CLAIRE
61. MEZE'E AMU'U AIMIEN MIREILLE
62. MODY MBI ARIANE
63. MONOBOME MARCELINE
64. MORE JULES BERTRAND
65. MOTOUOM SIKAMO QUICELLE
66. NANFA LEATITIA
67. NANKEP DJAMPOUOP ANNIE STELLA
68. NDOGA BLANDIE AURELIE
69. NGAGOU JEANNE DESIREE
70. NGANGUEM DARELL MYLENE
71. NGASSA KOUSSA RITA
72. NGO LIHAN ETELE AGATHE
73. NGONO ONANA MARIE NOEL
74. NGUEKEU TIOGO ALAIN FABRICE
75. NGUEMO YEMTE WILLIAMS JERRY
76. NGUEPNANG TEKAM SUZIE CRISTEL
77. NGWEKAM SOLANGE LAURE
78. NJAPNDOUNKE MFOPEN RAFIATOU
79. NKENG ETHONDE NDIH
80. NONGNI ARIELLE BLONDELLE
81. NOUBOU FLORENTINE ADELE
82. NOUETAGNI NOGUEM SANDRA LINDSAY
83. OUNIMBA MAGO DARLINE VANESSA
84. OUSMANOU SIDDIKI
85. POUAMOUN MOUCHILI AMIDOU CHRISVALIN
86. SANJO SIMEN KEVIN
87. TABA EMELINE OKA
88. TADIE FOTSO ROSSY CARLETO
89. TATIEZE CLAUDETTE LINDA
90. TCHINDA PATRICK LUCKY
91. TCHINGANKONG GEORGES DONAS
92. TCHOFFO HUGUES MARTIAL
93. TEME ASSOLO LOUIS CALVIN
94. TSOPBOU GUEYA CHRISTELLE
95. WAFO JOVANI PAULIN
96. YADE MGBEBON MICHELLE NOELLE
97. YONGANG FANDIO CYRILLE
98. ZILLI YANNICK HUGUES
99. AYANG MARTIN
100. AGUEIME MOISE

101. YERIMA MAHAMA
102. IFOUE ROSELINE
103. ANSONWONG JEANNE MARONNETTE.

## Région de Supervision de l'ADAMAOUA

### Superviseurs :

1. Oumarou Ibn El HAMID

### Encadrement et sensibilisation

1. Emmanuel DJITUPURI

### Chauffeur :

1. KOUEMO Séraphin

### Contrôleur :

1. WANGBARA DJONDANDI

### Enquêteurs :

1. ABDOULAZIZ MAHAMED
2. ASTA GONNE Philomène
3. BAMBA Raymond
4. BOUBA HAMADOU
5. DANMO Jean Pierre
6. FENDJONGUE PROSPER
7. BENOA DIBONGUE Thérèse
8. GNEPIE TAKAM ICOLAS WILFRED
9. GUISEWE MARTIN
10. MADI JEAN BEETTAND
11. NGAN-MIRI MIRUZOUKOU MOISE
12. SAYOBI ZE ATHANASE
13. TIRI ABAKAR SAID
14. YANHNDÉH DJOULDE GERMAINE
15. YOUSOUFA OUMAROU

## Région de Supervision du CENTRE Hors YAOUNDE

### Superviseurs :

1. TALOM KAMGA Alain

### Encadrement et sensibilisation

1. EVINA MBO Fernande

### Chauffeur :

1. NGANE AMBASSA Ignace Bertrand

### Contrôleurs :

1. MBARGA EVOUNA JOSEPH SERGE
2. TATCHOU EVOUNA JOSEPH SERGE

### Enquêteurs :

1. AMOUGOU EBELLA STEVE
2. EFILA ETIENNE
3. ELOMO NGATCHOU HILAIRE
4. EMANGA NGATCHOU HILAIRE
5. ETIBILI AMAMANA DIANE
6. FOUMAN NNANGA PAULINE GRACE
7. MAWAMBA MOMO JOSIANE
8. MBAZOA CATHERINE ERWAN FLORENCIA
9. MBONGUE JOH ABEL BORIS
10. NANGA BELA SEBASTIAN LE PRINCE



11. NGA ELOUNDOU ETOGA SYLVAIN
12. NGUELA SI-LE-MNUE GAETAN HAROL
13. NKEM NGALLY LOÏC LEOPOLD
14. SAND JOURDAIN JEDUTHUN
15. TALLA TCHIO AIME MACIS

## Région de Supervision de l'EST

### Superviseurs :

1. DJOU Pierre

### Encadrement et sensibilisation

1. TAKOUGANG ZEUKENG Eric Hervé

### Chauffeur :

1. ONGUENE Fabrice Sébastien

### Contrôleur :

1. FONING HERMAN ULRICH

### Enquêteurs :

1. AYONTA TCHINDA VALDEST
2. BILOA BIKOE ESTELLE NIQUAISE
3. BOYZOUNE KEUDEU
4. DIBITO EITEL ERNEST
5. DIMOUN MGBEBON GEDEON RAIM
6. DJENDO DJEMBLE SEVERIN
7. KAMENI CONSTANT
8. KENFACK NGUEYIM GERZINE GRACE
9. MVONGO AMOUGOU ULRICH
10. NKOU DJOUTCHI MBOU RAPHAEL
11. TCHOFFO FRANCKIN GAELE
12. TCHOKONTE WOUAPI YVES ALAIN
13. TSAGUE GUIKO BLANDINE
14. ZOGO YEBI RICHARD

## Région de Supervision de l'Extrême Nord

### Superviseurs :

1. GUETSOP Molière

### Encadrement et sensibilisation

1. KWAYEP Leonel

### Chauffeur :

1. HAMIDOU Ardo Naibou

### Enquêteurs :

1. AMADOU DJORWE
2. BAIKAO PASCALINE
3. BOLLA NARCISSE
4. BOUBA DJORWE GABRIEL
5. DAWAI JUSTIN
6. DJAMILA
7. FADIMATOU IBRAHIM
8. IBRAHIM HAMAOUA
9. KALMSINBE DJIBRILLA MARIEN
10. KOGA NAIBE RENOIR
11. MAHAMAT ALIFA
12. MOUSTAPHA IBRAHIM DJIBRILLA
13. OUMAROU HAMIDOU

14. TABOULI GORNAIBELE VINCENT DE PAUL
15. TCHUO TAKUETE BRICE
16. TIMBOGNE WAIROU
17. YERIMA MAHAMA

## Région Supervision du LITTORAL Hors Douala

### Superviseurs :

1. MBOTTO Armand

### Encadrement et sensibilisation

1. TCHACHOUANG Roger

### Chauffeur :

1. TATENOU Michel Standhal

### Contrôleurs :

1. NEME STEVE WILFRED
2. SIMB SIMB

### Enquêteurs :

1. AKOULONG LOIS NTOUBA
2. BESSALA MVOMO STEVE DONALD
3. BITOTO II WOLO FABRICE
4. DJABONG SONGTEN ARMELLE AUDREY
5. ELMANUEL MACK MACK II
6. ETIBILI ATIBIA PAULE
7. ETOH AKOULONG EUGENIE RAISSA
8. MANDENG LOUIS IVAN
9. MBAHO NGAJEU ALAIN CHRISTAN
10. MBOCK EMMANUEL YOLANDE
11. MBOULE DIDIER SYLVESTRE CLEMENT
12. NGALLE ARMAND BASILE
13. NJOMBE NGAKA HELENE ELISABETH
14. ONGBEMBA HORTENSE JOELLE AMANDINE
15. SIPOWA CHARLES ESTINE LAURE
16. TONGUE NJOLE VICTOIRE
17. TOUGA BRUCE PRIMO

## Région Supervision du NORD

### Superviseurs :

1. TEPONGNI Herve

### Encadrement et sensibilisation

1. CHOUDONG Norbert

### Chauffeur :

1. ISSA

### Contrôleur :

1. TEBAYA JULIENNE

### Enquêteurs :

1. BADA YALLAH ANDREANDRE
2. DAHIROU SALI
3. DEDDE MBROUGUE ELISE
4. GANAVA BATCHOUA
5. GUEFFOUBE EMMANUEL
6. HAMADA SAMUEL
7. HAMAWABI HAMADJODA
8. ILYASSOU MOUSSA
9. KALINIMI BERNARD

10. KEMJOMNE KEUGUE RODRIQUE
11. MANIE WASSOUO LUCIE
12. NWATEU TCHIENKUIMO CHAMBERLINE NADEGE
13. PEWAOUPE MADELEINE
14. SOULONG YAYA
15. WAYANG DIEUDONNE
16. YOUSOUFA OLIVIER

## Région de Supervision du NORD-OUEST

### Superviseurs :

1. DJEMNA KAMGA Elvis

### Encadrement et sensibilisation

1. FOTUE NJOMOU Sebastien

### Chauffeur

1. JUENGUE NANA Victor Ledoux

### Contrôleurs :

1. ADOH REGINA NANGA
2. YEMELI DZOUZOU YANNICK

### Enquêteurs :

1. AFERCK YANICK FORWANG
2. ALIEH GWENDOLINE
3. AMBE JESSE NCHE
4. AWASUM NGWENETAH LINDA
5. CLAUDE FONYUI SHAFE
6. DOH CLINTON MBAH
7. ENGWA LODOVICH ENGWA
8. ETIENE NYUYIDZE KPUNSA
9. FEDRICK NDI FONDONG
10. FERTH NWANA ROSELIN
11. JULIET ATUGHA EUJEBUI
12. JUMNGWA ERIC RINDA
13. KENFACK WOUOBENG PATRICK LEONARD
14. MAGNE GAMAGNI VANESSA ADRIENNE
15. MUNA MICHEL NDAGHA
16. MUNGING NADINE
17. NDE YOLLAND NEH
18. NDEH FRANCIS NYAMBI
19. NDI AZAH ELSIE
20. NNANGA PHILOMENE MURIELLE
21. OBAH ADENG TRACY-PARKER
22. SHARON KPUNYALA
23. SIGNE NGNECHECHEM CHRISTELLE GAEL
24. SYLVIE KIKI NFOR
25. TCHINDA SANDIO THIERY TIBAUT
26. TEKE PHELISIA ATUH
27. TENJO NGO ARMSTRONG
28. TSAKOU MANEBO VANESSA
29. VERA MANYUH BANTAR
30. WIRNDIN BENICE MOSONI

## Région de Supervision de l'OUEST

### Superviseurs :

1. DJIDAWO Ninon Victor

### Encadrement et sensibilisation

1. NGO NYEMB Louise Epse Baket

### Chauffeur :

1. LISSOM LI NKEMBE Albert Eric

### Contrôleurs :

1. DJIPAP JEAN PIERRE
2. NKO'O NKO'O SALOMON HERVAIS BERTRAND

### Enquêteurs :

1. DADJE DJIOKOUÉ JONAS
2. DJOMALEU RONSARD ROUSSEL
3. DJOUWA FOUNTHUIM YVES ROLAND
4. DJUKA GAELLE
5. DONFACK NKEMZEM TIDANE STELLA
6. FEUDJO NANKA NADINE CLAUDETTE
7. FOTUE SAKEPA JULES BERTIN
8. KAMDOM WABO LACKEN
9. KAMGA KOMBOU SANDRINE SCHOLASTIQUE
10. KEMEZA GUIMO CHRISTIAN
11. KENFACK WOMO JULIO
12. KENGOU NGUENA MAJOLIE
13. KENNE CHRISPO
14. LENO TSOKEZO ANNE SANDRINE
15. MAFO FOTSO LYNDIA ANABELLE
16. MAKOUA KOKOUNANG MIRELLE FLORE
17. MATHO GUYLAINE SYVIE
18. MBOUHO DAIROU
19. MEDO RAISSA
20. MOTSOU SOCPA RIGOBERT PASCAL
21. NANDJOU SILATSA VANICK
22. NGONO MARIE LAURE NADINE
23. NGOUMA TCHINDA FRANCK MARLOWE
24. NGUEKEU JEAGUE MARTIN JEANNETE
25. NTEMTO FOTSO STEPHANE HERVE
26. NYA TCHOUYA EMMANUEL
27. NYAMSI MBIABA EVRARD
28. TANDJONG PENANO ROMARIC SYLVAIN
29. TCHEUFFA PAUL SALOMON
30. TEMA ANGELINE
31. TIAYO YMENE AURELIE FALONE
32. TSASSE FOPI ERIC NELSON

## Région de Supervision du SUD

### Superviseurs :

1. OUAMBA TAGNE Alain Rody

### Encadrement et sensibilisation

1. GEWO Gislain

### Chauffeur :

1. MINYEBELE Joseph

### Contrôleur :

1. MBILLI AZEGUE ACHILLE

### Enquêteurs :

1. ASSOMO ENGOLO JOSEPHINE PRICILE
2. BILINGA BELINGA MARTIN
3. BELLA ASSOUMOU YVETTE
4. BIBANGA CEDRICK DONALD
5. DAGANG TEMGOUA FABRICE
6. EBOUTOU MFOU'OU NOELLE MARCIA
7. EDJISSENA ONANA RIMMEL DIETRICK
8. FONGANG MBAH LOUIS MARIE
9. GUEKAM ROSINE
10. LONTCHI CLAUDE PAULIN
11. MBEKE ADZESSA MARIE STEPHANIE
12. MESSINA GWLADYS THERESE
13. MVOMO MBAME CLARISSE
14. NJIEJIP GRACE
15. NOMANA EYEBE SERGE BERTTRAND
16. ZANG ONDO ELISA MYSTHA GELLE



## Région de Supervision du SUD-OUEST

### Superviseurs :

1. TSAKOU Georges

### Encadrement et sensibilisation

1. ETOO Guy Sylvain

### Chauffeur :

1. NDI Linus KONG

### Contrôleurs :

1. DIYONKI BAMIO NEPTALI CEDRIX SAINTCLAIRE
2. MBZI ODILE NJUA
3. MOKAKE EBENYE Seraphine

### Enquêteurs :

4. AGBOR BRIAN ABUNAW
5. EKANI CANISIUS CLAUDE
6. ENOW QUENNTA .LOSA
7. EPOSI NGOMBA NADIA AGBOR
8. ESEKE.A.BENDEH LIONEL
9. ETA GEORGES
10. EYONG NEMOH VELTRISS
11. FOBOSSO TSAPLAC STEVE
12. FOKOU DCHOUNE FRANC PATRICK
13. KHAN CLARISE OJONG
14. KINFACK ACHILLE VIVIEN
15. MENFO ZEMBONG KARL-I-BOND
16. METCHUENG CHRISTEL DIANE
17. MORH FRANCISCA NDAMAZE
18. NANA MBAKOP VIVIANE KISSEL
19. NDONGIE AWONA CHAVELLEI
20. NGAME AKOUE ARMAND
21. NGANYU NLINWE VICTORINE
22. NGASSAM NKEUNAN ESTELLE
23. NGUEKENG GEORGETTE
24. NSO VALERY ENOW
25. NTSAMA MARINA SOLANGE
26. NYENTI PAMELA MOTOMBY
27. OBEN NOFUNDE TABI JACQUELINE
28. SAKWE ALICE REIN NADOA
29. TAZIANO COLLINS
30. ZANKE NORMAN TEM

## Equipe d'exploitation

### Superviseurs :

1. MBA Martin
2. AMOUGOU René
3. FANDIO TCHABO Ferdinand
4. NDEFFO GUOUEPE Guy F
5. TCHIEKOU Emmanuel

### Contrôleurs de codifications :

1. NANA FEUKEU Armand
2. POUWONG TETANG Samuel
3. NYAME Benoit
4. KENMEGNE KAM Jean René

5. HYGINUS BINYUYVIDZEM
6. TCHAKOUA Herviste
7. KONAI Fidèle
8. NLONGBVOUO Raymond
9. TABOUE Felix
10. ATANGANA Josephine
11. NGO PONDI Benjamine Rose
12. GUIAKAM Bernadette
13. MOGUEA Jeannete
14. EBA ESSONO Marie

### Agents de codification :

1. ASSOE LOUIS MARIE CESAR
2. MENYE TINA CHRISTELLE
3. BOUGUEN FRANKY JORDAN
4. CHATUE KENGNE JANVIER BASILE
5. DJOUM COLINCE
6. ENONG ESIAN STEPHANE YVES
7. GATSI CHOUNNA GERVAIS VICTORIN TRESOR
8. KAMGANG JEAN
9. KENFACK DONHACHI
10. KESSE SELLE MURIEL
11. MADJO SIMO CLAIRE ROSINE
12. MATHO GUYLEINE SYLVIE
13. MAZEKUI TAKUETE JUDITH LAURE
14. MBO MINKO EDWIGE SARA
15. MIROUMBO LEMIA ROGER
16. MOFO MEKJEL ROLINCE
17. NDJANA BENG DUMEL
18. NDZANA ZOA EUDES PIERRE
19. NGOUMTCHEU WANGUE GHISLAINE
20. NINKAM EDEN JOVANNIE
21. NKWEHOU BRIGHTSON
22. NZONGANG FOSSI JOSEPH
23. POUAMON MOUCHILI AMIDOU CHRISVALIN
24. POUFFON WILLY STEVE DONALD
25. SABEUA FEUKEU EMMANUEL
26. SANDJO SIMEN KEVIN
27. NGUEKENG GEORGETTE
28. TCHINGANKONG GEORGES BOMAS
29. TCHOULA BEBELLE
30. TCHUISSEU YAMEN DENIS
31. TSANANG LAUREL STEVE
32. WAFO NKENGLEFAC JUDE

### Contrôleurs de saisie :

1. FOTSO MAYAP Nina Epse Sikube
2. TCHAKOUNTE NGOHO Roamin
3. EYEM Georges
4. FOKOU FOPI Serges
5. METANGMO Janvier

### Monitoring de la saie :

1. DJIDAWO Victor
2. DJIALEU Eric Lambert
3. KAMDEM Gustave
4. SAND DIBI

### Agents de saisie :

1. ANGAZOMO JEANINE RACHEL
2. ATOH CHRISTAL NJI

3. AWESSOUM EWODIO CHARLY ARSENE
4. AZANGUE ATIQUIM YOLANDE
5. BASSINGA PATRICK
6. BAYANG CHRISTIAN
7. BELBARA PARFAIT
8. BELLA ASSOUMOU YVETTE
9. BIAGOUN KAMDON AURELLE ELYSEE
10. BIYAGA EPSE KOUBE FRIEDA
11. BOGNING YIMPA MICHELLE
12. BOGNING ZONFACK LUCELIA
13. DIMOUN MGBEBON GEDEON RAIM
14. DJENDO DJEMBELE SEVERIN
15. DJEUKAM AUGUSTE ANICET
16. DJIFACK ADJAHOUNG BELODIE MARIELLE
17. DONFACK FOUELEFACK MARLENE OLIVIA
18. DONFACK VOULO CAROLLE
19. DOUHO KUETE ANSELME MARTIAL
20. EBELLE ESTHER
21. EBODE ONANA ALOYS
22. EDENE FOUA MARTINE CHRISTELLE
23. EITBILI EMELE ESTELLE FLORE
24. ESSIMI AMANDA
25. FANSI GHISLAINE
26. FOUAPON HASSAN BECHIR
27. FOUA NGAMANI EPSE ONANA MADELAINE GRACE
28. HYONKEU PIERRETTE FLORE
29. IBRAHIMA NE LE 22 AVRIL 1986 A GAROUA
30. JEUK NGOUNI INES ULRIELLE
31. KENDO SIKOZI EPSE WANDJI PIERRETTE
32. KUINZE KWISSONG ALVINE PEGGY
33. LELLE MARIE RENE
34. LENO TSOKEZO ANNE SANDRINE
35. LEPATOUO FAULEFACK EPSE TAKOU CHRISTIANE PIERRETTE
36. LONFO TANKOU ARNOLD CHRISTIAN
37. MAKAM SYLVIE ODE
38. MANGA ENONE GIRESE
39. MATCHUM DEFO ANNE FLORE
40. MBEDEM RAMATOU
41. MBEUNGANG LILIANE JUDITH
42. MODY MBI ARIANNE
43. MPON A SEKE NANCY ROSE
44. NANA ROSINE
45. NDAMDJA KWENDJEU EPSE FANDIO HENRIETTE CHRISTELLE
46. NDJESSA STEPHANIE VICTOIRE
47. NDJOUNDEN TCHOUAFFE DIANE
48. NEME STEVE WILFRIED
49. NGAGOUN JEANNE DESIREE
50. NGAMO NGAMO LIONEL HORMIDAS
51. NGANDOM ELODIE DANIELLE
52. NGO PEBGA NKOA CHRISTINE NOELLE
53. NGUEGNI FOMANOU JUDITE
54. NGUEKEU JEAGUE MARTINE JEANNINE
55. NJIMESSI ULBRICHE
56. NOAH MODO MARIE ROLANDE
57. NOKO ARIANNE BLANCHE
58. OBAME JEANNE SANDRINE
59. ODOU NDENDAME PATRICE ALBERT
60. ONGUENE BA ANA MARIE ROSE
61. PAGBE SUZANNE NATHALIE EPSE ILOUGA
62. SISSA PAULINE EPSE EBONGUE
63. SOBADJEM BLAISE PASCAL RUFFIN
64. SOUANFOUO DOCTOUKO DORETTE
65. TALKEU WANDJI THERAMERE
66. TEGUIA DJEMBISSI LOIC ARMEL
67. TIAYA SAHA AUBERLIN TRESOR
68. TOUNA EPOUBA DOROTHE ADELIN
69. TOUSSOM TCHEUGOUE ELISE
70. TSONDO NGOA EUGENIE GAELE

## A2-Concepts et définitions

Un **établissement** est défini comme une unité économique située en un lieu géographiquement bien distinct, dans lequel s'exercent des activités de production ou de vente de biens et de services. Une entreprise est donc un établissement ou un ensemble d'établissements.

On distingue trois catégories d'établissement :

- **L'établissement unique** : ne possède ou ne contrôle pas d'autres établissements, n'est contrôlé par aucun autre établissement. Il se confond à l'entreprise ;
- **Le Siège social** : est un établissement abritant les organes décisionnels de l'entreprise. Sur le plan juridique, les établissements possédés dépendent du siège social ;

**La Filiale ou la succursale** : est un établissement qui dépend étroitement d'un autre (entreprise mère), mais qui en est juridiquement distincte.

Les entreprises peuvent être classées selon leur taille en grandes entreprises, moyennes entreprises, petites entreprises, très petites entreprises et unités de production informelle.

### Encadré 1 : Typologie des entreprises

La classification des entreprises au RGE-2 a été effectuée à partir de la loi N° 2015/010 du 16 juillet 2015 modifiant et complétant certaines disposition de la loi N° 2010/001 du 13 avril 2010 portant promotion des petites et moyennes entreprises au Cameroun.

#### 1. Critères de classification.

Afin de classer les entreprises dans le répertoire, trois critères ont été retenus : l'effectif employé, le chiffre d'affaires et l'appartenance ou non à l'informel.

##### a. L'effectif employé

L'effectif couvre le personnel employé à temps plein, à temps partiel ou de manière saisonnière. Il inclut les catégories suivantes : les salariés et assimilés, les propriétaires exploitants, les associés exerçant une activité régulière dans l'entreprise et bénéficiant d'avantages financiers ou en nature de la part de l'entreprise.

L'effectif peut être exprimé en unité de travail annuel (UTA), définie comme le travail d'une personne à plein temps pendant une année. Cette unité permet d'intégrer l'emploi saisonnier par conversion du travail concerné en équivalent UTA.

##### b. Le chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires est le résultat des ventes des biens et services. Il est évalué hors taxe.

##### c. L'appartenance à l'informel

Une unité de production informelle est une entreprise non enregistrée (absence de numéro de contribuable)

ou ne tenant pas de comptabilité formelle au sens du système comptable en vigueur au Cameroun.

## **2. Classification des entreprises**

L'INS utilise les critères ci-dessus tels pour classer les entreprises dans le répertoire de référence des entreprises au Cameroun. La typologie des entreprises se présente ainsi qu'il suit :

### **a) Les unités de production informelles (UPI)**

### **b) Les très petites entreprises (TPE)**

Une TPE doit avoir un chiffre d'affaires annuel hors taxes strictement inférieur à 15 millions de francs CFA ou employer au plus 5 personnes.

### **c) Les petites entreprises (PE)**

Une PE doit employer entre 6 et 20 personnes, réaliser un chiffre d'affaires compris entre 15 et 250 millions.

### **d) Les moyennes entreprises (ME)**

Une ME doit réaliser un chiffre d'affaires compris entre 250 millions et trois milliards, employer entre 21 à 100 personnes.

### **e) Les grandes entreprises (GE)**

Une GE emploie plus de 100 personnes et réalise plus de trois milliards de chiffre d'affaires.

Suivant la nature de leurs activités, les entreprises peuvent être réparties dans le secteur primaire (sylviculture, agriculture, pisciculture, élevage, pêche), le secteur secondaire (extraction, fabrication, production et distribution d'eau et d'énergie, construction), le secteur tertiaire (commerce, transport, restauration et hébergement, télécommunication, banques et assurance, etc.).

Sur le plan juridique, une entreprise peut être une personne physique ou morale. On les classe également en entreprise individuelle et entreprise sociétaire.

### **a) Entreprise individuelle**

Elle a pour propriétaire une personne physique, qui, avec des moyens financiers personnels, exerce son activité. Le patron est alors totalement responsable sur ses biens en cas de faillite.

### **b) Entreprise sociétaire**

La société est une personne morale, réunissant par contrat un ensemble de personnes qui mettent

ensemble des biens et forment ainsi une entité collective existant selon des règles d'exploitation communes, indépendamment des personnes physiques ou morales qui y participent.

Les apports des uns et des autres sont constitués en capital social divisé en parts de même valeur nominale. Les statuts de la société ainsi constituée peuvent désigner un ou plusieurs gérants, associés ou non, personnes physiques ou morales, ou en prévoir la désignation dans un acte ultérieur. Il existe plusieurs formes de sociétés dont les plus usuelles sont :

***b1) Société anonyme (SA) :***

Les actionnaires ne sont responsables des dettes de l'entreprise que dans la limite de leurs apports. Chaque actionnaire participe en principe à la gestion de l'entreprise à travers les Assemblées Générales d'actionnaires et participe aux distributions de bénéfices (dividendes). Le capital social minimum doit être de dix millions de francs CFA, divisé en parts sociales égales dont la valeur nominale ne peut être inférieure à 10 000 francs CFA. Les sociétés anonymes sont aussi appelées sociétés de capitaux.

***b2) Société à responsabilité limitée (SARL) :***

Les associés sont responsables des dettes sociales à concurrence de leurs apports et les droits sont représentés par des parts sociales. Le capital social minimum doit être de un million de francs CFA, et la valeur nominale ne peut être inférieure à 5 000 francs CFA.

***b3) Société à responsabilité limitée unipersonnelle (SARLU) :***

C'est une forme de SARL possédée par une seule personne.

***b4) Société d'économie mixte :***

Ce sont des sociétés de droit privé dont une partie du capital est détenue par l'Etat ou des collectivités territorialement décentralisées, ou des sociétés publiques avec des actionnaires privés.

***b5) Coopérative :***

C'est une forme d'entreprise où les droits de chaque associé à la gestion sont égaux et où le profit est reparti entre eux de manière égalitaire.

***b6) Groupe d'initiative commune (GIC) :***

C'est une association de développement initiées et gérée par les populations unies par les mêmes intérêts et activités, sans ingérence de l'Administration.

***b7) Groupement d'intérêt économique (GIE) :***

C'est une entité économique mise en œuvre pour mettre ensemble des moyens propres à faciliter ou à développer l'activité économique de ses membres. Il peut ne pas donner lieu à constitution de capital et ne conduit pas à des bénéfices propres.

### A3-Tableaux Statistiques

**Tableau A3.1 : Répartition des entreprises et établissements par arrondissement**

Régions	Départements	Arrondissements	Nombre	%	Régions	Départements	Arrondissements	Nombre	%
DOUALA	WOURI	DOUALA I	12257	17,5	EXTREME-NORD	DIAMARE	MAROUA I	1377	31,9
		DOUALA II	11401	16,3			MAROUA II	2114	49,0
		DOUALA III	15641	22,3			MAROUA III	371	8,6
		DOUALA IV	10542	15,0			DARGALA	84	1,9
		DOUALA V	18818	26,9			DOUKOULA	16	0,4
		MANOKA					GAZAWA	112	2,6
		Arrondissement Inconnu	1423	2,0			PETTE	37	0,9
		TOTAL	70082	100,0			BOGO	118	2,7
YAOUNDE	MFOUNDI	YAOUNDE I	11428	22,9			MERI	17	0,4
		YAOUNDE II	6282	12,6			Arrondissement Inconnu	71	1,6
		YAOUNDE III	7751	15,5			Total	4317	100,0
		YAOUNDE IV	7569	15,1		LOGONE-ET-CHARI	KOUSSERI	914	73,1
		YAOUNDE V	7349	14,7			LOGONE-BIRNI	35	2,8
		YAOUNDE VI	7550	15,1			ZINA	16	1,3
		YAOUNDE VII	1225	2,5			WAZA	48	3,8
		Arrondissement Inconnu	816	1,6			MAKARY	39	3,1
		Total	49970	100,0			GOULFEY	21	1,7
ADAMAOUA	VINA	NGAOUNDERE Ier	1366	34,9			BLANGOUA	117	9,4
		NGAOUNDERE II	2136	54,6			FOTOKOL	30	2,4
		NGAOUNDERE III	96	2,5			HILE-HALIFA	16	1,3
		NGANHA	21	0,5			DARAK (2004)		0,0
		NYAMBAKA	36	0,9			Arrondissement Inconnu	15	1,2
		MARTAP	62	1,6			Total	1251	100,0
		MBE	71	1,8		MAYO-DANAY	YAGOUA	243	49,5
		BELEL	76	1,9			GUERE	11	2,2
		Arrondissement Inconnu	45	1,2			MAGA	38	7,7
		Total	3909	100,0			WINA	7	1,4
	MBERE	MEIGANGA	487	76,5			GUEME(VELE)	35	7,1
		DJOHONG	30	4,7			KAI-KAI	33	6,7
		DIR	42	6,6			GOBO	39	7,9
		NGAOUI	73	11,5			KAR-HAY	44	9,0
		Arrondissement Inconnu	5	0,8			DATCHEKA	1	0,2
		Total	637	100,0			TCHATIBALI	16	3,3
	FARO-ET-DEO	TIGNERE	209	70,8			KALFOU	10	2,0



Régions	Départements	Arrondissements	Nombre	%	Régions	Départements	Arrondissements	Nombre	%
		MAYO-BALEO	27	9,2			Arrondissement Inconnu	14	2,9
		KONTCHA	11	3,7			Total	491	100,0
		GALIM-TIGNERE	43	14,6		MAYO-TSANAGA	MOKOLO	173	50,9
		Arrondissement Inconnu	5	1,7			SOULEDE-ROUA	14	4,1
		Total	295	100,0			BOURHA	20	5,9
	MAYO-BANYO	BANYO	301	46,8			KOZA	43	12,6
		MAYO-DARLE	147	22,9			HINA	22	6,5
		BANKIM	195	30,3			MOGODE	38	11,2
		Total	643	100,0			MAYO-MASKOTA(MOZOGO)	16	4,7
	DJEREM	TIBATI	221	38,7			Arrondissement Inconnu	14	4,1
		NGAOUNDAL	350	61,3			Total	340	100,0
		Total	571	100,0		MAYO-SAVA	MORA	171	77,4
CENTRE HORS YAOUNDE	HAUTE-SANAGA	NANGA-EBOKO	177	33,1			TOKOMBERE	26	11,8
		NSEM	16	3,0			KOLOFATA	16	7,2
		MINTA	43	8,0			Arrondissement Inconnu	8	3,6
		BIBEY	8	1,5			Total	221	100,0
		MBANDJOCK	121	22,6		MAYO-KANI	KAELE	59	23,6
		NKOTENG	160	29,9			GUIDIGUIS	81	32,4
		LEMBE-YEZOOM		0,0			MOUTOURWA	17	6,8
		Arrondissement Inconnu	10	1,9			TOULOU(MPORHI)	3	1,2
		Total	535	100,0			ZIGUILAO(TAIBONG)	15	6,0
	LEKIE	EVODOULA	82	6,6			MINDIF	29	11,6
		MONATELE	139	11,3			MOULVOUDAYE	40	16,0
		OBALA	485	39,3			Arrondissement Inconnu	6	2,4
		BATCHENGA	70	5,7			Total	250	100,0
		ELIG-MFOMO	19	1,5	LITTORAL HORS DOUALA	MOUNGO	NKONGSAMBA I	1112	22,4
		OKOLA	68	5,5			NKONGSAMBA II	437	8,8
		LOBO	1	0,1			NKONGSAMBA III	122	2,5
		SA'A	279	22,6			NLONAKO(EBONE)	3	0,1
		EBEBDA	81	6,6			DIBOMBARI	323	6,5
		Arrondissement Inconnu	11	0,9			ABO/FIKO (BONALEA)	133	2,7
		Total	1235	100,0			LOUM	650	13,1
	MBAM-ET-	BAFIA	439	49,9			NJOMBE-PENJA	344	6,9

Régions	Départements	Arrondissements	Nombre	%	Régions	Départements	Arrondissements	Nombre	%
	INOUBOU	KIIKI	3	0,3			MANJO	260	5,2
		KON-YAMBETTA	9	1,0			MBANGA	456	9,2
		BOKITO	57	6,5			MOMBO	53	1,1
		NDIKINIMEKI	99	11,3			MELONG	863	17,4
		NITOUKOU	6	0,7			BARE-BAKEM	104	2,1
		MAKENENE	128	14,6			Arrondissement Inconnu	113	2,3
		OMBESSA	93	10,6			Total	4973	100,0
		DEUK	14	1,6		NKAM	YABASSI	112	52,6
		Arrondissement Inconnu	31	3,5			NKONDJOCK	88	41,3
		Total	879	100,0			NORD-MAKOMBE (NDOBIAN)	2	0,9
	MBAM-ET-KIM	NTUI	288	80,2			YINGUI	11	5,2
		NGORO	5	1,4			Total	213	100
		YOKO	3	0,8		SANAGA-MARITIME	DIBAMBA	42	1,9
		NGAMBE-TIKAR	1	0,3			EDEA I	1661	75,6
		MBANGASSINA	46	12,8			EDEA II	160	7,3
		Arrondissement Inconnu	16	4,5			NGWEI	62	2,8
		Total	359	100,0			DIZANGUE	42	1,9
	MEFOU-ET-AFAMBA	AWAE	52	4,0			MOUANKO	20	0,9
		OLANGUINA	3	0,2			NDOM	32	1,5
		ESSE	50	3,8			NYANON	21	1,0
		AFAMLOUM	1	0,1			NGAMBE	35	1,6
		MFOU	290	22,2			MASSOCK-SONGLOULOU	20	0,9
		NKOLAFAMBA	630	48,1			POUMA	101	4,6
		SOA	280	21,4			Arrondissement Inconnu	17	0,8
		EDZENDOUAN		0,0			Total	2196	100,0
		Arrondissement Inconnu	3	0,2	NORD	BENOUE	BASHEO	16	0,3
		Total	1309	100,0			GAROUA I	1981	40,7
	MEFOU-ET-AKONO	NGOUMOU	139	29,8			GAROUA II	1477	30,3
		AKONO	49	10,5			GAROUA III	98	2,0
		BIKOK	15	3,2			TOUROUA	68	1,4
		MBANKOMO	264	56,5			BARDANKE (MAYO HOURNA)	72	1,5
		Total	467	100,0			BIBEMI	123	2,5
	NYONG-ET-KELE	ESEKA	281	50,9			PITOA	148	3,0

Régions	Départements	Arrondissements	Nombre	%	Régions	Départements	Arrondissements	Nombre	%
EST		MATOMB	27	4,9	NORD-OUEST		DEMBO	20	0,4
		BOT-MAKAK	30	5,4			GASCHIGA (DEMSA)	40	0,8
		NGUIBASSAL	1	0,2			LAGDO	368	7,6
		MAKAK	101	18,3			NGONG (TCHEBOA)	401	8,2
		MESSONDO	21	3,8			Arrondissement Inconnu	61	1,3
		BIYOUHA	2	0,4			Total	4873	100,0
		NGOG-MAPUBI	71	12,9		FARO	POLI	53	48,6
		DIBANG	16	2,9			BEKA	56	51,4
		Arrondissement Inconnu	2	0,4			Total	109	100,0
		Total	552	100,0		MAYO-REY	TCHOLLIRE	53	6,7
	NYONG-ET - MFOUMOU	AKONOLINGA	341	62,7			MADINGRING	113	14,2
		MENGANG	14	2,6			REY-BOUBA	82	10,3
		ENDOM	47	8,6			TOUBORO	547	68,8
		AYOS	142	26,1			Total	795	100
		NYAKOMBO		0,0		MAYO-LOUTI	GUIDER	599	59,2
		Total	544	100,0			MAYO-OULO	202	20,0
	NYONG-ET-SO'O	MBALMAYO	690	85,8			FIGUIL	202	20,0
		AKOEMAN	3	0,4			Arrondissement Inconnu	9	0,9
		MENGUEME	20	2,5			Total	1012	100,0
		NKOLMETET	41	5,1		BUI	KUMBO	1226	62,3
		NGOMEDZAP	47	5,8			NKUM	141	7,2
		DZENG		0,0			NKOR(NONI)	149	7,6
		Arrondissement Inconnu	3	0,4			MBIAME(MBVEN)	37	1,9
		Total	804	100,0			JAKIRI	242	12,3
	BOUMBA-ET-NGOKO	YOKADOUMA	348	62,7			OKU	168	8,5
		GARI-GOMBO	66	11,9			Arrondissement Inconnu	4	0,2
		MOLOUNDOU	115	20,7			Total	1967	100,0
		SALAPOUMBE	26	4,7		MENCHUM	WUM	213	55,5
		Total	555	100			FURU-AWA	3	0,8
	HAUT-NYONG	ABONG-MBANG	347	37			ZHOA(FUNGOM)	109	28,4
		ATOK	26	2,8			BENAKOUMA (MENCHUM VALLEY)	59	15,4
		MINDOUROU	52	5,5			Arrondissement Inconnu	1	0,3

Régions	Départements	Arrondissements	Nombre	%	Régions	Départements	Arrondissements	Nombre	%
		ANGOSSAS	10	1,1			Total	384	100,0
		DOUME	97	10,3		BOYO	FUNDONG	456	54,1
		DOUMANTANG	6	0,6			BELO	194	23
		DIMAKO	101	10,8			FONFUKA(BUM)	38	4,5
		LOMIE	84	9			NJINIKOM	155	18,4
		MESSOK	27	2,9			Total	843	100,0
		NGOYLA	22	2,3		MEZAM	BAMENDA I	312	3,8
		MESSAMENA	44	4,7			BAMENDA II	4947	60,1
		SOMALOMO	13	1,4			BAMENDA III	1934	23,5
		NGUELEMENDOUKA	97	10,3			SANTA	468	5,7
		MBOMA	12	1,3			TUBAH	218	2,6
		Total	938	100			BALI	66	0,8
	KADEY	BATOURI	434	48,3			BAFUT	188	2,3
		NDEM-NAM (Nguelebock)	19	2,1			Arrondissement Inconnu	99	1,2
		MBANG	23	2,6			Total	8232	100,0
		NDELELE	16	1,8		NGO-KETUNJIA	NDOP	638	77,1
		Bombe (Kentzou)	336	37,4			BABESSI	107	12,9
		KETTE	44	4,9			BALIKUMBAT	82	9,9
		MBOTORO (OULI)	24	2,7			Arrondissement Inconnu	1	0,1
		Arrondissement Inconnu	3	0,3			Total	828	100,0
		Total	899	100,0		MOMO	MBENGWI	17	5,0
	LOM-ET-DJEREM	BERTOUA I	1264	26,0			NJIKWA	29	8,6
		BERTOUA II	2059	42,4			ANDEK (NGIE)	26	7,7
		MANDJOU	215	4,4			BATIBO	170	50,1
		BELABO	324	6,7			WIDIKUM-MENKA	95	28,0
		DIANG	28	0,6			Arrondissement Inconnu	2	0,6
		BETARE-OYA	339	7,0			Total	339	100,0
		NGOURA	39	0,8		DONGA-MANTUNG	NKAMBE	281	41,6
		GAROUA-BOULAI	574	11,8			AKO	35	5,2
		Arrondissement Inconnu	11	0,2			NDU	119	17,6
		Total	4853	100,0			MISAJE	103	15,2
OUEST	BAMBOUTOS	MBOUDA	1227	88,7			NWA	134	19,8
		BABADJOU	29	2,1			Arrondissement Inconnu	4	0,6
		BATCHAM	65	4,7			Total	676	100,0
		GALIM	41	3,0	SUD OUEST	FAKO	LIMBE I	2538	28,1

Régions	Départements	Arrondissements	Nombre	%	Régions	Départements	Arrondissements	Nombre	%
		Arrondissement Inconnu	21	1,5			LIMBE II	322	3,6
		Total	1383	100,0			LIMBE III	23	0,3
	HAUT-NKAM	BAFANG	573	63,4			BUEA	3248	36,0
		BANKA	121	13,4			IDENAU(WEST-COAST)	195	2,2
		BAKOU	2	0,2			MUYUKA	695	7,7
		BANA	18	2,0			TIKO	1932	21,4
		BANDJA	43	4,8			Arrondissement Inconnu	80	0,9
		KEKEM	122	13,5			Total	9033	100,0
		BANWA	19	2,1		MANYU	MAMFE	590	69,7
		Arrondissement Inconnu	6	0,7			EYUMODJOCK	208	24,6
		Total	904	100,0			TINTO(UPPER-BAYANG)	46	5,4
	MENOUA	DSCHANG	1490	76,3			AKWAYA	2	0,2
		FONGO-TONGO	37	1,9			Total	846	100,0
		SANTCHOU	127	6,5		LEBIALEM	MENJI(FONTEM)	100	71,4
		FOKOUÉ	18	0,9			ALOU	31	22,1
		NKONG-NI	137	7,0			WABANE	2	1,4
		PENKA-MICHEL	122	6,3			Arrondissement Inconnu	7	5,0
		Arrondissement Inconnu	21	1,1			Total	140	100,0
		Total	1952	100,0		MEME	KUMBA I	2073	58,5
	MIFI	BAFOUSSAM I	4150	63,6			KUMBA II	798	22,5
		BAFOUSSAM II	1757	26,9			KUMBA III	80	2,3
		BAFOUSSAM III	547	8,4			KONYE	92	2,6
		Arrondissement Inconnu	75	1,1			MBONGE	471	13,3
		Total	6529	100,0			Arrondissement Inconnu	30	0,8
	HAUTS-PLATEAUX	BAMENDJOU	67	21,8			Total	3544	100,0
		BATIE	71	23,1		KOUPE-ET-MANENGOUBA	BANGEM	53	14,9
		BAHAM	126	41,0			TOMBEL	172	48,5
		BANGOU	42	13,7			NGUTI	124	34,9
		Arrondissement Inconnu	1	0,3			Arrondissement Inconnu	6	1,7
		Total	307	100,0			Total	355	100,0
	KOUNG-KHI	BANDJOUN (POUMOUGNE)	413	84,3		NDIAN	MUNDEMBA	119	15,0
		DENGDENG (DJEMBEM)	32	6,5			TOKO	14	1,8
		BAYANGAM	39	8,0			BAMUSSO	207	26,2

Régions	Départements	Arrondissements	Nombre	%	Régions	Départements	Arrondissements	Nombre	%
		Arrondissement Inconnu	6	1,2			EKONDO TITI	409	51,7
		Total	490	100,0			ISANGUELE	28	3,5
	NDE	BANGANGTE	530	63,2			DIKOME-BALUE	4	0,5
		BASSAMBA	23	2,7			KOMBO ABEDIMO	7	0,9
		BAZOU	152	18,1			IDABATO		0,0
		TONGA	127	15,1			KOMBO ITINDI		0,0
		Arrondissement Inconnu	7	0,8			Arrondissement Inconnu	3	0,4
		Total	839	100,0			Total	791	100,0
	NOUN	FOUMBAN	603	32,0					
		NJIMOM	52	2,8					
		MALENTOUEN	113	6,0					
		KOUTABA	172	9,1					
		MAGBA	87	4,6					
		BANGOURAIN	41	2,2					
		FOUMBOT	708	37,5					
		MASSANGAM	18	1,0					
		KOUOPTAMO	80	4,2					
		Arrondissement Inconnu	13	0,7					
		Total	1887	100,0					
SUD	DJA-ET-LOBO	SANGMELIMA	970	69,7					
		MEYOMESSI	5	0,4					
		MEYOMESSALA	62	4,5					
		BENGBIS	42	3,0					
		DJOUM	71	5,1					
		MINTOM	19	1,4					
		OVENG	15	1,1					
		ZOETELE	184	13,2					
		Arrondissement Inconnu	23	1,7					
		Total	1391	100,0					
	MVILA	EBOLWA I	1151	59,3					

Régions	Départements	Arrondissements	Nombre	%	Régions	Départements	Arrondissements	Nombre	%
		EBOLOWA II	641	33,0					
		EFOULAN	3	0,2					
		BIWONG-BULU	13	0,7					
		MVANGAN	57	2,9					
		BIWONG BANE	12	0,6					
		NGOULEMAKONG	34	1,8					
		MENGONG	30	1,5					
		Arrondissement Inconnu	1	0,1					
		Total	1942	100,0					
	VALLEE DU NTEM	AMBAM	601	36,6					
		MA'AN	34	2,1					
		OLAMZE	32	1,9					
		KYE-OSSI	973	59,2					
		Arrondissement Inconnu	4	0,2					
		Total	1644	100,0					
	OCEAN	KRIBI I	913	80,0					
		KRIBI II	28	2,5					
		LOKOUNDJE	14	1,2					
		AKOM II	7	0,6					
		NIETE	13	1,1					
		CAMPO	31	2,7					
		LOLODORF	65	5,7					
		BIPINDI	21	1,8					
		MVENGUE	38	3,3					
		Arrondissement Inconnu	11	1,0					
		Total	1141	100,0					

Source : INS/RGE-2



**Tableau A3.2 : Répartition des entreprises par région et selon la forme juridique**

Région de recensement	EI	SARLU	SARL	SA	Autre forme juridique	Non déclaré	Total général
Douala	65 017	210	1 826	435	331	709	68 528
Yaoundé	45 988	208	1 074	125	381	635	48 411
Adamaoua	5 621	11	41	5	15	156	5 849
Centre hors Yaoundé	6 171	38	47	6	26	134	6 422
Est	6 788	39	38	11	38	133	7 047
Extrême-nord	6 355	31	40	14	33	165	6 638
Littoral hors Douala	6 805	25	67	22	37	188	7 144
Nord	6 419	33	84	10	42	30	6 618
Nord-ouest	12 799	26	56	5	74	28	12 988
Ouest	13 360	32	143	7	61	51	13 654
Sud	5 597	18	27	1	28	184	5 855
Sud ouest	13 658	47	110	23	103	324	14 265
<b>Total général</b>	<b>194 578</b>	<b>718</b>	<b>3 553</b>	<b>664</b>	<b>1 169</b>	<b>2 737</b>	<b>203 419</b>

Source : INS/RGE-2

**Tableau A3.3 : Répartition des entreprises par activité**

Activités principales	Nombre	Proportion (%)
Cultures de céréales	70	0,03
Culture de tubercules et de légumes à cosse secs	9	0,00
Culture de plantes oléagineuses	6	0,00
Culture du coton	1	0,00
Égrenage du coton	2	0,00
Autres cultures n.c.a	8	0,00
Culture de légumes	1	0,00
Reproduction des plantes (pépinières); horticulture	5	0,00
Culture du cacao	23	0,01
Culture du café	2	0,00
Culture du thé	1	0,00
Culture de la banane	6	0,00
Culture de l'ananas	1	0,00
Culture d'autres fruits	6	0,00
Culture de plantes à épices	1	0,00
Élevage de bovins	16	0,01
Élevage chevaux et autres équidés	1	0,00
Élevage d'ovins	1	0,00
Élevage de caprins	1	0,00
Élevage de porcins	1	0,00
Élevage de volailles	70	0,03
Élevage d'animaux n.c.a.	7	0,00
Culture et élevage associés	3	0,00
Activités de soutien à la culture et à l'élevage	24	0,01
Chasse et activités annexes	4	0,00
Sylviculture	30	0,01
Exploitation forestière	23	0,01

Activités principales	Nombre	Proportion (%)
Production de charbon de bois	8	0,00
Cueillette	1	0,00
Activités forestières de soutien	2	0,00
Pisciculture, aquaculture	1	0,00
Extraction de charbon et de lignite	1	0,00
Extraction de pétrole brut	11	0,01
Extraction de gaz naturel	11	0,01
Extraction de minerais de fer	2	0,00
Extraction de minerais d'uranium	1	0,00
Extraction de minerais de métaux précieux	1	0,00
Extraction de bauxite	5	0,00
Extraction d'autres minerais métalliques n.c.a.	4	0,00
Extraction de pierres, de sables et d'argiles	18	0,01
Extraction ou production de sel et de natron	1	0,00
Extraction de diamants et d'autres pierres précieuses	1	0,00
Autres extractions	4	0,00
Activités de soutien aux industries extractives	4	0,00
Abattage, transformation et conservation des viandes	89	0,04
Congélation de poissons, crustacés et mollusques	23	0,01
Séchage, salage ou fumage du poisson	2	0,00
Autres transformations et conservations des poissons, crustacés et mollusques	2	0,00
Transformation et conservation des fruits et légumes	20	0,01
Fabrication de corps gras d'origine animale et végétale	27	0,01
Fabrication de produits laitiers et de glaces	26	0,01
Travail des grains	1 329	0,65
Fabrication de produits amylacés	7	0,00
Fabrication de pain et de pâtisseries fraîches	378	0,19
Biscuiterie et pâtisserie de conservation	8	0,00
Fabrication de pâtes alimentaires, de couscous et de produits	161	0,08
Fabrication d'aliments pour animaux	170	0,08
Fabrication de sucre	2	0,00
Chocolaterie ; confiserie	9	0,00
Transformation du café, du thé	11	0,01
Fabrication de condiments et assaisonnements	56	0,03
Fabrication de denrées diverses n.c.a	22	0,01
Fabrication de boissons alcoolisées	99	0,05
Production d'eaux de table et de boissons non alcoolisées	27	0,01
Fabrication de produits à base de tabac	4	0,00
Filature, tissage et ennoblissement textile	72	0,04
Fabrication de tapis et carpettes	30	0,01
Fabrication d'étoffes à mailles et d'articles textiles non vestimentaires n.c.a	116	0,06
Fabrication d'articles d'habillement	17 185	8,45
Apprêt, tannage des cuirs et fourrures	9	0,00
Fabrication d'articles de voyage, de maroquinerie, de sellerie et de bourrellerie	12	0,01
Fabrication de chaussures	315	0,15

Activités principales	Nombre	Proportion (%)
Sciage et rabotage du bois	695	0,34
Fabrication de feuilles de placage, de contreplaqués et de panneaux	29	0,01
Fabrication d'ouvrages de charpente, de menuiseries et	367	0,18
Fabrication d'articles divers en bois, liège, vannerie ou sparterie	907	0,45
Fabrication de pâte à papier, de papier et de carton	18	0,01
Fabrication de carton ondulé et d'emballages en papier ou en carton	3	0,00
Fabrication d'articles en papier ou en carton	23	0,01
Imprimerie et activités connexes	471	0,23
Reproduction d'enregistrements	21	0,01
Raffinage pétrolier	13	0,01
Cokéfaction	1	0,00
Fabrication de produits azotés et d'engrais	14	0,01
Fabrication d'autres produits chimiques de base	1	0,00
Fabrication de savons, détergents et produits d'entretien	20	0,01
Fabrication de parfums et de produits de toilette	22	0,01
Fabrication de produits agrochimiques	17	0,01
Fabrication de peintures et vernis, adjuvants et encres d'imprimerie	7	0,00
Fabrication de fibres artificielles ou synthétiques	5	0,00
Fabrication d'autres produits chimiques	9	0,00
Industrie pharmaceutique	9	0,00
Fabrication de médicaments traditionnels	28	0,01
Fabrication et rechapage de pneumatiques	122	0,06
Fabrication d'autres ouvrages en caoutchouc	29	0,01
Travail du plastique	29	0,01
Fabrication de verre et d'articles en verre	189	0,09
Fabrication de carreaux en céramique	1	0,00
Fabrication de tuiles et briques	25	0,01
Fabrication d'autres produits céramiques	9	0,00
Fabrication de ciment, chaux et plâtre	32	0,02
Fabrication de matériaux et d'ouvrages en ciment, en béton ou en plâtre ; travail de la pierre	353	0,17
Fabrication de produits minéraux non métalliques n.c.a.	18	0,01
Sidérurgie et première transformation de l'acier	154	0,08
Métallurgie et première transformation des métaux non ferreux	162	0,08
Fonderie	20	0,01
Fabrication de structures métalliques, citernes et ouvrages chaudronnés	372	0,18
Fabrication d'autres ouvrages en métaux	2 591	1,27
Fabrication de composants,	2	0,00
Fabrication d'ordinateurs et d'équipements périphériques	6	0,00
Fabrication d'équipements de communication	13	0,01
Fabrication de produits électroniques grand public	9	0,00
Fabrication d'équipements d'imagerie médicale, de précision, d'optique et d'horlogerie	5	0,00
Fabrication de machines et matériels électrotechniques	10	0,00
Fabrication d'appareils domestiques	31	0,02
Fabrication de machines d'usage général	16	0,01
Fabrication de machines d'usage spécifique	29	0,01

Activités principales	Nombre	Proportion (%)
Construction de véhicules automobiles	27	0,01
Construction navale	4	0,00
Fabrication d'autres équipements de transport	21	0,01
Fabrication de matelas et sommiers	112	0,06
Fabrication de meubles divers	2 027	1,00
Fabrication d'articles de bijouterie	190	0,09
Fabrication d'instruments de musique	5	0,00
Activités manufacturières n.c.a.	33	0,02
Réparation de machines et d'équipements professionnels	872	0,43
Installation de machines et d'équipements professionnels	29	0,01
Production, transport et distribution d'électricité	39	0,02
Production et distribution de combustibles gazeux et de glace	85	0,04
Captage, traitement et distribution d'eau	37	0,02
Collecte et traitement des eaux usées	3	0,00
Collecte, traitement et élimination des déchets	13	0,01
Récupération des déchets	6	0,00
Dépollution et autres activités de gestion des déchets	6	0,00
Promotion immobilière	11	0,01
Construction de bâtiments complets	165	0,08
Génie civil	140	0,07
Démolition et préparation des sites	64	0,03
Travaux d'installation	117	0,06
Travaux de finition	498	0,24
Autres travaux spécialisés de construction	81	0,04
Commerce de véhicules automobiles	99	0,05
Entretien et réparation de véhicules automobiles	3 624	1,78
Commerce de pièces détachées et d'accessoires automobiles	5 117	2,52
Commerce et réparation de motocycles	3 041	1,49
Activités des Intermédiaires du commerce de gros	22	0,01
Commerce de gros de produits agricoles bruts et d'aliments pour animaux	721	0,35
Commerce de gros d'animaux vivants, de peaux et cuirs	38	0,02
Commerce de gros de produits alimentaires, boissons et tabacs manufacturés	970	0,48
Commerce de gros de textiles, habillement et chaussures	355	0,17
Commerce de gros de produits pharmaceutiques et médicaux	49	0,02
Commerce de gros de biens de consommation non alimentaires n. c. a.	109	0,05
Commerce de gros de carburants et combustibles	129	0,06
Commerce de gros de bois	579	0,28
Commerce de gros de matériaux de construction, quincaillerie et fournitures pour plomberie	287	0,14
Commerce de gros de produits intermédiaires non agricoles divers	129	0,06
Commerce de gros d'équipements pour l'informatique et la communication	229	0,11
Commerce de gros d'autres équipements industriels et fournitures diverses	92	0,05
Commerce de gros non spécialisé	71	0,03
Commerce de détail en magasin non spécialisé	11 319	5,56
Commerce de détail en magasin spécialisé de produits alimentaires, boissons et tabacs manufacturés	19 818	9,74

Activités principales	Nombre	Proportion (%)
Commerce de détail en magasin spécialisé de produits pharmaceutiques et médicaux, de parfumerie et de produits de beauté	8 489	4,17
Commerce de détail en magasin spécialisé de textiles, habillement, chaussures et articles en cuir	18 249	8,97
Commerce de détail en magasin spécialisé d'articles et appareils d'équipement domestique	3 631	1,78
Commerce de détail en magasin spécialisé de quincaillerie, peintures, verre, tapis et revêtement de sols et murs	7 398	3,64
Commerce de détail en magasin spécialisé de livres, journaux et articles de sport et de loisirs	984	0,48
Commerce de détail en magasin spécialisé d'équipements informatiques et de matériels de télécommunication, audio ou vid	3 808	1,87
Commerce de détail en magasin spécialisé de carburants automobiles	393	0,19
Commerce de détail en magasin spécialisé d'autres produits n.c.a.	8 879	4,36
Commerce de détail sur éventaies et marchés de viandes et poissons	1 918	0,94
Commerce de détail sur éventaies et marchés de fruits et légumes frais	221	0,11
Commerce de détail sur éventaies et marchés de céréales, tubercules et d'autres produits alimentaires, boissons et taba	639	0,31
Commerce de détail sur éventaies et marchés de textiles, habillement, chaussures et articles en cuir	976	0,48
Commerce de détail sur éventaies et marchés d'articles non alimentaires divers	829	0,41
Autres commerces de détail hors magasin	1 568	0,77
Transports ferroviaires	10	0,00
Transports routiers de passagers	232	0,11
Transports routiers de marchandises	244	0,12
Transports par conduites	11	0,01
Transports maritimes et côtiers	102	0,05
Transports fluviaux	27	0,01
Transports aériens de passagers	89	0,04
Transports aériens de fret et lancements spatiaux	5	0,00
Entreposage	405	0,20
Manutention	19	0,01
Exploitation d'infrastructures de transport	37	0,02
Organisation du transport de fret	16	0,01
Activités de service postal universel	14	0,01
Autres activités de courrier et de distribution	33	0,02
Hébergement	1 071	0,53
Restauration	6 890	3,39
Activités de débits de boissons	15 538	7,64
Édition de livres et périodiques	71	0,03
Édition de logiciels	5	0,00
Production vidéo : cinéma et télévision	78	0,04
Production audio et édition musicale	62	0,03
Édition et diffusion de programmes radio	21	0,01
Programmation télévisuelle; télédiffusion	100	0,05
Télécommunications	864	0,42
Programmation informatique	102	0,05
Conseil et autres activités informatiques	1 544	0,76
Traitement de données, hébergement et activités connexes ; portails Internet	1 061	0,52

Activités principales	Nombre	Proportion (%)
Autres activités liées à l'information	141	0,07
Activités de banque centrale	78	0,04
Autres intermédiations monétaires	234	0,12
Fonds de placements, holdings et activités financières similaires	24	0,01
Activités de micro finance	849	0,42
Autres activités de crédits et autres intermédiations non monétaires	115	0,06
Assurance-vie et caisses de retraite	119	0,06
Assurance-dommages et réassurance	164	0,08
Gestion fonds pour tiers	10	0,00
Activités d'auxiliaires financiers	21	0,01
Activités d'auxiliaires d'assurance	27	0,01
Location immobilière et activités sur biens propres	148	0,07
Activités des agences immobilières	38	0,02
Activités juridiques	483	0,24
Activités comptables	124	0,06
Activités des sièges sociaux	5	0,00
Conseil en gestion	84	0,04
Architecture, activités d'ingénierie	154	0,08
Activités de contrôle et analyses techniques	63	0,03
Recherche-développement en sciences physiques et naturelles	34	0,02
Recherche-développement en sciences humaines et sociales	14	0,01
Publicité	30	0,01
Études de marché et sondages	24	0,01
Activités spécialisées de design	341	0,17
Activités photographiques	859	0,42
Autres activités spécialisées, scientifiques et techniques n.c.a.	915	0,45
Activités vétérinaires	27	0,01
Location de véhicules automobiles	26	0,01
Location de machines et d'équipements n.c.a	27	0,01
Location d'articles personnels et domestiques nca	52	0,03
Activités liées aux ressources humaines	105	0,05
Activités des agences de réservation et voyagistes	68	0,03
Enquêtes et sécurité	77	0,04
Activités combinées de soutien aux bâtiments	18	0,01
Activités de nettoyage	102	0,05
Aménagement paysager	7	0,00
Activités de bureau, routage et centres d'appels	1 101	0,54
Organisation de foires, salons et congrès	14	0,01
Activités de soutien aux entreprises n.c.a.	199	0,10
Activités d'administration générale, économique et sociale	15	0,01
Activités de prérogative publique	50	0,02
Activités de sécurité sociale obligatoire	2	0,00
Enseignement pré-primaire et primaire	1 234	0,61
Enseignement secondaire général	322	0,16
Enseignement secondaire technique ou professionnel	79	0,04

Activités principales	Nombre	Proportion (%)
Enseignement post-secondaire, supérieur ou non	137	0,07
Autres activités d'enseignement	795	0,39
Activités hospitalières	970	0,48
Pratique médicale et/ou dentaire	245	0,12
Activités des tradipraticiens	58	0,03
Autres activités pour la santé humaine	355	0,17
Activités d'Hébergement médicosocial et social	17	0,01
Action sociale sans hébergement	14	0,01
Activités créatives, artistiques et de spectacle	217	0,11
Conservation et valorisation du patrimoine	26	0,01
Organisation de jeux de hasard et d'argent	448	0,22
Activités sportives, récréatives et de loisirs	391	0,19
Activités des organisations économiques, patronales et professionnelles	8	0,00
Activités des syndicats des travailleurs	15	0,01
Activités des organisations religieuses	6	0,00
Activités des autres organisations associatives n.c.a.	71	0,03
Réparation d'ordinateurs et d'équipements périphériques	283	0,14
Réparation d'équipements de communication	827	0,41
Réparation de biens personnels et domestiques	2 313	1,14
Lavage et nettoyage de textiles	1 678	0,82
Coiffure et soins de beauté	18 238	8,97
Services funéraires	90	0,04
Autres services personnels n.c.a	1 883	0,93
Activités des ménages en tant qu'employeurs de personnel domestique	12	0,01
Activités indifférenciées des ménages en tant que producteurs de biens pour usage propre	6	0,00
Activités indifférenciées des ménages en tant que producteurs de services pour usage propre	20	0,01
Activités des organisations extraterritoriales	140	0,07
<b>Total</b>	<b>203 419</b>	<b>100,00</b>

Source : INS/RGE-2

**Tableau A3.4: Répartition des entreprises selon le sexe du promoteur et la forme juridique de l'entreprise**

Sexe du promoteur	EI		SARLU		SARL		SA		Autre forme juridique		Non déclaré		Total	
	2009	2016	2009	2016	2009	2016	2009	2016	2009	2016	2009	2016	2009	2016
<b>Masculin</b>	46 610	87 208	543	156	1 805	961	502	88	1 601	481	1 088	298	52 149	89 192
<b>Féminin</b>	23 625	53 015	103	35	276	193	47	17	478	160	722	140	25 251	53 560
<b>Total déclaré</b>	<b>70 235</b>	<b>140 223</b>	<b>646</b>	<b>191</b>	<b>2 081</b>	<b>1 154</b>	<b>549</b>	<b>105</b>	<b>2 079</b>	<b>641</b>	<b>1 810</b>	<b>438</b>	<b>77 400</b>	<b>142 752</b>
<b>Non déclaré</b>	960	54 355	97	527	684	2 399	163	559	97	528	8 743	2 299	10 744	60 667
<b>Total</b>	<b>71 195</b>	<b>194 578</b>	<b>743</b>	<b>718</b>	<b>2 765</b>	<b>3 553</b>	<b>712</b>	<b>664</b>	<b>2 176</b>	<b>1 169</b>	<b>10 553</b>	<b>2 737</b>	<b>88 144</b>	<b>203 419</b>

Source : INS/RGE-2



**Tableau A3.5: Répartition des entreprises et établissements selon le sexe du principal dirigeant et la forme juridique**

	EI		SARLU		SARL		SA		Autre forme juridique		Non déclaré		Total	
Sexe du principal dirigeant	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
Masculin	11 595	56,9	153	61,7	520	62,0	93	67,4	233	61,2	90	59,2	12 684	57,3
Féminin	8 768	43,1	95	38,3	319	38,0	45	32,6	148	38,9	62	40,8	9 437	42,7
<b>Total déclaré</b>	<b>20 363</b>	<b>96,4</b>	<b>248</b>	<b>92,5</b>	<b>839</b>	<b>93,6</b>	<b>138</b>	<b>90,8</b>	<b>381</b>	<b>95,0</b>	<b>152</b>	<b>92,1</b>	<b>22 121</b>	<b>96,2</b>
<b>Non déclaré</b>	<b>756</b>	<b>3,6</b>	<b>20</b>	<b>7,5</b>	<b>57</b>	<b>6,4</b>	<b>14</b>	<b>9,2</b>	<b>20</b>	<b>5,0</b>	<b>13</b>	<b>7,9</b>	<b>880</b>	<b>3,8</b>
<b>Total</b>	<b>21 119</b>	<b>100,0</b>	<b>268</b>	<b>100,0</b>	<b>896</b>	<b>100,0</b>	<b>152</b>	<b>100,0</b>	<b>401</b>	<b>100,0</b>	<b>165</b>	<b>100,0</b>	<b>23 001</b>	<b>100,0</b>

Source : INS/RGE-2

**Tableau A3.6: Répartition des entreprises et établissements selon le sexe du principal dirigeant et la Région**

Région de recensement	Masculin		Féminin		Total déclaré		Non déclaré		Total	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
Douala	3 381	50,13	3 363	49,87	6 744	95,95	285	4,05	7 029	100,00
Yaoundé	2 960	53,92	2 530	46,08	5 490	95,40	265	4,60	5 755	100,00
Adamaoua	888	87,75	124	12,25	1 012	99,02	10	0,98	1 022	100,00
Centre hors Yaoundé	426	58,04	308	41,96	734	96,20	29	3,80	763	100,00
Est	390	65,88	202	34,12	592	93,97	38	6,03	630	100,00
Extrême-nord	713	83,69	139	16,31	852	98,50	13	1,50	865	100,00
Littoral hors Douala	345	57,50	255	42,50	600	95,09	31	4,91	631	100,00
Nord	756	83,54	149	16,46	905	99,34	6	0,66	911	100,00
Nord-ouest	628	54,04	534	45,96	1 162	96,67	40	3,33	1 202	100,00
Ouest	696	48,95	726	51,05	1 422	94,93	76	5,07	1 498	100,00
Sud	589	59,92	394	40,08	983	97,33	27	2,67	1 010	100,00
Sud ouest	912	56,12	713	43,88	1 625	96,44	60	3,56	1 685	100,00
<b>Ensemble</b>	<b>12 684</b>	<b>57,34</b>	<b>9 437</b>	<b>42,66</b>	<b>22 121</b>	<b>96,17</b>	<b>880</b>	<b>3,83</b>	<b>23 001</b>	<b>100,00</b>

Source : INS/RGE-2

**Tableau A3.7 : Répartition des entreprises selon la tranche d'âge du principal dirigeant et la forme juridique de l'entreprise**

Tranche d'âge du principal dirigeant	EI		SARLU		SARL		SA		Autres formes juridiques		Non déclaré		Total	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
Moins de 20 ans	1 749	0,9	3	1,4	2	0,3	0	0,0	4	1,2	8	6,3	1 766	8,6
20-29 ans	9 963	5,3	74	33,6	254	34,1	26	22,0	108	31,0	50	39,1	10 475	51,0
30-39 ans	5 114	2,7	82	37,3	298	40,0	60	50,9	125	35,9	38	29,7	5 717	27,8
40-49 ans	1 537	0,8	43	19,6	125	16,8	28	23,7	60	17,2	27	21,1	1 820	8,9
50-59 ans	468	0,3	17	7,7	51	6,9	3	2,5	37	10,6	5	3,9	581	2,8
Plus de 60 ans	152	0,1	1	0,5	15	2,0	1	0,9	14	4,0	0	0,0	183	0,9
<b>Total déclaré</b>	<b>18 983</b>	<b>89,9</b>	<b>220</b>	<b>82,1</b>	<b>745</b>	<b>83,2</b>	<b>118</b>	<b>77,6</b>	<b>348</b>	<b>86,8</b>	<b>128</b>	<b>77,6</b>	<b>20 542</b>	<b>89,3</b>
Non déclaré	2 136	10,1	48	17,9	151	16,9	34	22,4	53	13,2	37	22,4	2 459	10,7
<b>Total</b>	<b>21 119</b>	<b>100,0</b>	<b>268</b>	<b>100,0</b>	<b>896</b>	<b>100,0</b>	<b>152</b>	<b>100,0</b>	<b>401</b>	<b>100,0</b>	<b>165</b>	<b>100,0</b>	<b>23 001</b>	<b>100,0</b>

Source : INS/RGE-2

**Tableau A3.8 : Répartition des entreprises selon les tranches d'âge du principal dirigeant et la Région**

Tranche d'âge du principal dirigeant	Moins de 20 ans		20-30 ans		30-40 ans		40-50 ans		50-60 ans		Plus de 60 ans		Total déclaré		Non déclaré		Total	
	Nombre d'entreprises	%	Nombre d'entreprises	%	Nombre d'entreprises	%	Nombre d'entreprises	%	Nombre d'entreprises	%	Nombre d'entreprises	%	Nombre d'entreprises	%	Nombre d'entreprises	%	Nombre d'entreprises	%
Douala	336	5,49	3 242	53,01	1 787	29,22	530	8,67	171	2,80	50	0,82	6 116	87,01	913	12,99	7 029	100,00
Yaoundé	240	4,86	2 560	51,84	1 530	30,98	420	8,51	142	2,88	46	0,93	4 938	85,80	817	14,20	5 755	100,00
Adamaoua	168	17,07	458	46,54	239	24,29	89	9,04	18	1,83	12	1,22	984	96,28	38	3,72	1 022	100,00
Centre hors Yaoundé	75	10,81	355	51,15	173	24,93	56	8,07	27	3,89	8	1,15	694	90,96	69	9,04	763	100,00
Est	82	14,29	281	48,95	128	22,30	61	10,63	15	2,61	7	1,22	574	91,11	56	8,89	630	100,00
Extrême-nord	129	15,69	459	55,84	156	18,98	53	6,45	18	2,19	7	0,85	822	95,03	43	4,97	865	100,00
Littoral hors Douala	27	4,67	204	35,29	191	33,04	89	15,40	49	8,48	18	3,11	578	91,60	53	8,40	631	100,00
Nord	139	15,76	447	50,68	201	22,79	67	7,60	25	2,83	3	0,34	882	96,82	29	3,18	911	100,00
Nord-ouest	199	17,43	567	49,65	239	20,93	103	9,02	27	2,36	7	0,61	1 142	95,01	60	4,99	1 202	100,00
Ouest	102	7,74	580	44,04	421	31,97	167	12,68	38	2,89	9	0,68	1 317	87,92	181	12,08	1 498	100,00
Sud	95	9,90	500	52,08	263	27,40	73	7,60	21	2,19	8	0,83	960	95,05	50	4,95	1 010	100,00
Sud ouest	174	11,34	822	53,55	389	25,34	112	7,30	30	1,95	8	0,52	1 535	91,10	150	8,90	1 685	100,00
<b>Total</b>	<b>1 766</b>	<b>8,60</b>	<b>10 475</b>	<b>50,99</b>	<b>5 717</b>	<b>27,83</b>	<b>1 820</b>	<b>8,86</b>	<b>581</b>	<b>2,83</b>	<b>183</b>	<b>0,89</b>	<b>20 542</b>	<b>89,31</b>	<b>2 459</b>	<b>10,69</b>	<b>23 001</b>	<b>100,00</b>

Source : INS/RGE-2

**Tableau A3.9: Répartition des entreprises et selon le statut matrimonial du principal dirigeant de l'entreprise et la forme juridique**

Etat matrimonial du principal dirigeant	EI		SARLU		SARL		SA		Autres formes juridiques		Non déclaré		Total	
	Nombre d'entreprises	%	Nombre d'entreprises	%	Nombre d'entreprises	%	Nombre d'entreprises	%	Nombre d'entreprises	%	Nombre d'entreprises	%	Nombre d'entreprises	%
Célibataire	10 384	52,97	75	31,65	272	34,39	29	22,31	122	33,24	53	38,97	10 935	51,42
Union libre	2 251	11,48	21	8,86	79	9,99	19	14,62	32	8,72	13	9,56	2 415	11,36
Marié	6 766	34,51	137	57,81	431	54,49	81	62,31	204	55,59	70	51,47	7 689	36,16
Divorcé	70	0,36	1	0,42	4	0,51	0	0,00	1	0,27	0	0,00	76	0,36
Séparé	24	0,12	0	0,00	0	0,00	0	0,00	1	0,27	0	0,00	25	0,12
Veuf/Veuve	109	0,56	3	1,27	5	0,63	1	0,77	7	1,91	0	0,00	125	0,59
<b>Total déclaré</b>	<b>19 604</b>	<b>92,83</b>	<b>237</b>	<b>88,43</b>	<b>791</b>	<b>88,28</b>	<b>130</b>	<b>85,53</b>	<b>367</b>	<b>91,52</b>	<b>136</b>	<b>82,42</b>	<b>21 265</b>	<b>92,45</b>
Non déclaré	1 515	7,17	31	11,57	105	11,72	22	14,47	34	8,48	29	17,58	1 736	7,55
<b>Total</b>	<b>21 119</b>	<b>100,00</b>	<b>268</b>	<b>100,00</b>	<b>896</b>	<b>100,00</b>	<b>152</b>	<b>100,00</b>	<b>401</b>	<b>100,00</b>	<b>165</b>	<b>100,00</b>	<b>23 001</b>	<b>100,00</b>

Source : INS/RGE-2

**Tableau A3.10: Répartition des entreprises et selon le statut matrimonial du principal dirigeant de l'entreprise et la Région**

Région	Célibataire		Union libre		Marié		Divorcé		Séparé		Veuf/Veuve		Total déclaré		Non déclaré		Total	
	Nombre d'entreprises	%	Nombre d'entreprises	%	Nombre d'entreprises	%	Nombre d'entreprises	%	Nombre d'entreprises	%	Nombre d'entreprises	%	Nombre d'entreprises	%	Nombre d'entreprises	%	Nombre d'entreprises	%
Douala	3 339	51,67	955	14,78	2 112	32,68	14	0,22	6	0,09	36	0,56	6 462	91,93	567	8,07	7 029	100,00
Yaoundé	2 790	53,98	629	12,17	1 696	32,81	19	0,37	8	0,15	27	0,52	5 169	89,82	586	10,18	5 755	100,00
Adamaoua	493	49,40	17	1,70	483	48,40	1	0,10	1	0,10	3	0,30	998	97,65	24	2,35	1 022	100,00
Centre hors Yaoundé	341	47,63	165	23,04	199	27,79	1	0,14	1	0,14	9	1,26	716	93,84	47	6,16	763	100,00
Est	271	46,97	91	15,77	210	36,40	0	0,00	2	0,35	3	0,52	577	91,59	53	8,41	630	100,00
Extrême-nord	441	52,75	12	1,44	365	43,66	12	1,44	0	0,00	6	0,72	836	96,65	29	3,35	865	100,00
Littoral hors Douala	210	36,21	130	22,41	231	39,83	0	0,00	0	0,00	9	1,55	580	91,92	51	8,08	631	100,00
Nord	501	56,55	9	1,02	361	40,74	6	0,68	2	0,23	7	0,79	886	97,26	25	2,74	911	100,00
Nord-ouest	643	56,11	46	4,01	442	38,57	3	0,26	3	0,26	9	0,79	1 146	95,34	56	4,66	1 202	100,00
Ouest	512	37,59	114	8,37	721	52,94	8	0,59	1	0,07	6	0,44	1 362	90,92	136	9,08	1 498	100,00
Sud	472	48,61	167	17,20	317	32,65	7	0,72	1	0,10	7	0,72	971	96,14	39	3,86	1 010	100,00
Sud ouest	922	59,03	80	5,12	552	35,34	5	0,32	0	0,00	3	0,19	1 562	92,70	123	7,30	1 685	100,00
<b>Ensemble</b>	<b>10 935</b>	<b>51,42</b>	<b>2 415</b>	<b>11,36</b>	<b>7 689</b>	<b>36,16</b>	<b>76</b>	<b>0,36</b>	<b>25</b>	<b>0,12</b>	<b>125</b>	<b>0,59</b>	<b>21 265</b>	<b>92,45</b>	<b>1 736</b>	<b>7,55</b>	<b>23 001</b>	<b>100,00</b>

Source : INS/RGE-2

**Tableau A3.11: Répartition des entreprises selon la nationalité du principal dirigeant et la forme juridique**

Nationalité du principal dirigeant	EI		SARLU		SARL		SA		Autres formes juridiques		Non déclaré		Total	
	Nombre d'entreprises	%	Nombre d'entreprises	%	Nombre d'entreprises	%	Nombre d'entreprises	%	Nombre d'entreprises	%	Nombre d'entreprises	%	Nombre d'entreprises	%
Cameroun	19 167	96,03	237	97,53	789	97,53	127	96,95	348	96,13	138	99,28	20 806	96,13
Autres CEMAC	29	0,15	2	0,82	1	0,12	1	0,76	0	0	0	0	33	0,15
Nigéria	405	2,03	0	0	4	0,49	0	0	7	1,93	1	0,72	417	1,93
Autre Afrique	323	1,62	0	0	3	0,37	0	0	3	0,83	0	0	329	1,52
France	2	0,01	2	0,82	3	0,37	1	0,76	0	0	0	0	8	0,04
Europe Hors France	7	0,04	1	0,41	0	0	1	0,76	1	0,28	0	0	10	0,05
Chine	6	0,03	0	0	3	0,37	0	0	0	0	0	0	9	0,04
Autre Asie	1	0,01	0	0	3	0,37	0	0	0	0	0	0	4	0,02
Autre nationalité	20	0,10	1	0,41	3	0,37	1	0,76	3	0,83	0	0	28	0,13
<b>Total déclaré</b>	<b>19 960</b>	<b>94,51</b>	<b>243</b>	<b>90,67</b>	<b>809</b>	<b>90,29</b>	<b>131</b>	<b>86,18</b>	<b>362</b>	<b>90,27</b>	<b>139</b>	<b>84,24</b>	<b>21 644</b>	<b>94,10</b>
Non déclaré	1 159	5,49	25	9,33	87	9,71	21	13,82	39	9,73	26	15,76	1 357	5,90
<b>Total</b>	<b>21 119</b>	<b>100,00</b>	<b>268</b>	<b>100,00</b>	<b>896</b>	<b>100,00</b>	<b>152</b>	<b>100,00</b>	<b>401</b>	<b>100,00</b>	<b>165</b>	<b>100,00</b>	<b>23 001</b>	<b>100,00</b>

Source : INS/RGE-2

**Tableau A3.12: Répartition des entreprises selon la nationalité du principal dirigeant et la Région**

	Cameroun		Autres CEMAC		Nigéria		Autre Afrique		France		Europe Hors France		Chine		Autre Asie		Autre nationalité		Total déclaré		Non déclaré		Total	
	Nomb re	%	No mbr e	%	Nom bre	%	Nombr e	%	No mb re	%	No mb re	%	No mb re	%	Nom bre	%	No mb re	%	Nombre	%	Nombr e	%	Nombr e	%
Douala	6 221	88,50	7	0,10	152	2,16	177	2,52	4	0,06	2	0,03	5	0,07	1	0,01	12	0,17	6 581	93,63	448	6,37	7 029	100,00
Yaoundé	5 124	89,04	8	0,14	88	1,53	69	1,20	2	0,03	4	0,07	3	0,05	0	0,00	7	0,12	5 305	92,18	450	7,82	5 755	100,00
Adamaoua	981	95,99	2	0,20	16	1,57	1	0,10	0	0,00	0	0,00	0	0,00	0	0,00	1	0,10	1 001	97,95	21	2,05	1 022	100,00
Centre hors Yaoundé	682	89,38	0	0,00	7	0,92	31	4,06	1	0,13	0	0,00	0	0,00	0	0,00	1	0,13	722	94,63	41	5,37	763	100,00
Est	570	90,48	1	0,16	6	0,95	7	1,11	0	0,00	0	0,00	0	0,00	0	0,00	2	0,32	586	93,02	44	6,98	630	100,00
Extrême-nord	837	96,76	0	0,00	0	0,00	2	0,23	0	0,00	1	0,12	0	0,00	0	0,00	1	0,12	841	97,23	24	2,77	865	100,00
Littoral hors Douala	560	88,75	0	0,00	8	1,27	18	2,85	0	0,00	2	0,32	0	0,00	2	0,32	0	0,00	590	93,50	41	6,50	631	100,00
Nord	875	96,05	6	0,66	17	1,87	3	0,33	0	0,00	0	0,00	0	0,00	0	0,00	0	0,00	901	98,90	10	1,10	911	100,00
Nord-ouest	1 131	94,09	0	0,00	14	1,16	1	0,08	0	0,00	0	0,00	0	0,00	0	0,00	1	0,08	1 147	95,42	55	4,58	1 202	100,00
Ouest	1 382	92,26	1	0,07	2	0,13	5	0,33	0	0,00	0	0,00	0	0,00	1	0,07	1	0,07	1 392	92,92	106	7,08	1 498	100,00
Sud	954	94,46	5	0,50	13	1,29	9	0,89	0	0,00	1	0,10	1	0,10	0	0,00	1	0,10	984	97,43	26	2,57	1 010	100,00
Sud ouest	1 489	88,37	3	0,18	94	5,58	6	0,36	1	0,06	0	0,00	0	0,00	0	0,00	1	0,06	1 594	94,60	91	5,40	1 685	100,00
<b>Total</b>	<b>20 806</b>	<b>90,46</b>	<b>33</b>	<b>0,14</b>	<b>417</b>	<b>1,81</b>	<b>329</b>	<b>1,43</b>	<b>8</b>	<b>0,03</b>	<b>10</b>	<b>0,04</b>	<b>9</b>	<b>0,04</b>	<b>4</b>	<b>0,02</b>	<b>28</b>	<b>0,12</b>	<b>21 644</b>	<b>94,10</b>	<b>1 357</b>	<b>5,90</b>	<b>23 001</b>	<b>100,00</b>

Source : INS/RGE-2

**Tableau A3.13 : Répartition des entreprises selon le niveau du diplôme du principal dirigeant et la forme juridique**

	EI		SARLU		SARL		SA		Autres formes juridiques		Non déclaré		Total	
Diplôme du principal dirigeant	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
Sans diplôme	2 827	14,72	-	-	21	2,80	1	0,81	10	2,95	5	4,10	2 864	13,79
CEP/FSLC	4 460	23,22	8	3,57	36	4,80	2	1,63	23	6,78	16	13,11	4 545	21,88
BEPC/CAP/GCOL	4 982	25,93	9	4,02	108	14,40	8	6,50	35	10,32	22	18,03	5 164	24,87
Probatoire général et technique	1 303	6,78	15	6,70	41	5,47	4	3,25	17	5,01	8	6,56	1 388	6,68
BAC/GCAL	3 116	16,22	46	20,54	178	23,73	20	16,26	60	17,70	22	18,03	3 442	16,57
BTS/DUT/DEUG/NHD	696	3,62	37	16,52	73	9,73	18	14,63	34	10,03	8	6,56	866	4,17
Licence/Licence pro/Bachelor Degree	1 330	6,92	66	29,46	205	27,33	45	36,59	102	30,09	28	22,95	1 776	8,55
Maîtrise/Master 1	36	0,19	1	0,45	1	0,13	-	-	3	0,88	1	0,82	42	0,20
DEA/Master 2	213	1,11	20	8,93	45	6,00	15	12,20	27	7,96	6	4,92	326	1,57
Ingénieur des travaux	28	0,15	3	1,34	8	1,07	1	0,81	2	0,59	1	0,82	43	0,21
Ingénieur de conception	44	0,23	3	1,34	10	1,33	4	3,25	11	3,24	-	-	72	0,35
Doctorat/PHD	74	0,39	10	4,46	12	1,60	4	3,25	12	3,54	3	2,46	115	0,55
Autre	101	0,53	6	2,68	12	1,60	1	0,81	3	0,88	2	1,64	125	0,60
<b>Total déclaré</b>	<b>19 210</b>	<b>90,96</b>	<b>224</b>	<b>83,58</b>	<b>750</b>	<b>83,71</b>	<b>123</b>	<b>80,92</b>	<b>339</b>	<b>84,54</b>	<b>122</b>	<b>73,94</b>	<b>20 768</b>	<b>90,29</b>
Non déclaré	1 909	9,04	44	16,42	146	16,29	29	19,08	62	15,46	43	26,06	2 233	9,71
<b>Total</b>	<b>21 119</b>	<b>100,00</b>	<b>268</b>	<b>100,00</b>	<b>896</b>	<b>100,00</b>	<b>152</b>	<b>100,00</b>	<b>401</b>	<b>100,00</b>	<b>165</b>	<b>100,00</b>	<b>23 001</b>	<b>100,00</b>

Source : INS/RGE-2



**Tableau A3.14 : Répartition des entreprises selon le niveau du diplôme du principal dirigeant et la Région**

Diplôme	Douala		Yaoundé		Adamaoua		Centre hors Yaoundé		Est		Extrême-nord		Littoral hors Douala		Nord		Nord-ouest		Ouest		Sud		Sud ouest		Total	
	Nombr e	%	Nombre	%	Nom bre	%	Nom bre	%	Nomb re	%	Nomb re	%	Nomb re	%	Nomb re	%	Nomb re	%	Nomb re	%	Nomb re	%	Nombre	%	Nombre	%
Sans diplôme	704	11,19	545	10,87	375	38,03	98	14,04	116	21,17	321	38,44	92	18,04	352	39,46	24	2,09	109	8,06	80	8,44	48	3,11	2 864	13,79
CEP/FSLC	1 067	16,95	877	17,48	268	27,18	221	31,66	154	28,10	186	22,28	132	25,88	235	26,35	428	37,35	347	25,65	250	26,37	380	24,64	4 545	21,88
BEPC/CAP /GCOL	1 731	27,50	1 297	25,86	158	16,02	189	27,08	129	23,54	185	22,16	124	24,31	138	15,47	191	16,67	424	31,34	294	31,01	304	19,71	5 164	24,87
Probatoire général et technique	518	8,23	411	8,19	40	4,06	41	5,87	38	6,93	29	3,47	39	7,65	37	4,15	16	1,40	127	9,39	85	8,97	7	0,45	1 388	6,68
BAC/GCAL	1 144	18,18	958	19,10	69	7,00	86	12,32	67	12,23	57	6,83	57	11,18	84	9,42	227	19,81	200	14,78	122	12,87	371	24,06	3 442	16,57
BTS/DUT/ DEUG/NH D	339	5,39	211	4,21	12	1,22	13	1,86	10	1,82	10	1,20	21	4,12	14	1,57	73	6,37	53	3,92	38	4,01	72	4,67	866	4,17
Licence/Lic ence pro/Bache lor Degree	551	8,75	517	10,31	45	4,56	30	4,30	19	3,47	32	3,83	28	5,49	23	2,58	140	12,22	70	5,17	54	5,70	267	17,32	1 776	8,55
Maîtrise/ Master 1	4	0,06	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	1	0,12	0	0,0	3	0,34	10	0,87	1	0,07	0	0,0	23	1,49	42	0,20
DEA/Mast er 2	120	1,91	126	2,51	12	1,22	11	1,58	8	1,46	6	0,72	6	1,18	2	0,22	1	0,09	15	1,11	15	1,58	4	0,26	326	1,57
Ingénieur des travaux	15	0,24	11	0,22	1	0,10	2	0,29	1	0,18	1	0,12	1	0,20	1	0,11	5	0,44	1	0,07	1	0,11	3	0,19	43	0,21
Ingénieur de conception	17	0,27	14	0,28	0	0,0	2	0,29	1	0,18	2	0,24	4	0,78	2	0,22	10	0,87	1	0,07	4	0,42	15	0,97	72	0,35
Doctorat/P HD	28	0,44	23	0,46	4	0,41	2	0,29	3	0,55	0	0,0	1	0,20	0	0,0	20	1,75	2	0,15	3	0,32	29	1,88	115	0,55
Autre	56	0,89	26	0,52	2	0,20	3	0,43	2	0,36	5	0,60	5	0,98	1	0,11	1	0,09	3	0,22	2	0,21	19	1,23	125	0,60
<b>Total déclaré</b>	<b>6 294</b>	<b>89,54</b>	<b>5 016</b>	<b>87,16</b>	<b>986</b>	<b>96</b>	<b>698</b>	<b>91,48</b>	<b>548</b>	<b>86,98</b>	<b>835</b>	<b>96,53</b>	<b>510</b>	<b>80,82</b>	<b>892</b>	<b>97,91</b>	<b>1 146</b>	<b>95,34</b>	<b>1 353</b>	<b>90,32</b>	<b>948</b>	<b>93,86</b>	<b>1 542</b>	<b>91,51</b>	<b>20 768</b>	<b>90,29</b>
Non déclaré	735	10,46	739	12,84	36	4	65	8,52	82	13,02	30	3,47	121	19,18	19	2,09	56	4,66	145	9,68	62	6,14	143	8,49	2 233	9,71
<b>Total</b>	<b>7 029</b>	<b>100,00</b>	<b>5 755</b>	<b>100,00</b>	<b>1 022</b>	<b>100</b>	<b>763</b>	<b>100,00</b>	<b>630</b>	<b>100,00</b>	<b>865</b>	<b>100,00</b>	<b>631</b>	<b>100,00</b>	<b>911</b>	<b>100,00</b>	<b>1 202</b>	<b>100,00</b>	<b>1 498</b>	<b>100,00</b>	<b>1 010</b>	<b>100,00</b>	<b>1 685</b>	<b>100,00</b>	<b>23 001</b>	<b>100,00</b>

Source : INS/RGE-2

**Tableau A3.15: Répartition des entreprises selon le nombre d'année d'expérience du principal dirigeant et la forme juridique**

Tranche d'année d'expérience	EI		SARL		SARLU		SA		Autres formes juridiques		Non déclaré		Total	
	Nombr e	%	Nomb re	%	Nom bre	%	Nom bre	%	Nombr e	%	Nom bre	%	Nombre	%
Moins de 5 ans	14 095	80,08	506	70,77	154	74,04	81	68,07	227	67,76	78	70,27	15 141	79,32
5-10 ans	2 824	16,04	161	22,52	38	18,27	32	26,89	81	24,18	24	21,62	3 160	16,55
11-15 ans	398	2,26	22	3,08	6	2,88	2	1,68	16	4,78	3	2,70	447	2,34
16-20 ans	178	1,01	18	2,52	9	4,33	3	2,52	4	1,19	5	4,50	217	1,14
20-30 ans	78	0,44	5	0,70	0	0,00	1	0,84	4	1,19	1	0,90	89	0,47
31-35 ans	10	0,06	1	0,14	0	0,00	0	0,00	3	0,90	0	0,00	14	0,07
36 ans et plus	18	0,10	2	0,28	1	0,48	0	0,00	0	0,00	0	0,00	21	0,11
<b>Total déclaré</b>	<b>17 601</b>	<b>83,34</b>	<b>715</b>	<b>79,80</b>	<b>208</b>	<b>77,61</b>	<b>119</b>	<b>78,29</b>	<b>335</b>	<b>83,54</b>	<b>111</b>	<b>67,27</b>	<b>19 089</b>	<b>82,99</b>
Non déclaré	3 518	16,66	181	20,20	60	22,39	33	21,71	66	16,46	54	32,73	3 912	17,01
<b>Total</b>	<b>21 119</b>	<b>100,00</b>	<b>896</b>	<b>100,00</b>	<b>268</b>	<b>100,00</b>	<b>152</b>	<b>100,00</b>	<b>401</b>	<b>100,00</b>	<b>165</b>	<b>100,00</b>	<b>23 001</b>	<b>100,00</b>

Source : INS/RGE-2

**Tableau A3.16: Répartition des entreprises selon le nombre d'année d'expérience du principal dirigeant et la Région**

Région	Moins de 5 ans		5-10 ans		11-15 ans		16-20 ans		20-30 ans		31-35 ans		36 ans et plus		Total déclaré		Non déclaré		Total	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
Douala	4 771	81,77	885	15,17	100	1,71	53	0,91	20	0,34	1	0,02	5	0,09	5 835	83,01	1 194	16,99	7 029	100,00
Yaoundé	3 575	78,81	762	16,80	100	2,20	61	1,34	24	0,53	6	0,13	8	0,18	4 536	78,82	1 219	21,18	5 755	100,00
Adamaoua	726	81,12	130	14,53	22	2,46	12	1,34	4	0,45	1	0,11	-	-	895	87,57	127	12,43	1 022	100,00
Centre hors Yaoundé	512	80,76	96	15,14	16	2,52	6	0,95	2	0,32	1	0,16	1	0,16	634	83,09	129	16,91	763	100,00
Est	345	82,73	55	13,19	10	2,40	4	0,96	3	0,72	-	-	-	-	417	66,19	213	33,81	630	100,00
Extrême-nord	602	73,87	168	20,61	25	3,07	15	1,84	4	0,49	1	0,12	-	-	815	94,22	50	5,78	865	100,00
Littoral hors Douala	372	73,81	103	20,44	12	2,38	5	0,99	10	1,98	1	0,20	1	0,20	504	79,87	127	20,13	631	100,00
Nord	666	78,08	153	17,94	23	2,70	4	0,47	5	0,59	2	0,23	-	-	853	93,63	58	6,37	911	100,00
Nord-ouest	853	77,55	192	17,45	29	2,64	16	1,45	7	0,64	-	-	3	0,27	1 100	91,51	102	8,49	1 202	100,00
Ouest	958	75,67	238	18,80	47	3,71	17	1,34	5	0,39	-	-	1	0,08	1 266	84,51	232	15,49	1 498	100,00
Sud	673	77,36	155	17,82	29	3,33	10	1,15	2	0,23	-	-	1	0,11	870	86,14	140	13,86	1 010	100,00
Sud ouest	1 088	79,77	223	16,35	34	2,49	14	1,03	3	0,22	1	0,07	1	0,07	1 364	80,95	321	19,05	1 685	100,00
<b>Total</b>	<b>15 141</b>	<b>79,32</b>	<b>3 160</b>	<b>16,55</b>	<b>447</b>	<b>2,34</b>	<b>217</b>	<b>1,14</b>	<b>89</b>	<b>0,47</b>	<b>14</b>	<b>0,07</b>	<b>21</b>	<b>0,11</b>	<b>19 089</b>	<b>82,99</b>	<b>3 912</b>	<b>17,01</b>	<b>23 001</b>	<b>100,00</b>

Source : INS/RGE-2

**Tableau A3.17 : Répartition des entreprises et des effectifs permanents employés selon la nationalité du promoteur/dirigeant et le sous-secteur d'activité**

Sous-secteur		Cameroun	Autres CEMAC	Nigéria	Autre Afrique	France	Europe Hors France	Etats-Unis	Chine	Autre Asie	Autre nationalité	Non déclaré	Total
Agriculture	Nombre d'entreprises	34	0	1	0	0	0	0	0	0	0	107	142
	Effectifs permanents employé	110	0	2	0	0	0	0	0	0	0	30 765	30 877
Elevage	Nombre d'entreprises	78	0	0	0	0	0	0	0	0	0	50	128
	Effectifs permanents employé	198	0	0	0	0	0	0	0	0	0	333	531
Sylviculture	Nombre d'entreprises	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	54	64
	Effectifs permanents employé	81	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3 520	3 601
Pêche et pisciculture	Nombre d'entreprises	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	7	8
	Effectifs permanents employé	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	14	16
Extraction	Nombre d'entreprises	12	1	0	0	0	1	0	0	0	0	50	64
	Effectifs permanents employé	51	3	0	0	0	64	0	0	0	0	2 113	2 231
Industrie alimentaire (y compris tabac)	Nombre d'entreprises	1 677	1	8	3	3	3	0	0	1	4	772	2 472
	Effectifs permanents employé	4 516	2	17	6	65	94	0	0	394	11	18 175	23 280
Autres industries manufacturières	Nombre d'entreprises	21 196	23	134	218	5	10	0	5	3	38	6 327	27 959
	Effectifs permanents employé	45 689	50	269	447	185	424	0	15	52	80	37 254	84 465
Electricité, gaz	Nombre d'entreprises	65	0	0	0	0	0	0	0	0	0	59	124
	Effectifs permanents employé	140	0	0	0	0	0	0	0	0	0	4 149	4 289
Eau et assainissement	Nombre d'entreprises	27	0	0	0	0	0	0	1	0	0	37	65
	Effectifs permanents employé	213	0	0	0	0	0	0	2	0	0	4 008	4 223
Construction	Nombre d'entreprises	514	0	8	0	1	0	0	0	0	0	553	1 076

Sous-secteur		Cameroun	Autres CEMAC	Nigéria	Autre Afrique	France	Europe Hors France	Etats-Unis	Chine	Autre Asie	Autre nationalité	Non déclaré	Total
	Effectifs permanents employé	4 104	0	15	0	12	0	0	0	0	0	8 811	12 942
Commerce	Nombre d'entreprises	69 224	112	3 023	1 659	11	29	2	150	7	61	30 502	104 780
	Effectifs permanents employé	146 892	227	6 259	3 365	63	78	4	452	53	147	82 261	239 801
Transport	Nombre d'entreprises	218	1	0	4	4	0	0	0	0	2	1 015	1 244
	Effectifs permanents employé	1 739	2	0	15	147	0	0	0	0	763	14 375	17 041
Hébergement et restauration	Nombre d'entreprises	14 924	21	110	310	10	9	0	5	2	7	8 101	23 499
	Effectifs permanents employé	33 225	44	238	640	134	32	0	10	9	22	19 765	54 119
Banque et assurance	Nombre d'entreprises	243	1	2	0	1	0	0	0	0	0	1 394	1 641
	Effectifs permanents employé	2 365	2	4	0	21	0	0	0	0	0	18 422	20 814
Télécommunication	Nombre d'entreprises	486	0	1	0	0	2	0	0	0	0	375	864
	Effectifs permanents employé	2 345	0	2	0	0	4	0	0	0	0	8 618	10 969
Services aux entreprises	Nombre d'entreprises	799	1	6	3	2	1	0	0	0	0	502	1 314
	Effectifs permanents employé	1 730	2	13	7	7	2	0	0	0	0	7 341	9 102
Autre tertiaire	Nombre d'entreprises	24 307	25	121	138	9	9	1	2	0	21	13 342	37 975
	Effectifs permanents employé	63 785	51	290	289	1 492	19	0	4	0	99	51 639	117 668
Total	Nombre d'entreprises	133 815	186	3 414	2 335	46	64	3	163	13	133	63 247	203 419
	Effectifs permanents employé	307 185	383	7 109	4 769	2 126	717	4	483	508	1 122	311 563	635 969

Source : INS/RGE-2

**Tableau A3.18 : Répartition des entreprises et des effectifs employés selon le sexe du promoteur d'entreprise et le type d'entreprise**

Sexe du promoteur	TPE		PE		ME		GE		Total	
	Nombre d'entreprise	Effectif des employés	Nombre d'entreprise	Effectif des employés	Nombre d'entreprise	Effectif des employés	Nombre d'entreprise	Effectif des employés	Nombre d'entreprise	Effectif des employés
Masculin	70 494	141 072	17 841	44 838	795	12 080	62	21 177	89 192	219 167
Féminin	44 154	89 293	8 989	21 488	409	3 652	8	1 335	53 560	115 768
Total déclaré	114 648	230 365	26 830	66 326	1 204	15 732	70	22 512	142 752	334 935
Non déclaré	46 446	93 238	12 375	31 509	1 485	24 564	361	151 723	60 667	301 034
Total	161 094	323 603	39 205	97 835	2 689	40 296	431	174 235	203 419	635 969

Source : INS/RGE-2

**Tableau A3.19 : Répartition des entreprises et des effectifs employés permanents selon le sexe du principal dirigeant et le type**

Sexe du promoteur	TPE		PE		ME		GE		Total	
	Nombre d'entreprise	Effectif des employés temporaires	Nombre d'entreprise	Effectif des employés temporaires	Nombre d'entreprise	Effectif des employés temporaires	Nombre d'entreprise	Effectif des employés temporaires	Nombre d'entreprise	Effectif des employés temporaires
Masculin	7 973	16 036	3 101	9 689	303	6 846	37	13 405	11 414	45 976
Féminin	6 205	12 794	2 219	6 623	155	2 615	8	1 759	8 587	23 791
Total déclaré	14 178	28 830	5 320	16 312	458	9 461	45	15 164	20 001	69 767
Non déclaré	578	1 164	181	567	9	162	4	740	772	2 633
Total	14 756	29 994	5 501	16 879	467	9 623	49	15 904	20 773	72 400

Source : INS/RGE-2

**Tableau A3.20 : Répartition des entreprises et des effectifs employés permanents selon le sexe du principal dirigeant et la forme juridique**

Sexe du promoteur	EI		SARLU		SARL		SA		Autres		Non déclaré		Total	
	Nombre d'entreprise	Effectif total des employés permanents	Nombre d'entreprise	Effectif total des employés	Nombre d'entreprise	Effectif total des employés permanents	Nombre d'entreprise	Effectif total des employés permanents	Nombre d'entreprise	Effectif total des employés permanents	Nombre d'entreprise	Effectif total des employés	Nombre d'entreprise	Effectif total des employés permanents
Masculin	11 595	31 444	520	5 155	153	3 397	93	4 114	233	1 545	90	321	12 684	45 976
Féminin	8 768	20 908	319	1 301	95	278	45	418	148	624	62	262	9 437	23 791
Total déclaré	20 363	52 352	839	6 456	248	3 675	138	4 532	381	2 169	152	583	22 121	69 767
Non déclaré	756	1 586	57	748	20	22	14	156	20	93	13	28	880	2 633
Total	21 119	53 938	896	7 204	268	3 697	152	4 688	401	2 262	165	611	23 001	72 400

Source : INS/RGE-2

**Tableau A3.21 : Les principaux obstacles à l'entrepreneuriat selon le type d'entreprises**

Type	Fiscalité	Accès au crédit	Coût du financement	Infrastructures	Transport	Corruption	Approvisionnement des matières premières	Formation/compétence	Législation du travail	Energie et Eau	Formalités administratives	Concurrence Déloyale	Justice	Débouchés	Octroi de régimes préférentiels (Zones Franches)	Absence ou insuffisance de dialogue secteur public / secteur privé	Tracasseries avec la mairie/communauté urbaine	Aucun obstacle	Autre obstacle
TPE	35,2	32,3	33,2	33,8	28,5	33,6	33,3	40,0	30,8	33,4	33,3	34,5	31,4	39,7	37,8	34,0	39,9	41,4	35,7
PE	40,9	42,9	41,0	38,8	38,9	41,1	42,5	38,0	40,6	40,9	44,0	44,0	48,0	33,1	40,5	42,3	35,1	33,3	36,7
ME	21,9	21,5	24,7	25,3	30,3	22,3	20,8	19,0	28,0	23,5	19,9	19,2	17,7	26,1	21,6	21,0	24,6	23,8	25,9
GE	1,9	3,3	1,0	2,1	2,3	3,0	3,4	3,0	0,7	2,3	2,8	2,3	2,9	1,1	0,1	2,6	0,5	1,5	1,7
<b>Total</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>

Source : INS/RGE-2

**Tableau A3.22 : Structure de l'investissement (en %) par branche d'activité en 2015**

Branches	Charges immobilisées	Immobilisations incorporelles	Immobilisations corporelles	Immobilisations financières
Agriculture	0,0	0,2	99,7	0,1
Elevage et chasse	0,0	0,0	100,0	0,0
Sylviculture et exploitation forestière	1,0	1,3	93,8	3,9
Pêche et aquaculture	-	-	-	-
Extraction des produits des hydrocarbures et d'autres produits énergétiques	0,0	0,0	100,0	0,0
Extraction des minerais	0,0	3,1	74,4	22,5
Industrie de la viande et du poisson	26,2	54,2	19,5	0,1
Travail des grains et fabrication des produits amylacés	0,2	0,5	97,1	2,3
Industrie du cacao, du café, du thé et du sucre	0,1	0,5	99,3	0,2
Industrie des oléagineux et d'aliments pour animaux	0,4	0,2	99,3	0,2
Fabrication de produits à base de céréales	0,0	0,1	74,8	25,2
Industrie du lait, des fruits et légumes et des autres produits alimentaires	0,0	0,2	99,7	0,0
Industrie de boissons	0,5	1,7	97,3	0,6
Industrie du tabac	-	-	-	-
Industries du textile et de la confection	0,0	0,0	99,8	0,2
Industries du cuir et fabrication des chaussures	0,0	0,0	66,8	33,2
Industries du bois sauf fabrication des meubles	5,2	0,4	91,2	3,2
Fabrication de papier, carton et d'articles en papier ou en carton; imprimerie et reproduction	0,0	0,6	97,4	2,0
Raffinage du pétrole et cokéfaction	0,6	1,7	96,5	1,2
Fabrication de produits chimiques et pharmaceutiques	1,0	0,2	96,3	2,6
Production de caoutchouc et fabrication d'articles en caoutchouc et en matières plastiques	0,0	5,0	94,7	0,4
Fabrication de produits minéraux non métalliques	2,4	0,2	97,1	0,4
Fabrication des produits métallurgiques de base et d'ouvrages en métaux	3,1	3,2	92,7	1,1
Fabrication de machines, d'appareils électriques et matériels n.c.a	0,0	0,0	100,0	0,0
Fabrication d'équipements et d'appareils audio-visuels et de communication, fabrication d'instruments médicaux, d'optique et d'horlogerie	3,0	3,2	92,7	1,1
Fabrication de matériel de transport	0,0	0,0	100,0	0,0
Fabrication de meubles ; activités de fabrication n.c.a.	0,0	0,0	100,0	0,0
Réparation et installation des machines et équipements	0,0	0,0	100,0	0,0
Production et distribution d'électricité, de gaz et d'air conditionné	7,6	0,7	91,6	0,1
Production et distribution d'eau, assainissement et traitement de déchets	0,0	49,7	50,3	0,0
Construction	1,6	0,1	48,1	50,2
Commerce de gros et de détail et Réparation de véhicules	1,6	6,8	73,3	18,3
Hébergement et restauration	0,1	0,2	99,6	0,1
Transport et entreposage	0,1	0,5	93,7	5,7
Activité d'information et de télécommunications	0,4	67,7	31,8	0,1
Activités financières et d'assurance	0,7	40,8	58,5	0,0
Activités immobilières	0,0	0,0	100,0	0,0
Activités fournies principalement aux entreprises	0,1	1,1	73,8	25,0
Administrations publiques et sécurité sociale	-	-	-	-
Activités éducatives	0,0	0,2	99,3	0,5
Activité pour la santé humaine et action sociale	0,0	15,9	84,0	0,1
Autres activités fournies à la collectivité, activités sociales et personnelles	0,4	1,4	89,2	9,0
<b>Ensemble</b>	<b>0,9</b>	<b>12,2</b>	<b>85,0</b>	<b>1,9</b>

Source : INS/Base des données des DSF



